



U N I K A S S E L
V E R S I T Ä T



CO-TUTELLE ENTRE :

AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ
ED 355 - ESPACE, CULTURES ET SOCIÉTÉ
MAISON MÉDITERRANÉENNE DES SCIENCES DE L'HOMME - MMSH
LABORATOIRE MÉDITERRANÉEN DE SOCIOLOGIE - LAMES

UNIVERSITÄT KASSEL
FB06 ARCHITEKTUR – STADTPLANUNG – LANDSCHAFTSPLANUNG
INSTITUT FÜR URBANE ENTWICKLUNG
STADT- UND REGIONALSOZIOLOGIE

THÈSE DE DOCTORAT
EN SOCIOLOGIE

par Ben KERSTE

Sous la direction de Sylvie MAZZELLA et Carsten KELLER

Villes Transformées, Villes Contestées.
Regards croisés sur des luttes gauches-libertaires à Marseille et à Hambourg

Soutenue le 17 décembre 2018
Aix-en-Provence

Composition du jury

Johanna ROLSHOVEN	Professeure	Rapportrice	Universität Graz
Christian RINAUDO	Professeur	Rapporteur	Université de Nice
Sylvia GIREL	MdC - HDR	Examinatrice	Aix-Marseille Université
Eddie HARTMANN	Professeur Assistant	Examinateur	Universität Heidelberg
Sylvie MAZZELLA	Dir. de Recherche	Directrice de Thèse	Aix-Marseille Université
Carsten KELLER	Professeur	Directeur de Thèse	Universität Kassel

Villes Transformées, Villes Contestées.

Regards croisés sur des luttes gauches-libertaires à Marseille et à Hambourg

À Hambourg, été 2009, de nombreuses mobilisations contestataires gauches-libertaires se fédèrent contre la politique de la « ville croissante » - à leur yeux trop entrepreneuriale et socialement injuste - et revendiquent *le droit à la ville*. Quelques années plus tard, en 2013, Marseille et sa région emportent le titre de Capitale européenne de la Culture. L'événement est avant tout perçu comme une stratégie de reconquête urbaine par les réseaux gauches-libertaires locaux. Néanmoins, à la différence de Hambourg, il n'y surgit pas de contestation. En quoi ces mobilisations gauches-libertaires, dans ces villes jumelées promouvant de grands projets urbains, sont-elles comparables ? En quoi se distinguent-elles ? Cette question centrale dans la thèse permet au fil des chapitres de contextualiser les différentes formes d'une culture urbaine contestataire. Le principal postulat de la thèse est que les luttes urbaines n'émergent ni *ex nihilo*, ni spontanément, mais s'inscrivent dans des expériences d'engagement et dans des infrastructures matérielles et immatérielles préexistantes. Ce travail privilégie une approche diachronique : l'étude de l'histoire des luttes urbaines et de l'évolution économique, politique et sociale de Marseille et de Hambourg s'appuie sur une large littérature académique et sur des documents officiels. L'analyse du réseau hambourgeois *Le droit à la Ville* est réactualisé par des entretiens d'experts. Enfin, une ethnographie des luttes gauches-libertaires à Marseille, dans le centre de la ville comme dans sa périphérie, se base sur une longue et approfondie observation, participante et engagée.

Mots-clés : mouvements sociaux ; fédération de luttes ; culture contestataire ; politique urbaine ; Marseille ; Hambourg ;

Proteste um die Transformation der Stadt.

Zur Geschichte und Gegenwart links-libertärer Politik in Marseille und Hamburg

In Hamburg schließen sich im Sommer 2009 eine Vielzahl links-libertärer Initiativen zu einem breiten politischen Netzwerk zusammen. Neben der Zurückweisung einer als unternehmerisch und sozial ungerecht kritisierten Stadtpolitik verbindet das Netzwerk die kollektive Forderung nach einem *Recht auf Stadt*. Marseille und seine Region wird kurze Zeit später europäische Kulturhauptstadt 2013. Trotz der breiten Ablehnung, die dieses Großereignis als Baustein einer langjährigen Strategie innerstädtischer Aufwertung erfährt, kommt es hier zu keinen größeren links-libertären Protesten. Wie lässt sich in den beiden Partnerstädten das Zustandekommen bzw. Ausbleiben urbaner Proteste und Vernetzungsprozesse erklären ? Ausgehend von dieser Frage sollen im Verlauf dieser Arbeit diverse externe und interne Faktoren eingeführt werden, die entscheidenden Einfluss auf die Entstehung und Kontinuität einer politischen Kultur des Protests nehmen. Anhand einer diachronen Perspektive soll die Prämisse vertreten werden, dass politische Proteste und urbane Kämpfe weder *ex nihilo*, noch spontan entstehen, sondern an zurückliegende Kämpfe anknüpfen und auf bestehenden materiellen sowie immateriellen Infrastrukturen aufbauen. Methodisch stützt sich die historische Gegenüberstellung politischer Proteste und der wirtschaftlichen, sozialen und politischen Entwicklung der beiden Städte auf einen breiten Korpus wissenschaftlicher Arbeiten und offizieller Quellen. Die Auseinandersetzung mit der Entstehungsgeschichte des Hamburger Recht auf Stadt-Netzwerks komplettiert diesen Ansatz durch qualitative Experteninterviews. Die Untersuchung links-libertäre Proteste in der Marseiller Innenstadt und an dessen Peripherie ist stark ethnografisch geprägt und basiert auf einer teilnehmenden, aktivistisch geprägten Beobachtung langjähriger Mobilisierungsprozesse.

Schlagworte : Soziale Bewegungen ; Politische Vernetzung ; Protestkultur ; Stadtpolitik ; Marseille ; Hamburg ;

Ce travail a été réalisé dans le cadre d'une co-tutelle.
Elle a été rédigé en allemand (500 pages).

Ici, il s'agit d'une version raccourcie.

Remerciements

Tout d'abord, je tiens à remercier mes directeurs Sylvie Mazzella et Carsten Keller pour leur engagement et leur soutien pendant de nombreuses années. Leur esprit critique et leurs conseils scientifiques m'ont toujours été d'une grande aide.

Merci aussi aux membres du jury pour leur curiosité et leur investissement.

Je remercie tout particulièrement les militants de Marseille et de Hambourg. Sans leur confiance, soutien et coopération, ce travail n'aurait jamais pu voir le jour. Et je m'excuse auprès de tous ceux pour qui la présence non sollicitée d'un observateur sociologue a causé ennuis et désagréments.

Un avant-dernier merci à ma famille et à mes amis. Vous êtes merveilleux !

Bernard, ton soutien et ton aide ont été d'une valeur inestimable.

Merci !

– Table des matières –

Introduction	14
1. D'un antagonisme de classe vers de nouveaux mouvements sociaux	
2. Des nouveaux mouvements sociaux aux réseaux informels de la politique gauche-libertaire	
3. Le rapport entre profession, classe sociale et engagement gauche-libertaire	
4. La politique à la première personne entre autonomie et marginalité	
5. Entre facteurs externes et internes. Contexte socio-politique et cultures contestataires	
6. Problématique et méthodologie	

<p>– Partie I. –</p> <p>Politiques urbaines, crises industrielles et luttes gauches-libertaires.</p> <p>L'histoire de Hambourg et Marseille entre 1850 et 2000</p>

Chapitre I et II	40
Le contexte politique et social, urbain et économique des deux villes	
Regard croisé sur Hambourg et Marseille entre 1850 et 1980	
Chapitre III	46
Des luttes gauches-libertaires contre l' <i>Entreprise Hambourg</i> . 1980-2000	
1. L'occupation de la <i>Hafenstraße</i> .	
2. <i>Parc Fiction</i> , le rôle de l'art entre imagination collective et champ d'intervention politique	
Chapitre IV	53
La génération « de la marche » des cités périphériques marseillaises, 1980-2005	
Point culminant et point final d'une culture contestataire collective ?	
1. Politiques d'un changement radical : entre espoir et déception, intégration et répression	
2. Rupture des traditions gauches-libertaires. Des quartiers « vides de politique » ?	
Chapitre V	58
Marseille : La politique de reconquête urbaine. 1980 et 2010	
Résistances quotidiennes et contestations collectives dans le centre-ville marseillais	
1. Rénovation urbaine, enchantement symbolique et fragmentation politique	
2. Le cas de la Rue de la République. Réussites et limites d'une contestation collective	

– **Partie II.** –
Contestations urbaines à l'échelle du quartier.
Entre mise en réseau, autonomie locale et fragmentation politique

Chapitre VI	68
Hambourg : Des <i>luttés défensives</i> vers le droit à la ville. 2002 - 2013	
<ol style="list-style-type: none"> 1. Succès économiques et effets ségrégatifs du modèle « ville croissante » 2. La naissance latente et conflictuelle du réseau contestataire « Le droit à la ville » 3. Instrumentaliser l'instrumentalisation de la culture. Le squat « Gängeviertel » 4. Comment dépasser les clivages ? Le fonctionnement d'un principe d'inclusion stratégique 	
Chapitre VII.	81
Marseille. Le conflit <i>Jardins Possibles</i> et le festival <i>Paroles de Galère</i> au Grand Saint Barthélémy. Nouvelles fédérations militantes dans le contexte de MP 2013 ?	
<ol style="list-style-type: none"> 1. Le contexte urbain, politique et militant de Capitale de la Culture 2013 2. Le conflit du projet <i>Jardins Possibles</i> 3. Le festival militant <i>Paroles de Galère</i>, zénith d'un cycle de contestation. Et après ? 	
Parenthèse pour introduire aux chapitres XIII. - X.	102
Le Carnaval indépendant de la Plaine. Cœur culturel et poulx social d'un processus de mobilisation collective ?	
Chapitre VIII	111
Le Plateau comme point de cristallisation des réseaux gauches-libertaires à Marseille. Potentialités et barrières de <i>faire collectif politique</i>	
<ol style="list-style-type: none"> 1. Le milieu occitan. Du mouvement régionaliste à la défense d'un quartier 2. Le milieu autonome. Politique radicale entre consolidation interne et fermeture externe <i>Résumé comparatif des milieux occitan et autonome</i> 3. Le milieu <i>Les Petits Lieux</i>. Alternatives culturelles, engagements citoyens et la recherche d'une indépendance politique <i>Comparaison entre Les Petits Lieux et les milieux gauches-libertaires avoisinants</i> 	
Chapitre IX	139
Naissance, déclin et renaissance. L'Assemblée de la Plaine et le défi de faire collectif	
<ol style="list-style-type: none"> 1. Menace extérieure = mobilisation intérieure ?! 2. Le Carnaval entre politique et mascarade, entre contestation et vie quotidienne 3. <i>Le Monde à l'Envers</i>. Expliquer la non-mobilisation autour du MuCEM 4. L'émergence lente et fragile d'une culture contestataire collective ! 	

Chapitre X 151

« La Plaine n'est pas un canton suisse ».

Le projet de rénovation, entre « concertation », contestation et répression

1. Sur les objectifs politiques du projet de rénovation de la place Jean Jaurès
2. Les réactions de l'Assemblée de la Plaine. L'hégémonie d'un refus radical
3. Conséquence d'un positionnement de rejet radical
4. « La Plaine n'est pas un canton suisse ». Sur le contexte politique locale
5. La Table est Plaine : Militantisme festif entre continuités de clivage, conflits productifs et mobilisations élargies
6. Un Centre-Ville Pour Tous. Obstacles internes et externes d'une mobilisation élargie

Conclusion 180

Dernières actualités 188

Bibliographie

Entretiens

Annexe

Table de matière de la version allemande

Einleitung.....	18
Kapitel I.....	46
I.) Zur allgemeinen Entwicklungsgeschichte Hamburgs zwischen 1850 und 1980	
II.) Zum vernetzten Widerstand gegen die funktionale Stadt. Die 1970er Jahre	
Kapitel II.....	76
I.) Zur allgemeinen Entwicklungsgeschichte Marseilles zwischen 1850 und 1980	
II.) Zur Entstehung migrantischer Kämpfe am Rande der Stadt	
Kapitel III.....	123
I.) Links-libertäre Stadtteilkämpfe gegen das Unternehmen Hamburg, 1980-2000	
II.) Zur Konsolidierung einer kollektiven Protestkultur am Beispiel Park Fiction	
Kapitel IV.....	165
Von der <i>génération de la marche</i> zur <i>génération de cité</i> .	
Kulminations- und Endpunkt einer kollektiven Protestkultur ?	
Kapitel V.....	201
Zur innerstädtischen Politik der <i>reconquête urbaine</i> . Alltagswiderstand und erste Formen kollektiven Protests in Marseille zwischen 1980 et 2010	
Kapitel VI.....	250
Von Abwehrkämpfen zum Recht auf Stadt. Zwischen Latenz, produktivem Konflikt und flexiblen Bündnissen	
Kapitel VII.....	285
Le conflit Jardins Possibles et le festival Paroles de Galère au Grand Saint Barthélémy. Nouvelles fédérations militantes dans le contexte de MP 2013 ?	
Kapitel VIII.....	317
Das Plateau als Kristallisationspunkt der links-libertären Protestlandschaft Marseilles. Potentiale und Barrieren einer politischen Vergemeinschaftung	
Kapitel IX.....	369
Entstehung, Niedergang und Neugeburt der Assemblée de la Plaine. Zur Rolle des unabhängigen Viertelkarneval	
Kapitel X.....	406
Zur Mobilisierung gegen das Renovierungsprojekt des Place Jean Jaurès	
Schlussbetrachtung und aktuelle Entwicklungen.....	443

Liste des abréviations

AgAM	Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise
ALFA	Association pour le Logement Familial et l'Animation des grands ensembles
APL	Aide Personnalisée au Logement
APO	Außerparlamentarische Opposition
ATOM	Association pour les Travailleurs d'Outremer
BBU	Bundesverband Bürgerinitiativen Umweltschutz
BRD	Bundesrepublik Deutschland
CDU	Christlich Demokratische Union
CFDT	Confédération française démocratique du travail
CGT	Confédération générale du travail
CGTU	Confédération Général du Travail Unitaire
CIQ	Collectif d'Intérêt de Quartier
CNRS	Centre National de la Recherche Scientifique
DUP	Déclaration d'Utilité Publique
CVPT	(Un) Centre-Ville Pour Tous
DKP	Deutsche Kommunistische Partei
DDR	Deutsche Demokratische Republik
DSU	Developpement Social Urbain
FASTI	Fédération des Associations de Solidarité avec Toutes les Immigrées
FHH	Freie Hansestadt Hamburg
FLN	Front de Libération National
FN	Front National
FO	Force Ouvrière
GAL	Grüne Alternative Liste
HBM	Habitat de Bon Marché
HLM	Habitation à Loyer Modéré
IBA	Internationale Bauausstellung
INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
JOC	Jeunesse Ouvrière Chrétienne
KB	Kommunistischer Bund
KPD	Kommunistische Partei Deutschland
MDF	Mouvement Populaire des Familles
MhM	Mieter helfen Mietern
MP2013	Marseille-Provence Capitale européenne de la Culture

MRU	Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme
NSB	Neue Soziale Bewegungen
NSDAP	Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei
OGCV	Opération Grand Centre-Ville
OPAH	Opération programmée d'amélioration de l'habitat
PCF	Parti Communiste Français
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PPP	Public-Private-Partnership
PRI	Périmètre de Restauration Immobilière
PRO	Partei Rechtsstaatlicher Offensive
POS	Political Opportunity Structures
RAF	Rote Armee Fraktion
RaS	Recht auf Stadt
SAGA	Siedlungs-Aktiengesellschaft Hamburg
SDAP	Sozialdemokratische Arbeiterpartei
SFIO	Séction Française de l'Internationale Ouvrière
SoLEAM	Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine
SPD	Sozialdemokratische Partei Deutschlands
SSP	Sous le Soleil la Plaine
steg	Stadterneuerungs- und Stadtentwicklungsgesellschaft mbH
STEK '80	Stadtentwicklungskonzept 1980
TAZ	Temporary Autonomous Zone
UMP	Union pour un Mouvement Populaire
VdM	Ville de Marseille
ZAD	Zone à Défendre
ZUP	Zone à Urbaniser en Priorité

Villes Transformées, Villes Contestées.
Regards croisés sur des luttes gauches-libertaires à
Marseille et à Hambourg

- Introduction -

Le sujet de cette thèse, l'étude des contestations et luttes urbaines dans la transformation des villes de Marseille et Hambourg, n'est pas le seul résultat d'une curiosité scientifique. Elle est le fruit d'intérêts personnels, d'affinités sociales et du hasard¹. À l'été 2011, quelques mois après mon arrivée dans le Sud de la France, et dans la ville portuaire de Marseille, c'est le « bouche à oreille » marseillais qui me fait connaître *Ramène ta mère à la Plaine* (RtmàlP). Cette « fête sauvage » est préparée par un collectif informel regroupant acteurs culturels, étudiants et militants modérés. La nouvelle se propage rapidement dans les réseaux gauches-libertaire du centre-ville. En quelques semaines, les réunions dans le squat culturel *Théâtre No !* élargissent le cercle allant jusqu'à cent participants. Un processus de délibération démocratique, directe et efficace, permet la cohésion et la synergie de différentes personnes et groupes, compétences et ressources. Un programme politique et artistique riche et diversifié voit le jour, attire un grand nombre de visiteurs et fait de cette fête sauvage un grand succès.



La fête sauvage a lieu sur la Place Cours Julien, situé à la périphérie du quartier dit *La Plaine*.
(Les photos dans ce texte, sauf autre indication, sont de l'auteur.)

L'événement révèle des tensions conflictuelles entre différents groupes sociaux et institutions publiques de la ville de Marseille. Ce sont ces tensions qui éveillent tout d'abord mon intérêt scientifique. À ce moment, les préparations battent déjà leur plein pour accueillir la Capitale européenne de la Culture, Marseille-Provence 2013 (MP 2013). Les élites locales de la politique et de l'administration urbaine, du monde des affaires et de la culture considèrent ce projet majeur comme un jalon de la renaissance urbaine. En réponse tardive à la crise postindustrielle des années 1970 et 1980, elles en espèrent une contribution décisive à l'objectif géopolitique et économique de faire de Marseille la capitale de la région euro-méditerranéenne. De la même façon, l'opération s'intègre dans la stratégie d'établir Marseille comme carrefour international d'une industrie du

1 En ce sens je rejoins l'ethnologue français Alban Bensa, qui écrit : « nos pratiques scientifiques sont hantées par des goûts et des options qui n'ont rien de scientifique, mais orientent nos choix de méthode et de théorie. [...] La campagne ou la ville, les humbles ou les puissants, la culture matérielle ou les idéologies religieuses, le proche ou le lointain, etc., autant de larges domaines qui attirent, laissent indifférents ou révoltent, selon nos parcours biographiques et notre *Weltanschauung* » (Bensa 2011 : 51).

tourisme, des services et de la nouvelle technologie. Les organisateurs de *RtmàLP* voient dans le label « capitale culturelle » le signe avant-coureur d'une nouvelle phase de reconquête urbaine caractérisée par la hausse des loyers, la surveillance des espaces publics ou l'intégration des politiques culturelles dans le *marketing* urbain. Avec cette fête, ils cherchent à s'imposer comme acteur politique autonome privilégiant et consolidant l'expérimentation artistique et la coopération collective au-delà d'une opposition binaire et réductrice entre producteur-consommateur (cf. film : *RtmàLP* 2011).

Selon Margit Mayer (2013 : 159sqg), politologue spécialisée sur les mouvements sociaux urbains, on assisterait à une généralisation des politiques urbaines dites néolibérales – caractérisées entre autres par une privatisation croissante des tâches et biens publics et par des processus de gentrification et de « festivalisation » des centres-villes – à l'origine de conflits urbains du 21^e siècle. La juxtaposition et la superposition temporelle et spatiale de grands événements sportifs ou culturels, accompagnés d'architectures phares prestigieuses (Harvey, 1989) ou la revitalisation d'anciens quartiers populaires (MacLeod, 2002), apparaissent comme un élément central des stratégies d'attractivité urbaine². Mais en contrepartie, ces événements majeurs déclenchent et condensent régulièrement des contestations³. En ce sens, l'hypothèse initiale de cette thèse postulait « que le grand projet culturel MP 2013 produit une restructuration sociale au sein de ce milieu culturel marseillais : l'événement ne renforcerait pas seulement des coopérations déjà en place, mais il donnerait lieu aussi à la création de synergies, de mobilisations et d'identifications sociales nouvelles dans des réseaux artistiques, associatifs et militants jusqu'ici séparés les uns des autres ». (Kerste 2013a).

Cette hypothèse ne s'est pas confirmée, malgré une diversité d'acteurs très critiques vis-à-vis de MP2013. En regard des manifestations et mobilisations importantes qui surgissent simultanément à Hambourg – la défense collective des *Essohäuser* et du centre culturel de la gauche-radical *Rote Flora* – l'objet et le questionnement de mes recherches se réorienteront et s'élargiront. L'accent n'est plus mis sur l'événement MP2013 comme point de départ potentiel d'une contestation urbaine, mais plus généralement sur la question des facteurs généraux qui peuvent favoriser l'émergence d'alliances contestataires dans la ville. La comparaison avec Hambourg est moins une comparaison

2 Le *Palmer Report* résume la motivation des 21 villes accueillant une capitale européenne de la culture entre 1995 et 2004 ainsi : « *In terms of the motivation for bidding, the most frequent replies from cities related to a desire to promote cultural tourism, to renew the city's image, to make the city better known and to use the designation as a tool for regeneration or as part of a strategy of economic recovery. [... The] vast majority focused on issues of selling the city and putting the city on the map* » (2004: 47).

3 Jeux Olympiques (cf. Chalkley et Essex 2003 : 12) ; Coupe du Monde de football (cf. Dilger *et.al.* 2014 : 146) ; Capitale européenne de la Culture (cf. Boyle et Hughes 1991 ; Mooney 2004 ; Lähdesmäki 2013).

terme à terme, qu'une mise en perspective comparative à partir de questionnements suivants : Après une phase de marasme (Birke 2010), pourquoi et comment en 2009 un vaste réseau d'initiatives gauches-libertaires se fédère-t-il à Hambourg sous la bannière du « Droit à la ville » ? Comment tenir compte du fait que, dans une société urbaine moderne caractérisée par la division du travail, l'anonymat et la ségrégation, certains de ses habitants commencent à se mobiliser contre la politique municipale intitulée « Ville Croissante » (*Wachsende Stadt*) ? Ou encore, comment les militants hambourgeois arrivent-ils à surmonter ou dépasser des différences et conflits internes ? Et enfin, comment expliquer qu'il n'y ait pas eu de protestations majeures à Marseille, malgré des facteurs externes (MP 2013 ; crises économiques et politiques) relativement favorables ?

« Un tel mouvement n'est jamais calculable », déclare Nicole Vrenegor du réseau *Droit à la ville*. « Vous ne pouvez pas l'organiser *top-down*. [Il reste] toujours un mystère : pourquoi à certains moments quelque chose s'enflamme et à d'autres non » (entretien Vrenegor, 04.07.2014). Ainsi, les récents conflits urbains et mobilisations de masse tels que la lutte pour le parc *Gezi* à Istanbul, le mouvement espagnol des Assemblées du 15 mai 2012 ou les révolutions nationales du « printemps arabe » n'ont pas été anticipés par les sciences sociales, les services secrets ou des *think-tanks* (cf. Fominaya 2014 ; Bayat 2012 : 7). D'autre part, les exemples ci-dessus mettent en évidence des facteurs spécifiques qui favorisent l'émergence de protestations et de mouvements. Par exemple, ce n'est pas un hasard si tous ces mouvements se sont articulés dans l'espace public, surtout sur les grandes places des métropoles. Matériellement et symboliquement, il confronte à la différence et à la rencontre, à l'imprévisible et à l'utopie (cf. Lefebvre 1968 : 77 ; 123). Et les revendications d'une société démocratique et ouverte trouvent ici, à proximité des signes du pouvoir comme les bâtiments gouvernementaux et parlementaires, le paysage idéal de leur démarcation (Beier 2018).

Cette introduction présente et discute certains des principaux facteurs et conditions socio-politiques en lien avec l'objet d'étude. Dans un premier temps, il s'agit de s'interroger sur les caractéristiques et particularités des politiques dites « gauches-libertaires ». Par quelles modalités politiques et mode d'organisation se distinguent-elles des luttes de classe et des luttes ouvrières qui ont longtemps marquées le XX^e siècle ? Quelles relations les acteurs et initiatives gauches-libertaires entretiennent-ils avec les institutions publiques et les partis politiques ? Sur la base de quelles affiliations, de quelles formes de participation et d'exclusion se structurent-elles ? Comment s'articule le rapport entre engagement politique et vie quotidienne ? Une fois le sujet de la politique gauche-libertaire défini plus en détail, des approches théoriques de la mobilisation et contestation collective seront présentées. Ici, des facteurs externes peuvent être distingués de ceux qui se déploient à l'intérieur des réseaux de gauches-libertaires. La distinction entre intérieur et extérieur

est de nature heuristique. Elle permettra, au fil des chapitres et par un regard croisé entre les deux villes, de développer et de contextualiser la principale hypothèse de cette thèse : les luttes urbaines n'émergent ni *ex nihilo*, ni spontanément, mais s'inscrivent dans des expériences d'engagement et dans des infrastructures matérielles et immatérielles préexistantes.

1. D'un antagonisme de classe vers de nouveaux mouvements sociaux

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes », écrivent Marx et Engels dans le manifeste communiste en 1848. « Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, bref oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une lutte ininterrompue ». Jusqu'à la société industrielle fordiste, les rapports sociaux sont analysés en termes de conflit général entre des classes opposant main-d'œuvre et capital. Les études marxistes soulignent que l'organisation spatiale et sociale du travail a favorisé l'existence d'une conscience collective de la classe ouvrière tout en se démarquant de la classe bourgeoise et industrielle. Le travail posté dans l'usine, les répétitions d'opérations monotones, la promiscuité urbaine dans des logements ouvriers, la mobilité sociale et spatiale réduite, tout cela créant des conditions propices pour l'émergence d'un style de vie relativement homogène, des identités collectivement partagées et des réseaux sociaux de solidarité (cf. Thompson 1963). La relation et la dialectique entre être et conscience, entre condition de travail et conscience de classe a ainsi été formulée et conceptualisée par les études marxistes comme cause principale des conflits sociaux.

Cependant, cette conception a de plus en plus été mise en question après la Deuxième Guerre mondiale. Ici, l'antagonisme entre travail et capital ne semble plus à l'origine des affrontements politiques. D'abord, les mouvements étudiants aux États-Unis et en Europe à la fin des années 1960 ont mis en lumière, pour beaucoup de chercheurs en science sociale et politique, un changement à la fois structurel et thématique. La « question sociale » et l'exigence matérielle d'un meilleur cadre de vie ont de plus en plus été remplacées par des revendications contre la guerre au Vietnam, les politiques impérialistes en Afrique et en Amérique latine, ou encore contre l'exploitation capitaliste de la nature. Ronald Inglehart va jusqu'à parler d'une « *silent revolution* » (1977) et d'un « *cultural shift* » (1990) au sein des grandes nations industrielles et d'une aspiration vers des valeurs post-matérielles.

L'opulence matérielle du système capitaliste aurait, selon Inglehart, permis une libération de besoins matériels pour ainsi privilégier, comme exigence politique, le développement individuel. Cela s'exprimerait dans la recherche d'une autonomie individuelle, des libertés morales et des espaces culturels libres ainsi que par une revendication de l'égalité et de l'émancipation entre les sexes, d'une lutte contre les discriminations raciales et sexuelles. Helmut Klage décrit une telle transformation dans la République fédérale d'Allemagne des années 1960 comme un moment de transition des « valeurs d'obligation et de consentement vers des valeurs de développement de soi ». Il s'opérerait ainsi un changement des valeurs de discipline, d'obéissance et de performance au sein des autorités traditionnelles comme la famille, l'Eglise et l'État en faveur de valeurs marquées par « des notions hédonistes, participatives et émancipatrices » (Reichhardt 2008 : 74, tpa⁴).

Les années 1970 voient naître, avant tout en Europe, une autre approche théorique qui vise à expliquer la transition des conflits politiques au-delà de l'antagonisme entre travail et capital. Les auteurs de cette approche constatent, également sous l'impression de mouvements étudiants, l'émergence de nouvelles formes d'organisation politique, une diversification des thèmes et une composition sociale fortement marquée par la « nouvelle classe moyenne ». Cette approche les qualifie alors de « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) (Touraine 1978 ; Offe 1985 ; Melucci 1980). Contrairement à la conception d'Inglehart, qui se base sur une lecture optimiste du capitalisme moderne et du libéralisme politique, les approches autour des NMS sont marquées par une mise à l'écart et une distance critique vis-à-vis du libéralisme économique et politique.

Un des théoriciens centraux des NMS est le sociologue français Alain Touraine. Sa théorie reste fidèle à la tradition marxiste dans la mesure où elle se fonde sur le postulat d'un conflit central entre les deux groupes sociaux antagonistes, un conflit qui assure l'avancement et le progrès de la société. En revanche, ce conflit ne se déploie plus entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, son lieu d'action n'étant plus le lieu de travail, l'atelier ou l'usine de la production industrielle. Comme d'autres (Bell 1973), Touraine observe davantage les effets de la société post-industrielle dont les nouvelles ressources économiques sont la connaissance et l'information, l'innovation technologique et scientifique. Il identifie l'émergence d'une nouvelle classe dirigeante qui s'appuie sur un appareil technocratique afin de contrôler la production, la redistribution et l'accessibilité de ces connaissances et de ces nouvelles technologies. Dans une telle *société programmée*, le conflit antagoniste se déploie entre une classe dirigeante technocrate et un nouvel acteur, en émergence, qui vise à défendre l'autonomie sociale. Il oppose « une volonté d'autogestion à une gestion technocratique, donc un projet de société à un autre » (Touraine 1978 : 19). Les conflits, hors

4 tpa : traduit par l'auteur

travail, immatériels, tournent autour de la production du sens, des valeurs d'identité et rentrent ainsi dans la sphère privée et quotidienne.

Touraine identifie le mouvement anti-nucléaire et écologiste comme l'acteur contestataire exemplaire et idéal-typique des NMS. Pour vérifier ses hypothèses, lui et ses collègues développent la méthode de *l'intervention sociologique* qui consiste entre autres à sensibiliser les militants sur l'envergure historique de leur engagements⁵. Cependant, Touraine n'arrive guère à convaincre ses interlocuteurs. Il sous-estime l'influence des dynamiques de groupe, du contexte culturel, de l'activité elle-même, bref, la vision et le vécu que les acteurs portent sur l'organisation, l'orientation et la motivation de l'engagement militant. Et il surestime à l'inverse l'influence des structures et des changements sociaux qui ne se reproduisent pas d'une manière linéaire, à un niveau microsociologique. Ainsi le caractère binaire d'un conflit central fut critiqué et rejeté comme trop réducteur pour saisir la complexité des sociétés modernes et la diversité de ses acteurs contestataires (Rucht 1991). Touraine finira par abandonner ce projet : « *During the last twenty years, the idea of a postindustrial society has disappeared because the most important change turned out to be not a structural transformation, but the victory of a new kind of capitalism [...] that is of autonomization of economic activities from all kind of social and political intervention* » (Touraine 1998 : 207).

De son travail, cependant, il reste l'importance accordée dans l'analyse aux objectifs et fins de l'engagement politique de nouveaux mouvements sociaux, au lieu des conflits sociaux, à la vie quotidienne ainsi qu'à la sphère de la reproduction sociale (cf. Mayer 2012 : 66). Outre les thèmes classiques tels que la protection de l'environnement ou les droits de l'homme, les acteurs des NMS luttent pour de meilleures conditions de vie (loyers, mobilité, accès à l'éducation, etc.) ou des valeurs culturelles affectant la vie quotidienne au niveau individuel et collectif (relations sociales, consommation (im)matérielle, identités, etc.) : « *The new social movements are struggling, therefore, not only for the reappropriation of the material structure of production* », écrit l'ancien élève de Touraine, Alberto Melucci, « *but also for collective control over socio-economic development, i.e., for the reappropriation of time, of space, and of relationships in the individual's daily existence* » (1980: 219).

5 La méthode de *l'intervention sociologique* consiste en réunions formelles avec des représentants de ces nouveaux mouvements sociaux afin de discuter sur leurs objectifs, identités, principes d'organisation et conflits. Sous ces conditions laboratoires et artificielles, Touraine poursuit l'objectif politique d'émancipation de ces acteurs. Autant que « médiateur entre le groupe militant et le mouvement social » (1978 : 42), le sociologue encadre un processus d'auto-analyse. Ainsi, la méthode « repose sur l'idée que les acteurs sont en position d'élever leur capacité d'action par l'analyse de leur action, de co-produire et de s'approprier une analyse sociologique. » (Int. CADIS). Les réunions se terminent par la tentative de Touraine de convaincre les militants de leurs préoccupations intrinsèques, qui au-delà de leur engagement particulier, se dirigeraient contre le contrôle technocrate de leur vie.

2. Des nouveaux mouvements sociaux aux réseaux informels de la politique gauche-libertaire

Si le concept de Nouveaux Mouvements Sociaux permet un changement de perspective sur des phénomènes sociaux et politiques, on doit mettre en question l'attribut « nouveau⁶ » ainsi que la notion de mouvement. Ce dernier apparaît imprécis et trompeur dans la mesure où il sous-entend une cohérence des thèmes et des acteurs, une stabilité dans le temps et une finalité par rapport aux objectifs. Les mouvements sociaux n'existent toujours qu'au pluriel et sont traversés par des frictions sociales et des tensions identitaires (Roth et Rucht 2008 : 23). Le plus souvent, comme le montrent quelques études, des activistes s'engagent pour plusieurs causes simultanément, remettant en question le concept de *single-issue movements* (Balz et Friedrichs 2012 : 19).

Un exemple intéressant pour illustrer cette pluralité est donné par Gerhards et Rucht (1992) dans leur étude comparative de deux mobilisations de masse à Berlin à la fin des années 1980. Ainsi, pour manifester contre la visite de Ronald Reagan en 1987 et contre une conférence de la Banque mondiale en 1988, 50.000 et 80.000 personnes se sont mobilisées pour de multiples actions contestataires. Si l'organisation et la mobilisation affichent dans les deux cas un caractère national, même international, elles se sont réalisées dans un premier temps au sein de réseaux et d'initiatives berlinois et locaux. Ceux-ci constituent à une micro-échelle un « *organisational staging ground* » (1992 : 557) qui fournit les *leaders*, les participants, les réseaux et les ressources de communication. C'est grâce au travail coordinateur des *broker*⁷ que, dans un deuxième temps, les mobilisations dépassent l'échelle locale pour apparaître, à l'observateur extérieur, comme manifestations de mouvements (inter-)nationaux contre l'impérialisme et pour la paix. Vu le caractère fragmenté de ces entités politiques, il apparaît plus approprié de concevoir la mobilisation et la coordination des réseaux concrets et localisés, comme des « réseaux mobilisés de réseaux » (Neidhardt 1985 : 197).

Ainsi, ce travail en réseaux s'appuie d'abord sur des relations de confiance sociale historiquement développées. Ensuite, il rend nécessaire ou possible le dépassement ou la médiation des différences idéologiques et organisationnelles internes. Enfin, il implique la synthèse et l'enrichissement mutuel

6 L'attribut *nouveau* a régulièrement été mis en question dans la mesure où des enjeux comme la défense environnementale existent depuis l'industrialisation comme source de mobilisation (Gottlieb 1993). Et certaines exigences ou tactiques *nouvelles* se trouvent déjà dans le mouvement ouvrier français des années 1930 (Néveu 2011 : §14). Puis Sommier (2014 : 371) ou Sawicki et Siméant (2009 : 98-101) critiquent la concentration sur des conflits hors-travail telle qu'elle a été privilégiée par la conception des NMS, perdant de vue le rôle des syndicats et des partis politiques.

7 Le travail des *brokers* ou *mesomobilization actors* consiste en deux actions de mise en relation : « *First, they provide a structural integration by connecting groups with each other, collecting resources, preparing protest activities, and doing public relations. Second, they aim at a cultural integration of the various groups and networks in developing a common frame of meaning. This serves to interpret the issue at stake and to link the specific concerns to this issue.* » (Gerhards und Rucht 1992 : 558sqq).

de divers collectifs politiques par la mise à disposition de ressources et de compétences, de méthodes et de stratégies inégalement réparties. Voici les éléments de réflexion importants, tirés de ces lectures, qui nourrissent dans ce travail la notion de culture politique protestataire⁸.

Dans le cas même de modes d'organisation formalisés, intégrant des partis politiques ou des syndicats, la structuration globale consiste en des réseaux informels (Della Porta et Diani 2006 : 25sq). Les nouveaux mouvements sociaux sont par définition des *phénomènes fluides* (ibid.). Des auteurs soulignent le caractère non-conventionnel de leurs modes d'organisation politique, des répertoires d'action et d'appartenance sociale : « *Networked agencies are characterized by direct action strategies and internet communications, loose coalitions, relatively flat organizational structures, and more informal modes of belonging focused on shared concern about diverse issues and identity politics.* » (Norris 2002 : 3).

Au contraire d'un engagement politique *traditionnel* tel qu'il se trouve dans des partis, des syndicats ou des groupes d'intérêt, l'engagement au sein des nouveaux mouvements sociaux ou des réseaux contestataires ne se base pas sur une affiliation formelle. L'engagement n'est pas composé de prestations matérielles ou financières et n'est pas cadré par un système de normes et de sanctions. « *Strictly speaking, social movements do not have members, but participants* » (Della Porta und Diani 2006 : 26l). Comme des scènes (ou milieux contre-culturels), l'individu n'est pas obligé d'y participer, mais *séduit* (Hitzler et.al. 2008 : 18f.). L'informel et l'absence d'autorités directes entraînent des négociations collectives régulières entre des identités et des appartenances multiples. À l'inverse, il existe constamment le danger d'un « désengagement militant » (Filleuille 2005), d'une démobilisation et d'une fragmentation du réseau de réseaux en micro-réseaux, en scène politique ou initiative isolée.

8 La campagne contre Reagan se base sur des rapports sociaux politiques qui se sont établis à travers des contestations similaires au début de la décennie. Des réunions mensuelles régulières ont fait émerger au fur et à mesure des rapports de confiance et un corpus d'expériences politiques partagées. C'est cette base commune qui permet ensuite de dépasser des différences idéologiques et organisationnelles parfois éclatantes. Ainsi, en 1987, les organisateurs ont eu recours à un réseau de trente-deux groupes politiques élargi en seulement trois mois à cent-quarante. Notamment les *brokers* s'y caractérisent par une flexibilité organisationnelle et une pluralité idéologique importante. Les possibilités de participation sont d'un côté très ouvertes et laissent un champ de manœuvre à des divergences politiques. D'un autre côté, l'exemple de la mobilisation contre la Banque mondiale montre la nécessité (et l'efficacité) des structures institutionnelles et des formes d'organisations professionnalisées. Malgré la critique et la méfiance vis-à-vis des partis politiques et des institutions, l'organisation interne des deux campagnes est rendue cohérente par des personnes et des groupes de travail caractérisés par une division du travail, des méthodes professionnelles et des postes salariés, en grande partie financés par le nouveau parti politique *Die Grünen*. Selon Gerhards et Rucht, c'est grâce à ces formes et structures d'organisation bien différenciées que les deux mobilisations ont pu rencontrer un tel succès (1992 : 571).

Dans l'espace social, ces réseaux contestataires se situent dans des milieux associatifs, militants et contre-culturels. Comme on va le voir ci-dessous, ces milieux se caractérisent par un scepticisme et une prise de distance vis-à-vis du *système*, du *capitalisme*, des *institutions*. Ainsi, et malgré des lignes de démarcation et de conflit internes, ils se laissent caractériser par la dénomination de *gauche-libertaire* (*left-libertarian*) telle qu'elle a été définie par Herbert Kitschelt :

« *They are left because they share with traditional socialism a mistrust of the marketplace, of private investment, and of the achievement ethic, and a commitment to egalitarian redistribution. They are libertarian because they reject the authority of the private or public bureaucracies to regulate individual and collective conduct. Instead they favor participatory democracy and the autonomy of groups and individuals to define their economic, political, and cultural institutions unencumbered by market or bureaucratic dictates.* » (Kitschelt 1990 : 180).

3. Le rapport entre profession, classe sociale et engagement gauche-libertaire

De nombreuses études montrent que les NMS, et les milieux gauches-libertaires en particulier, sont constitués en grande partie de membres de la (nouvelle) classe moyenne (Kriesi 1989 ; Rose 1996 ; Crossley 2002 ; Novy und Colomb 2013). Si l'hypothèse d'Alain Gouldner – selon laquelle la nouvelle classe moyenne se caractérise par des valeurs anti-capitalistes et anti-autoritaires et se situe à ce titre comme nouvelle force antagoniste de la classe bourgeoise et du capital (Brint 1984) –, ne s'est pas confirmée, elle présente une piste d'analyse intéressante. Des recherches plus approfondies montrent le rôle primordial que jouent des groupes professionnels du secteur social, culturel et public au sein des NMS (Jenkins und Wallace 1996 : 194 ; Kriesi 1989 : 1082ff.). Elles indiquent des rapports intrinsèques entre choix professionnel, valeurs sociales et engagement politique. D'un côté, des valeurs sociales précèdent l'engagement politique⁹. De l'autre, l'engagement gauche-libertaire nécessite tout un ensemble de dispositions cognitives et organisationnelles en correspondance avec un fonctionnement hiérarchique faible, une décentralisation des tâches et une responsabilité individuelle.

9 Par exemple Frank Parkin (1968) explique la composition de la mobilisation anti-nucléaire britannique des années 1960 par des *welfare and creative professions* par la possibilité que celles-ci offrent d'échapper aux logiques de profit et à la conformité politique. Kriesi résume ce point ainsi : « *middle-class radicals [are ...] highly selective in their choices of occupation, and the welfare and creative professions provide the kind of environment most amenable to their political orientations. These occupations, he goes on, provide a kind of 'sanctuary' for the middle-class radicals where they are able to escape direct implication in capitalist economic relations and where they seem to be able to withstand the pressures for political conformity to some extent* » (Kriesi 1989 : 1084).

Melvin Kohn souligne une relation intime entre *self-directed work* – un travail polyvalent, peu routinier, basé sur l'autonomie et la responsabilité individuelle – et l'émergence d'une pensée critique et non-conformiste (cf. Macy 1988 : 328). Dans ce sens, le sociologue américain Fred Rose développe le concept de « culture de classe » afin de mettre en lien l'activité professionnelle, les valeurs sociales et la potentialité et la nature de l'engagement politique¹⁰. À l'appui de travaux de nombreux sociologues du travail et d'une étude de terrain auprès de militants syndicaux et environnementalistes, il attribue les différences d'engagement politique à des différences de cultures de travail. « *The middle class is organized around a culture of autonomy, personal responsibility, intellectual engagement, variability, and change* » (ibid. : 477). Les processus de travail sont difficiles à surveiller et les évaluations s'orientent moins vers des performances concrètes que sur des résultats à long terme. Les exigences et motivations de travail ne sont pas forcément matérielles, mais impliquent le cadre de vie et le cadre de travail.

Au contraire, le travail ouvrier est souvent d'ordre manuel, mécanique et répétitif. Il donne peu de place à des décisions et à l'autonomie individuelle et peut être contrôlé et surveillé plus facilement par la mise en place de directives et d'attentes évaluées par un management directif. Un système de récompenses et de sanctions correspond aux techniques d'adaptation pouvant aller jusqu'à la résistance cachée ou ouverte. Ces différences au niveau des cultures de classe influencent, selon Rose, directement le caractère de l'engagement politique :

« In sum, working-class people live in a system of enforced authority, and they tend to approach social change through organizing around immediate, perceived interests. Professional middle-class life is regulated by internalized norms, ambitions, and responsibilities, and these movements tend to see change as a process of education about values (and moral issues) » (ibid. : 478).

Les considérations sur le lien entre les valeurs sociales et l'activité professionnelle, l'appartenance de classe et l'engagement politique constituent comme le montrent ces études des éléments importants dont il faut tenir compte afin de mettre en lumière les caractéristiques et les modalités d'exercice de la mobilisation sociale à Hambourg et Marseille. Pour mener une « politique à la première personne » (Balz und Friedrichs 2012 : 16), ce ne sont pas seulement les ressources politiques et les compétences disponibles parmi les militants qui entrent en jeu, mais aussi leur volonté de coopérer avec d'autres groupes sociaux ou des institutions publiques.

¹⁰ « *By class culture, I refer to beliefs, attitudes and understandings, symbols, social practices, and rituals throughout the life cycle that are characteristic of positions within the production process* » (Rose : 1997 : S.472).

4. La « politique de la première personne » entre autonomie et marginalité

Le sociologue Wini Breines décrit les mouvements étudiants américains des années 1960, en quelque sorte prototype des NMS, comme le *refus général (great refusal)* de la société américaine. Des réponses politiques radicales, tel qu'elles s'expriment entre autres à travers le mouvement du *free-speech* à l'université de Berkeley, concernent notamment les modèles politiques traditionnels. Avant tout, l'objectif consistait à développer de nouvelles formes d'organisation politique, de communication, de prise de décision, au sein des hiérarchies basses. L'inefficacité, l'utopisme et l'expérimentation ont été privilégiés face la rationalité et l'utilitarisme de l'ordre établi. Selon Daniel Cohn-Bendit, il s'agirait d'un « *experiment that completely breaks with that society, an experiment that will not last, but which allows a glimpse of possibility; something which is revealed for a moment and then vanishes.* » (Cohn-Bendit, cit. Breines 1982 : 30).

Et après cette expérimentation ? Ce *refus général de la société* correspond à ce que Gérard Mauger (1994) décrit comme *esprit gauchiste* en France dans les années révolutionnaires autour de 1968. Selon lui, l'esprit gauchiste permet à un corpus social, divers et hybride, de se distinguer collectivement de la bourgeoisie et de ses institutions, tout en s'inspirant des intellectuels et des idéaux engagés. Cependant, l'échec de la grève générale de mai-juin 1968 déclenche un rapide dépérissement du mouvement gauchiste accompagné d'un déclin de la lutte ouvrière et d'une réintégration des acteurs et des idées militantes par les syndicaux et les partis politiques (Mauger 1994 : 221 ; cf. Tarrow 1994 : 293). Avec la fin du projet révolutionnaire et de la lutte de classe, avec la fin du marxisme comme alternative politique sérieuse, la *petite bourgeoisie* émergente s'est vue confrontée, selon Mauger, au risque d'un déclassement social.

Sous le credo *ni bourgeois, ni prolétaires*, la petite bourgeoisie se distanciera du « style gauchiste » afin de concilier ses valeurs et ses vécus contestataires et alternatifs avec la nécessité d'établir une vie professionnelle au sein de l'ordre social. Ainsi, des stratégies individuelles et collectives émergeront pour valoriser le capital scolaire, économique et social dont cette classe sociale est dotée. Rétrospectivement, Daniel Bells décrit ces années révolutionnaires comme processus de qualification professionnelle¹¹. Elles voient naître le *cadre de gauche* (Vilette 1979).

L'intégration d'utopies politiques et de styles de vie alternatifs dans des industries de la connaissance postmoderne (Bell 1979 ; Lloyd 2010) et dans des stratégies de promotion urbaine

11 « *But this student activism, coming after previous waves of radicalism and liberalism on the campuses, was also a form of 'vocational training' – in organization, mobilization, speaking, lobbying, and the like, that will stand them in good stead in future years.* » (Bell 1979 : 19).

(Harvey 1989 ; Friedrich und Dangschat 1993) a été discutée largement et trouve son expression scientifique dans l'ouvrage *Le nouvel esprit du Capitalisme* (Boltanski, Chiapello 2003). Mais quelles conséquences a l'expérience collective d'une intégration et dépolitisation sur des luttes gauches-libertaires ? Hanspeter Kriesi et ses collègues constatent que les nouveaux mouvements sociaux, en voie d'institutionnalisation, sont en train de devenir de plus en plus conventionnels, pragmatiques et réformistes (1995 : XXI). Dieter Rucht remarque la fin des projets utopiques, en lien avec la société globale, et un repli sur des projets politiques spécifiques (Rucht 1999). Et Michael Zwick, sous l'influence de l'institutionnalisation du parti politique *Die Grünen*, atteste enfin une nouvelle « orientation participative » des mouvements sociaux, une « importance accrue (de ceux-ci) accordée à la participation directe au processus politique sous forme de parti, élection et parlement » (Zwick 1990 : 14, tpa).

Pourtant, dans le même temps, on peut observer l'effet opposé et parler d'une situation post-démocratique caractérisée par une perte de légitimité des institutions et des processus démocratiques, ayant comme conséquence une forte dépolitisation d'une grande partie de la population (Mouffe 2010, Jörke 2010). Selon cette vision, la politique gauche-libertaire affirme une mise à distance avec les pouvoirs en place, devient *inclassable* et se situe *en parallèle, hors système* (Mauger 1994 : 223). Le terme de marginalité y est central et marque la transition du *style gauchiste* au *style contre-culturel* :

« La notion de "marginalité" condense en un mot un changement d'humeur, d'*hexis* corporelle, de goûts littéraires, artistiques, de penchants et d'intérêts libérés et comme en état de suspension après la dissolution partielle ou totale des organisations gauchistes. Le label marginal dénote aussi bien la sécession, la retraite, le repli, l'isolement, l'autarcie que la contestation, la dissidence, la rébellion, la révolte. »
(Mauger 1994 : 225).

Ce repli dans des espaces marginaux et contre-culturels¹², où les utopies et le potentiel d'un changement de société ne se réalise qu'à petite échelle, peut être décrit par le terme *politique de la*

12 Je partage la conception des sociologues Haunss et Leach qui définissent le terme sub-culturel comme l'ensemble d'éléments comme « *life-style [...], a set of social norms, traditions, linguistic patterns and dress codes, and [...] a distinctive set of signs and symbols* » (Haunss et Leach 2004 : 3). À partir de cette définition, ils différencient entre sub-culture et contre-culture : « *subcultures offer their adherents a culture that represents an alternative to the dominant culture, but one that is tolerant of the dominant culture and is primarily interested in establishing a basis for peaceful co-existence. When a political movement develops out of a subculture, it is generally for the purpose of gaining recognition and legal rights for its members. In contrast, counter-cultures actively oppose the dominant culture and arise out of a fundamental rejection of one or more of its basic principles – a counterculture is understood by its members to represent a challenge to the larger society and its hegemonic cultural codes.* » (ibid. : 8).

première personne (Balz und Friedrichs 2012 : 16, tpa). Cette politique tire sa raison d'être non pas de sa capacité d'aboutir à des fins précises (mouvements environnementaux ou des droits de l'homme), mais dans sa capacité à défendre un style de vie propre (Kriesi *et al.* 1995 : 77 ; vgl. Cohen 1985). Ici, il n'existe pas de distinction nette entre fin et moyen : « *The satisfactions of action, from the joy of fusion to the assertion of dignity, become a motivation every bit as important as a movement's stated goals.* » (Jasper 2011 : 12). Ainsi, la dimension politique et la vie quotidienne s'y superposent et des formes d'organisation formelles font place à des pratiques et des appartenances informelles : « les pratiques quotidiennes sont devenues une partie intégrale du programme politique, dans laquelle la défense des espaces libres et des contre-cultures a pris le pas sur une mobilisation élargie » (Balz und Friedrichs 2012 : 16, tpa).

Si les caractéristiques « contre-culturel » et « marginal » peuvent être vues comme source et ressource d'un engagement gauche-libertaire, elles présentent cependant des obstacles potentiels à l'émergence de coopérations et fédérations contestataires élargies. En effet, les expériences post-68 telles qu'en rendent compte les études précédentes, l'instrumentalisation de formes de contestation et l'appropriation de modes de vie alternatifs, induisent des relations ambivalentes, tendues et distancées entre les politiques gauches-libertaires et les partis et institutions, les syndicats et les médias établis. Plus profondément encore, elles opèrent des conflits internes au sein même des milieux contre-culturels et alternatifs. Par exemple, les formes de gouvernance coopérative et intégratrice qui sont devenues de plus en plus répandues dans les années 1980 en marquant une transition « *from protest to program* », ont entraîné des conflits et des ruptures entre les approches politiques réformistes et radicales¹³.

Partant de l'hypothèse que les mobilisations collectives ne sont pas la règle, mais l'exception de la vie sociale (Birke 2010 : 172), l'analyse des politiques gauches-libertaires à Marseille et à Hambourg tient compte de lignes de démarcation sociales, thématiques et spatiales entre divers acteurs militants. L'engagement gauche-libertaire y est étudié en tant que processus au sein de groupes de confiance, de groupe de pairs, et autour d'enjeux et d'espaces publics et privés qui font sens individuellement et collectivement. L'action de l'engagement, son urgence et sa véhémence,

13 Les années 1980 voient émerger des nouvelles formes de gouvernance dites néolibérales où le rapport antagoniste entre politique et mouvement social est souvent remplacé par un rapport caractérisé par l'intégration et la coopération. Sous l'influence d'une politique d'austérité du « *roll-back neoliberalism* » (cf. Brenner, Theodore 2002 : 26), des services et des charges publics sont de plus en plus délégués, à travers des programmes réformistes, à des acteurs de la société civile. Selon Mayer, cette évolution a créé une scission à l'intérieur des milieux alternatifs et protestataires. Car : « *What initially looked like a good opportunity to put their precarious alternative practices onto more stable footing created, over time, a split between the more and more professionalized, more or less alternative organizations on the one hand, and groups, whose needs were not addressed by these arrangements and who, in turn, radicalized* » (Mayer 2011 : 66f. ; vgl. Crossley 2002 : 56).

ses moyens et ses stratégies ainsi que sa propension à des coopérations ou des compromis changent en fonction de ce qui est en jeu. La revendication d'un espace public non-commercial et démocratique, tel qu'il apparaissait au cœur de la fête *RtmàlP*, peut apparaître hors-sol, si des problèmes de la vie quotidienne tournent autour de la misère matérielle, du manque de perspective ou, tout simplement, de l'éducation des enfants. On peut alors identifier des différences fondamentales par rapport à la motivation et le déclencheur d'un engagement politique, distinguant « *deprived* » et « *discontented*¹⁴ » « critique sociale » et « critique artistique¹⁵ ». Ces différences interrogent la capacité des acteurs contestataires à créer des ponts et des solidarités entre divers acteurs et luttes, à identifier des points communs et à inventer des pratiques collectives. Cela demande une « flexibilité cognitive », c'est-à-dire « *a habit of mind that permits one to assess the needs, motives, and actions of a great variety of different people simultaneously.* » (Granovetter 1983 : 205).

La question d'émergence de contestations urbaines importantes doit dépasser la perspective étroite des liens entre acteurs gauches-libertaires. Elle doit éclairer aussi le rapport entre ces dernières et d'autres groupes sociaux et institutions. Ainsi, comment les réseaux gauches-libertaires à Hambourg et à Marseille se positionnent-ils par rapport aux dispositifs publics de participation citoyenne ? Le développement de politiques participatives déployées par les institutions elles-mêmes dans les politiques urbaines en particulier, peut être interprété non seulement comme une tactique d'intégration de la contestation, mais aussi plus généralement comme une nouvelle forme de gouvernance qui « liquide la formulation du conflit au profit du consensus » (Keim 2013 : 180).

En ce sens, selon des militants du réseau hambourgeois *Le Droit à la Ville*, les nouvelles contestations contre la politique néolibérale ne sont pas uniquement exposées à la répression étroite, mais sont « dépolitisés, culturalisés, personnalisés et désamorçés » par des referendums et par l'art participatif (cf. Keim 2013 : 180). Dans le territoire du Grand St. Barthélemy, au sein des quartiers nord populaires et périphériques de la ville de Marseille (14^e arrondissement), des militants locaux refusent ainsi un projet artistique et participatif de MP 2013 selon l'argument qu'il masque délibérément l'histoire longue des dominations sociales et postcoloniales des quartiers populaires (Chap. IV. et VII.).

14 « *I would reformulate them to be an exigent demand by those deprived of basic material and existing legal rights, and an aspiration for the future by those discontented with life as they see it around them, perceived as limiting their own potentials for growth and creativity.* » (Marcuse 2009 : 190).

15 Pour Boltanski et Chiapello, la critique artistique met en avant « la perte de sens et, particulièrement, la perte du sens du beau et du grand, qui découle de la standardisation et de la marchandisation généralisée ». La critique sociale par contre s'adresse contre chaque forme d'inégalité sociale, de misère et d'exploitation. Ainsi, elle « rejette, parfois avec violence, l'immoralisme ou le neutralisme moral, l'individualisme, voire l'égoïsme ou l'égotisme, des artistes » (Boltanski et Chiapello 1999 : 83f.).

Néanmoins, il existe des initiatives qui, pour reprendre les mots de Rolf Keim, conçoivent la participation comme « champs central de compétence pour la reconquête de la politique » (ibid. : 181). Ainsi Steffen Jörg, activiste chevronné hambourgeois, insiste sur l'importance d'identifier des paradoxes et des brèches au sein de l'ordre établi afin de gagner une marge de manœuvre pour la contestation et les alternatives politiques. La politique, l'administration ou les activistes modérés, selon lui, ne forment pas un « bloc homogène. Il y a aussi des gens qui veulent peut-être quelque chose de profondément différent. [...] Je pense que ça serait une erreur de ne pas pénétrer ces failles pour essayer des choses » (entretien Jörg, 11.07.2014, tpa). L'association marseillaise *Un Centre-Ville Pour Tous* (CVPT) plaide de son côté pour dépasser des positions de refus vis-à-vis des institutions au profit d'alliances et de compromis : « un adversaire est quelqu'un avec qui on doit finir par trouver un compromis, c'est la règle en démocratie où le désaccord ne doit pas déboucher sur la guerre, réservée, elle, aux ennemis. » (CVPT 2017 : 7).

L'existence de politiques gauches-libertaires dans les deux villes portuaires sera examinée sous deux angles différents, mais complémentaires. D'un côté, il s'agira d'interroger des facteurs et mécanismes qui se déploient à l'extérieur des réseaux gauches-libertaires. On s'interrogera alors sur la manière dont les conditions et les opportunités politiques locales et nationales favorisent ou défavorisent l'émergence et l'influence de contestations gauches-libertaires dans les deux villes. Quels soutiens et quels obstacles rencontrent-elles de la part des politiques, des institutions publiques, mais aussi de la population et des médias ? D'un autre côté, on interpelle les visions, les aspirations et perspectives des acteurs contestataires eux-mêmes. À partir d'une approche socioconstructiviste, ce travail porte son attention sur des significations culturelles et des représentations symboliques qui sont à l'œuvre à l'intérieur et entre divers groupes militants, incluant leur vécu quotidien, des systèmes de valeur et leur sentiment d'appartenance à la ville. *In fine*, ce travail s'efforce de saisir empiriquement la mise en œuvre d'une culture contestataire diverse et contextualisée dans le temps et l'espace.

5. Entre facteurs externes et internes. Contexte socio-politique et cultures contestataires

Il s'agit ici de mieux comprendre le poids, le rôle et l'interdépendance des facteurs explicatifs qui se déploient à l'extérieur et à l'intérieur des groupes et réseaux contestataires. Aux États-Unis, lorsqu'une série d'émeutes urbaines secoue le pays au début des années 1970, le politologue Peter Eisinger compare quarante-trois villes. Son objectif : déterminer des différences et similitudes structurelles entre ces villes afin d'expliquer l'émergence, l'intensité et le cours de ces émeutes. Pour

lui, les facteurs explicatifs se situent tout d'abord à l'extérieur des militants à partir d'opportunités politiques (*political opportunity structures* ; POS). « *The incidence of protest is [...] related to the nature of a city's political opportunity structure (, that is the) degree to which groups are likely to be able to gain access to power and to manipulate the political system.* » (1973 : 25). Eisinger arrive à la conclusion que la protestation politique ne se produit ni dans des systèmes politiques très ouverts – dans la mesure où ceux-ci offriraient des réformes, garantiraient des formes de participation politique et impliqueraient des positions politiques divergentes dans un processus de recherche de compromis – ni dans des systèmes très fermés, puisque le danger des répressions étatiques et policières a ici un effet démobilisateur. Dans la même ligne de pensée, Hanspeter Kriesi et ses collègues concluent : « *If success chances are low, movement participants are likely to refrain from collective action, because the expected benefits will be too low weigh against the costs. However, if success chances are very high, we will also find generally lower levels of mobilization, because in this case less collective effort is needed to realize a movement's goals* » (1996 : 40).

L'un des représentants les plus connus d'une telle approche est Charles Tilly. Son analyse des formes de contestation en Angleterre et en France, surtout au XIX^e siècle, montre que ces acteurs s'appuient sur un *repertoire of contention* qui est lui-même intégré dans une histoire et contexte socio-politique spécifiques. « *The word repertoire identifies a limited set of routines that are learned, shared and acted out through a relatively deliberate process of choice. Repertoires are learned cultural creations (and) take shape as a result of political propaganda ; they emerge from struggle. [...] At any particular point in history, however, they learn only a rather small number of alternative ways to act collectively.* » (Tilly 1993 : 264). C'est cet ancrage dans l'histoire qui, selon Tilly, affecte profondément les idéaux et modes d'action de ces militants : « *The prior history of contention constrains the choices of action currently available, in partial independence of the identities and interests that participants bring to the action* » (ibid : 267).

Alors que le répertoire d'action en Angleterre et en France reste limité jusqu'au milieu du XIX^e siècle, tant sur le plan spatial que thématique, il observe d'une façon croissante la mise en relation de divers groupes d'acteurs, régions et thèmes. Selon Tilly, cependant, ce processus de changement est moins attribuable aux acteurs eux-mêmes qu'à des changements structurels qui s'opèrent au niveau des conditions politiques d'opportunité. Dans son travail sur la Grande-Bretagne (1995 : 364-77), il y inclut la centralisation de l'État-nation, l'intensification de l'opposition de classe dans le contexte de l'industrialisation, la compression spatiale et numérique des groupes sociaux sur le lieu

de travail et dans les villes en croissance rapide, et enfin un répertoire politique englobant des techniques, références et valeurs de plus en plus propices à la mobilisation des masses.

Depuis ces premiers travaux d'Eisinger et de Tilly, l'approche explicative des conditions politiques d'opportunité n'a cessé de s'enrichir de nouvelles variables qui ont permis d'éclaircir et d'illustrer une multitude de phénomènes politiques tels que le mouvement féministe américain ou le mouvement antinucléaire européen, la mobilisation des paysans en Amérique centrale ou des ouvriers industriels italiens (cf. McAdam 1996 : 23ff.). En contrepartie, selon un grand nombre de critiques, cette expansion thématique a eu un effet défavorable sur sa rigueur conceptuelle (cf. Gamson et Meyer 1996 : 275). McAdam propose donc une restriction de ces variables en les différenciant en quatre (1996 : 27) :

1. *The relative openness or closure of the institutionalized political system.*
2. *The stability or instability of the broad set of elite alignments that typically undergird a policy.*
3. *The presence or absence of elite allies.*
4. *The state's capacity and propensity for repression.*

Toutefois, il est prudent de ne pas surestimer l'importance des facteurs externes des contestations gauches-libertaires. Le politologue Sebastian Haunss critique l'approche d'opportunités politiques car il est « implicitement basé sur un modèle de démocratie pluraliste dans lequel les succès des mouvements sociaux sont conceptualisés uniquement comme une intégration dans le système politique » (2004 : 33 ; tpa). Les objectifs et fins des politiques gauches-libertaires se situent justement à distance du « système politique ». En outre, comme le montre Charles Kurzman (1996) à l'exemple de la révolution iranienne, ce sont moins les conditions politiques d'opportunité objectivement existantes qui ont débouché sur le renversement de la monarchie, mais plutôt la foi des acteurs à un tel. C'est donc l'interprétation culturelle de ces conditions d'opportunité (cf. McAdam 1982 : 48) qui porte une influence décisive sur l'apparition ou l'absence de manifestations politiques, sur leur déroulement et leur succès. Nick Crossley parle à ce propos d'une *illusio* militante, d'une « *belief in the game* », qui précède l'engagement (Crossley 2003 : 64). Pour éviter l'ambiguë du terme *opportunités politiques*, ces facteurs extérieurs seront ensuite traités comme éléments d'un contexte social, culturel et politique (cf. Rucht 1996 : 189 sqq).

L'approche croisée des villes de Marseille et Hambourg, dans les deux premiers chapitres en particulier, mobilisera cette littérature et ces réflexions afin de juxtaposer systématiquement le contexte social, culturel et politique au niveau local, et aussi national. La connaissance d'un effet de stabilisa-

tion et de reproduction de ces contextes dans le temps (cf. Kriesi *et al.* 1995 : 34) va être prise en compte par une approche diachronique. La question des alliances, des conflits et des jeux d'exclusion entre divers acteurs politiques sera examinée en tenant compte de facteurs plus macropolitiques et macroéconomiques tels que le développement des luttes ouvrières locales et nationales, le rapport entre les différents syndicats et partis communistes et socialistes, l'influence de l'État-nation sur l'évolution politique, économique et sociale des deux villes depuis les années 1970, et enfin en considérant les effets sociaux et économiques de grands projets urbains (expulsions, augmentation des loyers et/ou ségrégation socio-spatiale, etc.). À Marseille et Hambourg, nous examinerons comment ces facteurs ont eu une influence directe et indirecte sur l'émergence et l'intensité, le caractère et l'évolution des contestations gauches-libertaires et des luttes urbaines.

Les facteurs internes, qui placent le niveau de signification et la vision des acteurs au centre de la description et de l'analyse, ne seront détaillés que progressivement. Ils permettront de mieux étudier dans sa pluralité et complexité la notion de culture contestataire le plus souvent déclinée au singulier. En outre, cette notion ne s'épuise pas dans la simple existence d'initiatives contestataires urbaines, mais se déploie précisément dans la capacité et volonté de briser l'isolement social et politique et de s'organiser en réseau ou même à travers des « réseaux de réseaux ». De ce point de vue, la protestation politique est de nature collective. Elle « commence quand des individus revendiquent collectivement et que leurs revendications, si elles sont satisfaites, ont un effet sur les intérêts d'autres individus. [...] Et elle] dépend de la mobilisation et des capacités qu'ont certains groupes sociaux d'élaborer des systèmes d'interaction collective. » (McAdam *et al.* 1998 : 7).

A l'instar des deux mobilisations berlinoises, certains paramètres essentiels d'une telle mise en réseau ont déjà été évoqués. Outre l'existence de relations sociales de confiance, de traditions locales de contestation et le recours à ce qu'on appelle des *brokers* comme médiateurs entre différents groupes et intérêts, la mobilisation collective nécessite des cadres d'interprétation et un travail de signification afin d'identifier des objectifs, stratégies et adversaires communs (cf. Chap. III.). Il y a également un besoin de compétences et de ressources politiques dans des domaines tels que l'organisation collective ou la communication. Compte tenu du caractère informel de la mobilisation gauche-libertaire, les incitations à l'appartenance et à l'engagement politique doivent être analysées avec intérêt. Les identités collectives, les émotions (plaisir, joie, divertissement, peur, colère) ainsi que la conviction que l'on peut façonner activement ses propres conditions de vie y jouent un rôle clef. Outre l'existence d'une infrastructure matérielle, ces dimensions peuvent être comprises comme une « *soft infrastructure such as trust, norms, symbols, identities and emotions* »

(Nicholls 2008 : 4). En résumé, des cultures contestataires collectives peuvent être définies comme suit :

« *When a web of insurgent networks is well developed and common frames forged, a culture of resistance can emerge in urban places. These cultures not only provide insurgents with a coherent identity but they also give a profound sense of meaning to collective forms of resistance. These cultures are captured, produced and reproduced through symbolic products like the built environment, songs and poetry, and stories of past battles and struggles.* » (Nicholls 2008 : 8).

L'existence de telles cultures permet aux militants de situer leur engagement particulier et actuel dans un contexte temporel et spatial plus large. Elles n'émergent ni *ex nihilo*, ni spontanément, mais s'inscrivent dans des infrastructures matérielles et immatérielles préexistantes. La sociologue Cristine Fominaya montre, par exemple, que le mouvement espagnol des Assemblées du 15 mai 2012 doit être situé dans l'histoire nationale et locale. En effet, « *unpredictable is not the same as spontaneous or unprecedented. The search for the new can turn our gaze from the history and agency of political actors and downplays the importance of movement culture in shaping collective action* » (2014 : 144). À Madrid, malgré l'invisibilité des réseaux et pratiques gauches-libertaires durant les années 2000, de nombreux liens sociaux, et répertoires d'actions, se sont multipliés et ont œuvré depuis la fin des années 1970.

« *Activists built on a tradition of deliberative practices developed in anti-militarist, feminist, environmental and the Okupa (squatters) movement to slowly shift their asamblearia practice towards a more deliberative model : [...] the asamblearia tradition has a long trajectory, from a diverse range of social movements since (at least) the late 1970s, including the conscientious objectors, free radio, squatted social centers, ecologist, feminist and anti-capitalist movements, among others.* » (2014 : 151).

Si l'existence et la vivacité de telles traditions ne sont pas suffisantes pour expliquer le mouvement du 15 mai, elles constituent néanmoins une condition préalable nécessaire à son émergence. Son déclenchement soudain, favorisé par la crise immobilière et financière internationale, n'est donc possible et compréhensible que dans le contexte d'un « *survival of activist networks, a repertoire of goals and tactics and a continued sense of collective identity* » (idem : 147). L'importance des processus sociohistoriques est devenue évidente dans l'analyse de constitution de cultures contestataires. L'étude ethnographique, contemporaine, portant sur des processus de mobilisation et contes-

tation urbaine à petite échelle, doit alors être complétée par une perspective historique de *longue durée*.

6. Problématique, méthodologie

Au cours de cette introduction, deux questions centrales apparaissent et tiennent compte de deux perspectives complémentaires. Premièrement, il s'agit de voir quels sont les facteurs externes, encourageant ou entravant la volonté et la capacité des acteurs gauches-libertaires à Marseille et Hambourg à revendiquer et à réaliser des projets politiques et sociaux propres ? Quel soutien, quels alliés potentiels, quels obstacles et formes de résistance rencontrent-ils ? Deuxièmement, il s'agit de voir dans quelle mesure existent-ils des cultures gauches-libertaires vives et actives dans les deux villes ? Dans quel contexte, et à travers quelle(s) histoire(s) locales et individuelles, se développent-elles, se consolident-elles et se renouvellent-elles au cours des dernières décennies ?

Une des hypothèses de ce travail consiste à dire que l'émergence et le succès du réseau contestataire hambourgeois le *Droit à la Ville* en 2009 est le fruit de cultures contestataires vives. Des menaces extérieures régulières et un contexte socio-politique propice ont favorisé, et cela à travers des décennies, la collaboration militante. Celle-ci a joué un rôle primordial à la médiation des différences, des ruptures et conflits internes tout en ouvrant des liens de coopération avec des institutions publiques. À Marseille cependant, l'absence de contestations élargies, et cela malgré la menace extérieure et les opportunités favorables que présente la Capitale européenne de la Culture en 2013, exprime l'hégémonie d'une culture politique du conflit. Tant au niveau institutionnel qu'extra-parlementaire, la culture politique de la ville se caractérise moins par l'élaboration de compromis, par des coopérations et/ou des objectifs et projets à long terme. Bien au contraire, son évolution politique, sociale et urbaine est profondément marquée par la fragmentation et la démarcation, l'incohérence et le retard. Dans le contexte d'un manque de traditions et de précurseurs gauches-libertaires, les militants en 2013 n'avaient ni la volonté, ni la capacité de former des alliances plus importantes contre la transformation de la ville, perçue collectivement comme une menace. Par contre, comme nous l'a appris Fominaya, l'absence de contestations visibles ne signifie pas toute absence de mobilisation politique. Entre 2012 et 2018, peut-on observer l'émergence d'une ou de plusieurs cultures gauches-libertaires à Marseille ?

L'ouvrage est divisé en deux parties de cinq chapitres chacune. La première partie est de nature historique ciblant notamment la période de 1945 à 2000. À partir d'un regard croisé, et à l'appui de lectures d'auteurs spécialistes des études urbaines, on examinera l'évolution économique, politique

et sociale des deux villes. Une attention particulière sera accordée aux luttes ouvrières, à l'émergence de nouveaux mouvements sociaux ainsi qu'aux luttes de la gauche-libertaire. La deuxième partie se réfère à la situation politique contemporaine et déplace l'accent sur la description et l'analyse ethnographique des processus de mobilisation politique au niveau microsociologique. Ici, seul le chapitre VI se situe à Hambourg, traitant la genèse du réseau *Recht auf Stadt* entre 2002 et 2010. Le chapitre VII étudie les Quartiers Nord de Marseille dans le contexte de la Capitale culturelle 2013. Les trois derniers chapitres visent à analyser en détail le processus lent et fragile d'une mobilisation collective dans le quartier central et historique dit de *La Plaine* à un moment de rénovation urbaine.

Dans l'ensemble, ce n'est pas une comparaison systématique des deux villes portuaires qui est recherchée, mais un mouvement d'observation et d'interrogation mutuelle et réciproque. Cela permet de mettre en dialogue, de contextualiser et questionner les résultats et la compréhension de chaque ville. Dans la perspective du travail du géographe français Mathieu Giroud, « des situations ou des processus proches ou semblables sont appréhendés dans des contextes géographiques et temporels différents. Les deux terrains d'étude représentent ici deux contextes propices et complémentaires, qui participent ensemble à construire et appréhender l'objet et sa problématique. Et c'est à partir de l'exploitation de leur diversité, du croisement de leurs contrastes, que s'organise et se déroule la démonstration. » (Giroud 2007 : 88).

L'étude historique s'appuie sur une large littérature académique, des documents officiels et des articles de médias. Elle porte sur des sujets divers tels que l'industrialisation, l'urbanisation et la désindustrialisation, l'histoire syndicale et ouvrière, des projets de rénovation et la gentrification, le rôle des *squats* et de l'art politique. Alors que les travaux de Hanspeter Kriesi *et al.* (1995) ou Dieter Rucht (1996) rendent possible, en comparant les NMS à l'échelle internationale, une perspective distante et macro-sociologique, des travaux critiques de Michel Péraldi (Marseille) ou Jens Dangschat et Moritz Rinn (Hambourg) permettent d'approfondir les spécificités locales.

L'analyse du réseau hambourgeois *Le droit à la Ville* est complété et réactualisé par des entretiens d'experts. Le caractère ouvert et exploratoire de ces entretiens a permis de ne pas introduire des catégories d'analyse *par le haut*, mais d'initier une démarche déductive. Par contre, les deux courts séjours dans la ville hanséatique n'ont pas permis d'adapter une démarche processuelle et à long terme. L'accent est plutôt mis ici sur une analyse distante et un regard d'ensemble.

À Marseille, ces conditions sont inversées. Entre 2012 et 2018, la ville n'a pas seulement fait l'objet de mes recherches ethnographiques, elle a aussi constitué, et constitue encore, le centre de ma vie personnelle. La quantité et la qualité du matériel ainsi que l'approche méthodique ici est forcément d'une autre nature. La vision extérieure et la rencontre à court terme cèdent ici la place à l'observation participante et militante à long terme. Cela permet de confronter les analyses, les concepts et les réflexions préalables avec des recherches à l'échelle du quartier. L'implication personnelle et même engagée sur le terrain ne doit pas être considérée comme un obstacle à toute objectivation et distanciation scientifique. J'argumente que, dans des terrains politiquement sensibles et chargés, elle constitue bien au contraire une condition nécessaire de tout travail scientifique y compris sur le plan épistémologique et éthique.

Des travaux des anthropologues, on peut tirer l'enseignement que le choix d'un terrain, d'un sujet, de la bonne méthode, etc. est fortement influencé par des implications émotionnelles (Malinowski 1967), des intérêts personnels et idéologiques (Freeman 1983) ou encore des contacts (amicaux) avec des informateurs (Casagrande 1960). À la différence des sciences naturelles, on a affaire ici à des sujets qui ne sont pas des figurants passifs de nos recherches, mais des acteurs, avec une conscience et un intérêt propre. Par conséquent, les terrains ne sont jamais neutres et même souvent chargés et traversés par des rapports de force, des tensions sociales, des règles informelles et des significations culturelles. Dans des cas extrêmes, et cela contrairement à la perception du chercheur, celui-ci peut être identifié comme espion d'états étrangers (Agar 1980), comme représentant des colonisateurs (Spittler 2001) ou d'une entreprise (Roy 1970). « Chaque personne, chaque groupe », comme argumente le sociologue Daniel Bizeul « a suffisamment de raisons de se méfier d'un inconnu ou d'un nouveau venu [et ...] s'efforce d'adapter son discours, de corriger son comportement, de contrôler son émission d'informations » (Bizeul 1998 : 766).

Cette recherche se situe dans la tradition de la *Critical Urban Theory* et s'inscrit dans un contexte politique sensible et chargé. Car : « *Rather than confirming the current condition of cities as the expression of transhistorical laws of social organization, bureaucratic rationality, or economic efficiency, critical urban theory emphasizes the politically and ideologically mediated, socially contested and therefore malleable character of urban space – that is, its continual (re-)construction as a site, medium and outcome of specific relations of social power.* » (Brenner 2012 : 11). L'observation participante et engagée des contestations gauches-libertaires complique encore le rapport entre chercheur et informateur/interlocuteur. Ici, l'idéal d'une neutralité axiologique et d'une prise de distance du chercheur se révèle souvent insoutenable vis-à-vis des attentes politiques des

acteurs du terrain. L'exemple de Roy sur des conflits syndicaux aux États-Unis en est révélateur : « La lutte entre salariat et patronat dans le Sud ne permet pas d'être neutre. Les gens sont d'un bord ou de l'autre, et aux yeux d'un salarié favorable au syndicat, déjà porté à être quelque peu paranoïaque du fait de ce qu'il vit comme une persécution, la personne extérieure qui ne manifeste pas son soutien pourrait bien être un espion envoyé par l'entreprise. » (Roy 1970 : 241).

Dans de telles conditions, l'idéal d'une distinction nette entre le savant et le politique peut provoquer de profonds problèmes épistémologiques, méthodologiques et éthiques, comme le montre l'exemple de la recherche d'Élise Massicard au sein des mouvements alévis identitaires (cf. 2002 : 135-7). Sur un terrain politisé, elle choisit une approche de multi-personnalité : « Comme d'autres chercheurs avant moi, j'ai dû m'efforcer de me comporter conformément à ce (que je pensais) que les enquêtés attendaient de moi, user d'un double langage pour leur inspirer confiance et essayer de *les faire parler* un maximum » (idem : 127). À part les profonds doutes éthiques que cette approche révèle, il n'est pas tenable. Ses informateurs se rendaient compte de son double langage et de l'ambiguïté de sa posture. Ils ont commencé à se méfier et à ne plus partager d'informations sensibles. Dans de pareilles circonstances, c'est justement l'implication, la prise de position personnelle, la proximité avec les informateurs, qui rend possible la recherche. Le chercheur doit alors montrer « qu'il est de bonne foi, qu'il ne mène pas un double jeu, [...] qu'il ne sera pas une source de danger » (Bizeul 1998 : 756).

Contrairement à l'affirmation de la *neutralité axiologique* (*Wertfreiheit*) de Max Weber comme antithèse de l'intellectuel engagé, on peut souligner avec Isabelle Kalinowski la vie profondément politique de celui-ci pour montrer que « loin de prôner une *neutralité* politique du savant en général, il se réfère beaucoup plus précisément à une conception de la pédagogie, qui insiste sur ce qui doit séparer la communication scientifique de la propagande politique ou religieuse¹⁶ » (Kalinowski 2005 : 200). C'est cette distinction qui amène enfin à rejoindre la posture bourdieusienne d'un savoir engagé selon lequel « il faut être un savant autonome qui travaille selon les règles du *scholarship* pour pouvoir produire un savoir engagé, c'est-à-dire un *scholarship with commitment* » (Bourdieu 2002). Autrement dit, une approche engagée n'empêche pas, *a priori*, des prises de distance et une objectivation du terrain. Comme Xavier Dunezat le souligne, les deux approches et perspectives peuvent se nourrir mutuellement. Car, « les militant-e-s de la cause ne sont pas toujours des défenseur-e-s aveuglé-e-s de la lutte, même si elles et ils sont des défenseur-e-s de la cause. Il existe

16 En outre, Kalinowski argumente que la conception de la « neutralité axiologique » (*Wertfreiheit*) de Max Weber, tardivement entrée en France *via* les États-Unis par la traduction de Julien Freund en 1965, est le produit de la guerre froide et servait à dépolitiser les sciences sociales en les nettoyant d'un bagage marxiste (2005 : 192).

plusieurs manières d'être militant-e-s de la cause et donc plusieurs manières de faire de la sociologie quand on milite » (Dunezat 2011 : 97).

Une posture engagée nécessite d'interroger et de critiquer, malgré ou plutôt grâce à l'implication, les postures et les comportements, les discours et les actes des militants. Selon le sociologue allemand Grischa Bertram, l'optimisme et la sympathie des chercheurs qui travaillent sur des mouvements sociaux et des politiques gauches-libertaires risquent de les amener à surestimer l'importance et les moyens de ces engagements. « Un regard sobre pourrait plutôt aider à mieux employer les ressources limitées [des contestataires ...]. Il serait plutôt important de s'interroger sur les conditions structurelles d'un côté, mais surtout sur des formes de mobilisation et sur des stratégies de l'autre, qui rendent possible l'émergence et le cheminement des mouvements locaux. » (Grischa 2013 : 172, tpa). C'est précisément dans cette approche que je situe mon travail de recherche en essayant de restituer, à des moments donnés, mon travail afin que « les résultats fassent l'objet d'un débat et d'une critique collective » (Dunezat 2011 : 95) et nourrissent ainsi de manière rétroactive ma réflexion, mes données et mon analyse. En même temps, la prise de conscience des limites et des paradoxes de cette recherche engagée amène à des moments donnés à un désenchantement de celle-ci. Cela permet une prise de distance et une objectivation. « Ainsi, mes préoccupations scientifiques et mes angoisses militantes se nourrissent mutuellement [et permettent l']objectivation des conflits internes et [la]compréhension des mécanismes endogènes » (Dunezat 2011 : 86).

– Partie I. –

**Politiques Urbaines, crises industrielles et luttes
gauches-libertaires. L'histoire de Hambourg et
Marseille entre 1850 et 2000**

– Chapitre I. et II. –

**Le contexte politique et social, urbain et économique.
Regard croisé sur Hambourg et Marseille entre 1850 et 1980**

Le regard croisé sur l'histoire politique et sociale, urbaine et économique de Hambourg et Marseille permet de tirer des premiers constats par rapport aux deux questions centrales de cette thèse. De quelle façon les conditions et les opportunités politiques locales et nationales favorisent-elles ou défavorisent-elles l'émergence et l'influence de contestations gauche-libertaires dans les deux villes ? Dans quelle mesure une culture protestataire gauche-libertaire plurielle peut-elle émerger et se consolider dans les deux villes ?

L'exemple de la construction de la *Speicherstadt* la fin du XIX^e siècle a mis en évidence une relative autonomie politique et financière de la ville hanséatique vis-à-vis de l'état-nation allemand. Dans la République fédérale d'Allemagne, cette autonomie locale est encore aujourd'hui particulièrement évidente dans des domaines tels que l'urbanisme ou les politiques de logement et d'éducation (cf. Barbier 2015 : 106-116). L'exemple de la *Speicherstadt* témoigne également une rigueur conceptuelle et une attitude coopérative entre urbanistes hanséatiques et la bourgeoisie locale, observable toute au long du XX^e siècle. À partir du modèle de *développement organique* de Fritz Schumacher des années 1920 jusqu'aux réponses à la crise industrielle dans les années 1960 et 1970, l'urbanisme hambourgeois se caractérise par des coopérations diverses entre la politique municipale, régionale et étatique, entre le monde syndical, la bourgeoisie locale et les investisseurs privés (Grüttner 1976 : 47). Cette culture de coopération et cette rigueur conceptuelle se traduisent par la réalisation des projets urbains conséquents. Dans la région périphérique du Bas-Elbe, à 55 km du centre-ville, un vaste projet de réindustrialisation voit le jour à la fin des années 1960. Le centre-ville fait l'objet de plusieurs projets lourds de rénovation urbaine et de construction d'un ensemble de centres-directionnels dédié à l'industrie tertiaire. Si le projet de réindustrialisation est un échec total, ces derniers participent, en moyen terme, à la conversion de l'économie urbaine et la montée en attractivité de la ville aux yeux des classes moyennes et supérieures (Dangschat et Ossenbrügge 1991 : 92f. ; Rinn 2016).

Au niveau des mouvements sociaux et des luttes urbaines, la ville de Hambourg a été un des centres nationaux du mouvement ouvrier et syndical (Bieber 1978 ; Geffken 2015). Avec la prise du pouvoir des nationaux-socialistes en 1933 et une pacification du monde syndical par les forces

alliées après 1945, ces traditions contestataires se sont transformées et ré-orientées au fur et à mesure vers les thèmes et les acteurs de la nouvelle gauche (radicale). Selon les analyses comparatives de Rucht (1996) ou de Kriesi (et.al. 1995), c'est justement le règlement du conflit de classes et l'interdiction du parti communiste qui aurait facilité en Allemagne l'émergence non seulement des nouveaux mouvements sociaux, mais plus généralement des formes de coopération à l'intérieur d'une gauche pacifiée. Dans cette ligne de pensée, le système politique fédéral de la RFA offre un contexte politique favorable à la nouvelle gauche dans la mesure où des alliances inédites se tissent et des coopérations locales s'institutionnalisent.

En contrepartie, la politique municipale relativement cohérente à Hambourg et la réalisation de projets de développement urbain conséquents vont de pair avec toute une série de phénomènes vécus et perçus par une partie de la population locale comme une menace : augmentation de loyer ; expulsion massive des quartiers centraux ; violences policières, etc. L'analyse du mouvement anti-nucléaire d'un côté (cf. Steffen 2002), des luttes urbaines contre la ville fordiste et ses projets de rénovation sur l'autre (Grüttner 1976), met en évidence un effet structurant et mobilisateur de ces menaces extérieures. Elles ont permis et facilité l'identification d'objectifs, d'enjeux et d'adversaires communs ainsi que l'évaluation et la mise en place des solutions et des pratiques alternatives. Ainsi, le paysage gauche-libertaire hanséatique, potentiellement fragmenté et clivé, a pu parcourir dans les années 1970 un processus de fédération et de coopération politique importante. L'exemple de la « barre de 5 % »¹⁷ et l'émergence du parti *Vert-Alternative*, issue de divers courants de la gauche réformiste et radicale, montre la productivité et le succès de ces politiques fédératrices.

L'entrée au parlement municipal d'une fraction de la gauche radicale (7,7 % des votes en 1982) génère un espace intermédiaire entre politiques institutionnelles et hors-institutionnelle. Des nouvelles formes et espaces de coopération, de débat et de conflictualité se manifestent par l'émergence d'une rénovation urbaine douce et des dispositifs de participation citoyenne. Si ces évolutions témoignent d'un côté de la continuité d'une culture politique marquée par des débats publics et la recherche des compromis, une partie de la gauche-radical se organise à distance, voire en rejet des institutions. Dans tous les cas, dès le début des années 1970, les premiers éléments d'une culture gauche-libertaire s'articulent et se consolident à Hambourg par des relations de

17 En Allemagne, les élections présidentielles et municipales en scrutin proportionnel plurinominal se caractérisent par l'emploi d'une « barre des 5 % ». Celui empêche les partis les plus petits de rentrer au parlement afin d'éviter son morcellement. En Allemagne des années 1970s et 1980s, c'est la barre des 5 % qui favorise la fédération de la gauche radicale parlementaire. « Ironically, the 5 percent hurdle which originally was established to keep out newcomers and to avoid a fragmented party system, in fact strengthened the new challengers. Their only chance to enter the parliament was to unify. Therefore, hopes for a holdin party politics overruled internal ideological cleavages » (Rucht 1996 : 201).

confiance et/ou de coopération au-delà des divergences internes. Des compétences telles que l'organisation collective, la communication et le cadrage d'un contenu politique ou l'occupation de maisons vides sont acquises et transmises à cet égard (Grüttner 1976).

À Marseille, de grands projets urbains tels que la construction de la *Rue de la République* et la destruction du quartier dit « *Derrière la Bourse* » montrent d'une façon exemplaire certaines caractéristiques des politiques urbaines locales. Aussi bien au niveau du pouvoir de décision politique que par rapport aux capacités de planification et de financement, la ville phocéenne est marquée par un rapport de dépendance et de conflictualité vis-à-vis de l'état-nation français et ses élites politiques, économiques et administratives (cf. Roncayolo 1997 : 19 ; Fournier et Mazzella 2004 : 35). Au même titre, les relations entre les notables et la bourgeoisie industrielle locale (Zalio 2004), entre les partis et syndicats socialistes et communistes (Peraldi et.al. 2014), entre la ville de Marseille et ses communes environnantes (Langevin 2004 : 201ff.), ou encore entre les différents groupes ethniques, se caractérise par une culture politique de conflit et de démarcation. À défaut d'objectifs à long terme et de projets urbains cohérents à l'échelle de l'ensemble de la ville, son développement reste généralement orienté vers des intérêts économiques à court terme, portés par la spéculation immobilière et des « accidents biographiques »¹⁸.

Le paysage politique marseillais en général, et plus particulièrement le rapport entre les partis socialistes et communistes, de même qu'entre les syndicats FO, CGT et CFDT, relève également d'une culture politique de conflit et d'exclusion réciproque. Contrairement à la situation pacifiée en Allemagne, le rapport fortement concurrentiel entre socialistes et communistes a eu des répercussions sur tous les domaines de la vie marseillaise¹⁹. La crise industrielle et post-industrielle de Marseille en est tributaire dans la mesure où Gaston Defferre néglige les emplois industriels locaux en spéculant, à tort, sur une rapide reconversion économique de la ville vers le secteur tertiaire (Peraldi et.al. 2014 : 34). Le départ de milliers de travailleurs qualifiés, et d'une large partie de la classe moyenne au profit de la périphérie urbaine et son arrière-pays, contribue jusqu'à aujourd'hui à un fort retard de son dynamisme économique et de son attractivité urbaine.

18 „Un modèle libéral est ainsi élaboré, résultant du refus de maîtriser l'expansion urbaine ; la construction de la périphérie est généralement laissée à l'initiative des propriétaires, aux accidents biographiques qui font et défont les domaines fonciers, bref, à la spéculation“ (Roncayolo 1991 : 147 ; zit. In. : Bouillon 2007 : 173).

19 Après la deuxième guerre-mondiale, „la bataille, incessante, vas durer des années. Bataille physique, dans les rues ou sur des lieux de travail (...) Pendant des décennies, PC et SFIO, puis PS, se taperont dessus comme des sourds : FO contre CGT, jeunes communistes contre jeunesses socialistes, Provençal contre Marseillaise ; mutuelles, associations, sports et culture ..., tout est clivé“ (Godard et Donzel 2014 : 24).

Pour compenser le statut fragile du parti socialiste, le maire et son cabinet mettent alors en place un système complexe de relations clientélistes (Mattina 2004a, 2004b), au moyen de milliers de logements sociaux et d'emplois publics dont ils disposent (Morel 2001 : 20), mais aussi de subventions associatives ou des services individuels et particuliers. L'exercice des *Comité d'Intérêt de Quartier* (CIQ), l'entrisme dans la fonction publique territoriale par le syndicat *Force Ouvrière* (FO) et puis l'intégration d'une partie du secteur social et culturel par la mise en place d'un large réseau d'équipements municipaux²⁰ se traduisent selon ces auteurs par un manque ou même une absence de débats publics, de confrontation directe et conflictuelle d'idées et d'intérêts opposés.

La perpétuation d'un clivage à l'intérieur de la gauche et d'une intégration systématique notamment des classes moyennes dans le système clientéliste (Mattina 2016) aura de fortes répercussions sur le monde contestataire marseillais. D'un côté, le mouvement ouvrier de la ville est particulièrement mobilisé dans les années 1970 face au déclin industriel de la ville : négociations syndicales, occupations d'usines, blocages et sabotages pacifiques ou violents. Par contre, les luttes ouvrières défensives absorbent une grande partie des énergies de la gauche contestataire. Sans succès : « À l'orée des années 1980, une grande partie des secteurs les plus fortement syndiqués et les plus conflictuels ont alors disparu, emportant avec eux la mémoire des luttes perdues pour maintenir l'emploi industriel » (Berthonneau et Sommier 2018 : 239).

En matière de luttes gauches-libertaires, le paysage contestataire est fortement fragmenté et traversé par des lignes de conflits internes. Comme le souligne des auteurs, le mouvement féministe et homosexuel, avant-coureur à l'échelle nationale au début des années 1970, perd son dynamisme et sa cohérence initiale non seulement suite à des conflits organisationnels et identitaires internes, mais aussi face à un jeu d'intégration et d'exclusion qui s'opère sur fond de système clientéliste (Bargel und Fillieule 2018 : 491). En matière des luttes strictement urbaines, l'absence d'une politique publique cohérente, le retard considérable des projets de rénovation urbaine dans le centre-ville (Mazzella 1996) ou encore l'échec du projet phare d'un *centre directionnel* à la Bourse (Hayot und Temime 2002 : 148.) ne déclenchent pas, comme ce fut le cas à Hambourg, un sentiment collectif de menace et une nécessité immédiate de résistance. Et si le *mouvement du Larzac* à la fin des années 1970 occupe une place importante, car très fédérateur, dans l'histoire nationale des luttes gauche-libertaires, elle ne provoque pas d'effets structurants au sein du paysage militant marseillais, tel que le mouvement anti-nucléaire le fit à Hambourg. Au moment où la fédération gauche-

20 « Gaston Defferre a besoin de ces équipements pour au moins deux raisons », résumé Duport et Péraldi (1998 : 44) : « d'une part installer des relais dans l'ensemble des quartiers de la ville (...; d'autre part pour des raisons de stratégie électorale. Plus globalement, les équipements qui seront montés à l'initiative de la ville de Marseille vont constituer rapidement un réseau. » (ebd. 44).

libertaire hanséatique s'étend sur la sphère parlementaire en 1978 et ouvre ainsi de nouvelles voies politiques de coopération et d'affrontement, les partis d'extrême-gauche marseillais, à l'heure des élections municipales 1978 et 1982, resteront fortement clivés et condamnés à l'insignifiance (cf. Fleury et Sommier 2018 : 300ff.).

Cependant, dans ce contexte de crise économique à partir du milieu des années 1970, de retard des pouvoirs publics dans la construction de logements et de flux migratoires massifs dès 1960 (rapatriements d'Algérie et immigration algérienne), les contestations urbaines et les luttes gauches-libertaires marseillaises se déroulent et se déploient surtout à la périphérie de la ville, là où se concentrent nouvelles cités populaires et nouveaux venus. Contrairement à la situation en Allemagne et à Hambourg, où les immigrés ne forment pas une entité politique autonome (cf. Rucht und Heitmeyer 2008 : 575), ces luttes sont profondément marquées par l'histoire française (post-)coloniale (Nasiali 2010). Le *mouvement squat*, le *mouvement Castors* et la *guerre contre les taudis* se focalisent d'abord sur l'accès au logement. Avec la construction des grands ensembles et sur fond du problème dit *sarcellite*²¹ les revendications collectives s'orientent de plus en plus vers un meilleur *cadre de vie* puis l'émancipation et la reconnaissance culturelle, sociale et économique de ses habitants. Une culture protestataire émerge dans les années 1960 dépassant les frontières ethniques, idéologiques et politiques entre habitants et militants.

Dans la ZUP N°1 du territoire le Grand Saint Barthélemy au nord de Marseille, face à une insuffisance flagrante de l'investissement public²², « les associations se mobilisent (dès 1966) pour la construction d'écoles, pour la création d'équipements sociaux, pour l'aménagement de lignes de bus reliant la ZUP au centre-ville » (Berriche 2003 : 29). Un « *milieu underground* » émerge où des liens informels dépassent les clivages entre militants maghrébins et chrétiens, entre socialistes et communistes, entre classe populaire et classe moyenne. Des personnalités charismatiques tel que Françoise Ega, Marie Centofenti ou Séverin Montarello (cf. entretien J-P Ethee : 05.12.2013), exerçant la fonction de *broker*²³, sont à l'origine d'un milieu associatif militant qui vise

21 « Ces groupes de logements collectifs qui devaient être des *nouvelles villes* deviennent à leur tour des territoires enclavés et sous-équipés, affectés d'un mal stigmatisant : la *sarcellite*, terme faisant référence au grand ensemble de la commune de Sarcelles en Île-de-France. Dans certains de ces quartiers, les signes avant-coureurs d'un désenchantement des banlieues et d'une demande de reconnaissance de leurs habitants sont visibles bien avant les premiers *rodéos* des années 1970 et 1980. » (Bellanger 2014 : 550).

22 À la fin des années 1970, les pouvoirs publics y constatent une grande densité ouvrière et ethnique ainsi qu'un taux du chômage des jeunes qui est avec 50 % largement supérieur à la moyenne de la ville. La moitié des jeunes n'avaient aucun diplôme professionnel et 61 % des élèves de niveau CM1 avaient au moins 1 an de retard scolaire (contre une moyenne de 37,58 %). 12 % des logements étaient vacantes avec des logements en copropriété pratiquement inexistante. Il s'y ajoute un retard considérable et une insuffisance des équipements ou encore une isolation spatiale par rapport aux quartiers plus favorisés. (Kerste 2014 : 2).

23 A l'exemple des mobilisations contestataires à Athènes durant les années 2000, le travail et la fonction d'un *broker* se caractérisent ainsi : « On the one hand, the most active individuals had friendships and affiliations with activists

l'émancipation individuelle et collective des habitants ainsi que l'amélioration du cadre de vie local. S'inscrivant dans le prolongement des luttes précédentes, ces engagements se caractérisent par une autonomie relative et une distanciation vis-à-vis des pouvoirs centraux. C'est dans ce milieu associatif, et en s'appuyant sur de telles dispositions militantes, qu'une grande partie de la jeunesse française des cités se politisent²⁴. Au début des années 1980, une génération fortement marquée par l'histoire de l'immigration, revendiquera une reconnaissance en tant que citoyens français sans pour autant perdre de vue ni leur identités culturelles d'origine, ni la stigmatisation dont ils font l'objet.

Cette brève comparaison entre les contextes politiques, urbains et sociaux à Marseille et Hambourg (beaucoup plus détaillée dans la version allemande) fait apparaître des traditions et évolutions gauche-libertaires distinctes. À Hambourg, l'émergence d'une culture contestataire dans le centre de la ville, marquée par des fédérations larges et des passerelles vers les institutions, se poursuit dans les années 1980 et 1990 par une série de conflits emblématiques (chap. III.). Cela nourrit l'hypothèse de la consolidation d'une culture gauche-libertaire à Hambourg, jusqu'à nos jours. Dans le centre-ville marseillais, la quasi absence de luttes gauche-libertaires structurées se traduit dans les décennies suivantes par des formes de résistances marquées par l'inertie et la confrontation indirecte (chap.V.). À la périphérie de la ville de Marseille, des traditions contestataires différentes se rassemblent au moment de la « marche pour l'égalité et contre le racisme » en 1983. Si cela constitue un *moment fondateur* de toute une génération politique à l'échelle nationale et locale, le contexte urbain et économique, ici et ailleurs, sera peu propice à la continuité d'engagements collectifs structurés (chap. IV.).

operating in other areas of the center. These well-networked activists were able to call upon their friends and acquaintances to get information about political developments; request them to attend their actions; and, in rarer instances, coordinate actual campaigns. These activists served as brokers who connected their highly localized organization to other activists in the immediate vicinity. » (Arampatzi et Nicholls 2012 : 2603).

24 « (S'ils) ont grandi dans les cités des quartiers Nord et dans des conditions de grande précarité financière, ils ne sont pas forcément culturellement défavorisés. On y retrouve les bacheliers de l'époque. Leurs parents sont ouvriers, parfois illettrés, mais les pères ont milité avec le FLN, puis à la CGT ou au PC, et les mères ont connu les dispositifs d'alphabétisation et le planning familial » (Duport et Perladi 1998 : 70).

– Chapitre III. –

Des luttes gauches-libertaires contre l'*Entreprise Hambourg*. 1980-2000

Ce chapitre présente les orientations et projets centraux de la politique sociale, économique et urbaine de la ville de Hambourg des années 1980. Il révèle des tensions, des ambivalences et des contradictions fortes entre une politique urbaine socialement intégrative et une politique urbaine entrepreneuriale, orientée vers la concurrence et l'attractivité internationale. C'est à partir de ces ambivalences que des militants gauche-libertaires trouvent des coopérations et des alliances potentielles au sein de la politique municipale, et que des brèches se forment et donnent lieu à des mobilisations importantes. À travers deux contestations exemplaires, l'occupation de la *Hafenstraße* dans les années 1980 et la défense collective du *Park Fiction* dans les années 1990, ce chapitre vise à répondre aux questions suivantes. Comment les militants gauche-libertaires, impliqués dans ces contestations longues et radicales, ont pu traduire et transformer des tensions internes, des différences d'intérêt, et des clivages ostensibles en capacité collective d'action politique ? Dans quelle mesure ont-ils pu dépasser une *politique de la première personne*, c'est-à-dire conférer à leurs revendications une visibilité, légitimité et crédibilité élargie afin de gagner le soutien de la population locale et même d'une partie des élus et des institutions ?

1. L'occupation de la *Hafenstraße*

En écho à la crise économique de la ville fordiste²⁵, le nouveau maire Karl von Dohnanyi (SPD) lançait, en novembre 1983, le concept de « l'Entreprise Hambourg ». Depuis près de vingt ans, l'importance du port et de l'industrie de Hambourg régressait pour de multiples raisons (cf. Kerste 2013). Afin d'attirer les « créateurs des nouvelles industries et des prestations de service » (Dohnanyi 1983), il fallait donc repenser toute l'organisation de la ville en soumettant tous les domaines d'activité et tous les acteurs aux impératifs de l'innovation et de l'attractivité internationale. Selon l'urbaniste allemand Sebastian Schipper, ce modèle politique « n'a donc pas pour mission de renouveler la ville en fonction des besoins (contradictaires) des habitants, mais de procéder aux changements nécessaires dans le sens d'un intérêt général objectif, que la mondialisation et la concurrence exigent de toute urgence » (2013 : 21). Un élément clef de cette stratégie d'attractivité au niveau urbanistique est la politique dite *collier de perles*, métaphore pour

25 La main-d'œuvre dans l'industrie diminua de 40 % entre 1970 et 1992, ce qui correspond à 50.000 emplois (Dangschat 1992 : 60). Et entre 1965 et 1976, la ville perd plus de 114 000 emplois au profit de la banlieue (ibid. : 59). Entre 1964 et 1987, 263 000 habitants ont quitté la ville qui atteint 1 579 884 habitants (cf. Kerste 2013).

la construction systématique des bâtiments représentatifs à la rive nord du port afin d'y accueillir des touristes et l'industrie de pointe.

C'est dans ce contexte économique et politique qu'une coalition de militants, d'artistes et d'habitants précaires occupent en hiver 1981/82 un chapelet de plus de dix immeubles sur la rive du port, dans le quartier de St.Pauli. Clandestinement d'abord, puis de plus en plus visible et revendicatif, les occupants réagissent ainsi à un manque crucial de logement. Les demandeurs de logements sont estimés à 50.000. Contrairement à la situation marseillaise, le risque d'une expulsion est immédiat et contribue à la radicalisation, même à une sorte de militarisation d'une partie des occupants. Malgré des négociations politiques, qui amènent dès 1982 à une légalisation temporaire du squat, la municipalité lance diverses offensives juridiques, médiatiques et policières contre la *Hafenstraße*, stigmatisée comme d'extrême-gauche, voire *terroriste*. En 1986, dans un contexte politique marqué par la montée en puissance de l'aile droite de la SPD, la violence policière se décharge aveuglement contre une manifestation du mouvement anti-nucléaire, incident devenu célèbre sous le nom de « *Hamburger Kessel* »²⁶.

Cette dérogation de l'état de droit provoque, trois jours plus tard, une manifestation de 50.000 personnes contre la violence municipale et policière en particulier, mais aussi contre les effets d'une politique urbaine ségrégative et entrepreneuriale en général. Le « *Hamburger Kessel* » provoque un *choc moral* (cf. Jasper 1998 : 409), c'est-à-dire un événement perçue par une large partie de la population comme injuste. L'exemple confirme les observations de Doug McAdam (1982 : 178) sur le mouvement américain des droits civiques. Selon lui, la présence de positions radicales, même violentes, au sein d'un mouvement contestataire peut rendre plus visible et légitime des positions modérées de ce même mouvement (cf. Francisco 2001). « Les tactiques vicieuses des squatters avaient réussies à diviser la ville en deux », se rappellera un militant plus tard, « la violence policière était devenue trop évidente pour être ignorée, et avait même convaincu les citoyens conservateurs de se ranger du côté des rebelles » (Int.²⁷ : Schäfer 2004).

Des nouvelles alliances et répertoires d'action voient le jour. Quand la menace d'une expulsion massive des maisons occupées atteint une nouvelle apogée durant l'hiver 1987/88, une alliance large entre divers initiatives gauches-libertaires, mais aussi des représentants de l'église locale, des établissements scolaires, des travailleurs sociaux engagés et des partis et syndicats de gauche fait appel à un soutien (inter-)national. Des manifestations, comptant près de 12.000 participants,

26 Le « chaudron d'Hambourg » désigne un événement le 08. juin 1986, lors d'une manifestation contre le centre nucléaire de Brokdorf, où la police, d'une façon arbitraire, encercle plus que 850 personnes pendant 13 heures.

27 Int. = source Internet.

témoignent de l'importance de cette fédération politique connue aussi pour l'édification de barricades en novembre 1987, moment décisif de la lutte *Hafenstraße* :

« La population de St.Pauli a pu faire preuve de solidarité avec les occupants, qui ont également balayé les institutions situées dans le quartier. Les partisans venaient de toute l'Europe. D'autres barricades ont été érigées et St.Pauli-Sud est devenue une zone exempte de police pendant deux semaines. Il y avait des concerts en plein air, une station de radio pirate spécialement créée et des élèves pilotes qui guidaient les enfants à travers les barricades » (Wieczorek 2005 : 8).

Les divers militants gauches-libertaires parviendront à se fédérer autour d'objectifs, valeurs et stratégies communs. D'un côté, c'est l'existence d'un adversaire identique, d'une menace extérieure, qui peut être analysé comme facteur primordial de cette fédération collective. De l'autre, ce processus de mobilisation se structure autour de la volonté et de la capacité des militants à élaborer des revendications et projets s'inscrivant dans la conception d'un urbanisme à l'échelle du quartier. C'est à travers la canalisation de multiples aspirations, besoins et colères, et l'élaboration de contre-projets productifs, que les initiatives gauches-libertaires ont créé des passerelles politiques, des relais médiatiques et des points d'attaches mobilisant des habitants politiquement modérés ou même conservateurs.

Parenthèse théorique : Cadre d'interprétation et travail de signification

En référence à Erving Goffman, un cadre (frame) se laisse définir comme une schéma d'interprétation qui permet aux acteurs sociaux, d'une manière active et productive, de nommer, catégoriser et valoriser des personnes et objets, des événements et expériences. Dans le contexte de la mobilisation politique, il se laisse définir comme suit : « collective action frames are action-oriented sets of beliefs and meanings that inspire and legitimate the activities and campaigns of a social movement organization. » (Benford und Snow 2000 : 614). Ainsi, ils produisent du sens social. Ce « travail de signification » est un processus conflictuel « over the production of mobilizing and countermobilizing ideas and meanings » (ibid. : 613). On peut distinguer, de façon idéal-typique, plusieurs fonctions du cadrage commençant par le diagnostic des problèmes (diagnostic framing), l'élaboration des stratégies et des actions (prognostic framing) jusqu'à la mobilisation et la persuasion émotionnelle (motivational framing). Les cadres de divers individus, groupes et collectifs contestataires peuvent se conforter mutuellement ou en contraire rentrer en conflits les uns avec les autres.

Enfin le succès de ces diverses formes de cadrage et coopérations dépend de leur plausibilité et crédibilités, de leur consistance et cohérence, de la légitimité de leur propos et de l'existence de portes-parole charismatiques et respectés. Et ils doivent démontrer des chances de succès. « People need to feel both aggrieved of some aspects of their lives and optimistic that, acting collectively, they can redress the problem » (McAdam et.al. 1996 : 5). Le défi de la mobilisation politique et de la création des alliances entre militants consiste justement à mettre en relief des points communs : des intérêts et valeurs, des stratégies et des adversaires (frame bridging). Des alliances et coopérations peuvent être considérées comme cruciales à la contestation car face à la complexité du monde (urbain), des groupes sociaux et initiatives contestataires se trouvent facilement sous-équiper en terme de ressources, compétences et savoirs-faire. Selon W. Nicholls, « urban issues affect diverse groups simultaneously while leaving any single group ill-equipped to deal with the problem by itself. » (2008 : 6).

Pour pouvoir envisager la mise en place de projets propres, les militants de la *Hafenstraße* font appel à des associations spécialisées dans la *réhabilitation alternative* (STATTBAU) ou dans le droit du logement (*Mieter helfen Mieter*). Ainsi, des espaces de dialogue s'établissent entre des acteurs et des conceptions politiques opposés, dépassant un clivage net entre institutionnel et non-institutionnel. En outre, le mouvement squat, en s'associant à d'autres groupes sociaux et acteurs militants, se nourrit de compétences, de ressources, de savoir-faire et de prises de position qui initialement se situaient en dehors de ces dispositions militantes. A travers cet exemple, s'affirme « l'hypothèse d'un squat urbain vecteur de mobilisations collectives en faveur du *droit à la ville* (... mais aussi comme) espace de déploiement de compétences ordinaires permettant la réappropriation quotidienne et autonome de la ville » (Aguillera et Bouillon 2013 : 133). Une mutualisation de moyens et de compétences techniques, juridiques, intellectuelles, organisationnelles et sociales s'établit et prend ancrage dans une culture locale de résistance (Twickel 2010 : 109). Sous cet angle, l'engagement politique collectif peut justement être considéré comme espace d'apprentissage collectif (Rucht und Roth 2008 : 16).

La *Hafenstraße* constitue enfin une série d'événements qui fournit à des générations militantes suivantes non seulement une infrastructure matérielle mais, peut-être plus important encore, un imaginaire partagé et une mémoire collective : « Nous avons vraiment l'impression de rendre possible quelque chose dans les espaces de liberté créés par des affrontements autour du port et ailleurs dans la ville », se rappelle une militante de l'époque. « C'était une période très fatigante et très motivante, et les victoires nous ont donné une force infinie » (Birke 2014 : 84, tpa).

2. Parc Fiction, le rôle de l'art entre imagination collective et champ d'intervention politique

En 1994, dans le voisinage immédiat de la Hafenstrasse, un nouveau conflit émerge. La municipalité et un investisseur privé visent à bâtir des immeubles sur le dernier espace vacant du quartier, le plus dense et le plus pauvre de la ville (cf. Wiczorek 2005 : 7). Entre-temps, des coopérations sociales et politiques préétablies – véritable héritage du conflit Hafenstrasse – se fédèrent en *société coopérative* afin de défendre la rive de port. Ils commencent à contester le projet. Mais comme autour de la Hafenstrasse, cette contestation ne se limite pas à une position purement *contre*. Dans ce sens, des travailleurs sociaux engagés n'établissent pas seulement des liens avec la population locale mais mettent à disposition des salles de réunion et d'autres ressources. Ils incitent à l'initiative, en s'appuyant sur une des règles du célèbre *organisateur de communauté* Saul Alinsky (Wiczorek 2005 : 79), et à se grouper autour d'une revendication forte et productrice. Ainsi : « Le trophée d'une lutte gagnante est une alternative constructive. Ne laissez jamais votre ennemi marquer des points parce qu'il vous aura surpris à ne pas avoir de solutions aux problèmes » (cit. Int. Agitateur Public 2016). Par conséquent, l'initiative contestataire se constitue et s'élargit autour de la revendication *pour* un parc public. Deux conceptions urbaines se dégagent de l'analyse, opposant la « valeur d'échange » de la ville à sa « valeur d'usage » (Lefebvre 1969). Une conception de la ville et de la vie urbaine caractérisée par l'hétérogénéité, l'imprévisibilité et le conflit sera soutenue et enrichi, d'une façon décisive, par deux artistes locaux adhérant à la lutte.



La Hafenstrasse en 1987 [© Anrchismus.at] et Park Fiction dans les années 2000 [© Park-fiction.net]

Inspiré par des travaux des Internationales Situationnistes et ancrée dans le milieu contre-culturelle et underground de la ville, les artistes Christoph Schäfer et Cathy Skene rejettent une conception trop élitiste de l'art. Selon eux, le champ de l'art, et de la même manière le champ de l'urbanisme et de l'architecture, ne devrait plus se structurer autour du monopole des spécialistes. En appliquant des méthodes telles que la *production de rêves*²⁸, leur œuvre ne se définit pas par le produit final,

28 « La production de rêves collective consiste à redéfinir ce qu'est la ville, à mettre un autre grille de lecture sur elle, à l'approprier, à imaginer comment les choses pourraient être différemment, puis à jouer le jeu selon différentes

mais plutôt par l'accent mis sur le processus. À travers toute une série d'interventions et de prises de contacts avec la population locale, la collaboration ponctuelle fait place ici à des modes de co-construction, à long terme. La création individuelle du monde de l'art est ainsi confrontée et remplacée par une réalité urbaine et un imaginaire citoyen qui eux sont collectifs et conflictuels. Schäfer et Skene, véritables brokers entre divers groupes sociaux à l'intérieur et au-delà du quartier, participent ainsi à la production et à l'affichage de contre-discours politiques. En dépassant la distinction entre critique sociale et critique artistique (Boltanski et Chiapello 1999), ils enrichissent l'initiative contestataire par « leur aptitude particulière à la manipulation des symboles, cette habileté spécifique (qui) les prédispose à jouer un rôle prépondérant dans ces luttes symboliques (...et la) production de significations » (Balasinski und Mathieu 2006 : 12). L'implication des artistes ajoute à la revendication une part d'imagination et d'utopisme, *Park Fiction*.

Et surtout, ils cherchent et ils trouvent diverses coopérations et alliances au sein du milieu institutionnel de la ville de Hambourg. Les sociologues Friedrich et Dangschat soulignent que la politique culturelle de la ville est liée à des publics et des thématiques larges, variées et fortement ancrées dans le milieu alternatif et politisé de la ville (1993 : 117)²⁹. Selon l'historien de l'art Claus Mewes, diverses mobilisations du milieu artistique dans les années 1970 ont donné lieu à des infrastructures, programmes de financement et/ou formes de coopération consolidant une conception et un ancrage très politique et social de l'art (Mewes 2008). Sur fond de conquête parlementaire par la fédération gauche-libertaire *Liste Verte-Alternative*, le programme *l'Art dans l'espace public* voit le jour en 1981.

Le programme sera porté par une conception très politique et sociale de l'art, ainsi qu'une compréhension de l'espace urbain ouvert et contesté³⁰. En 1996, quand le conflit entre la municipalité et l'initiative contestataire *Park Fiction* se trouve bloqué, c'est le service culturel de la ville, en retrait des prémices de la ville entrepreneuriale, qui manifeste ouvertement son soutien en finançant le projet artistique de Schäfer et Skene à hauteur de 125.000€. Cette promotion ne constitue pas uniquement un soutien d'ordre financier et matériel, elle est surtout d'ordre

règles. D'un consommateur urbain devenir un producteur urbain. Briser ponctuellement l'hégémonie de l'État et des instances de planification économique » (cit. Schäfer dans : Film : Czenki 1999 : 15.20).

29 En outre, « (t)he chances of developing a clear cultural policy are further reduced by the political goals of factions within both the Social Democrats (...) and the Greens, both arguing against establishment culture, and favouring alternative or urban district cultural facilities. It is perhaps this strange alliance of merchant culture, the left-wing faction of the ruling Social Democrats, and the grassroots movements that prevent Hamburg from developing a distinctive cultural policy » (idem. : 126).

30 « Compte tenu de la complexité croissante de la société, ce serait trop réducteur d'en discuter dans des catégories d'autonomie de l'art. *L'art dans l'espace public* s'est approprié des zones sociales, politiques et médiatiques ; il n'est plus sculptural ou géographique (...mais) tournés vers le champ de l'interaction politique » (Babias et Könneke 1998 : 9 ; tpa).

symbolique. Elle permet aux artistes de réorienter les lignes de conflits. En participant à diverses expositions de l'art contemporain telles que la *Documenta* à Kassel en 2002, l'initiative déplace la confrontation de l'échelle locale vers l'échelle (inter-)national du champ de l'art. Selon Schäfer, il s'agissait d'un champ où les politiciens ne maîtrisaient pas les codes et l'initiative pouvait ainsi déterminer ses propres règles du jeu (Film : Czenki 1999: 42.09).

Grâce à la solidarité de diverses initiatives et groupes sociaux, qui ont permis de maintenir une pression politique au fil des années, le projet *Park Fiction* a finalement pu être mis en œuvre en 2004. Les lieux *Park Fiction* et *Hafenstraße* jouent encore aujourd'hui un rôle important dans le paysage gauche-libertaire local, à la fois sur le plan matériel et symbolique. Divers initiatives gauches-libertaires ont pu dépasser l'(auto-)marginalisation d'une politique de la première personne. Cela a facilité l'identification d'adversaires communs ainsi que la formulation d'objectifs politiques partagés. Un processus de mutualisation des moyens et des compétences a pu s'établir et des relations de confiance entre les militants ont pu se consolider au fil des années. De la même manière des émotions collectives médiatisées ont créé des conditions positives pour la poursuite de l'action politique. Outre la capacité à faire des compromis politiques au sein et surtout au-delà de la politique gauche-libertaire, une mémoire collective se manifeste au fil des années et consolide la croyance et la doxa en la possibilité d'une politique urbaine venant « *d'en bas* »

A contrario, les dynamiques protestataires à St.Pauli n'ont pas pu empêcher les processus d'une gentrification et d'une touristification du quartier. Au contraire, nous y reviendrons, leur action a été intégrée, en tant que traits distinctifs locaux, dans des politiques de promotion urbaine et de revalorisation symbolique des espaces centraux de la ville. Ainsi, dans le contexte d'une « *(auto)culturation de la ville* »³¹, l'art engagé et plus généralement la contestation gauche-libertaire se voient confrontés au risque de leur propre intégration dans des processus que pourtant, ils visent à combattre. En même temps, la promotion des villes comme tolérantes, créatives et innovatrices ouvre de nouvelles pistes et donne lieu à d'autres solidarités potentielles (Novy et Colomb 2011 : 12 ; Mayer 2013 : 163.). La question de la portée des luttes urbaines à Hambourg reste ouverte.

31 Dans le contexte d'une concurrence économique inter-urbaine généralisée, Andreas Reckwitz observe une volonté politique locale de transformer la ville en tant entité culturelle, mettant en avant un ensemble de symboles, signes et pratiques afin de la distinguer d'autres villes. « A travers d'une telle introspection, toute chose de l'ordre culturel peut devenir pertinent, y compris des phénomènes qui semblaient jusqu'à présent banals, voire problématiques (...) De cette façon, des aspects culturelles sont transformé en atouts économiques - au niveau de l'implantation d'entreprises et la promotion du tourisme - mais aussi l'identité culturelle et la qualité de vie locale peuvent être promus"(Reckwitz 2009 : 24 ; tpa).

Chapitre IV –

D'une *génération de la marche* vers une *génération des cités*.

Point culminant et point final d'une culture collective de la contestation ?

Prenant l'exemple du développement des cités et des grands ensembles, ce chapitre examine le contexte socio-politique et les formes de contestation gauche-libertaire à la périphérie urbaine, tant au niveau local que national. Avec l'élection du socialiste François Mitterrand comme président de la République au début des années 1980, les revendications et les pratiques visant l'émancipation sociale et plus d'autonomie politique rencontrent des conditions favorables. En outre, l'augmentation massive du chômage, en particulier dans le secteur industriel, ainsi qu'une vague de crimes racistes à l'encontre des jeunes Français issus de l'immigration, participent à créer un certain nombre de situations de menace encourageant l'action collective. Une série d'émeutes urbaines, dont notamment « l'été chaud » de Minguette en 1981, mais aussi l'émergence d'une culture urbaine politisée comme les concerts informels *Rock Against Police*, culminent en hiver 1983 dans la *Marche pour l'Égalité et contre le Racisme*. Si cet événement fondateur politise toute une *génération*³² et incite à largement investir le milieu associatif des quartiers³³, l'espoir d'un changement profond et pérenne de la « crise de banlieue » sera rapidement écarté.



© Int. : Quartiers Libres

1. Politiques d'un changement radical et autogéré : entre espoir et déception, intégration et répression

L'histoire de *la Marche* aussi bien que de la *Politique de la Ville* montre combien des initiatives et pratiques politiques locales se trouvent intégrées et assimilées à une conception politique

32 Stéphane Beaud et Olivier Masclat définissent cette génération de la marche en faisant référence à un concept du philosophe allemand Marc Bloch, la *communauté d'empreinte* (Prägungsgemeinschaft) : « Les hommes qui sont nés dans une même ambiance sociale, à des dates voisines, subissent nécessairement, en particulier dans leur période de formation, des influences analogues. (...) Se passionner pour un même débat, fût-ce en sens opposé, c'est encore se ressembler. Cette communauté d'empreinte, venant d'une communauté d'âge, fait une génération » (Beaud et Masclat, 2006 : 816).

33 Cette « voie associative pour revendiquer le droit à la reconnaissance comme citoyen français sera largement empruntée par des jeunes issus de l'immigration, pour contrer la montée de la xénophobie, mais aussi pour expérimenter des pratiques socioculturelles et professionnelles nouvelles, voire créer leur emploi » (Berriche 2004 : 68).

républicaine descendante³⁴ (Nasiali 2010 : 240ff.). A travers la mise en opposition des jeunes/vieux, beurs/ouvriers ou Français/immigrés (Hajjat 2014 : 678 ; Bouamama 2006 : 210 ; Beaud et Masclet 2006 : 831), il s'opère à plusieurs échelles et sous divers formes le mécanisme d'une dévalorisation et d'une marginalisation des approches politiques promouvant un changement global et radical. L'association *SOS Racisme* – qui connaît un soutien public massif ; des subventions importantes ; un accès individuel à une carrière au sein du PS ou des institutions publiques ; la mise en place de campagnes comme *Touche pas mon pote* sous le patronage des ministères comme Jacques Lang et Georgina Dufoix – témoigne cependant d'une portée politique restreinte des revendications de *La Marche*.

Facilement intégrable et associable aux valeurs républicaines telles que l'égalité et la tolérance, toute en servant un contre-discours face au danger Front National, cette mobilisation est pas suivie quand elle soutient l'autogestion locale des quartiers et une conception républicaine multi-ethnique et multi-religieuse, dénonçant la violence policière et le racisme institutionnel, le chômage de masse et l'enclavement des quartiers³⁵. L'exemple de SOS Racisme renvoie enfin au constat général que tire Dieter Rucht (1994 ; 1996) de ses analyses comparatives entre nouveaux mouvements sociaux en Allemagne et en France. Selon le sociologue allemand, l'existence et l'influence relativement faible des NMS en France s'expliquent par un état-central fort et une double stratégie oscillant entre intégration et répression³⁶.

Les désillusions collectives qui se déploient autour de *la Marche* s'inscrivent dans un contexte historique peu favorable à l'émancipation politique collective. Celui-ci est marqué par le déclin du parti communiste et la perte des structures de solidarité au sein de la classe ouvrière ; une crise économique croissante se traduisant en politiques d'austérité limitant les moyens et le champs de manœuvre de la politique de la ville ; ou encore par l'émergence de l'islam comme *problème public*.

34 Selon Thomas Kirszbaum, il y a deux visions de l'égalité urbaine qui « engagent aussi deux conceptions du pouvoir : dans un cas les quartiers sont les lieux d'une reconquête des attributs de la puissance publique, seule à même de comprendre et d'énoncer la substance de l'intérêt général ; dans l'autre cas le quartier s'entend comme un espace de mobilisation pour la conquête de nouveaux droits, dans le cadre d'une démocratie procédurale à laquelle chaque citoyen est digne de prendre part et dans laquelle les fins de l'action sont relativement indéterminées » (2015 : 6).

35 Les revendications de SOS Avenir Minguettes au début des années 1980 illustrent la complexité et la diversité de ces propos : « la reconnaissance à part entière des droits des jeunes immigrés et Français » ; « une juste application des lois civiles et pénales françaises » ; « [des mesures pour que] les institutions répressives de l'État ne sanctionnent pas sur la base de préjugés sociaux et ethniques » ; « la réhabilitation et le désenclavement des divers quartiers des Minguettes par les habitants eux-mêmes » ; « l'insertion sociale et professionnelle des jeunes [par des] structures d'économie sociale » (zit. Hajjat 2014 : 674).

36 « In the French case, there is a fairly closed party system as well as an extremely closed decision-making system. (... A) striking feature of the French context structure is the absence of strong countermovements, which is probably an effect of the institutional strength of the French state. Because the powerful French state actively limits challenger movements, sometimes by repressive means, rather than being a neutral third party, there is little reason to create countermovements. Their potential task is performed by the state. » (Rucht 1996 : 199f.).

Ce dernier phénomène ne renforce pas seulement la stigmatisation des « immigrés » comme *ennemi de l'intérieur*, mais incite à l'identification et au renfermement religieux de ceux-ci en retrait d'un État laïc et de ses valeurs républicaines. Contrairement à la génération précédente, la génération des années 1990 et 2000 se caractérise alors par l'expérience collective d'un manque de perspective, par un système scolaire et un marché de travail perçu comme profondément discriminatoire (Silberman et Fournier 1999) et par une méfiance généralisée envers les institutions publiques (Merklen 2014 : 619f.). Selon Stéphane Beaud et Olivier Masclat, le « trait structurel de cette génération, c'est de n'évoluer socialement que dans ce seul milieu des cités » (Beaud et Masclat, 2006 : 840).

A Marseille, le « plafond de verre » à l'ascension sociale des « jeunes » du quartier se manifeste à plusieurs échelles. « Au sein du vaste dispositif DSU marseillais par exemple, une seule de ces personnes a été intégrée sur un poste d'agent de développement. Aucun d'entre eux n'occupe des fonctions de chef de projet, ou d'autres postes à responsabilité dans les institutions » (Duport et Peraldi 1998 : 87). Et les parties politiques se caractérisent par une fermeture systématique à leur égard (cf. film Comolli et al. 2002 ; Samson 2002). Le constat sur l'accès économique et la promotion sociale des populations des quartiers « zones urbaines sensibles » (ZUS) est accablant³⁷.

Entre deux générations, un changement de valeurs s'opère. Dans les quartiers Nord de la ville, « l'action sociale s'est débarquée du projet d'émancipation collective qui l'a portée à son heure militante, au profit d'une volonté globale d'organiser l'accès au marché. » (Peraldi et Samson 2005 : 243). Selon la travailleuse sociale Hélène M., bénévole dans une association d'insertion dans le Grand Saint Barthélemy aux années 1990, « on passait tous nos temps libres à faire développer l'association et à s'occuper des jeunes. (...) On était plein d'espoir et en plus, on avait les moyens. (...) Le travail artistique, la musique hip-hop notamment, l'idée c'était de faire passer des messages forts, des messages politiques. Aujourd'hui, l'objectif des jeunes, c'est de devenir des stars, de devenir célèbres. On se rend bien compte que la société a eu un impact sur la notion de militantisme et de bénévolat et du temps qu'on pouvait accorder à ces choses-là » (entretien H.M., 20.12.2013)³⁸.

37 « Le taux de chômage des immigrés et des descendants d'immigrés est globalement plus élevé que celui du reste de la population. Immigrés et descendants d'immigrés sont par ailleurs plus souvent au chômage lorsqu'ils vivent en Zus que lorsqu'ils vivent hors Zus. Lorsqu'ils sont en emploi, les immigrés et les descendants d'immigrés touchent en outre des salaires en moyenne moins élevés. En Zus, notamment, les salaires des immigrés sont plus concentrés autour du Smic que ceux de l'ensemble de la population. Le type d'emploi occupé par les immigrés et les descendants d'immigrés diffère également de celui du reste de la population : aussi bien pour les hommes que pour les femmes, ils sont plus souvent ouvriers et moins souvent cadres que les autres, en Zus comme en dehors des Zus. Les immigrés se déclarent moins souvent en bonne ou très bonne santé que le reste de la population, mais les différences s'atténuent en Zus. Malgré cet état de santé déclaré plus mauvais, ils vont moins souvent voir un médecin, ce qui semble lié à un renoncement plus fréquent aux soins en raison de leur coût. » (ONZUS 2011 : 4f.).

38 Karima Berriche, sociologue de formation et longtemps responsable associative dans le Grand Saint Barthélemy, fait le même constat « qu'on n'entend plus la parole des habitants (...), les idéaux ont disparu, à 20 ans, j'avais des rêves, je m'intéressais à la politique ; aujourd'hui les jeunes ne lisent plus les programmes électoraux ; la société a

2. Rupture des traditions gauches-libertaires. Des quartiers « vide de politique » ?

Dans une certaine mesure, *la Marche* peut être considérée comme le point culminant d'un long processus de politisation et de contestation des cités populaires, et comme point de son déclin. Aujourd'hui, des sociologues attestent un « vide politique » (Beaud et Masclat 2006 : 843) dans les cités populaires, ou une situation « proto-politique »³⁹. Sur le fond, « le mot *politique*, dans ses usages populaires a perdu toute noblesse et ne convoque que méfiance vis-à-vis d'un monde clos, celui des cercles de pouvoir et de corruption. » (Bertho 2014 : 75). Par conséquent, l'histoire de *la Marche* a guère pu trouver une place dans la mémoire collective des quartiers populaires. Si le manque de son transmission a plusieurs raisons⁴⁰, sa récupération par le parti socialiste peut difficilement être sous-estimé. « Vingt ans après, une génération est passée. (...) Une génération qui en appelait à l'Histoire, pour rompre avec l'immigration au nom de la citoyenneté, mais qui s'est retrouvée confrontée aux limites historiques du modèle français d'intégration sur fond de discrimination. » (Int. : Boubeker 2003 ; Abdallah 2004 : 100).

Plus tard, Les émeutes de 2005, qui quantitativement et qualitativement ont atteint une dimension sans précédent⁴¹, peuvent être analysées comme révélateur du déclin d'une politique contestataire dans les cités. « (C)es événements ne fondent rien. Les épisodes émeutiers commencent quand on ne les attend pas et se terminent aussi spontanément. Ils ne sont portés ni par un discours partagé ni par un collectif préalablement organisé. Après la mobilisation, les acteurs retournent à l'anonymat de la vie urbaine. Aucune expérience, aucun récit collectif ne semble être capitalisé. Aucun lieu ne s'établit pour la construction d'une telle mémoire. » (Bertho 2014 : 76).

transformé les idéalistes en consommateurs » (In : Berriche, 14.02.1999).

39 Pour Gérard Mauger (2006), l'émeute est *protopolitique* car ses caractéristiques la placent en amont d'un mouvement social. « Elle ne présente aucune orientation, ne désigne pas d'ennemis ou de causes sociales et/ou politiques, et ne débouche sur aucune revendication. (...) (L)a révolte émeutière n'est plus celle d'une *classe sujet*, consciente de ses intérêts, mais d'une *classe objet*, condamnée à être *parlée par d'autres* » (cit. In. : Cortéséro und Marlière 2015 : 67).

40 «Le constat d'une absence de transmission des expériences et de la mémoire des luttes n'est pas propre à l'immigration. (...Mais) il y a selon nous des facteurs spécifiques en ce qui concerne l'immigration et les populations qui en sont issues. Sans être exhaustif nous pouvons repérer les facteurs suivants : ampleur de la précarité imposant dans les luttes une priorisation forte des urgences ; isolement social, c'est-à-dire sous-estimation par les forces sociales prétendant changer le monde de l'importance des dominations spécifiques vécues par cette partie du peuple ; influence d'un imaginaire colonial au sein même de la gauche et de l'extrême-gauche ; instrumentalisation de ces luttes par l'appareil du parti socialiste dans la décennie 80, etc. » (Int. Bouamama, 2007)

41 Selon le sociologue Michel Kokoreff « les émeutes de 2005 constituent un fait sans précédent, par leur ampleur, leur durée et les réactions qu'elles suscitent en France et dans le monde. Rappelons que, entre le 27 octobre et 18 novembre, 10 000 véhicules sont incendiés, 233 bâtiments publics et 74 bâtiments privés dégradés ou incendiés, pour un coût estimé à 200 millions d'euros ; 4 770 personnes sont interpellées, 4 402 mises en garde à vue et 763 incarcérées. L'événement cristallise et donne à voir un ensemble d'enjeux de société (ségrégation, discrimination, stigmatisation des populations issues des quartiers populaires) » (Kokoreff 2014 : 737).

Plutôt que d'identifier un « vide politique » dans les cités populaires d'aujourd'hui, certains auteurs constatent un glissement de ces engagements vers la clandestinité et la débrouille (Merklen 2014 : 617) ? Selon Kokoreff, ils sont peu perceptibles par les élites politiques et les discours médiatiques mais se traduisent en résistances dans la vie quotidienne⁴². Marseille a largement été épargné par des émeutes en 2005, ce qui a été expliqué par une forte identification locale de la jeunesse des cités (*fière d'être marseillais* ; Moreau 2005) et l'ancrage local d'un vaste réseau associatif social et culturel (Allemand 2013 : 168).

C'est par l'intermédiaire de ce dernier que durant l'année de la Capitale Européenne de la Culture, en 2013, un ensemble d'acteurs militants associatifs chercheront à renouveler les traditions contestataires locales en dénonçant l'intervention artistique comme une « vitrine culturelle » qui masque des conflits de « l'histoire des dominations sociales et postcoloniales que nos quartiers connaissent » (Associations GSB 2012a). L'initiative sera conforter par des militants gauche-libertaires de la classe moyenne. A l'initiative du festival militant « Paroles de Galère » qui promouvoir l'émancipation collective et la dénonciation de toutes rapports de domination sociale, ces militants quittent le centre-ville de marseillais en 2013 et s'installent dans le territoire du Grand Saint Barthélemy. Si la rencontre entre militants de quartier périphérique et militants du centre-ville affiche une complémentarité au niveau de leurs ressources militants respectives, l'absence de fortes traditions politiques, et d'une culture gauche-libertaire partagée, les confrontent vite à une multitudes de défis et barrières (chap. VII).

42 « Le constat d'une *dépolitisation des quartiers* n'est que la traduction, dans le vocabulaire dominant, d'une disqualification des formes propres d'expression politique. Il faut en réalité inverser le raisonnement et bien constater, empiriquement cette fois, que la vie publique des quartiers, sa dimension politique, sont tout simplement *invisibilisées*. Jamais on ne parle des actions des bénévoles, de leur engagement pour le bien commun, de la vitalité associative. (...) Se révolter contre un contrôle d'identité qui dérape, l'arbitraire policier, une expulsion se faisant au mépris de la réinsertion sociale des personnes, la *double peine*, c'est envoyer un message aux représentants de l'Etat. De même, protester contre le manque de moyens attribués par les collectivités locales aux associations (...), demander à être consulté sur les projets d'urbanisme ou d'équipements collectifs, c'est aussi envoyer un message aux collectivités locales ». (Kokoreff 2003).

– Chapitre V. –

La politique de *reconquête urbaine*. Résistances quotidiennes et contestations collectives dans le centre-ville marseillais entre 1980 et 2010

Ce chapitre revisite l'histoire de la politique marseillaise dite de *reconquête urbaine* et des formes de résistance et de contestation qu'elle a suscitées. Le centre-ville, dès les années 1970, connaît une forte crise démographique et sociale déclenchant un processus de suburbanisation (Donzel 2005 ; Tirone 1991). Le départ de classes moyennes s'accompagne d'une présence et d'une visibilité accrue des couches populaires. Dans un parc de logement délaissé et insalubre, notamment dans les quartiers de Belsunce, du Panier et de Noailles, cette dernière trouve des moyens de résidence peu onéreuse (Ascaride et Condro 1998). Avec le « grand comptoir », une large économie (in-)formelle de petits commerces s'étale au cœur du centre-ville à destination du Maghreb. En créant des richesses économiques dans une ville marquée par le déclin⁴³, elle assure la vie de plusieurs milliers de familles de petits commerçants et de populations pauvres souvent issus de l'immigration (Tarrus 1995 ; 2001). En outre, elle transforme les rapports sociaux des populations locales tout en marquant l'image (inter-)national de place marchande à ciel ouvert tournée vers la Méditerranée (Mazzella et Roudil : 1998).

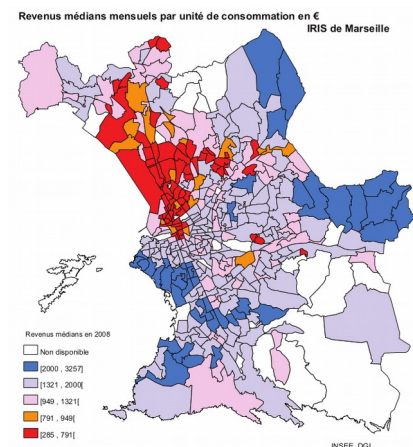
1. Rénovation urbain, enchantement symbolique et fragmentation politique

Si plusieurs projets de rénovation urbaine, entamés dès 1979, conduisent à la disparition « du grand comptoir » au début des années 1990 – signe pour certains auteurs d'une deuxième crise économique de la ville (Peraldi et.al. 2014 : 86) – ces projets n'entament pas l'objectif municipal de rétablir une attractivité urbaine du centre de la ville (Méjean 2013 ; Escobar 2012). « La ville populaire donc recule, concède des enclaves toujours plus importantes (...) mais ne se rend pas. C'est que le populaire occupe cette ville par défaut, en creux, faute de bourgeoisies offensives, conquérantes (...) laissant la ville aux pauvres, aux étrangers, aux vieux, aux jeunes aussi, fauchés comme tous les jeunes, aux errants, qui, eux, l'habitent vraiment. » (Peraldi 2002 : 14).

43 « A Belsunce, dans ce quartier maghrébin de Marseille, nous avons dès 1985, identifié comment des migrants supposés pauvres étaient essentiellement créateurs de richesse dans une ville en déclin économique : par exemple le mètre carré foncier aménageable en boutique se commercialisait autour de 10000 francs dans les milieux maghrébins... et à 3000 francs après réhabilitation par une municipalité qui n'en pouvait plus d'organiser la pauvreté en refusant la réalité d'une richesse étrangère bien présente en ses murs. » (Tarrus 2001/2012 : 5).

En mobilisant des concepts du politologue américain Asef Bayat d'un « non-mouvement politique »⁴⁴ et du géographe français Mathieu Giroud d'un « résister en habitant »⁴⁵, la présence continue des populations modestes, voire pauvres dans le centre-ville marseillais, la perpétuation des marchés clandestins et des pratiques informelles dans l'espace public, peuvent être considérés comme des actes politiques de résistance. Dans ce sens, des pratiques bruyantes dans le quartier du Panier (Géa 2017 : 24), des graffitis sur des façades récemment rénovés ou le cambriolage des appartements des nouveaux-arrivants (Int.: Rescan 2015), peuvent être analysés comme des pratiques contestant la gentrification et l'embourgeoisement. Sylvie Mazzella identifie à Belsunce dans les années 1990 un « trajet collectif (qui) se caractérise par la traversée de la rue, déplaçant de quelques dizaines de mètres le quartier communautaire arabe » (1996 : 122). Face à une politique de rénovation urbaine qui se réalise entre autre par la valorisation symbolique du quartier en soulignant son passé bourgeois, les habitants populaires « revendiquent dans leurs discours une mémoire du lieu et de son patrimoine où s'enracine leur mode de vie spécifique » (ibid.). Cette forme de résistance *en habitant*⁴⁶, ancrée dans la vie quotidienne micro-locale, basée sur des formes de sociabilité informelles et fragmentées, est peu susceptible de structurer une culture de contestation pérenne et élargie.

Ce chapitre fait justement l'hypothèse que des formes de contestations politiques informelles et non-coordonnées, basées dans l'immédiat et sur l'imminent, ont longtemps été « suffisantes » face à des politiques urbaines inefficaces et peu cohérentes (Méjean 2013 : 13-63). Contrairement à la situation d'Hambourg, l'existence continue des « espace de retrait » dans le centre-ville – un parc de logement accessible aux populations modestes (cf. Bresson 2005 : 31) ; l'existence des hôtels



© Compas und Agate 2012 : 98

44 Selon Bayat, des non-mouvements se définissent par des logiques informelles basées sur le grand nombre : « a large number of people acting in common has the effect of normalizing and legitimizing those acts that are otherwise deemed illegitimate. The practices of big numbers are likely to capture and appropriate spaces of power in society within which the subaltern can cultivate, consolidate, and reproduce their counter power. (...) And the greater the number of the poor consolidating their self-made urban communities, the more limited the elite control of urban governance becomes. » (Bayat 2010 : 20).

45 « Il s'agit de montrer que dans un contexte de renouvellement urbain et d'embourgeoisement, l'acte de résistance peut aussi émaner, à côté de mobilisations collectives et d'initiatives de participation publique, de pratiques résidentielles et quotidiennes inscrites dans l'espace et le temps de manière significative. [Ces pratiques visent la] préservation d'un accès à des ressources urbaines (équipements, services, espaces publics, mais aussi réseaux sociaux, familiaux, amicaux) et/ou idéelles (la charge affective accolée par l'individu au lieu, en fonction de son histoire, de sa mémoire, de l'histoire du lieu, de la mémoire collective) mis à mal par les changements formels en cours » (2005 : 53f.).

46 « L'idée de combat gagné contre la municipalité revient dans les entretiens pour expliquer leur résistance (...). Il s'agit d'une mobilité résidentielle interne, rendue possible par les transformations du quartier, qui débouche sur un fort sentiment d'appartenance au territoire. C'est un groupe à la fois enraciné et mobile, un groupe qui a territorialisé sa mobilité. » (ibid.).

meublés et d'autres ressources d'accueil et/ou de squat (Bouillon 2007 : 222 ; Baby-Collin et Dahdah 2016 : 67) – va de pair avec l'absence de situations de menaces concrètes et bien identifiables. Comme on l'a vu à Hambourg, la mise en pratique et le partage des idées et des valeurs gauches-libertaires, des coopérations et solidarités politiques élargies, sont facilités face à l'« autre », un adversaire partagé et menaçant.

Dans les années 1990, la promotion urbaine de Marseille en tant que *ville cosmopolite*, accompagnée d'un processus de réenchâtement et de *festivalisation* de la ville (Suzannes 2007), est le résultat et vecteur de dynamiques culturelles et artistiques venant d'en bas. Une multitude d'espaces et de friches délaissés invitent à l'expérimentation sociale et artistique (Labarthe 2013 : 27f.). Sur le fond d'un topos imaginaire propice à la création et à des coûts de vie peu chère (cf. Péraldi et Samson 2002 : 220), des collectifs artistiques d'une notoriété nationale tels que *Lieux Publics* ou *Generik Vapeur* s'y installent et convergent avec des scènes locales particulièrement riches (Bordreuil et al. 2003). Cette *movida marseillaise*, en participant à l'amélioration de l'image de la ville, génère un afflux croissant de gens de la nouvelle classe moyenne⁴⁷. Au tournant du millénaire, cette dynamique se traduit par l'émergence d'une centaine d'associations sociales et culturelles dans l'aire marseillaise (Mésini 2001 : 249), ainsi que par une série de contestations gauche-libertaires et de luttes urbaines dans des domaines tels que les loyers, le patrimoine urbain et culturel, les espaces publics ou la démocratie locale (*Noailles l'Ombre et Lumière* ; La défense des tours *Labourdettes* ; Naissance d'un *Centre-Ville Pour Tous*). Dans ce contexte, Michel Péraldi et Michel Samson font l'hypothèse d'une transformation en cours des politiques urbaines qui rompent avec son fonctionnement clientéliste et opaque⁴⁸.

A partir de l'exemple de Belsunce, Véronique Manry (2002) montre que la proximité spatiale entre la population autochtone du quartier, issue de l'immigration, et des nouveaux habitants, issus de la classe moyenne, précaire mais dotés d'un haut capital culturel, ne se traduit pas par des rapports de solidarité sociale et politique. Ces derniers s'impliquent peu dans le quartier et restent dans l'entre-

47 Selon une étude de l'Agence d'urbanisme de la métropole marseillaise (AgaM 2009), 95.000 personnes ont déménagé à Marseille entre 2001 et 2006 et se caractérisent, par rapport à la moyenne de la ville, par un profil social plus jeune et des qualifications professionnelles supérieures (pour des critiques méthodologiques et épistémologiques de l'étude, voir Escobar 2017 : 48f.).

48 « Ces transferts et ses recompositions sociales ont profondément modifié les formes et la nature des espaces publics et des arènes politiques dans ces quartiers. Si peu nombreuses soient-elles, les nouvelles classes moyennes ont pris le pouvoir dans le tissu associatif existant (rompant avec) le double jeu des logiques communautaire et clientéliste (...) Car le maire tolère la critique, y compris virulente, pourvu qu'elle s'exprime par la voie théâtrale de l'intervention au conseil municipal ou, dès qu'il s'agit de l'urbanisme ou d'aménagement, qu'elle soit portée par des groupes bien identifiés et légitimés par la politique – en l'occurrence les comités d'intérêts de quartier » (Péraldi et Samson 2005 : 197f.).

soi, à l'image d'une ville marquée par la fragmentation socio-spatiale⁴⁹. En matière de réseaux associatifs militants, Béatrice Mésini montre que si des coopérations politiques et des solidarités militantes existent à petite échelle et se constituent en réseau, elles sont fortement restreintes par des procédures administratives et des dépendances institutionnelles (agréments, subventions, contrôle politique, etc.) favorisant la concurrence interne, l'atomisation et l'isolement (Mésini 2001 : 259).

Le travail de Marc Boucherot dans les années 1990 fait exception. A mi-chemin d'un engagement social et de l'art politique, réalisé en coopération avec des habitants, ses initiatives comme *L'attaque du petit train* au Panier ou *La vie en rose* à Belsunce contestent d'une façon virulente et radicale les effets de la politique municipale de *reconquête urbaine*. Ainsi, tel qu'on l'a vue avec Park Fiction, Boucherot arrive à investir des brèches et interstices de l'ordre établi afin de jouer avec l'ambiguïté qu'ouvre le champs de l'art. Car, selon la sociologue Sylvia Girel, « il souhaite toucher et impliquer un public différent de celui des amateurs et initiés du milieu de l'art contemporain ; il allie systématiquement une dimension festive et/ou événementielle aux propositions artistiques ; il cherche à dénoncer les dysfonctionnements ou tourner en dérision les fonctionnements aberrants de nos sociétés contemporaines, notamment en regard des économies parallèles et des inégalités ; il se joue du système médiatico-publicitaire et des instances de légitimation de l'art en les dénonçant et en les exploitant simultanément. » (Girel 2004 : 183).

Si l'exemple de Boucherot n'a guère trouvé sa place dans la culture gauche-libertaire locale, la mobilisation collective dans la *Rue de la République* durant les années 2000 témoigne d'une contestation politique élargie. Elle est basée sur des alliances et coopérations entre les habitants de la rue et des militants de l'association Un Centre-Ville Pour Tous (CVPT). Comment cette alliance a-t-elle été possible, avec quelles conséquences ?

2. Le cas de la Rue de la République. Réussites et limites d'une contestation collective

C'est dans le contexte d'une large opération publique de renouvellement urbain, *Euroméditerranée*, que plusieurs milliers de logements dans la Rue de la République font l'objet d'une spéculation et de transactions immobilières croissantes. C'est en 2004 que le nouveau propriétaire, le fond américain *Lonestar* et son implantation locale *Marseille République*, informe plus de 500 familles de la fin de

49 « (L)e cosmopolitisme rêvé par la ville et très souvent fantasmé par les nouveaux habitants(...) Belsunce est multiple, certes, mais ce sont plusieurs Belsunce qui se superposent dans un même espace, des mondes sociaux étanches qui se côtoient, mais se mélangent rarement. Les scènes de la vie quotidienne montrent peu d'interactions entre nouveaux et anciens habitants. Les activités proposées par les associations d'artistes mobilisent peu les familles immigrées. Les nouveaux habitants ne fréquentent pas les commerces du quartier (...). Leur vie sociale et professionnelle est ailleurs, cours Julien, cours Estienne-d'Orves, au Panier » (Manry 2002 : 142).

leur bail. La municipalité, en poursuivant sa politique de reconquête urbaine, soutient l'objectif d'expulsion massive de cette population majoritairement modeste, fragilisée et isolée⁵⁰.

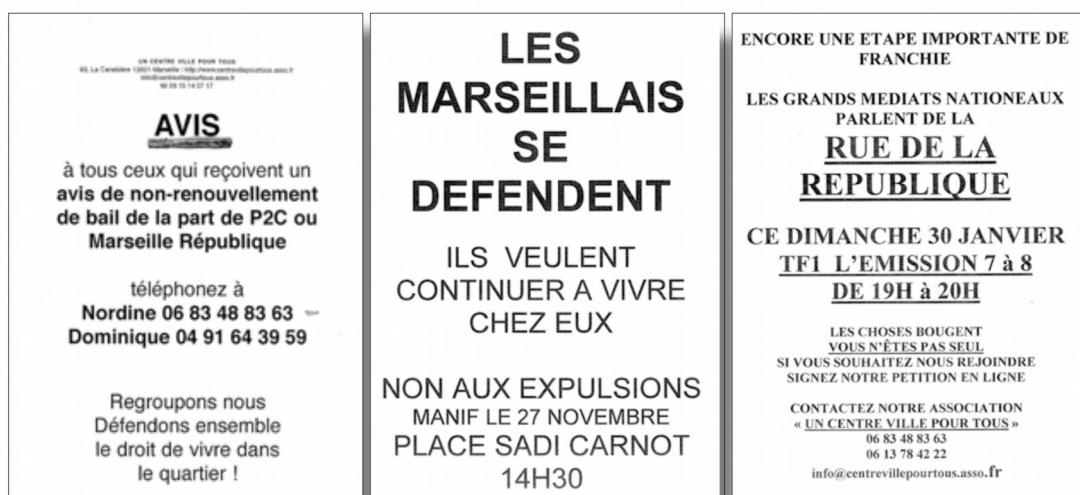
Comme on l'a vu dans l'exemple de la *Hafenstraße* à Hambourg dans les années 1980, c'est cette menace extérieure qui impulse une mobilisation inédite et des nouvelles formes de coopération au sein de la population locale. « (L)e sentiment d'une attaque partagée a fait naître une communauté éphémère, visible, multiple, active et solidaire. (...) Les habitants, qui ont vu leur environnement et leur position sociale se dégrader au fil des années, ont ressenti cette éviction du processus de transformation de la ville, et sa violence, comme une forme de mépris et d'injustice. » (Borja, Derain, Manry 2008 : 43). En partant des affinités personnelles et des micro-réseaux sociaux pré-existants, quelques habitants commencent à se fédérer, échanger et s'auto-informer. C'est via les médias locaux et nationaux et par une pétition qu'ils font entendre leurs revendications politiques, et qu'ils élargissent la lutte en employant un cadrage d'interprétation distinguant « eux » et « nous », « étranger » et « local », fonds d'investissements américains et habitants marseillais modestes et fragilisés.

Des identités partagées émergent. L'action collective apparaît comme justifiée et nécessaire. Des réunions informelles et irrégulières se formalisent et se pérennisent sous le nom de *La Permanence*. L'association *La Cimade*, qui a des bureaux dans la rue, met des salles de réunion et d'autres ressources à disposition. Les résidents se défendent aussi juridiquement contre l'expulsion. Plusieurs procès gagnés déploient une vive émotion tout en donnant un sens et une signification à l'engagement collectif. « Ça a donné chaud au cœur aux locataires », se rappelle le militant Abouakil, « et confiance en la capacité de faire plier Marseille République et ses protecteurs. Les procès gagnés ont eu un effet salutaire pour le combat collectif » (cit. In. : Borja et.al. 2008 . 57).

Face à une politique municipale et un investisseur privé puissant, les habitants de la rue sont fortement sous-équipés et manquent de ressources, de savoir-faire et de compétences techniques. Dans le contexte marseillais d'alors, la culture protestataire est peu développée au centre-ville et il y a une quasi absence de traditions d'une politique gauche-libertaires structurée. Comment s'établissent les alliances entre les habitants et les militants de CVPT ? Cette question est d'autant plus préoccupante que la mise en place et le déroulement des projets urbains récents se caractérisent par l'absence de véritables dispositifs de concertation et de participation démocratique (Bertoncello

50 Claude Valette exprime dans sa fonction autant que adjoint de maire délégué à l'urbanisme en septembre 2004 : „Je ne souhaite pas que les 600 familles soient relogées sur place. Le repreneur (Lonestar) a l'air de mener la politique qu'on souhaite“ (cit. In. : CVPT 2009 : 5). Déjà l'année précédente il proclamait qu'on « a besoin des gens qui créent de la richesse. Il faut nous débarrasser de la moitié des habitants de la ville. Le coeur de la ville mérite autre chose“ (cit. In. : Borja et.al. 2010 : 26).

et.al. 2009 : 52 ; Dubois et Olive 2001 : 432). Par conséquence, le rapport entre habitants et tous ceux qui représentent les institutions est marqué par des réticences et des méfiances.



Tracts, 2004-2005 (CVPT, Michel Cuadra)

Source : Borja, Derrain und Manry 2008 : 43

D'abord, les militants de CVPT appliquent une démarche attentive en partant des besoins concrets des habitants et en laissant des premiers liens de confiance s'établir dans le temps⁵¹. Par ailleurs, ils évitent toute proximité compromettante avec les pouvoirs politiques :

« On n'a pas de subventions, pas de local, pas de secrétariat, on n'a pas de lieu de pouvoir, ça sort de l'ordinaire ! Et ça a été une plus-value pour nous, parce que quand on a un lieu identifié (...), pour beaucoup de gens, on devient une institution. (...) Les gens n'auraient pas eu tort de se demander comment on était financé, ou si nous n'étions pas les agents électoraux de certains élus. A l'inverse, quand nous étions joignables uniquement sur les téléphones portables et dans la rue, on leur ressemblait, on n'était pas une institution, on était plus proche d'eux » (Abouakil ; cit. In : ibid 58).

En même temps, et cela différencie les militants de l'association CVPT clairement d'autres militants gauche-libertaires, ils ne refusent pas a priori le contact avec des élus ou des institutions publiques sous prétexte de compromission . A ce propos, rappelons-nous les réflexions de Fred Rose selon lesquelles il existerait un lien étroit entre professions et engagement politique. Rappelons aussi l'exemple de *Park Fiction* qui illustre la disposition et la volonté des militants d'identifier des

51 Martine Derrein : « J'ai vu souvent des voies parallèles, c'est-à-dire des gens qui viennent nous solliciter et qui nous sollicitent beaucoup mais qui mènent des négociations en privé (avec Marseille République – LoneStar). Nourredine Abouakil : „Oui, c'est tout à fait humain (...) Je comprends qu'ils n'aient pas du jour au lendemain fait confiance uniquement à l'association, c'est seulement dans la durée que cette confiance s'est construite, et pendant ce processus, les gens ont pu vérifier que nous étions honnêtes, on donnait des conseils » (cit. In. : Borja et.al. 2008 : 58).

alliances et des fractures à l'intérieur des institutions grâce à leur profil d' « artistes » et de « travailleur social » qui ouvrent des champs d'intervention spécifiques et promoteurs. Avec David Croteau (1995 : 157) on peut finalement argumenter que ce qui avantage les militants de la nouvelle classe moyenne par rapport aux classes populaires dans les luttes de la nouvelle gauche, ce n'est pas seulement leur capital intellectuel et/ou social, mais particulièrement la conviction et la confiance en leurs propres moyens et capacités d'agir.

Comment se caractérise alors le profil social et professionnel des militants de CVPT ? Le noyau dur se constitue de 30 personnes environ d'un âge moyen de 53 ans⁵². Selon le militant Pierre Deleuze, membre de l'association depuis sa fondation en 2000, les militants de CVPT se recrutent dans quatre groupes socio-professionnels, travaillant notamment dans des secteurs du social, public et académique⁵³. D'une façon général, Deleuze les décrit comme « des humanistes, au sens le plus général du terme, c'est des gens qui sont progressistes, qui pour la plupart sont passés par les partis de gauche, qui pour la plus part n'y sont plus (...) Ils ont tous un gros passé militant et sont soudés par une certaine vision de la ville autour de la question des inégalités, la solidarité et la démocratie. » (entretien, 18.04.2016). Des échecs et des déceptions vis à vis des institutions publiques, des partis politiques et des syndicats les ont amenés à créer leur propre cadre d'intervention, sans pour autant rejeter d'une façon radicale toute possibilité de coopérer avec ceux-ci. En 2017, l'association existe encore, certains d'entre eux vont formaliser cela en écrivant que « les services qui travaillent sous les ordres des élus peuvent avoir une vision des choses méritant d'être connue, et bénéficier parfois d'une certaine marge de manœuvre. (...) Il faut éviter de confondre l'ensemble des acteurs, et de les croire a priori tous animés d'intentions affairistes et hostiles à tout dialogue » (CVPT 2017 : 7).

Si les militants restent alors très sceptiques notamment face à des élus locaux, tout en constatant un manque de démocratie locale et de transparence⁵⁴, c'est grâce à leurs expériences et compétences professionnelles, à leur maîtrise de certains codes professionnels et jeux sociaux. Ils investissent

52 « En 2007, le Conseil d'administration de CVPT, noyau actif en même temps que parlement, c'est 23 personnes dont 10 femmes. Moyenne d'âge : 53 ans; un tiers a moins de 45 ans, un tiers va de 45 à 65 ans, un tiers a plus de 65 ans. CVPT compte 236 adhérents, dont les seules cotisations assurent le budget (3 430 euros en 2006) » (CVPT : 2007).

53 (1) Secteur public d'urbanisme, du social et/ou de la politique de la ville ; (2) Associations ou entreprises privés à but non-lucratif, dévoué à la lutte contre l'exclusion sociale et la discrimination raciale, la défense et la promotion des droits de l'homme et de l'éducation ; (3) Milieu universitaire et de la recherche, spécialisé en urbanisme, géographie, architecture, sociologie, anthropologie, etc. ; (4) Habitants « ordinaires » de la ville, notamment issue de la mobilisation dans la Rue de la République (entretien Deleuze, 18.04.2016).

54 Selon le militant Damien Brochier, aux yeux des politiques de la ville et une partie de ces institutions, toute initiative politique en dehors des structures parlementaires et ses mécanisme clientéliste se trouvait dévalorisé et délégitimé par des élus locaux. Il se rappelle à l'intervention d'une élue à Noailles : « C'est nous, on a l'argent, on a la légitimité, on est élu par le peuple. Et vous ? (...) Je ne reconnais à ce monsieur, ni autorité, ni compétence pour demander quoi que ce soit » (cit. In : Borja et.al. 2008 : 69).

néanmoins le champ institutionnel et politique pour, selon A. Richard, « déchiffrer les vrais enjeux »⁵⁵. Par la suite, c'est de la complémentarité d'un répertoire d'action diversifié, visant des objectifs partagés de défense de droits, que la contestation tire sa pertinence : c'est à partir de l'investissement du monde institutionnel et administratif, du soutien concret et quotidien des habitants et d'un travail de longue haleine dans des médias etc. affectant l'opinion publique, que la lutte tire sa force.

« L'association Centre-Ville Pour Tous poursuit de son côté ses rencontres avec la Préfecture, le Conseil général, la Ville de Marseille et Euroméditerranée, tout en maintenant son action dans la rue en direction des habitants, au travers d'une veille constante et du maintien d'une Permanence bi-mensuelle. C'est l'articulation de ces dimensions – soutien et accompagnement en justice des habitants les plus fragiles en vue de leur accès aux droits et à la réparation des torts, analyse experte des procédures de réhabilitation ou de la situation du logement social à Marseille et interpellation de la puissance publique – qui fait sans doute la force de l'association. (...) Elle déplace des lignes et des lieux, elle sait faire entendre au cœur même des instances du pouvoir la voix de ceux qui ne comptent pas, qui n'ont pas de titre à exercer le pouvoir mais ont légitimité à parler. » (Borja, Derain et Manry 2008 : 42).

La contestation des habitats et militants dans la Rue de la République et l'intervention du préfet qu'elles suscitent sont couronnées de succès dans le sens où, contrairement à la volonté initiale affichée par la municipalité et les investisseurs privés, plusieurs centaines de logements à prix modérés voient le jour dans la rue et pérennisent, jusqu'à un certain degré, la perpétuation des classes populaires dans la rue.

En contrepartie, la mobilisation collective reste restreinte et limitée dans le sens où elle engendre très peu de nouvelles alliances et coopérations avec d'autres initiatives et groupes gauches-libertaires de la ville. Si la rue héberge une multitude des squats au début des années 2000, ceux-ci ne s'inscrivent pas dans la démarche d'une contestation globale des politiques d'une reconquête urbaine. Bien au contraire, ces squats prennent place dans un paysage local fortement atomisé et

55 Richard, économiste de formation, poursuit un parcours professionnel riche dans divers institutions publiques. Autour de sa retraite, au début des années 2000, il s'engage au sein d'un CVPT. Par rapport à son militantisme il croit « qu'on a le privilège d'être un peu plus informé et de pouvoir apporter quelque chose à des gens qui sont moins informés, plus isolés, moins en relation avec les mécanismes institutionnels et qui ont des complexes par rapport à ces situations. Nous avons tous eu parfois du pouvoir, ou des responsabilités techniques. J'avais, dans mon expérience professionnelle, une marge d'initiative (... avec) l'occasion d'appréhender les mécanismes institutionnels et de devenir peu à peu des vieux routiers de ces milieux. Cette expérience nous permet de déchiffrer les vrais enjeux » (cit. In : Borja et. al. 2008 : 78).

basé sur des intérêts individuels (cf. Borja 2013 : 97-114). De même, à l'exception des équipes de films⁵⁶, des artistes et d'autres acteurs du monde culturel sont très peu impliqués dans la lutte, ce qui aurait pu permettre de diversifier et d'affiner le répertoire d'action collective à l'instar d'Hambourg.

Aujourd'hui, la rue rénovée donne une allure gentrifiée et *épurée* de son passé populaire. Et la répartition des biens entre petits et grands propriétaire privés, entre locataires modestes et aisées est aussi difficile à évaluer que la trajectoire résidentielle des anciens habitants (Becciu 2018). De ce fait, on peut supposer que la contestation collective dans la rue de la République a relativement peu contribué à transmettre des récits, des alliances et des savoir-faire militants, et à consolider une culture gauche-libertaire dans le centre-ville marseillais.

56 A noter notamment le travail de Till Roeskens (Film : Roeskens 2006) et du collectif *Primitivi* (www.primitivi.org).

– Partie II. –

**Contestations urbaines à l'échelle du quartier.
Entre mise en réseau, autonomie locale et
fragmentation politique**

Chapitre VI – Des luttes défensives vers le droit à la ville. 2002 - 2013

Dans le contexte des politiques entrepreneuriales et néolibérales à Hambourg à partir de 2002, ce chapitre vise à étudier l'émergence du réseau contestataire le *droit à la ville*. Il s'agit de montrer que la non-visibilité de luttes contestataires à Hambourg dans les années 2000 ne doit pas être interprétée comme absence d'activité politique gauche-libertaire.

Dans les années 2000, la politique entrepreneuriale de Hambourg est renforcée et diversifiée par le modèle « ville croissante » (Wachsende Stadt, 2002) et par le modèle « ville des talents » (Talentstadt Hamburg, 2007). Dans le contexte d'un changement historique du parlement en 2002, laissant place à une coalition entre les parties CDU (conservateur), FDP (libéral) et PRO (populiste d'extrême-droite), ces nouveaux modèles combinent une politique d'austérité à celui d'une attractivité urbaine internationale⁵⁷ et d'une performance économique en tant que *ville créative*⁵⁸.

1. Succès économiques et effets ségrégatifs du modèle « ville croissante »

Le développement démographique et économique de la ville hanséatique ces dernières années donne un certain crédit au modèle de la ville entrepreneuriale et croissante. La population est passée de 1.579.884 habitants, en 1985, à 1.798.836 habitants en 2011. Dans la même période, les emplois ont augmenté, passant de 712.957 à 835.148 (Kerste 2013 : 11). La croissance du secteur de l'économie créative⁵⁹ notamment a été de 9,7 %, créant 70.318 nouveaux emplois entre 2003 et 2008 (FHH 2012 : 38). En 2013, les revenus moyens annuels par habitant à Hambourg sont, avec 25.198€, les plus élevés des seize Länder allemands (Int. : Bundesländerranking 2012). Enfin, le

57 « Pour consolider la présence de Hambourg et pour développer le caractère unique de son site vers une marque internationale, on doit s'appuyer sur des projets urbains et architecturaux ainsi que des événements culturels et des festivals » (FHH 2002 : 23, tpa).

58 L'œuvre emblématique de Richard Florida – *The rise of the creative class* (2002) – est devenue la référence principale pour la politique de la ville. Selon Florida, « la croissance des villes est dépendante de leur capacité à attirer ceux qu'il nomme les *créatifs*, qui sont source d'impulsion pour l'ensemble de l'économie régionale. Pour y parvenir, les villes doivent faire en sorte de favoriser la combinaison de trois domaines contractés sous la formule des 3 T, que sont la technologie, le talent (Bac+5) et la tolérance (diversité culturelle, communauté homosexuelle, et domaine artistique) » (cf. Int. : Silvent 2012).

59 La société de la créativité de Hambourg (Hamburger Kreativ Gesellschaft), fondé à la fin des années 2000, a comme but de renforcer la compétitivité et la diversité de l'économie créative à Hambourg. Sur leur site d'internet (<http://kreativgesellschaft.org/de>), l'économie créative est définie par des branches suivantes : architecture, art plastique, design, film, littérature, musique, presse, radio, logiciel, théâtre, danse et publicité.

produit intérieur brut a augmenté de 78.127 M€ à 108.125 M€ entre 2000 et 2015 (Statistikamt Nord 2018 : 187).

En contrepartie, les modèles politiques hambourgeois se réalisent en défaveur de politiques sociales et intégratives de la ville (cf. Volkmann 2005 : 19 ; Rinn 2016 : 141), renforçant la ségrégation sociale et spatiale de la ville. En 2008, environ 200.000 habitants, notamment au Sud et à l'Est de la ville, sont catégorisés comme « pauvres » (Birke 2010 : 181). La part des retraités qui vivent sous le seuil de pauvreté a doublé entre 2006 et 2016 pour atteindre 13,3% (Int. : Hamburger Abendblatt 2016). En 2010, un employé sur cinq gagne moins de 1000€ par mois (Int. : Statistikamt Nord 2012 : 108). En même temps, la ville a le plus grand nombre de millionnaires en Allemagne, avec 867 personnes en 2013 (Int. : Hamburger Abendblatt 2017). L'écart des revenus moyens annuels bruts entre certains quartiers est énorme : Nienstedten : 150.000€, Blankenese : 94.500€, Othmarschen : 88.900€, Harburg : 19.200 €, Rothenburgsort : 18.200€, Veddel : 17.000 € (Birke 2010 : 182).

C'est notamment dans deux domaines, le marché de logement et la politique culturelle, que les politiques entrepreneuriales touchent de plus en plus la classe moyenne de la ville. La focalisation systématique sur les atouts compétitifs de la ville⁶⁰ – son potentiel de développement économique et sa qualité de vie dans des domaines comme le logement et le travail, la culture et le loisir, la propreté et la sécurité – va de pair avec l'indifférence et la non-considération de la pauvreté ou du déclassement social de tout un pan de la société, ainsi que de pratiques culturelles et besoins sociaux qui ne font pas directement partie de la stratégie de la ville croissante. David Harvey (1989 : 8) ou Gerry Mooney (2004 : 334) ont ainsi montré par des exemples empiriques que la focalisation sur l'innovation et le développement de la ville post-fordiste participe étroitement, par l'absorption de la majorité des ressources financières, économiques et politiques, à l'émergence d'une nouvelle *distinctive underclass*. En contrepartie, ces menaces structurelles ont pu faciliter la réactualisation et la continuité de luttes urbaines et de contestations gauches-libertaires tel qu'on a pu les observer à Hambourg dans les années 1980 et 1990. C'est ainsi, sur le terreau d'une vivacité de cultures contestataires locales, et sur fond d'une volonté et d'une capacité tenaces à créer des alliances politiques, que le réseau « le droit à la ville » va voir le jour.

Concernant le marché de logement, le nombre de logements sociaux diminue, passant de 211.000 en 1993 à 98.495 en 2012 (Birke 2010 : 183). La société publique de construction de logement

⁶⁰ Selon le modèle de la *ville croissante*, « le secteur privé, les salariés, les organisations non gouvernementales, l'administration, les universités, etc. doivent se considérer comme une unité économique » (FHH 2002 : 69) afin de rentrer en concurrence avec d'autres régions métropolitaines.

SAGA /GWG est le logeur principal à Hambourg. Afin de consolider le budget public de la ville, elle augmente ses loyers d'un tiers entre 1997 et 2007 (idem.) et produit un surplus annuel de 181,6 M€ en 2013 (contre maximum 5 M€ dans les années 1990) (Metzger et Schipper 2017 : 200). « Alors qu'en 1998, les ménages pauvres dont le revenu net était inférieur à 900€ par mois devaient consacrer environ 38 % de leur revenu mensuel au loyer, ce chiffre augmente à environ 42 % en 2003 et d'un peu moins de 50 % en 2008. Dans le revenu moyen des ménages (1 300 à 2 000 €/mois), la part est passée d'environ 33 % en 1998 à un peu moins de 40 % en 2008 » (idem. : 195, Tpa). Si on constate alors un déficit de 40.000 à 70.000 logements, on note, en revanche, une forte surproduction de nouveaux bureaux. Ainsi, en 2011, on comptait 1,56 millions de m² bureaux vides, dont le prix locatif moyen est le plus élevé d'Allemagne (14,67 €/m²). Bien que le taux d'inoccupation des bureaux ait considérablement baissé depuis pour atteindre environ 580.000 m² en 2016 (Int. : Statistiques 2017), l'évolution massive du prix des locations à Hambourg entraîne de nombreuses expulsions et délocalisations dans des quartiers centraux tels que, St Pauli, Ottensen ou Schanze (Fischer et Jörg 2009 : 21). Face à cela, l'activiste et journaliste Cristoph Twickel constate que Hambourg est arrivée à un point où :

« la partie de la société la plus représentée dans les médias, à savoir la classe moyenne, a elle-même été affectée. C'est le phénomène de la gentrification – *tu ne trouves plus d'appartement ; peux-tu te permettre encore de vivre en ville ?* – qui touche maintenant aussi ceux qui travaillent eux-mêmes dans les médias, qui lisent les journaux. Et ce n'est que à partir de ce moment-là qu'un problème devient véritablement un *problème social*. Car il y a certaines protestations qui n'attirent pas l'attention publique et médiatique, parce qu'elles sont formulées par des couches sociales qui n'ont pas de lobby. » (entretien Twickel, 28.07.2014)

En matière de politique culturelle, l'exemple du programme municipal *L'Art dans l'espace public* (chap. III.) montre l'existence d'une tradition hanséatique très politisée de l'art. Elle a donné lieu à divers coopérations et alliances entre le milieu contre-culturel de la ville et divers institutions municipales. Avec le changement politique en 2002, le secteur culturel, explicitement défini comme une *entité économique*, fut ainsi subordonné à la politique d'image et d'attractivité urbaine (FHH 2002 : 64). « Au lieu d'initialiser des projets artistiques progressifs, expérimentaux et temporaires, la culture est considérée comme un facteur économique et de marketing. Le programme *l'art dans l'espace public* - autrefois modèle phare d'une approche sociale - n'est aujourd'hui maintenu que sporadiquement et fonctionnellement au sein des grands projets urbains, tandis que les quartiers ne

peuvent guère ou pas du tout compter sur des subventions culturelles » (Borries et.al. 2014 : 18, tpa).

De ce fait, le festival d'art expérimental *artgenda*, basé sur l'autogestion, la coopération collective et l'indépendance politique du monde artistique, sera supprimé en 2003 (entretien Mewes, 31.07.2014). Et le projet *Park Fiction*, confronté jusqu'à sa réalisation en 2004 à une résistance sévère des politiques municipales, sera ensuite intégré dans des processus de gentrification de quartier et de marketing d'une ville créative et innovatrice. Alors que « les fonds culturels publics sont coupés ou réattribués à des grands projets phares de la ville », explique l'artiste et militante Anke Haarmann, « les fonds culturels réapparaissent via l'IBA⁶¹. En 2007, 1,3 M€ ont été mis à disposition pour *l'été de la culture*, entièrement issus des pots de développement urbain » (cf. Int. : Wildner 2008). A l'exemple de plusieurs festivals publics (*l'été de la culture* de l'IBA, 2008/09) et privés (*DingDong*, 2008), on observe alors une mise en concurrence structurelle d'artistes et d'acteurs culturels ainsi qu'un manque croissant de capacité à planifier à long terme. On voit également se créer une dynamique étroite entre projet culturel et revalorisation symbolique des quartiers populaires et des espaces récemment rénovés.

L'exemple le plus flagrant d'un investissement culturel au service du développement urbain est la construction de la *Philharmonie de l'Elbe*. Il rend aussi compte de l'endettement risqué des villes dans la mise en œuvre de grands projets urbains. Les coûts de projet emblématique de la *HafenCity*⁶², nouveau lieu phare de la ville, atteignent 77 M€ en 2005 jusqu'à 866 M€ lors de son achèvement tardif en 2016. Pour Olaf Scholz, maire de Hambourg entre 2011 et 2018 (SPD), cela souligne la capacité de la ville de Hambourg à défendre son statut de ville autonome (discours à

61 L'été 2009, le festival *Subvision*, intégré dans la promotion d'IBA (Exposition Internationale d'Urbanisme – ci-dessous), consomme presque le budget entier dédié à l'art et la culture dans l'espace public. Par rapport à l'IBA : « De 2006 à 2013, sur les îles de l'Elbe, au cœur de la ville de Hambourg, l'IBA Hamburg élabore des réponses innovantes et durables aux questions liées à l'avenir des grandes villes : caractère de plus en plus cosmopolite de la communauté urbaine (*Cosmopoles*), multiples manières de transformer les quartiers relégués du centre-ville (*Métrozones*), aménagement urbain respectueux de l'environnement (*Villes et changement climatique*). L'IBA va concevoir 60 projets exemplaires prenant en compte les questions immobilières, sociales, économiques, culturelles ayant pour objectif de stabiliser et mettre en valeur le port de Hambourg en amont, et les quartiers Wilhelmsburg et Veddel jusqu'alors délaissés » (Int. : Association franco-allemande de Marseille).

62 La *HafenCity* est un projet de reconstruction sur un terrain abandonné de l'ancien port, au bord de l'Elbe. Il permet d'agrandir la surface du centre-ville de près de 40 %, en mêlant zones résidentielles, bureaux, commerces et restaurants et équipements culturels. L'objectif consiste d'y attirer 12.000 habitants et 45.000 emplois (Int. : *HafenCity HAMBURG* : 2018). Pour ce faire, l'Etat hambourgeois, en 1997, a créé le « *HafenCity Hamburg GmbH* » (SARL) qui finance et organise le réaménagement du terrain. Ce « bien exceptionnel de la ville et du port » (*Sondervermögen Stadt und Hafen*) est découplé du contrôle du Sénat. Son financement doit être assuré par la vente des terrains requalifiés aux « global players » du monde économique. Cependant, en 2010, la *HafenCity Hamburg GmbH* présentait un découvert de 350 millions d'Euros (Birke 2010 : 157) et, en 2011, la ville entière se retrouve avec un déficit budgétaire de 21,421 milliards d'Euros. De plus, la ville agit comme garant financier face aux bailleurs de fonds, du fait de son engagement à louer des bureaux vides... pour un coût estimé à 400 000 € par mois (idem).

CCIMP, Marseille le 15.03.2013). Pour des activistes de la ville, la *Philharmonie de l'Elbe* présente une cible privilégiée illustrant le caractère antidémocratique des politiques entrepreneuriales. Certains exigent l'interruption des travaux pour en faire « un symbole de la mégalomanie urbaine mise en échec » (Int. Twickel 2012).

2. La naissance latente et conflictuelle du réseau contestataire « Le droit à la ville »

Dès 2002/03, une alliance entre artistes, militants de gauche, syndicats, étudiants, acteurs de la contre-culture se mobilise contre les politiques municipales qu'ils jugent comme néolibérales et injustes. Après l'expulsion de *Bambule*, espace de la contre-culture de la ville (cf. film : Alwert 2003), des manifestations rassemblant 15.000 participants, et une série de mobilisations très décentralisées, voient le jour pour cesser rapidement en printemps 2003 (Birke 2010 : 171). Suivant la réflexion de la sociologue Cristine Fominaya, désignant, à partir d'une approche généalogique⁶³, l'émergence du mouvement des Assemblée en Espagne 2011 comme « survival of activist networks, a repertoire of goals and tactics and a continued sense of collective identity » (2014 : 147), la latence et la non-visibilité des luttes contestataires à Hambourg dans les années 2000 ne doivent pas être comprises comme une absence de politiques gauches-libertaires.

Des anciens militants autour de *Park Fiction* continuent à se mobiliser contre la gentrification du quartier tout en s'interrogeant sur leur rôle propre en tant qu'acteurs culturels⁶⁴. Puis d'autres artistes et lieux d'expérimentation culturels, peu politisés jusqu'alors, commencent à se fédérer et s'auto-organiser au sein du collectif *Wir sind Woanders*. Ils ne mettent pas seulement en place des modes d'alternatifs et solidaires de financement collectif, mais organisent entre 2006 et 2008, pendant un mois, trois festivals dans le centre de la ville. À mi-chemin entre les institutions et le milieu gauche-libertaire, c'est-à-dire ni « en parallèle, inclassables, hors-système » (Mauger 1994) et ni en coopération avec les pouvoirs publics, ils élaborent et partagent des réflexions et des critiques sur (l'auto-)précarisation des acteurs culturels ou leur instrumentalisation dans l'industrie culturelle et touristique de la ville (Int. : *Wir sind Woanders* 2007). En outre, l'association *Mieter helfen Mietern*, fortement engagée à défendre les droits locataires depuis 1980, commence en 2007 à fédérer une

63 Ainsi, elle adopte une « perspective of social movements from the inside out, playing close attention to their latent activity during periods of abeyance or less visible mobilization, and recognizing processes of movement continuity between peaks of visible mobilization. » (Fominaya 2014 : 148f.).

64 Les artistes du *Golden Pudel Klub* à côté de *Park Fiction* et la *Hafenstraße* écrivent dans un communiqué de presse le 01.06.2001 : « Le fait est bien connu que de jeunes artistes et musiciens undergrounds préparent les quartiers pour l'arrivée des *dotcoms* (cf. Schanzenviertel, Prenzlauer Berg, etc.). Dans un quartier délabré où les loyers sont bas, il suffit d'attendre quelques années avant qu'une infrastructure intéressante de pubs, clubs et galeries se manifeste afin que vous pouvez y investir pour l'exploiter jusqu'à ce qu'il soit aussi mort que la *place Hans Albers* ou le *marché aux poissons* aujourd'hui. Par conséquence, une scène comme la nôtre doit change constamment d'endroit (...) une fois qu'elle a fait le travail de revalorisation par la culture. » (Int. : *Golden Pudelclub* 2001).

diversité d'initiatives locataires à l'échelle de la ville pour contester l'augmentation continue de loyers et les expulsions des locataires (Int. : MhM 2007). Enfin, plusieurs luttes urbaines se déploient à l'échelle de quartier, sans pour autant dépasser un caractère défensive et isolé (Rinn 2016 : 143).

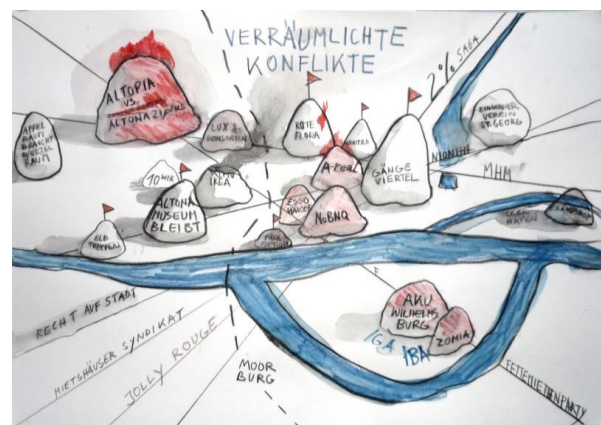
Cette multitude d'engagements et de luttes de quartier nourrissent une culture contestataire dans les milieux gauches-libertaires de la ville. Hambourg, on l'a vu dans la perspective historique, connaît une culture de la négociation, du dissensus, du compromis. Au milieu des années 2000, existent ou émergent plusieurs lieux de la contre-culture qui, selon l'activiste Petra Barz, favorisent l'échange et la confrontation entre divers collectifs politiques. Selon la terminologie de Granovetter ou de Nicholls, ces lieux remplissent la fonction de *broker*, c'est-à-dire, qu'ils permettent la mise en lien de différents groupes, de cultures et d'enjeux politiques. Et Anke Haarmann souligne que la ville offre les conditions idéales pour cela. « Hambourg est assez grande pour fournir une ambiance et une infrastructure urbaine et assez petite pour garantir la connaissance inter-personnelle (...) à la limite, tout le monde a déjà coopéré l'un avec l'autre (...). En gros, le réseau existe avant sa fondation officielle » (entretien Haarmann, 01.08.2014, tpa). Le Butt-Club dans la Hafenstraße est exemplaire d'un tel lieu de discussion collective et de culture du conflit. Selon l'activiste Petra Barz interrogé :

« Ça a commencé comme un salon semi-public où de nombreuses discussions ont eu lieu. Et cela dans un bon mélange d'artistes, de musiciens, d'activistes, de voisins. Il y a eu une ouverture incroyable : tout peut se dire, tout peut se penser, on peut se disputer, on peut se crier dessus, on peut hurler. Il y avait une certaine culture de la discussion qui contourne aussi un peu les interdictions de parole et des tabous de la gauche » (entretien Barz, 31.07.2014).

Un autre espace d'échange et de rencontre entre 2006 et 2009 constitue la plate-forme *The Thing*. A l'intersection entre art, société et politique, le site internet accueille une centaine d'articles et de discussions notamment sur l'évolution récente des politiques culturelles et leurs conséquences pour les milieux artistiques, contre-culturels et militants de la ville (Int. : The Thing 2009). Sur ligne, mais aussi pendant de réunions militants, des conflits très sévères éclatent. Ils renouvellent, à moyen terme, au sein des milieux hamourgeois des capacités d'action et ressources de coopération. Car, comme le précise le géographe Patrice Melé, « le conflit ne doit pas être analysé comme un dysfonctionnement, un accident de la vie sociale, mais (...) il constitue une forme positive de

socialisation. En multipliant les interactions entre participants, les conflits produisent associations, alliances, coalitions et réseaux. » (2013 : 9). La sociologue Héloïse Nez montre, à travers son travail sur les Assemblées à Madrid en 2011, que c'est grâce à des frottements et conflits entre univers politiques divergents qu'a pu émerger, dans le temps, une *parole collective*. Selon elle, « l'expression des désaccords et la formulation d'accords autour d'un minimum commun (... a crée de) la cohésion interne utile à l'action collective, au sein d'un mouvement traversé par de fortes tensions générationnelles, politiques et idéologiques. Les Indignés, qui n'ont pas tous le même passé militant (...) ni la même conception de leur mobilisation, peuvent ainsi trouver des terrains d'entente. » (Nez 2012 : 84 et 89).

En 2008, des militants de St. Pauli créent « Il pleut du caviar – réseau contre la gentrification ». L'objectif consiste à dépasser les frontières sociales de quartier afin de mettre en lien des activistes, des thèmes et des lieux à l'échelle du centre-ville. Un première rencontre attire plus de 300 personnes et produit, sur le plan émotionnel, un effet collectif important, se rappelle l'activiste Steffen Jörg (entretien, 11.07.2014). Pendant l'été 2008, la mobilisation réussie contre la transformation de plusieurs espaces publics en *beachclub* contribue à l'élargissement du réseau. Dans la même période, diverses autres initiatives contestataires voient le jour. Des « activistes environnementaux, qui luttent contre la construction d'un tracé de chauffage urbain, rencontrent des jardiniers amateurs menacés d'expulsion, ainsi que des créateurs culturels qui s'opposent à l'instrumentalisation comme « Standortfaktor⁶⁵ ». En outre, on assiste à la rencontre de groupes autonomes, d'associations de locataires, ainsi que de personnes qui luttent contre des projets phares urbains et contre la privatisation des richesses publiques » (Vrenegor et Haarmann 2012).



Christoph Schäfer, In. : La Ville, notre Usine 2011

Suite à ces premières actions réussies sur l'enjeu « d'encercler le projet de la *ville croissante* avec des projets contestataires » afin d'entamer « une lutte sur la souveraineté des discours » (Twickel 2010 : 24 et 2017), une fédération contestataire se forme et culmine l'été 2009 en deux événements charnières : la manifestation « La ville est à tous » et l'atelier collectif « Le droit à la ville ». En

65 Traduction approximative de *Standortfaktor* : indicateur de prestige. Il mesure la qualité de vie dans une ville, par exemple, dans les domaines de l'habitat, de l'emploi, de l'espace vert, mais aussi des lieux de loisir et du divertissement.

référence à l'urbaniste Henri Lefèvre⁶⁶, les activistes revendiquent et valorisent l'imprévisibilité urbaine, la diversité sociale et culturelle qu'elle incarne, l'appropriation spatiale et le conflit politique de ses habitants et usagers. Cette conception, selon eux, marque « le contraire de la ville ségréguée, séparant riches et pauvres, qui apparaît avec « la ville croissante à Hambourg. » (Int. NioN 2009). Dès lors, le terme *le droit à la ville* (Recht auf Stadt) sert de « cadre d'interprétation majeur » (*masterframe*) afin de mettre en lien divers problèmes et sujets politiques (*frame bridging*) tout en identifiant ses causes : la *ville croissante* et son paradigme néolibéral.

Selon l'analyse du militant Niels Boeing, l'avantage du cadre interprétatif du « droit à la ville », comparé à celui de la « gentrification », a été de s'adresser directement et avec force à ceux qui normalement ne faisait pas partie « des milieux contestataires et autonomes classiques » (entretien Boeing, 22.07.2014). Au lieu de dire qu' « on est contre la gentrification », on était pour « le droit à la ville ». « Soudainement, les gens t'écoutent différemment, il y en a peu qui disent que c'était des conneries, pourquoi les gens auraient-ils un droit à la ville. Cela a attiré beaucoup de gens qui, jusque-là, gravitaient autour des noyaux militants » (extrait d'entretien idem). En outre, les activistes contournent, encore une fois, l'opposition nette entre *critique sociale* et *critique artiste* (Boltanski et Chiapello 1999) et surmontent ainsi, d'une façon très visible, le risque d'un repli sur *la politique de la première personne*. Par exemple, ils pirateront le journal officiel de la ville. Imprimé et distribué en plusieurs milliers d'exemplaires, ils y revendiquent le droit à la ville. Notamment le manifeste « Not in our Name : la marque Hambourg » (NioN) fera l'objet d'une attention nationale et internationale :



Le journal capturé de la ville

« Pour nous, tout ce que nous faisons dans cette ville a quelque chose à voir avec l'espace libre, avec des idées alternatives, des utopies et avec des contestations de la logique d'exploitation. [...] Nous disons : une ville n'est pas une marque. Une ville n'est pas une entreprise. Une ville est une communauté. Nous posons la question

66 Lefèvre conceptualise « l'homme urbain pour qui et par qui la ville et sa propre vie quotidienne dans la ville deviennent œuvre, appropriation, valeur d'usage en se servant de tous les moyens de la science, de l'art, de la technique, de la domination sur la nature matérielle. (...) Ceci appelle, à côté de la révolution économique (planification orientée vers les besoins sociaux) et de la révolution politique (contrôle démocratique de l'appareil d'État, autogestion généralisée), une révolution culturelle permanente » (Lefebvre 2009 (1968) : 134-5). Le sociologue allemand Andrej Holm résume le droit à la ville comme étant le « droit à l'accès » à la qualité des modes de vie et aux services de la société urbaine. Cela « ne se réduit pas à l'utilisation concrète de certains espaces urbains, mais inclut également l'accès aux débats politiques et stratégiques concernant les voies futures du développement urbain » (Holm 2009 : 1).

sociale, qui est aussi, aujourd'hui, dans les villes, une question de luttes territoriales. Il s'agit de conquérir et de défendre des endroits dans cette ville qui soient vivables, même pour des gens qui ne font pas partie du groupe ciblé par la ville en croissance. Nous nous adjugeons notre droit à la ville avec tous les citoyens de Hambourg qui refusent d'être ramenés et réduits à un « facteur d'attractivité ». (Int. : NioN-b 2009).

Suite à ces premiers succès, résume Twickel, « les choses ont pris plus d'ampleur. Le sentiment *que maintenant, on est en train d'écrire un bout d'histoire* a produit un effet amplificateur énorme (...) Tu oses plus, tu occupes un immense immeuble vide (*le Frappant*) en espérant que plusieurs milliers de personnes viennent te soutenir, et ils viennent » (entretien Twickel, 28.07.2014, tpa). Twickel fait référence ici au manifeste NioN, et à l'occupation d'un ensemble d'immeubles en plein centre-ville, le reste du quartier historique *Gängeviertel*. Ce dernier marque une zone de contestations la plus emblématique du réseau le droit à la ville.

3. Instrumentaliser l'instrumentalisation de la culture. Le squat « Gängeviertel »

Face au manque crucial d'espaces de création et d'expérimentation artistique, face aussi à une prise de conscience collective des limites d'une location provisoire d'immeubles délaissés, divers artistes autour de *Wir sind Woanders*, peu impliqués dans des luttes urbaines jusque-là, décident en janvier 2009 l'occupation massive du Gängeviertel⁶⁷. Peu expérimentés aussi bien dans l'action politique, que dans la mobilisation urbaine collective, ils font appel à de nombreux militants gauches-libertaires de la ville. Seulement quelques mois après les conflits divers qui se sont déchaînés autour des rencontres de *The Thing* notamment, un des activistes raconte, « nous voulions surtout rassembler des gens. Il y a tellement des réseaux qui ne sont pas entrelacés. Nous nous sommes donc abstenus de toute animosité personnelle et politique et avons essayé de rassembler tout le monde afin de favoriser l'échange. » (cf. In : Twickel 2010 : 93).

« Tout le monde », se rappelle Niels Boeing, « tout le monde en fait a participé d'une façon ou d'une autre à l'occupation du Gängeviertel ». (entretien Boeing, 22.07.2014). Et c'est cette convergence d'acteurs d'horizons divers autour d'un même projet (cf. Hafenstraße, chap : III.) qui permettra, malgré des divergences politiques et des animosités personnelles continues, la synergie et l'enrichissement mutuel de ressources et de compétences. « Il y avait des journalistes qui pouvaient

67 Le Gängeviertel est, aujourd'hui, ce qui reste d'un quartier ouvrier historique de Hambourg. Suite à des années de décrépitude, sans utilisation, il a été acheté par un investisseur hollandais dans le but d'en rénover une partie, mais surtout d'en détruire la plus grande part, afin de le louer et de le vendre, après reconstruction, avec un maximum de profit.

écrire, des gens qui ont fait un wiki (...), puis d'autres avec des expériences pratiques dans la manifestation, par exemple comment organiser un camion haut-parleur. Des photographes, des vidéastes, des gens qui savaient écrire un *flyer*. C'est ce mélange d'organisation, de médiatisation et de formulation de positions politiques qui m'a profondément impressionné » (idem.).

Héritiers d'une tradition hanséatique d'investir des espaces politiques intermédiaires, de chercher des brèches et des alliances au-sein du monde institutionnel, les militants cherchent à long terme le contact et le soutien d'urbanistes, d'avocats et de journalistes et des médias établis, mais également d'une partie des institutions publiques à distance des politiques entrepreneuriales. Une militante se souvient « de nombreux visages souriants, même d'acteurs institutionnels. C'était incroyable, le nombre de personnes dans la fonction publique qui a favorablement accueilli l'idée, officieusement bien sûr. Cela nous a renforcés » (Ebeling, cité ibid. : 95). Une partie de la stratégie, est d'éviter tout amalgame avec le milieu militant autonome de la ville. En parlant au nom d'artistes précaires, de créateurs culturels sans espace de travail, au nom des citoyens soucieux du patrimoine de la ville, les militants cherchent à détourner la politique municipale de la « ville créative ». D'après l'activiste René Gabriel, « nous étions certains que si nous nous présentions comme ça, la ville aurait un problème de légitimité pour nous faire expulser (...) Nous avons instrumentalisé ses idées de marchandisation à notre profit » (entretien Gabriel, 06.10.2012).

La stratégie militante « créative » est très réussie. Le week end d'ouverture du squat attire non seulement 3000 personnes, mais aussi l'attention médiatique à l'échelle (inter-)nationale. La démarche artistique et la volonté, dès le début, d'entrer en négociation avec la municipalité, ont créé, tout à la fois, une légitimité et les sympathies du public et des médias pour la cause. Cette opération a finalement forcé la ville à racheter l'immeuble à perte.

En même temps, la distinction nette du milieu autonome fait surgir des conflits profonds au sein du réseau. Les représentants de la gauche radicale, à en croire une des activistes *modérées*, ne pouvaient pas « se distancier de la conception d'une occupation comme critique antiétatique et anti-bourgeoise – et alors uniquement de cela. Et ils avaient des fortes réserves par rapport à cette forme d'invitation bourgeoise à tous » (cf. Twickel 2010 : 96). Des « clashes of habitus »⁶⁸ apparaissent,

68 Le sociologue Nick Crossley applique les concepts de Bourdieu à la contestation politique : champ, habitus, capital, etc. Chaque champ politique implique d'autres règles, compétences et jeux sociaux. S'ils peuvent être complémentaires, ils peuvent également entrer en conflit les uns avec les autres : « Such *clashes of habitus* have consequences for movement formation. And they are crucial to understanding differentiation in repertoire acquisition. Struggle can be pursued across a number of fields, each of which embodies a different socio-logic and demands different repertoires from those who would contest it. The inclination and skill to take up struggle in any of these distinct fields will depend upon the habitus of the agents involved. Academics pursue mental health campaigns in the academic field, journalists in the media field, lawyers in the legal field, etc. » (2002 : 64).

opposant la nécessité de prendre des décisions rapides et unanimes aux formes de délibération collective. Les militants autonomes, quant à eux, reprochent aux activistes du Gängeviertel de prioriser tout d'abord des besoins propres, c'est-à-dire d'espace de vie et de travail peu chers. La valeur de la liberté de l'artiste primerait sur des enjeux politiques et moraux (entretien anonyme, 06.08.2014).

4. Comment dépasser les clivages ? Le fonctionnement d'un *principe d'inclusion stratégique*

A côté des conflits et affrontements, des relations amicales et coopératives entre divers réseaux militants se tissent, sur la base de succès divers du réseau le droit à la ville, et d'un fonctionnement très souple et pragmatique d'alliances et de solidarités, permettant d'éviter la division du réseau. La *Rote Flora*, depuis les années 1980, un des hauts lieux de la culture autonome radicale en Europe, se solidarise avec plusieurs luttes du réseau *Recht auf Stadt* et participe activement à sa conférence internationale en 2011. En contrepartie, quand le squat Rote Flora est à nouveau menacé d'expulsion en décembre 2013, un soutien inventif et peu prévisible du *bloc coloré*⁶⁹ défendra avec succès la Rote Flora (Birke 2014 : 98).

« Ce n'est pas une alliance politique au sens strict du terme », clarifie une militante de la Rote Flora. « La structure organisationnelle est très souple et il y a une certaine liberté d'agir selon ses principes propres. Par conséquent, tu n'es pas lié à un consensus d'action » (idem.). Ceci dit, Twickel précise que « en général, vu les divergences politiques, on regarde ce qu'on peut faire ensemble et on se distancie de ce qu'on ne peut pas faire » (entretien Twickel). Notamment au début, ajoute Ulf Treger, « la force du réseau était son hétérogénéité qui garantissait son imprévisibilité. Une centralisation et une stabilisation du contenu et des valeurs n'est pas seulement peu efficace, mais surtout pas nécessaire », conclut-il (entretien Treger, 21.07.2014).

Pour généraliser cette souplesse collective, et les identités, coopérations et alliances ponctuelles et *ad-hoc* qu'elle implique, on peut la conceptualiser par un *principe d'inclusion stratégique*. Ce principe consiste à favoriser et mettre en avant le commun afin de dépasser la différence. Il y a alors en œuvre une logique socio-culturelle d'un « *oui, mais* ». Si l'identification et la mise en pratiques d'objectifs, pratiques et objectifs communs permet la coopération et la solidarité, à l'inverse, les différences et désaccords, *a priori*, n'empêchent pas des coopérations, à d'autres moments, sur d'autres projets. Pour reprendre la terminologie de Mark Granovetter (1983 : 205), les militants hambourgeois, collectivement, possèdent une grande flexibilité cognitive, c'est-à-dire « a habit of

69 Le *bloc coloré* du réseau contestataire signifie la complémentarité au black bloc du milieu autonome.

mind that permits one to assess the needs, motives, and actions of a great variety of different people simultaneously. ».

D'un autre côté, il ne faut pas non plus surestimer ou même idéaliser les capacités gauches-libertaires à Hambourg. Selon Anke Haarmann, il existe également des formes de division interne et de concurrence sur « qui a le meilleur et le plus important sujet, qui utilise les outils les plus *cool* et qui invite qui à quels événements » (entretien, 01. 08.2014). Et Peter Birke, qui vit dans le quartier populaire de Wilhelmsburg, observe les limites d'une politique d'alliance souple. « L'absence de représentants vers l'extérieur à l'avantage de diminuer la concurrence, mais va néanmoins de pair avec une solidarité limitée. » (entretien Birke, 21.07.2014). Il s'ensuit que le réseau contestataire, fortement orienté vers des thèmes et pratiques artistiques et culturels, reproduit des hiérarchies urbaines entre des quartiers centraux, traditionnellement lieu et objet des contestations (comme St. Pauli ; Sternschanze), et des quartiers populaires périphériques (comme Billstedt, Horn ou Steilshoop).

Enfin, comme cela a été soulevé dans l'introduction générale, les luttes gauches-libertaires à Hambourg rassemblent en grande majorité des acteurs de la classe moyenne à haut capital culturel et intellectuel. Selon l'activiste Vrenegor interrogé, il y a « beaucoup de mécanismes d'exclusion que nous reproduisons constamment, sans faire exprès, à travers notre langage et notre habitus. De les mettre régulièrement en question, cela présente un de nos plus grands défis. Ça inclut des codes de la contre-culture, comme par exemple l'aménagement d'un lieu ». (entretien, Vrenegor). « Ça concerne des choses très banales », remarque Haarmann, une autre activiste, par exemple « comment on se comporte en réunion, quels termes on emploie. (Après,) je ne suis pas très satisfaite par exemple du terme *mécanismes d'exclusion*. Je voudrais nommer le phénomène sans tout de suite faire la morale. Personne des autres milieux sociaux ne s'y intéresse, car les jeux de langage sont différents, les problèmes, les comportements » (entretien, Haarmann).

Inévitablement, la dynamique et la force politique du réseau *Droit à la Ville à Hambourg* a fortement diminué depuis son apogée en 2009 et 2010. Les politiques municipales, à nouveau sous la direction du SPD, ont su intégrer les revendications et les critiques du réseau dans leur propre agenda. Si plusieurs luttes emblématiques ont été perdues depuis, d'autres par contre ont été couronnées de succès (notamment celles visant à contrecarrer la candidature de la ville pour les jeux olympiques en 2024 et la mobilisation contre la construction d'un funiculaire touristique sur le port). Encore aujourd'hui, en 2018, plusieurs milliers de personnes manifestent contre l'augmentation des

prix des loyers. Un regard porté sur des initiatives politiques et des collectifs de quartier laissent apparaître un grand nombre d'acteurs qui, depuis des années voire des décennies, s'engagent collectivement contre la politique entrepreneuriale à Hambourg (Int. : RaS 2018).

– Chapitre VII –

Le conflit *Jardins Possibles* et le festival *Paroles de Galère* au Grand Saint Barthélemy. Nouvelles fédérations militantes dans le contexte de MP 2013 ?

Dans ce chapitre, il s'agit de présenter deux projets culturels dans les quartiers nord de Marseille, le projet artistique *Jardins Possibles* et le festival militant *Paroles de Galère*. Après un rapide rappel du contexte de la Capitale européenne de la culture 2013, on va situer ces projets culturels, et les conflictualités qu'ils engendrent, dans l'histoire locale et urbaine d'un militantisme hérité des décennies 1970, 1980 et 1990.

1. Le contexte urbain, politique et militant de Capitale de la Culture 2013

Lors de la candidature pour la *Capitale européenne de la Culture 2013*, après une concurrence acharnée avec les villes de Lyon, Toulouse et Bordeaux, c'est finalement la ville de Marseille et sa région qui emportent le titre. Selon Bernard Latarjet, directeur de l'association *Marseille-Provence 2013* en charge du programme culturel, cela s'explique « par rapport aux enjeux de développement économique, urbain et social (que) nous étions de loin les plus mauvais, les plus en retard et donc ceux qui avaient le plus besoin du label » (Latarjet 2010 : 28). Ainsi ce serait en argumentant les faiblesses socio-économiques réelles de la ville, son « retard » reconnu mis en regard d'un hypothétique potentiel culturel, que Marseille aurait démontré la plus-value qu'elle pourrait tirer de l'événement.

Le monde politique et économique exprime, dès lors, de fortes attentes et espoirs envers l'événement Capitale de la culture. On parle « d'effet Bilbao », d'une nouvelle industrie culturelle, de 2 millions de touristes supplémentaires et de retombées économiques multipliées par sept. Des mots comme « excellence », « vitrine » et « emblématique » témoignent de l'espérance de changer l'image de la ville pour qu'elle entre au Top20 des métropoles européennes.

En 2011, la ville inaugure une nouvelle direction *Marseille Attractive* mettant en lien divers services municipaux autour de l'emploi et la recherche, l'urbanisme, le tourisme et la culture. Ses objectifs sont comparables au dispositif hambourgeois de la *Ville croissante* et consiste, selon le maire de Marseille, à « convaincre décideurs économiques et investisseurs qu'ils font le bon choix en optant pour Marseille. Une métropole riche d'avenir qui réunit toutes les promesses d'une implantation

réussie et offre une qualité de vie incomparable à leurs cadres et salariés » (VdM 2012 : 3). Basée sur une approche de « city branding », cette politique s'appuie sur la conception d'une « marque comme support d'une stratégie d'attractivité (... , ce qui) matérialise l'engagement commun des acteurs du territoire marseillais réunis sous une même bannière. Et cette union est un facteur de confiance pour l'investisseur (afin de montrer ...) la dynamique du territoire et la fiabilité de sa gouvernance » (idem. : 59). Cela implique de « parler d'une *seule voix* » (ibem.: 55) et de mettre en avant les atouts de la ville sur des axes et des périmètres identifiés comme emblématiques et stratégiques.

En partant du constat de divers handicaps locaux, notamment d'une population pauvre et peu diplômée⁷⁰ et d'une image ouvrière et populaire⁷¹, la stratégie d'attractivité et de rayonnement envisagée s'adresse d'abord à l'extérieure de la ville. En ce sens les projets culturels et artistiques doivent contribuer à attirer de nouvelles ressources et acteurs comme des touristes (« Marseille, ville de destination »), des artistes et des étudiants (« Marseille, ville de la connaissance et de la créativité »), puis des investisseurs privés et des cadres. « On sait bien que quand une entreprise internationale réfléchit à s'implanter, elle ne regarde pas uniquement le prix du terrain, le prix des bâtiments », précise M. Lerda, co-directeur de *Marseille Attractive* (entretien, 02.06.2014). « Elle regarde aussi l'environnement médical et culturel pour ses salariés. Et puis l'environnement sportif aussi, c'est pour ça qu'on est candidat pour la capitale européenne du sport ».

Sébastien Cavalier, directeur de *L'Action Culturelle* à la municipalité en 2013, confirme que la politique culturelle doit répondre « à l'enjeu de positionner (Marseille) comme une des grandes métropoles européennes. (...) C'est un contexte de stagnation, voire de baisse des financements publics. Donc, il faut qu'on trouve des raisons fortes d'allouer de l'argent à la culture plutôt qu'à d'autres secteurs. (...) Nous, aujourd'hui, on a besoin de quoi ? On a besoin d'une visibilité à l'international. Donc il va nous falloir un ou deux événements qui ont une vraie lisibilité à l'international. (...) Donc à Marseille, ville de la connaissance et de la créativité, nous, ce qu'on peut faire, c'est de développer une telle dimension *créativité*. Puis Marseille, ville de positionnement

70 « La situation et les tendances socio-démographiques sont préoccupantes. Les taux d'activité et d'emploi de la population sont parmi les plus faibles de France générant un déficit considérable d'actifs employés par rapport aux autres grandes villes de France. Cette situation s'explique en partie par un niveau de formation et de qualification plus faible qu'ailleurs et donc par une moindre mobilisation des ressources locales. Facteur aggravant, la population est pauvre et la tendance au vieillissement marquée. L'enjeu d'attractivité est donc essentiel vis-à-vis des populations plus qualifiées » (VdM 2012 : 13/14).

71 Maxime Tissot, directeur de l'office d tourisme de la ville, proclame que « l'image d'une ville-port, ouvrière et populaire, nous a longtemps collé à la peau. Nous avons eu beaucoup de difficultés, ces dernières années, à mettre nos richesses en valeur et à les coordonner de façon stratégique. Tout cela est en train de changer (avec MP 2013) » (Tissot 2012).

avec le tourisme, c'est pour ça qu'on a fait autant d'efforts sur nos musées, etc. En gros, il faut que tout le monde aille dans le même sens quoi !» (entretien Cavalier, 28.05.2014).

Cette conjonction entre culture et développement urbain offre, quant au projet de réaménagement de la ville (cf. l'Opération Grand Centre-Ville ; chapitre X.), « l'opportunité d'une vitrine de la mutation engagée : le Vieux-Port et la Canebière sont les lieux emblématiques où la Ville pourra en particulier marquer l'ampleur de ses ambitions. Cette échéance joue aussi un rôle de catalyseur pour les projets à plus long terme du Grand Centre-Ville » (SoLEAM 2012 : 3). Dans l'approche d'une « growth engine » (Int. Euromed. 2011), c'est alors notamment sur le périmètre d'Euroméditerranée et d'autres « axes stratégiques » que la ville et les collectivités, l'état et des investisseurs privées investissent près de 650 M€ dans l'infrastructure culturelle et touristique de la ville.

Beaucoup d'acteurs culturels locaux, après un fort enthousiasme, se détournent vite de l'événement. Dans tous les cas, explique le nouvel directeur de l'association MP 2013, François Chougner, la Capitale a « pour but de faire des événements différents d'une programmation culturelle habituelle» (Int. : 8^e-Art 2012). Son adjoint Ulrich Fuchs précise que c'est au service culturel de la municipalité de financer les lieux, compagnies et initiatives de la culture locale (entretien Fuchs, 08.06.2012).

Face à un sentiment de marginalisation et de remise en cause du rôle de l'artiste local, plusieurs mobilisations collectives voient le jour pendant 2013 (Marseille Off, Alter Off) et s'interrogent sur le lien entre projet culturel, économie urbaine et processus de gentrification (comme le collectif *Pensons le Matin*). Si certains dénoncent le gaspillage des fonds publics pour l'organisation d'un concert de David Guetta (*Commando Anti 23 juin*), d'autres se réapproprient un espace public perçu comme aseptisé et commercialisé (*Pirate Punk, Carnaval de La Plaine*). Alors même que les fêtes de quartier, véritables vecteurs de dynamiques sociales, culturelles et politiques de la ville, subissent à partir de 2011 des coupes de subventions très importantes et se fédèrent en collectif. En parallèle, divers lieux associatifs, contre-culturels et militants commencent eux aussi à s'organiser contre une baisse des subventions et un risque croissant de fermeture administrative.

Comme il sera précisé plus en détail dans le chapitre suivant, ces initiatives n'arrivent guère à inscrire leurs revendications et leurs engagements isolés dans une dynamique urbaine, sociale et militante plus large et plus durable. Sur fond de traditions et cultures contestataires très fragmentées et menace abstraite et lointaine qu'exercent les transformations urbaines autour de MP 2013, les acteurs (militants) locaux se mettent en quelque sorte dans une position de veille et d'attente durant

l'année 2013. La phrase qui se répète en boucle dans les milieux associatifs et militants de la ville : « On était là avant, on sera là pendant et on le sera encore après ».

Des exceptions consolident cette observation : dès novembre 2012, un ensemble d'acteurs associatifs issus du Grand Saint Barthélémy, quartier populaire situé dans le 14^e arrondissement au Nord de Marseille, se retire de sa collaboration avec MP 2013. En s'inscrivant dans l'histoire locale des luttes urbaines (cf. chap. III.), ils dénoncent le projet artistique et participatif *Jardins Possibles* comme une « vitrine culturelle » qui masque des conflits de « l'histoire des dominations sociales et postcoloniales que nos quartiers connaissent ».

Quelle formes de coopération, de conflictualité productive, et de médiation entre acteurs opposés ce conflit rend-t-il compte ? Quelle nouvelles formes de fédération gauche-libertaire et de mobilisation d'habitants engendrent-il ? L'arrivée du festival militant « Paroles de Galère », qui quitte le centre-ville en 2013 pour associer sa lutte aux militants de quartier, donne encore une autre dimension à ces questions.

2. Le conflit du projet *Jardins Possibles*

Dans le chapitre IV, on a vu que le déclin économique et urbain a touché un grand nombre de cités populaires et de grands ensembles français à partir des années 1980. Ce déclin a engendré de profonds changements de valeurs et pratiques contestataires. Sous l'impact de politiques publiques volontaristes, en particulier de la « Politique de la Ville », les mouvements et cultures gauches-libertaires se sont peu à peu dispersés, entre volonté d'intégration ou de marginalisation.

La situation du territoire Grand Saint Barthélemy (GSB) à la fin des années 2000 est particulièrement tendue en matière d'emploi, de logement, d'éducation ou de sécurité⁷². Le constat d'une ghettoïsation socio-ethnique est évident, particulièrement en ce qui concerne les déplacements quotidiens⁷³ et la mobilité résidentielle. Pour illustrer cette dernière, l'étude du politologue Sala-

72 Ce qui concerne le Grand Saint Barthélemy et ses deux territoires voisins, l'observatoire des quartiers du CUCS dessine l'image d'un secteur précaire, avec un taux de chômage élevé, des demandeurs d'emploi faiblement qualifiés et un enfermement territorial à l'échelle urbaine (Int. : AgAM et PdIV 2009)

73 « Cette ghettoïsation s'observe par exemple dans le déplacement des habitants. La plupart d'entre eux témoignent de ne quitter leur quartier que très rarement, un certain nombre « d'anciens » y habitent depuis l'époque du bidonville. Cette stagnation s'expliquant en grande partie par la prépondérance du parc locatif social et le circuit interne de mobilité résidentielle qu'il constitue et qui vient réguler institutionnellement la mobilité des habitants. Aussi, les déplacements se font pour 70% sur des courtes distances (de 0 à 3km) contre 62% dans des territoires hors CUCS et pour des raisons liées à l'environnement familial ou privé (plus de la moitié des déplacements se font pour aller à l'école ou accompagner une tierce personne contre 20% dans des territoires hors CUCS). Les déplacements sont ainsi essentiellement régis par des institutions locales (le centre urbain du Merlan, à proximité du quartier, l'école, le centre social ...) » (AgAM et PdIV 2012, cité Vacher 2013 : 23).

Pala, démontre que se reproduisent d'une façon informelle les mécanismes d'une discrimination ethnique des couches populaires issue de l'immigration⁷⁴. C'est dans ce contexte tendu qu'un vaste projet de rénovation urbaine du quartier se matérialise et débouche, à partir de 2010, sur une série de conflits entre locataires, bailleurs sociaux et Marseille Rénovation Urbaine (MRU) au sujet des conditions de relogement, de la destruction du cadre de vie, de l'augmentation de loyer, d'une revendication de création d'emplois locaux (Vacher 2013 : 27sqg).

En renouant avec l'histoire locale des luttes associatives héritées des années 1970 et 1980, un ensemble d'individus et d'associations du GSB et alentours commence à se fédérer sous le nom de *Comité Inter Quartier* (CIQ). En se basant sur des notions politiques comme la solidarité et l'autonomie locale, ils critiquent le fonctionnement ancien des Comités d'Intérêt de Quartier qui agissent selon une logique de clientélisme et de fragmentation spatiale. De même, ils dénoncent l'évolution récente de la Politique de la Ville comme une forme de pacification sociale et de dépolitisation des acteurs locaux⁷⁵ tout en exigeant d'être « inclus dans le pilotage lui-même de cette politique, au titre *d'expert* venu du terrain, à même de contribuer à analyser régulièrement la réalité des besoins de nos quartiers et également de décider de manière participative des orientations à donner » (Associations GSB 2012b).

C'est dans ce contexte politique et économique marqué par le conflit, l'exclusion et le déclin que MP 2013 met en place le dispositif *Quartier Créatif* comme moyen d'intégrer les habitants des quartiers dits *sensibles* dans le processus global de la dynamique culturelle de la ville. L'idée consiste à y « implanter (...) des équipes artistiques qui mettent au cœur de leur démarche la participation des habitants et qui proposent de travailler à partir d'un contexte donné ». (MPM 2012). Selon un des responsables de projet *Quartiers Créatifs*, Pascal Raoust, « la grande idée, c'était que l'artiste soit associé à la maîtrise d'œuvre urbaine comme un architecte (...). Il donne une plus-value artistique à un projet d'aménagement. C'était ça l'idée de départ, l'artiste qui, à travers un autre regard, met en

74 « L'étude des attributions de logements sociaux à Marseille conduit à mettre en évidence les mécanismes institutionnels qui, à rebours du mythe républicain de l'indifférenciation ethnique, reproduisent la discrimination et la ségrégation de certains groupes en raison de leur origine ethnique réelle ou supposée : l'indétermination du cadre national entre droit au logement et mixité sociale, le flou des critères d'attribution définis aux plans national et local, l'opacité des processus d'attribution à défaut de contrôle public, le conflit entre objectifs sociaux et intérêts institutionnels (politiques ou managériaux) au sein des organismes HLM et in fine la suprématie des objectifs de bonne gestion (politique ou financière), dans un contexte de forte pression sur le marché du logement, sont autant de mécanismes institutionnels qui favorisent la discrimination et la ségrégation de groupes ethniques minoritaires perçus comme des candidats « risqués » pour l'institution » (Vala-Pala 2006 : 33).

75 « Alors que nous avons vu la politique de la ville évoluer vers les logiques de projets, de médiations, envers des institutions figées dans le temps, de clientélisme, etc., c'est la question de l'égalité qui doit être mise au cœur de ce dispositif. En effet, nous souffrons de ces logiques de court terme qui prennent appui sur les systèmes politiques, électoraux ou bien sur un objectif de pacification sociale. Nous ne sommes plus prêts à nous laisser enfermer dans des activités qui visent à occuper nos jeunes ou à faire participer les habitants » (Associations GSB 2012b).

dialogue tout le monde. » (entretien Raoust, 09.12.2013). Cette conception est fortement soutenue par la directrice du Théâtre Merlan, Nathalie Marteau, qui voit un nouveau type d'artiste émerger se donnant pour rôle d'enrichir et de questionner la démarche des urbanistes⁷⁶.

En 2008, le théâtre Merlan invite deux artistes, le collectif *SAFI*, afin de réaliser dans le quartier des projets participatifs avec les habitants. Cette première collaboration donne lieu à d'autres projets, de plus en plus en coproduction avec le milieu associatif local. Jardinage, cuisine des plantes locales et recettes font référence à l'histoire de la migration ; des ateliers d'élèves questionnent la représentation des cités et des balades urbaines s'organisent dans la nature environnante partant de l'idée que les habitants, très enfermés dans le périmètre restreint de « leur quartier », connaissent très peu l'espace naturel qui les entoure. « On peut aussi penser avec ses pieds, le corps », souligne alors Ladjal, une des artistes de *SAFI*. « Ça permet une autre compréhension du territoire, un décalage par rapport aux habitudes. Un artiste, de l'extérieur, peut éclairer autrement et amener un regard décalé » (entretien Ladjal, 11.11.2013). C'est alors en s'appuyant sur leur implication et leur travail préexistant que le collectif *SAFI*, en concertation avec les acteurs (militants) locaux, accepte de porter le projet *Jardins Possibles*. Il y associe plusieurs structures locales afin de réaliser un travail d'écriture et d'édition de livre, un cycle de projection de films portant sur la ville, un projet de signalétique et, surtout, l'aménagement d'un espace public en jardin et en lieu de rencontre.

C'est au cours de cette première phase de coopération, à la fin de l'année 2012, qu'un conflit éclate entre acteurs associatifs militants et institutions publiques. Afin de donner plus d'ampleur au dispositif *Quartier Créatif*, MP2013 fait appel à des subventions européennes FEDER⁷⁷. Celles-ci sont approuvés sous condition d'un cofinancement par des pouvoirs publics français. C'est à ce moment que Marseille Rénovation Urbaine et la Politique de la Ville s'associent au projet en finançant 30.000 € chacun. Pourtant, depuis 2010, des militants associatifs revendiquent sans succès des subventions pour mener à bien un travail « de concertation » avec les locataires concernés qui

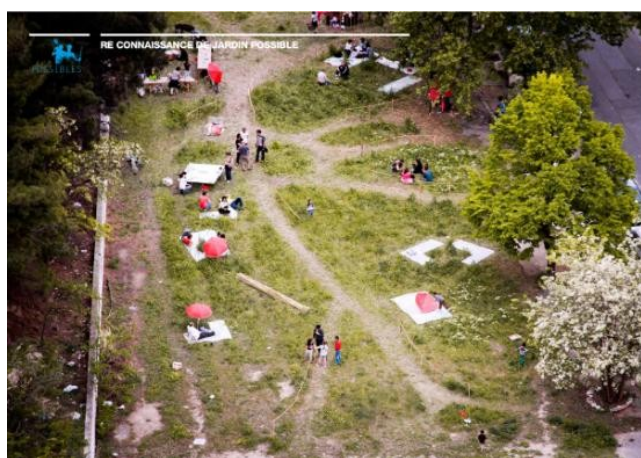
76 L'étudiante Nathalie Marteau voit émerger un nouveau forme d'artiste, plus intéressé à « signer des œuvres », mais prêt à devenir acteurs dans l'enjeu urbain pour enrichir la vision des urbanistes et des politiques avec leur « regard sensible, leurs connaissance des territoires, les histoires qu'ils se racontent sur ce territoire, ce petit chemin qui est bien plus important que la voirie que le planificateur veut faire, parce que ce petit chemin, il raconte une histoire aux habitants ». Nathalie Marteau à la Conférence de la Presse de Marseille Renovation Urbaine et Quartiers Créatifs, le 19.11.2012. Voir aussi son mémoire « L'artiste, acteur du projet urbain ? Mémoire de master II : Urbanisme et Aménagement », 2012.

77 « La mission du FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) est de contribuer financièrement au renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale en réduisant les disparités régionales et en soutenant le développement et l'ajustement structurel des économies régionales, y compris la reconversion des régions industrielles en déclin ». Ses axes comme « Promouvoir l'innovation et l'économie de la connaissance » (l'axe 1) ou « Développer les entreprises et la société de l'information pour améliorer la compétitivité régionale » (l'Axe 2) sont fortement caractérisés par des notions comme compétitivité, l'attractivité territoriale, l'innovation technologique, etc.

subissent le projet de rénovation urbain (Vacher 2013 : 89). Quand ils apprennent l'implication de MRU dans le projet artistique, et le financement accordé à ce projet alors que leur demande antérieure reste réponse, ils le vivent comme une nouvelle injustice sociale et un signe de discrimination économique du quartier.

Pendant quelques semaines encore, le projet se poursuit dans une ambiance chargée, mais productive, débouchant notamment sur des fonds supplémentaires de création d'emploi local. Puis la situation bascule à nouveau. Après une réunion interne, le milieu associatif militant du GSB décide collectivement et fermement de se retirer du projet. Sans s'accorder avec les artistes, ils dénoncent le projet dans une lettre ouverte comme une « vitrine culturelle » qui masque 30 ans d'« histoire de dominations sociales et postcoloniales » des cités populaires (Associations GSB 2012a). Sur fond d' « asphyxie financière » dont souffrent les structures associatives, la somme totale accordée à *Jardins Possibles* de 422 574€ soulève, pour eux, un « problème d'égalité, de justice quant à l'utilisation de l'argent public ».

Quant à la « participation » imposée, ils la critiquent en ces termes : « Pensez-vous peut-être que nous n'étions pas capables de penser l'art et la culture ? Pensez-vous peut être qu'il fallait nécessairement poser, ou plutôt imposer, un cadre dans lequel vous nous demandez aujourd'hui de *participer* ? (...) Nous ne sommes bien évidemment pas opposés, bien au contraire, à ce que des acteurs extérieurs interviennent à nos côtés dans le montage de tels projets. Leur aide est la bienvenue, à condition qu'ils ne deviennent pas des missionnaires malgré eux, de politiques publiques d'assistanat, parachutées et qui sont de l'ordre de l'occupationnel. Un projet *participatif* ne peut l'être, alors que ses contours sont eux-mêmes prédéfinis et verrouillés. » (idem.).



Les Jardins Possibles pendant un atelier collectif en 2012 (© MP2013) et après le conflit en 2013.

Kevin Vacher, impliqué dans le conflit en tant que sociologue engagé, décrit ce basculement comme un choix stratégique d'utiliser « la question de MP13 comme un espace médiatique et politique afin d'attirer l'attention sur la réalité sociale et politique du territoire » (Vacher 2013 : 90). Au-lieu de chercher la coopération avec les artistes, et avec les institutions, les acteurs associatifs réagissent « dans une confrontation frontale, ne laissant que peu d'espace à la négociation. » (idem.). C'est le rapport aux institutions et aux élus, profondément marqué par la méfiance et les expériences multiples entre intégration et répression, ainsi qu'une conception de l'art depuis les années 1970 étroitement liée à l'engagement politique et aux luttes populaires (cf. Chap. IV), qui poussent les acteurs militants à renouer avec les dispositions militantes *d'antan*.

Les artistes, quant à eux, défendent non seulement leur indépendance de travail vis-à-vis des pouvoirs publics, mais également vis-à-vis d'un militantisme enfermé dans des oppositions nettes. Selon la coordinatrice du projet *Jardins Possibles*, jeune urbaniste originaire de Bordeaux, la démarche et le discours des militants de quartier prend ancrage justement dans l'idée d'une « lutte de classe ». Pourtant, le collectif SAFI « était engagé, mais pas avant tout. L'exigence de *choisi ton camp – avec ou contre nous*, c'était trop. SAFI était plutôt là pour faire le lien » (entretien Sarah, 14.04.2014). L'artiste devient médiateur. C'est cette idée que l'on retrouve chez divers théoriciens des nouveaux mouvements sociaux (Rose 1997 ; Balasinski et Mathieu 2006), soulignant comment les artistes cherchent à initier un changement de valeur et de représentation dans le temps auprès des pouvoirs publics, des associations et de l'opinion publique :

« Nous, les projets artistiques, ne peuvent pas régler ces problèmes là (le chômage, la stigmatisation institutionnelle, etc.). L'attractivité du quartier doit se faire par l'ouverture. C'est un travail tout doux. Nous, ça fait quatre ans qu'on est dans le quartier. On pose toujours la question de la légitimité. La notion *d'étranger*, elle est incroyable dans ce quartier et se pose pas seulement par rapport au centre-ville, mais aussi au quartier d'à côté. C'est des vrais débats à mener et je pense la culture permet justement d'inviter l'étranger, de faire venir d'autres gens sans qu'ils aient l'impression qu'on leur fasse visiter un zoo. (...) Si tu est fermé à d'autres gens et d'autres manières de faire, forcément tu finis par être dans un entre-soi qui fait qu'il n'y a que quelqu'un de ce territoire avec la légitimité de ces ancêtres de 24 générations [*elle rigole*] qui peut porter un projet. Ça devient de l'enfermement sur l'enfermement. Il faut trouver la cohabitation entre différents formes » (entretien Ladjal, 11.11.2013).

Cela implique un processus de négociation entre des intérêts divergents. « On était pas forcément obligés de faire tomber le projet pour poser des questions, les aborder, les traiter ensemble. Je pense qu'il y avait quelque chose de riche qui aurait pu naître de ce dialogue possible. (...) Mais il y a une *culture de conflit*. Pour beaucoup d'acteurs des deux côtés, c'est un affrontement raide qui permet de gagner des batailles. Je pense qu'il faut changer ça. Ça fait des années qu'on est dans cette culture de conflit très radicale où au final, on est tous perdant. J'ai grandi dans une cité et je vois qu'en trente ans, la situation ne s'est pas améliorée (...) Moi, j'ai toujours entendu les acteurs locaux dire *on est enclavé, on vit dans un territoire à part, pourtant, on cherche l'ouverture*. Mais dans la réalité, dès qu'il y a un conflit, j'ai l'impression qu'il y a une mise en retrait total, un repli sur soi. Dès qu'il y a un manque de confiance, il y a un basculement vers « vous, l'institution et nous, les habitants » (idem.).

C'est effectivement cette culture de conflit, de non-dialogue et de non-compromis entre acteurs opposés, tel qu'elle a été identifiée comme trait structurel de la politique marseillaise depuis la période d'après-guerre, qui structure fortement cet affrontement. Il y a là aussi, comme le soulignent également les sociologues Beaud et Masclat à travers la « génération de cité », une intériorisation de l'enclavement tout en survalorisant son quartier propre.

Raïda Benaïssa est une actrice clé dans ce conflit. Au-delà de son statut de militante de quartier, elle occupe un poste comme *attachée aux relations publiques* au théâtre Merlan. Cette place « entre deux chaises » lui permet potentiellement, en tant que *broker*, de faire le lien entre les institutions et le monde militant. En ce sens, effectivement, elle assure et tisse le lien entre les artistes SAFI et divers acteurs et habitants du quartier. En revanche, l'investissement possible de cet espace interstitiel entre le monde institutionnel et le monde socio-culturel engagé, dont on a vu la productivité et la pertinence à Hambourg, rencontre ici des conditions sociales, politiques et urbaines peu favorables.

Née en 1965 aux Pennes Mirabeau au sein d'une grande famille franco-algérienne de dix enfants, ce n'est qu'en 1976 que Raïda et sa famille déménagent dans une cité marseillaise, le parc Kallisté. Là, elle fait connaissance avec les problèmes et les tensions que connaissent la plupart des grands ensembles en France. Trois ans plus tard, dans le quartier Saint-Barthélémy III, elle participe à différentes associations du quartier. C'est notamment un metteur en scène exceptionnel, *Akel Akian*, qui lui fait découvrir le théâtre.

Raïda investit le théâtre non pas pour parler de soi, du quartier, des problèmes quotidiens, mais pour aller à la rencontre et à la découverte du monde (européen) extérieur. Après un temps court à l'Université de Provence, où elle s'inscrit en formation spectacle vivant, elle commence « à faire la démarche de sortir du quartier pour voir des spectacles qui se jouaient dans des lieux comme le théâtre de Lenche, de la Criée, des Bernardines, de la Friche. Je me suis dit, je veux avoir accès à ça ». (entretien R. Benaïssa 22.10.13). C'est une question d'égalité de droits et d'émancipation sociale qui l'anime, toute en poursuivant une lutte contre le stigmate *artiste de quartier*, soit artiste de deuxième rang. En 1990, elle passe un concours au Conservatoire régional d'art dramatique. Elle y est la seule du milieu populaire maghrébin. Attirée par la différence sociale et culturelle, elle suit la formation avec succès et tourne, pendant deux ans, dans une compagnie. Malgré un succès théâtral, elle se trouve face à un clivage important :

« J'avais l'impression de ne pas être à ma place (...) de ne pas remplir la mission. Peut-être les enfants des étrangers, on se sent porteur d'une mission, quand on réussit quelque part, il faut qu'on réussisse aussi pour les autres. Assez rapidement, j'ai décroché et puis je suis revenue à mon premier bulot d'animatrice socioculturelle. Comme s'il y avait un besoin de revenir au socioculturel au quartier (...). Ma réussite, je ne pourrais pas l'avoir que pour moi, individuellement (...). Mes collègues, c'était un souci de carrière. Pour moi, c'était comme trahir les miens. Si j'existe, j'existe aussi pour les autres. » (entretien R. Benaïssa 22.10.2013).

Les sociologues Claire Duport et Michel Peraldi ont observé et généralisé une telle morale collective au sein du monde militant des Quartiers Nord. « Cela consiste à réussir sa vie en favorisant la réussite des autres, et à indexer sa propre réussite sur celle des autres. Le *collectif* en soi n'a que peu d'existence charnelle, il est un idéal partagé qui tient du désir d'être ensemble, et un impératif sans lequel la mobilité n'est pas possible. Autrement dit, il n'y aurait pas de réussite individuelle possible par le *canal* militant, ou si elle est possible, on y perdrait la face... » (Duport et Peraldi 1998 : 66). Raïda Benaïssa alors retourne au quartier et s'engage dès lors dans le secteur associatif et militant.

En ce qui concerne le conflit autour de *Jardins Possibles*, et l'investissement stratégique, ambigu de cette action intermédiaire entre monde militant et institutionnel, elle précise: « Il faut assumer. J'ai assumé. Je ne pouvais pas faire autrement par solidarité avec le territoire du Grand Saint Barthélemy et les associations qui ont pris conscience de ce projet sûrement intéressant, mais pas

participatif » (NdT, 20.12.2013). On repère à travers ses propos le poids d'une morale collective en œuvre.

Kevin Vacher, amicalement lié à une partie de l'équipe *Jardins Possibles*, est lui aussi confronté à la nécessité de *choisir son camp* : « Voilà le double statut de quelqu'un qui a un intérêt au milieu du réseau culturel à La Plaine (au centre-ville) et qui en même temps est intégré aux Quartiers Nord. À un moment donné, j'ai dû faire un choix ! C'est là, la limite d'alliance entre les deux, entre jeunes *bobos*, artistes, et les Quartiers Nord. En théorie, il faut défendre ce pont, cette alliance. (...) Mais dans un cas concret comme celui-là, il y a quand même une façon de percevoir les choses, une limite d'habitus en fait, une grille de lecture de ce qui se passe, qui est radicalement différente » (entretien Vacher, 18.10.2013).

En conclusion, on peut constater que le territoire du Grand Saint Barthélemy est loin d'être « vide de politique ». Si on a pu observer ici le déclin de l'engagement politique et la mobilisation collective telle qu'elle a été observée par Stéphane Beaud et Jérôme Masclat notamment, une partie du secteur associatif s'inscrit et renouvelle l'histoire locale d'un militantisme hérité des années 1970, 1980 et même 1990. Alors fortement articulé autour de la notion d'une solidarité collective locale, cet ancrage peut à la fois être vu comme une force et comme une faiblesse. Il peut être vu comme force dans le sens où il met à disposition toute une série de ressources, de références idéologiques, de liens de confiance qui privilégient l'engagement collectif. *A contrario*, le risque consiste en un enfermement vis-à-vis du monde extérieur au quartier. En reproduisant des oppositions nettes entre « eux » et « nous », cet ancrage local laisse peu de place à la négociation, au compromis, à l'investissement de brèches au sein des institutions comme on a pu le voir pour Hambourg.

Néanmoins, le rejet radical du projet *Jardins Possibles* a permis par la suite d'attirer d'autres acteurs militants vers le quartier. Ainsi, de nouvelles alliances et dynamiques politiques émergent faisant place à un projet d'émancipation collective, le festival *Paroles de Galères* (PdG). Ce festival s'inscrit dans un cycle d'événements militants dans le GSB qui sera évoqué ci-dessous. Ensuite l'histoire de ce festival sera présentée. Fondé en 2010 dans le centre-ville, il fédère d'une façon inédite divers initiatives des réseaux contre-culturels et gauches-libertaires de la ville. Contribue-t-il à l'émergence d'une culture contestataire à Marseille ? Pour répondre à cela, le sous-chapitre suivant décrit et analyse (d'une façon générale) l'édition 2013 et sa capacité à mettre en place, à long terme, de nouvelles coopérations entre les cités et le centre-ville, entre classe moyenne et classe populaire. D'une certaine manière, on peut confronter le festival à des exigences et des attentes

formulées par les acteurs militants eux-mêmes quand ils écrivaient au sujet du retrait de *Jardins Possibles* : « Pensez-vous peut être que nous n'étions pas capables de penser l'art et la culture », et de monter « de tels projets » ?

3. Le festival militant *Paroles de Galère*, zénith d'un cycle de contestation. Et après ?

L'année de la Capitale culturelle a donné naissance, dans le territoire du Grand Saint Barthélemy, à un cycle de rencontres, de débats et de manifestations au croisement de l'art, la culture et la politique militante. Il s'inscrit dans la continuité des luttes menées les mois et les années précédentes et s'inscrit en même temps, trente ans après la Marche pour l'Égalité contre le Racisme, dans un moment fort de mémorisation collective. Le *Centre Social l'Agora* organise deux « Banquet de Fanon » autour des thèmes « Oppression(s) et Résistance(s) » et « Cultures populaires d'hier et d'aujourd'hui ». Le festival « Paroles de Galère », via des petites interventions tout au long de l'année et surtout son déroulement en Septembre, met à disposition tout un ensemble de savoir-faire et de ressources afin de fédérer militants et habitants autour d'un projet commun. Et la compagnie *Mémoire Vive* monte en coproduction avec le collectif d'artistes locaux ALAFOU⁷⁸ une pièce de théâtre sur l'histoire post-coloniale de la France et des cités populaires. Ce cycle est clôturé avec le forum fédérateur *Quartiers populaires, Cultures populaires* qui vise à « prouver que nous pouvons produire, créer, penser et diffuser sur le champ culturel. Le prouver aux institutions bien sûr, mais également nous le rappeler à nous même » tout en créant des solidarités inédites⁷⁹.

Ce qui réunit ces événements et leur travail de préparation, c'est, encore une fois, l'ambition de créer une démarche commune dans des quartiers défavorisés. En affirmant l'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis politiques, il s'agit de faire dialoguer les habitants, de traverser des frontières sociales et spatiales invisibles, de favoriser une prise de conscience collective en promouvant des pratiques d'un *faire ensemble*. Selon le directeur de *Mémoire Vive*, les cités populaires ne sont pas des « déserts artistiques et culturels »⁸⁰. En combinant « l'éducation populaire et la création artistique », il revendique la mise à disposition de divers disciplines et champs de compétence (artistes, travailleur social, géographe, etc.) « au service de la lutte permanente et de la

78 Le collectif « ALAFOU » est composé des artistes de la musique et la danse contemporaine, mais aussi de la vidéo et de l'écriture. Il a pris, après plusieurs années de coupure, la relève de l'association Busters (chapitre 3.).

79 Texte d'appel du forum Forum « Quartiers populaires, Cultures populaires » 20/12/2013.

80 « Les quartiers ne sont pas des déserts artistiques et culturels. Il y a énormément des choses qui se produisent partout (... et pendant chaque projet), on est tombé sur une perle rare. Donc, comment faire pour qu'il y est des pionniers et des chercheurs permanents comme on a des recruteurs des grands clubs de foot (...), comment on a des recruteurs des grandes scènes nationales ? Par rapport aux artistes qui y émergent à vocation internationale, il n'y a pas de retour sur investissement sur ceux qui ont emporté cela. C'est-à-dire le berceau, le quartier, la famille, la structure associative de départ, etc. Donc, il y a la spoliation, il y a pas uniquement la question de comment on va soutenir ces pauvres gens de quartier. » (NdT, 16.10.2013).

conscientisation du peuple français » (NdT, 16.10.2013). Dans quelle mesure ce cycle militant, participe-t-il à initialiser de nouvelles formes de mobilisation et de contestations collectives, à montrer et à mettre en synergie les richesses culturelles et artistiques des quartiers ?

Avant d'aborder le festival PdG, quelques mots concernant les autres temps forts de ce cycle. J'ai visité une multitude de soirées au Centre Social de l'Agora ou au sein d'autres associations militantes du quartier. Les rencontres autour du « Banquet de Fanon » n'ont pas dépassé, malgré un programme et un contenu de haute qualité, les lignes de démarcation établies entre usagers réguliers des lieux et population indifférente du quartier. Même des projections comme « Tout était possible »⁸¹ ou des rencontres/débats comme « Le rap face à la politique », présentées d'une manière claires et compréhensibles par la sociologue Marie Sonnette, n'ont pas pu attirer le public des jeunes du quartier se repliant sur des positions comme « ce n'est pas pour nous » ou « on veut du concret, on veut faire de la tune ».

Le forum « Quartier Populaires, Cultures Populaires », malgré un appel large dans des réseaux et milieux militants, alternatifs, contre-culturels de la ville, a été fréquenté régulièrement par environ 50 militants seulement. En manque d'objectifs clairement identifiés, de stratégies et de pratiques partagées, il ne contribuera pas à créer et à consolider une démarche militante collective. Les analyses, débats et discours n'arrivent guère à dépasser des visions et pratiques enfermées spatialement (le centre-ville, populaire aussi ; les quartiers populaires au Nord et à l'Est) et/ou thématiquement (le logement et la rénovation, les subventions pour des cultures alternatives, l'utilisation d'espace public, etc.) afin d'initier, comme on l'a vu à Hambourg, la mise en réseau de divers acteurs, thèmes, champs de compétences, etc.

Les défis et difficultés d'initier, de structurer et de faire perdurer des coopérations culturelles et militantes gauches-libertaires sont illustrés d'une façon exemplaire par le festival *Paroles de Galère*. Dans un premier temps, son existence donne un exemple rare d'une fédération large et réussie à Marseille.

81 Ce film, réalisé par Alain Dufau et Jean-Michel Perez avec la collaboration de cinq jeunes du quartier, traite l'histoire urbaine et sociale, culturelle et militante du territoire Le Grand Saint Barthélemy dans les années 1970-1990. En se basant sur des archives et des entretiens d'acteurs de l'époque, ce documentaire est une source très riche de réflexion, de mémorisation et de la construction potentielle d'une identité collective (film : Dufau et Perez 2012).

Le premier temps d'un projet fédérateur

Le projet né autour de l'idée de promouvoir et de soutenir financièrement la radio libre et militante *Radio Galère*, lancée par trois étudiants en management culturel. Tous trois proposent, dans le cadre de leurs études, d'élargir l'initiative d'une simple fête de soutien en véritable festival militant. Ainsi, ils ne mettent pas seulement à disposition leurs compétences techniques et organisationnelles, mais créent, surtout, une dynamique de fédération. « Ils ne se rendaient pas compte ce que leur proposition pouvait impliquer », se rappelle Olivier (entretien Olivier, 05.10.2013). « On se disait *wow, il y a des gens qui ont le courage de faire cette proposition là*. Nous, on ne l'a pas eue ».

Olivier, travail dans la programmation d'une salle de concert expérimentale et underground. Sensibilisé à la création radiophonique, le festival pour lui constitue une occasion exceptionnelle de tisser des liens entre le milieu d'artistes undergrounds et des militants *soixante-huitard* de la radio. Jusque là, le rapport entre les deux lieux (et leur réseau social respectif) est marqué par divers conflits. Blandine, qui travaille également au salle de concert : « Au début, les gens de la radio, ils étaient très, très méfiants vis-à-vis de nous. L'approche expérimentale, proche de la folie des fois, ils ne comprenaient pas l'engagement derrière. Rien correspondait à leur cadre signifiant. Notre univers d'image, des trucs pornographiques avec des sigles un peu provocateur comme la swastika, il n'y voyait pas le détournement. Et nous, on avait du mal à comprendre jusqu'à quel point politiquement on n'était pas acceptable pour la radio » (entretien Blandine, 09.10.2013).

Dans le même ordre d'idée, des entretiens avec différents militants de PdG soulignent d'une façon unanime un fonctionnement très éclaté et fragmenté des milieux associatifs et militants de la ville. De ce point de vue, la non-connaissance et la non-implication des trois étudiants constituent un atout. Dans une naïveté qu'on peut juger positive, ils ne se soucient pas des lignes de clivage, de divergences et d'aversion interpersonnelles existantes.

Entre activiste d'extrême gauche et amoureux de la cuisine, entre cinéphiles, acteurs culturels « alternatifs » et militants de luttes post-coloniales, la composition du festival est « complètement hétérogène », comme le résume Marius, un des



Vendredi 6 Septembre
(Cité des Flamants)

21h : Projection du documentaire **"Tout était possible"** (en cours de production) d'Alain DUFAY, en présence du réalisateur.

Samedi 7 Septembre
(Cité Picon)

15h/17h : Ateliers **"Paroles de galère, Paroles de quartiers"** autour de 3 thèmes : l'égalité, les violences, les réponses institutionnelles, en présence de militants, acteurs associatifs, sociologues ...

22h : Projection du documentaire **"Douce France"** de Mogniss Abdallah, réalisateur et écrivain, en sa présence.

Dimanche 8 Septembre
(Cité Picon)

15h/17h : Débat **"En 1983 comme en 2013, pourquoi les quartiers ont marché ?"** animé par Mogniss Abdallah, la fédération des quartiers populaires, le collectif Mémoire en Marche ...

21h : Projection du documentaire **"Antifas, chasseurs de skins"**

+ créations sonores, expos, village associatif, espace de création autour des médias libres, cours métrages, contes jeunes publics ...

Vendredi 6 Septembre
(Cité des Flamants, 18h/23h)

Animation vidéo
Damien l'espadrille, DJ (musiques maghrébines des années 80)

Samedi 7 Septembre
(Cité Picon, 14h/22h)

Obscur Jaffar, Kairo et les élèves de la Busserine (rap/siam) avec le collectif la relève

Scène spéciale Gd St Barthélémy (hip hop sarahoui)

QWX (musique Kurde)

Damien l'espadrille Kawah Family (chants Kabyles et Gnawi)

Hijo del desierto (hip hop sarahoui)

Aziz Boumediene : Inch'Allah (création sonore)

Théâtre et société : Camino della vida (théâtre)

Dimanche 8 Septembre
(Cité Picon, 14h/21h)

Scène spéciale Grand St Barthélémy, avec le collectif la relève

Cie KTA : Strange Fruits (conte/slam/rock historique)

Compagnie Espoir (théâtre)

Small Chait (chants populaires Kabyle)

Grives et Ours (balet)

Yasmin Mouloud (chant fusion Orient/Occident)

Plateau de l'Ostau (surprise !)

INFOS PRATIQUES

Peu de places de parking à proximité, privilégiez le TER (ligne Marseille-Aix-Pertuis), le vélo ou le bus (lignes 27, 28, 31, 33, 38, 58, 533)
Peu de distributeurs de billet également, soyez prévoyant.
Restauration à prix libre et buvette sur place.

Le festival est retransmis en direct sur les ondes de Radio Galère : 88.4FM
Pour être bénévole, contactez nous : com.parolesdegalerie@gmail.com
Liste des associations participantes sur www.parolesdegalerie.net

trois étudiants. « Je ne sais pas s'il y a vraiment un dénominateur commun à tous ces gens-là, à part peut-être d'avoir un regard critique sur la société française et l'économie capitaliste mondialisée. Mais sinon... » (entretien Marius, 02.10.2013). Dans la suite, c'est le festival lui-même, sa longue organisation, régulière et complexe, qui structure et fédère la diversité des initiatives et des lieux impliqués. Leurs points communs : l'adhésion à des modes d'organisation collectifs et horizontaux ; l'amour et le soutien pour la radio, la musique et la documentation ; la conviction de créer des espaces d'expression politique qui rendent visibles et audibles des acteurs, des thèmes, des opinions généralement stigmatisées et marginalisées.

Dans l'ensemble, plus de quarante structures et initiatives participent d'une façon de plus ou moins directe au festival. Un travail de « réseau de réseaux » se met en place. Venant du proche et du lointain, ce travail permet la « conjonction de plusieurs champs et du coup de compétences vachement différents et très complémentaires », récapitule Nico, un autre des trois étudiants (entretien Nico, 27.09.2013). Des concerts, des débats, des pièces de théâtre et des performances, des émissions radiophoniques et des projections de films, une restauration sur place, etc., etc. Pendant trois jours, un terrain abandonné à la périphérie de la Friche Belle de Mai se transforme en lieu de rencontre, de fête et d'échange politique. Si la première version en 2010 était fréquentée par 500 personnes du réseau militant local, le public s'élargit au fur et à mesure pour accueillir en 2012 à peu près 3000 personnes. Sur le plan financier, des subventions publiques assurées par le Département notamment ne sont plus nécessaires. Le *prix libre* et le *bénévolat* assure son indépendance politique.

Le temps de la reconversion

Néanmoins, ce premier succès commence à interroger le caractère politique du festival. Selon Nico, « on avait tendance à ressembler de plus en plus à un festival culturel de divertissement, on perdait un peu le fond politique et militant » (idem.). En voyant l'année MP 2013 s'approcher, et avec elle la rénovation et la professionnalisation de la *Friche Belle-de-Mai*, l'équipe organisationnelle décide de se mettre en pause pendant 2013. Ainsi, elle espère éviter son intégration symbolique et médiatique dans un processus de ré-enchantement et de gentrification du quartier et du centre-ville. Cependant, l'éclatement du conflit autour de *Jardins Possibles* ouvre une nouvelle piste d'engagement collectif. En accord avec les acteurs associatifs militants du Grand Saint Barthélemy, il est décidé collectivement de déménager dans la cité populaire *Picon* à l'ouest du territoire. L'objectif consiste de ne pas imposer ce festival dans un espace social et urbain complètement différent, mais de

s'appuyer sur le réseau militant local afin d'initier un processus d'échange et de coopération qui ferait de ce festival - dans l'idéal - un outil d'émancipation sociale et politique des habitants. En ce sens, les militants du quartier expriment collectivement leur volonté de participer activement à sa préparation et de mobiliser leurs usagers respectifs.

Raïda Benaïssa soulève que « organiser un festival, (ce) n'est pas notre truc. Mais c'est une opportunité qui nous permet d'exprimer de plus en plus avec une parole très forte et politique au vrai sens du terme, une parole collective qui résonne dans tout Marseille pour dire tout haut ce qui ne va pas ici, contre les dysfonctionnements, les droits bafoués. Il ne s'agit pas uniquement de faire la fête (... mais) que l'écho du festival entre dans les bureaux de ces politicards de merde qui nous emmerdent. (...) On est énervés, enragés, en colère. (...) Parlez à qui vous voulez de manière à vous faire entendre. Hurlez, faites du théâtre, de la musique... On est capable de tout ça du moment que l'on ne perd pas le fil conducteur de ce qu'on est et de ce que l'on veut » (NdT, 24.08.2013).

Le temps de la remise en question

Très vite pourtant, la plupart des acteurs locaux se retirent du noyau dur de son organisation. Officiellement contraints par un agenda très rempli, cela laisse cependant supposer que c'est avant tout le manque de rapports de confiance, l'absence d'une expérience et démarche militante partagés, qui est à l'origine (cf. entretien Vacher, 18.10.2013). En outre, il y a des conflits à l'intérieur des réseaux associatifs du GSB qui freinent une mobilisation élargie⁸². Seul le



« Pour vous, c'est quoi un quartier populaire ». Les réponses des habitants au *porte de paroles* sont exposées lors du festival.

Centre Social Agora et quelques militants comme Raïda Benaïssa s'impliquent, à part entière, dans sa préparation. Pour les « galériens » venant du centre-ville, le fonctionnement du réseau local reste opaque et difficile à déchiffrer.

82 Pendant un entretien avec J-P Ethee, je lui demande pourquoi il n'est pas venu au festival Paroles de Galère. Pourtant, sa ligne de conduite entre exactement dans l'approche politique et culturel qu'il amène depuis 30 ans dans le quartier. Sa réponse : « Je fonctionne beaucoup sur l'humain moi. Et après avoir passé autant d'années de combat solidaire avec quelqu'un, je ne peux pas me contenter des mails pour me dire « il y a le festival Paroles de Galère ». Un mail surtout adressé par une secrétaire qui va m'inviter à un spectacle de PdG. (...) Ici, ça marche (autrement, pour des) choses importantes on s'appelle ». Cette critique s'adresse à K. Benaïssa, ancienne collègue d'Ethee dans une association culturelle du quartier. Confrontée à la critique d'Ethee, elle répond : « La dernière fois quand je l'ai appelé, c'était pour le mobiliser pour le « Collectif des Quartiers Populaires ». Il a réagi avec humeur, en rigolant. C'est bon. » (NdT, 06.12.2013). C'est justement le clivage entre une approche de critique artistique et d'une critique sociale/politique qui, malgré leur complémentarité, met en distance ces deux acteurs.

Même si une partie des « galériens », moi inclus, font par la suite beaucoup d'efforts pour solliciter les habitants du quartier – bouffe de rue ; émissions radiophoniques dans l'espace public ; mise en place de dispositifs comme *portes à portes* et de *portes de paroles*⁸³ pendant plusieurs mois avant le festival –, le succès reste très limité. Les raisons sont multiples et ne peuvent pas être abordées ici en détail. De manière générale, le festival n'était pas identifié dans le quartier comme une démarche indépendante des institutions. La plupart des réunions de préparation ont lieu au Centre Social l'Agora. Selon un rapide sondage auprès de 25 habitants du quartier réalisé par moi une semaine avant son déroulement, le festival est très peu connu et attendu par la population locale. Des raisons de sécurité conduisent les organisateurs à monter le festival le jour même. Leur professionnalisme et leur efficacité renforcent l'image d'un festival officiel et l'impression d'un envahissement culturel *par le centre-ville*. La pléiade de militants présents au sein du « village associatif » complète la confusion et le malentendu. Face à une multitude de messages et de contenus politiques (la Palestine ; le prison ; le syndicat des familles ; la rénovation urbaine ; les médias libre, etc.), le festival apparaît pour beaucoup comme un événement festif confus : « C'est quoi votre but ? » était la réaction principale des habitants de quartier.



Abed, de dos, n'est pas vraiment d'accord avec un participant du festival qui proclame : « La prison est la menace qui fait tourner leurs usines »

Les frontières culturelles et sociales sont nombreuses entre militants et non-militants, entre habitants de la cité et gens du centre-ville. Des concepts comme le *prix libre* ou *l'auto-organisation* ; la démarche de s'organiser à travers des AG ; la communication par des textes longs et affichés aux murs ; la discussion des thèmes complexes et sensibles (le racisme ; la montée du FN, l'échec scolaire, etc.) avec un micro à la main, transmise en direct à la radio ; la préparation collective de la cuisine sur une pelouse en public. Il y a des facteurs innombrables qui font obstacle pour un public peu ou pas habitué à de telles démarches militantes. Les cultures et les codes, les attentes et les espoirs politiques sont complètement d'une autre nature. La notion de fête par exemple, dans ce quartier à majorité musulmane, est fortement liée à un contexte religieux ou familial et implique, entre autre, l'interdiction d'alcool. Sur ce fond, Abed, 55 ans et habitant de longue date du quartier, questionne profondément l'approche festive de Paroles de Galère :

83 Les objectifs de l'outil porteurs de paroles sont résumés, dans un mail adressé à l'équipe des organisateurs de Paroles de Galère en cinq points : (1) Créer une zone d'expression pour tous ; (2) Faire débat, transformer des espaces de transits en lieu de rencontres ; (3) Valoriser les savoirs et connaissances populaires ; (4) Décorer l'espace urbain avec autre chose que de la pub et (5) Mener une enquête populaire. Le plateau radiophonique permettait, à plusieurs reprises pendant deux heures, de faire une émission en directe dans l'espace public des cités populaires de la Busserine et de Picon en invitant des acteurs militants et des habitants à donner leur avis sur des thèmes choisis et ouverts.

« Les gens ici, ils vivent dans la tristesse, dans l'amertume, dans l'incertitude. On a pas besoin des fêtes. Fêter, c'est pour faire oublier les soucis, les malheurs. L'important c'est de donner un emploi (...) Ça sert à rien de crier, d'aboyer. Vous pouvez rien faire contre le pouvoir capitaliste. Vous concertez avec la Radio Galère, vous dénoncez. Rien ! Ils vous font taire. Ils ont tout dans leurs mains. Vous luttez contre une machine infernale. Vous pouvez rien faire » (entretien Abed, 03.09.2013).

Le profil social des activistes – classe moyenne à haut capital culturel et social, portant des convictions et valeurs gauches-libertaires (cf. charte du festival⁸⁴) – laisse apparaître d'autres frontières sociales. Par exemple, un groupe de rap du quartier souhaite participer au programme du festival. Contrairement à l'objectif de promouvoir les artistes locaux, cette demande est refusée à cause des textes jugés trop imprégnés par des valeurs sexistes et capitalistes (grosse caisse, fric, célébrité, etc.). Le bénévolat ici pose également problème. Dans le contexte d'un taux de chômage de 50 % des 16 – 25 ans, la demande de s'investir gratuitement dans un projet largement perçu comme subventionné devient non-envisageable. Mokhtar, habitant, 28 ans, ex-rappeur d'un groupe qui avait connu un succès court, résume son rapport au militantisme ainsi : « C'est toujours la même chose. Ils nous contactent pas. Ils restent entre eux dans les réseaux des associations. Et c'est vous encore, (les gens du centre-ville) qui avez du boulot, des perspectives. On n'a pas de perspectives. Tu sais, on souffre ici. On ne veut pas votre plaisir, on veut être impliqué, on veut avancer, on veut gagner un peu de sous. On souffre ici, Ben. Tu comprends ? » (NdT, 06.09.2013).



Quant à la participation du quartier, ce sont notamment « les jeunes » qui s'impliquent. D'autres moments, forts néanmoins, ne franchissent pas les clivages sociaux et culturels.

84 Par exemple, cette charte situe le festival « en dehors des institutions culturelles et des conventions marchandes traditionnelles. » (article 1), « repose sur un principe d'accès à toutes et tous » (article 3) et « refuse les conditions sociales inacceptables et lutte activement contre toute forme d'exclusion : la précarité, le racisme, la xénophobie, le sexisme, l'homophobie » (article 4).

Pour résumer, le festival a créé de forts moments d'échanges et a manifesté, déjà par l'existence même d'un programme diversifié dans un espace abandonné par les services publics, une vision utopique comme rupture dans la vie quotidienne du quartier. L'engagement des individus et de petits noyaux des personnes a mis en route des processus de réflexion, d'analyse, de débat. En revanche, très peu d'habitants ont assisté au festival. L'initiative n'a pas eu les effets escomptés, la force, la clarté et le soutien nécessaire pour créer de nouvelles dynamiques sociales et militantes à l'intérieur et vers l'extérieur des cités. « La fête est finie et tout le monde est parti » résume Mokhtar quelques jours plus tard me rappelant la critique formulée par Manuel Castells 40 ans avant⁸⁵.

Cependant les différents entretiens passés auprès des organisateurs du festival révèlent qu'ils ne perçoivent pas l'édition 2013 comme un échec. Sa mise en place peu conflictuelle dans un contexte urbain et social très compliqué marque, selon eux, une réussite en soi. « Je ne sais pas si on avait la force de faire plus pour une première année. Ça prend un temps énorme de défricher tout le quartier. » conclut Nico (entretien, 27.09.2013). Pour Vanessa, une travailleuse sociale, « la vision de certains habitants sur nous, *vous êtes des hippies, vous venez faire un festival subventionné*, elle était logique. Mais il faut arrêter d'avoir ce complexe de ne pas vivre dans le quartier. Je vie aussi *la galère*, j'ai plein d'intérêts communs avec ces gens. Dans tous les cas, c'était une première expérience. Pour moi, le bilan est beaucoup plus positif que négatif. Il faut juste tirer des leçons sur comment ça s'est déroulé et de faire mieux l'année prochaine » (entretien Vanessa, 25.09.2013).

Pour l'année 2014, l'équipe envisage alors une deuxième édition du festival dans le GSB afin d'approfondir et de consolider la démarche initiée. Mais le succès limité de la première édition, en termes de mobilisation d'habitants et de soutien par le milieu associatif du quartier, a malgré tout fragilisé la dynamique du groupe. Certains organisateurs définissent l'engagement et l'implication active d'habitants comme condition préalable à leur engagement propre. « Moi, je ne fais pas du travail social, je ne fais pas non plus du divertissement », souligne Nico par exemple (NdT, 05.05.2014). Sauf que la perte de tout engagement collectif, de confiance envers « les institutions », le repli sur soi, nécessite un cadre structurant afin de solliciter, par un travail de longue haleine, l'implication active des habitants. « Il faut aller vers les gens. Si on s'intéresse à eux, ils vont s'intéresser à vous », exprime la seule habitante présente, une jeune femme de 20 ans. Le noyau dur de l'équipe organisationnelle reste divisé. Les notions d'engagement qu'ils appliquent et les attentes

85 « Si le jeu est fini, les activistes sont partis » (Castells 2012 (1973) : 50 ; Tpa). Castells décrit ainsi l'engagement divers, dispersé et ponctuelle des activistes étudiantes au sein des luttes populaires contre la rénovation urbaine à Paris début 1970.

qui en découlent opposent *participation active* et *consommation passive* des habitants, un militantisme explicite et radical et un engagement militant au sens très large du terme⁸⁶.

Si ce genre de différences et de divergences traversent le collectif dès l'existence du festival, c'est dans un moment de crise qu'ils deviennent plus difficiles à surmonter. Une des militantes critique le manque d'« identité commune » au sein des organisateurs et constate qu'elle « ne connaît même pas le positionnement politique de ceux qui sont autour de la table. On n'a pas de convergence » (NdT, 05.05.2014). L'engagement collectif gauche-libertaire, cela a déjà été souligné, peut vite se déliter et se démobiliser s'il manque une identité de groupe, un sentiment de capacité d'agir, d'utilité, et un sens à l'action. Il fut alors décidé d'annuler l'édition 2014 pour retourner l'année suivante dans le quartier de la Belle-de-Mai. Mais cette année là encore, des clivages profonds apparaissent au sein du collectif. Des débats et disputes s'amorcent qui, au même moment, divisent la gauche et l'extrême-gauche dans le pays entier⁸⁷. Incapable de trouver une manière constructive d'exprimer et de surmonter ces divergences, le festival est annulé pour la deuxième fois et ferme enfin ses portes.

Synthèse

L'histoire brève du festival donne un exemple rare de la pertinence et de la richesse d'un processus de fédération et de mise en commun de divers compétences, de savoir-faire et aussi de valeurs, de motivations, aspirations de la gauche-libertaire marseillaise. Sa création, rendue possible par l'élaboration d'un projet commun, un festival militant, a été fortement facilitée par la venue des personnes de l'extérieur, c'est-à-dire neutres de toutes tensions et conflits antérieurs. Les opportunités propices qui conduisent à un élargissement et à un succès rapide du festival trouvent leur antipode dans son déclin, également très rapide. A partir de 2014, 2015, le projet collectif à Marseille ne fait plus parler de lui. Ces acteurs se sont dispersés dans divers lieux et initiatives bien distinctes qui ne permettent plus une convergence large autour d'un même projet. On y observe non seulement un manque de transmission et de mémorisation des contestations et des cultures gauches-libertaires, mais, plus généralement et cela à l'image de la ville, une difficulté d'inscrire et de faire perdurer des dynamiques collectives souvent marquées par la fragmentation et la division.

86 Pour un participant par exemple, le simple fait « d'aller à la rencontre des gens qu'on a pas l'habitude de rencontrer, de surmonter des barrières sociales, c'est déjà militant. Peut-être on est trop ambitieux. En plus, si on arrive à faire émerger des voix des habitants par la radio, on est vraiment dans l'idée de départ du festival » (NdT, 05.05.2014).

87 Ce clivage très complexe, qui trouve ses origines dans les années 1980s (chap. IV.), porte notamment sur le rôle de l'état français par rapport aux injustices et discriminations dont sont victimes des populations issues de l'immigration. En débat sont des termes et des concepts comme le (post-)colonialisme, la laïcité, le racisme étatique, la radicalisation islamique ou, encore une fois, l'égalité des droits. Ce qui intéresse ici est moins le contenu de ces débats, que la forme. En partant de divergence pendant de réunion de travail, ces débats se sont poursuivis par mails entre dix, quinze membres du festival. De plus en plus controversé, polémique et personnelle, ils ont vite perdu de vue l'objectif et la démarche collectif tout en débouchant sur la désintégration du groupe.

On y observe aussi – et cela contrairement à la ville de Hambourg – l'absence d'une culture politique permettant la rencontre et le frottement productif et constructif entre idées, pratiques et camps politiques opposés. Le rejet radical du projet *Jardins Possibles* montre davantage la continuité d'une culture du conflit et du non-dialogue telle qu'elle a été identifiée dans l'histoire marseillais d'après-guerre. La position des artistes du collectif SAFI – son approche décalée, son rôle d'intermédiaire, son objectif de dépasser l'entre-soi – peut apparaître comme utopique et hors-sol, décontextualisée. De la même façon, les critiques des acteurs associatifs du GSB au sujet d'une « asphyxie financière de nos structures » et du caractère souvent « vitrine » des projets culturels semblent justifiées.

Néanmoins, la tentative échouée du festival *Paroles de Galère* montre l'existence d'une multitude de barrières et d'obstacles qui ne se déploient pas (uniquement) entre « institutions publiques » et « citoyens ». Elles s'étendent entre militants eux-même. Et elles s'étendent entre militants et habitants du quartier, entre des couches populaires souvent désillusionnées, sans espoir, ni confiance, et des acteurs de la classe moyenne, « culturelle », « instruite », « privilégiée ». Pour briser les stéréotypes et pour établir des liens de confiance, un engagement collectif continu et consistant est nécessaire. Cela demande une flexibilité cognitive et une disposition sociale et politique de chaque acteur à reconnaître ses propres limites et à dépasser des oppositions nettes et simplistes entre « eux » et « nous », « intérieure » et « extérieure », « institutions » et « non-institutions ». En 2016, pendant quelques mois, le mouvement de *Nuit Debout* transformera le paysage contestataire du pays entier. Localement, néanmoins, la tentative de transférer l'agora du centre-ville au Grand Saint Barthélemy périphérique souligne les conséquences d'un manque d'expérience et de cultures militantes partagés (Int. : Leforestier 2016).

– Chapitres VIII à X –
**Le Carnaval indépendant de la Plaine.
Cœur culturel et pouls social d'un processus de mobilisation collective ?**

- Parenthèse introductrice -

Dans le chapitre VIII, les différents groupes constituant le carnaval sont décrits plus en détail et comparés les uns aux autres. L'étude porte sur le *milieu occitan*, le *milieu autonome* et le milieu *Les petits lieux*. Selon quelle composition et quel fonctionnement social ces milieux se caractérisent-ils et se distinguent-ils ? Autour de quelles valeurs, pratiques et lieux se constituent-ils ? Quels champs d'action politiques investissent-ils à partir de quel répertoire d'action ?

Le chapitre IX traite, entre 2012 et 2015, l'émergence, le déclin puis la renaissance du collectif gauche-libertaire de quartier, *l'Assemblée de la Plaine*. Si les raisons de son déclin sont à chercher dans l'absence de principes démocratiques de base, d'objectifs politiques partagés et de cadres d'interprétation transversaux, sa renaissance représente une réaction immédiate à une situation de menace extérieure, la répression du carnaval par la police, la justice et les médias.

Le chapitre X cherche à préciser la dynamique politique émergente, à nouveau déclenchée et confortée par une menace extérieure. C'est face à un projet de rénovation de la place centrale et emblématique *Jean Jaurès* que la mobilisation collective prend une envergure inédite. Par contre, elle ne se réduit plus à la défense des pratiques d'autogestion de l'espace public, d'une politique de la première personnes. Elle est plutôt confrontée au défi de sensibiliser un public plus large et de s'opposer au projet de rénovation par un positionnement subtil laissant la place à des propositions propres et affirmatives.

Le Carnaval de la Plaine et de Noailles. Cœur culturel et pouls d'un processus de mobilisation collective !?

Mon premier contact avec le Carnaval s'est produit de manière fortuite et imprévue, un dimanche ensoleillé du mois de mars 2012. Je suis avec des amis, à proximité de la place Jean Jaurès. Il est encore tôt dans la journée quand un groupe de personnes surgit de nulle part. Des tambourins dans la main, des casseroles sur la tête, des canettes tirées derrière eux. Des cris, des rires, des chants. « C'est carnaval », m'explique l'un de mes amis. Il est le seul parmi nous à être au courant. Pourtant,

on vit tous dans le quartier. Quand je reviens le soir, une foule de deux cents *carnavaliers* occupent encore la place. Un grand feu se consume sur le bitume. Des chorales ou des musiciens dépareillés laissent entendre des morceaux carnavalesques, plus ou moins étudiés. Quelques-uns dansent une *farandole (danse provençale)* autour du feu, la plupart récupèrent des forces à distance, en petit groupe, une bière ou du vin à la main. La journée a été longue. On « tchatte », on retrouve ses amis perdus, on regarde silencieusement les flammes qui dévorent le *caramentran*. Cette construction provençale en bois incarne les maux de l'année. Sa disparition annonce et fait place à un printemps purifié (*carême; entrant*). Cette année, il représente les caméras de vidéo-surveillance qui, par milliers et juste à l'heure pour l'année MP 2013, envahissent le centre-ville de Marseille.

Les mois et les années qui suivent, je retombe très régulièrement sur le carnaval, dans ma vie privée et dans mon travail de sociologue. De plus en plus je me rends compte du rôle identitaire que le carnaval joue à La Plaine. Comme véritable institution de quartier, les participants s'y connaissent et s'y reconnaissent. Ils y consolident des liens sociaux et l'appartenance au quartier, en même temps qu'ils nouent de nouvelles connaissances et inventent d'autres représentations de leurs vies urbaines. Sans autorisation officielle, sans organisateurs formels, le carnaval se réalise dans un cadre d'indépendance politique et financière. Son aura de subversion se concrétise à chaque édition par sa portée politique sur l'actualité, elle même matérialisée par le *caramentran*. C'est ainsi que le Carnaval de la Plaine et de Noailles articule fête et contestation, divertissement et engagement, liberté et bienveillance. Des valeurs centrales de ses organisateurs et ses participants y sont à la fois publiquement mises en scène et collectivement négociés et affirmées, détournés et confirmés.

Dans mes travaux de recherche, l'étude du carnaval, notamment entre 2013 et 2016, a constitué une parenthèse méthodologique. Elle m'a permis de diriger mon regard et mon attention sur les acteurs qui le constituent. Le carnaval est ainsi devenu le fil rouge structurant le récit des dynamiques sociales et politiques qui se jouent dans le quartier de La Plaine. Au cours du printemps 2012, un collectif informel de défense de quartier voit le jour : l'Assemblée de la Plaine. Sa fondation et son développement sont directement liés à l'histoire du carnaval. Si l'année Capitale de la Culture 2013 et les processus de transformations urbains qui l'englobent n'ont produit que peu de dynamiques de mobilisation formelles et visibles, l'histoire locale de la Plaine montre et démontre à une micro-échelle, que cela ne rime pas avec l'absence de toute mobilisation politique. Comme le géographe Patrice Melé le constate, on doit « reconnaître que les situations à étudier sont insérées dans un contexte plus large, dans une histoire des relations entre acteurs. (De fois,) d'autres moments des

conflits obligent à élargir le regard (*où à le resserrer*), à prendre en compte une profondeur de la situation, mais aussi les récits et les temporalités divergentes des différents acteurs » (2013 : 11).

L'enquête de terrain met en évidence que les acteurs qui s'organisent et se fédèrent autour du carnaval et d'autres enjeux socio-politiques de la Plaine se *recrutent* majoritairement au sein des réseaux gauche-libertaires. Même si de multiples relations amicales, professionnelles et/ou militantes traversent ce réseau et mettent en lien tout un ensemble d'individus (hommes et femmes), de collectifs et de lieux, il s'y opère simultanément divers mécanismes de distinction et de distanciation sociale. Dans la mesure où la vie quotidienne et la vie politique s'y superposent, que la recherche d'une autonomie locale et la défense de lieux, de pratiques et d'identités propres rentrent en tension avec des tentatives de formalisation et de centralisation de ces réseaux, les engagements politiques restent souvent à l'ombre, invisibles et incompréhensibles par l'extérieur. C'est en ce sens qu'une recherche ethnographique basée sur l'observation et la participation directe, et marquée par l'engagement militant est pertinente. Même si elle rencontre d'autres difficultés et limites d'ordre méthodologique et épistémologique, sur lesquelles je reviendrai plus tard.

L'objectif est de rendre compréhensible, par le récit chronologique, un processus fragile de fédération et de mobilisation politique. Ce processus de « faire collectif politique » est marqué par des périodes intenses d'échange et de coopération, mais également et tout d'abord, par des tensions et des ruptures entre divers groupes gauches-libertaires (cf. Fillieule 2001). Comme on l'a vu à Hambourg autour de la genèse du réseau *Droit à la Ville*, des événements bien distincts et bien identifiables sont suivies de phases latentes où le cours ordinaire de la vie reprend le dessus. L'approche scientifique d'un récit chronologique⁸⁸ permet alors, comme le souligne Isabelle Coutant, de situer le comportement ou le raisonnement des acteurs *in situ*, dans le contexte de leurs émergences⁸⁹. Dans mon cas, pour ne donner qu'un exemple, le collectif militant *Un Centre Ville Pour Tous* (CvpT) ne commence à s'impliquer à La Plaine qu'en 2015 avec l'apparition d'un projet public de rénovation de quartier. Cette nouvelle configuration permet à certains membres du collectif, lequel est confronté à une crise interne importante, de promouvoir l'élargissement de son champ d'intervention et la mise en place de nouvelles alliances et coopérations à La Plaine.

88 Le sociologue Cristine Fominaya parle plutôt d'une approche généalogique qui adopte « the perspective of social movements from the inside out, playing close attention to their latent activity during periods of abeyance or less visible mobilization, and recognizing processes of movement continuity between peaks of visible mobilization. » (Fominaya 2014 : 148f.).

89 « C'est en effet le rôle des sciences sociales face à l'événement que d'en dégager le sens en lui restituant son épaisseur sociale. La sociologie ici se fait aussi *histoire du présent* (...) Si j'ai décidé de suivre la chronologie de l'événement ce n'est pas seulement pour en faire le récit, c'est aussi pour des raisons scientifiques : on ne peut pleinement comprendre ici les actions et certains propos des enquêtés si on ne les replace pas en lien avec les moments auxquels ils se réfèrent. La perception de la situation et les stratégies entreprises ont ainsi pu varier au fil du temps (...) » (Coutant 2017 : 9).

Le « quartier » La Plaine

À partir du 13^e siècle, à l'époque des croisades, le plateau de La Plaine sert à l'entraînement et aux parades militaires (cf. Champ de Mars). Dans les siècles suivants, un cloître prête son nom à la *Plain Saint-Micheau*. Ce n'est qu'au fil du 19^e siècle, pendant la phase de l'expansion industrielle de la ville, que le quartier s'urbanise véritablement et s'intègre dans la ville. Depuis 1919, la place rectangulaire, d'une surface importante de 25.220 m², porte officiellement le nom du politicien socialiste et réformateur *Jean Jaurès*. Selon l'interprétation et le contexte, La Plaine désigne uniquement la place Jean Jaurès ou inclut ses rues alentour et même les places adjacentes du *Cours Julien* et du *Notre Dame du Mont*, situé à deux cents mètres plus au sud (cf. annexe I.). Pour éviter la confusion, je distingue ensuite entre *La Plaine* (place Jean Jaurès) et *le Plateau*, nom provençal pour cet ensemble⁹⁰.

En fonction de l'heure et du jour, la place, véritable lieu de cohabitation, accueille un marché trois fois par semaine, des snacks ou des petits commerces de proximité. Des parents et leurs enfants, des classes moyennes et populaires, investissent une partie du square central, des adolescents traînent autour, entre les voitures qui transforment la place (nocturne) en parking gratuit géant. Alors que des étudiants ou des habitants anciens se donnent rendez-vous sur une des terrasses de café, d'autres fêtards ou *la populace* s'installent sur les bancs publics, quasiment abandonnés par les services municipaux. Répartie sur les arrondissements I, V et VII, chacun appartenant à une autre mairie de secteur⁹¹, la place est en manque d'un entretien public conséquent et échappe à une responsabilité politique clairement identifiée.

Les immeubles sur le Plateau sont relativement homogènes. On distingue une partie haussmannienne qui relie le Boulevard Chave, la place Jean Jaurès et les rues de la Bibliothèque et de Sénac, décrite encore dans les années 1950 comme « une des places les plus bourgeoises, les plus paisibles de Marseille »



La place en hiver 1937. © Marius

90 Ce nom est d'ailleurs le résultat d'une mauvaise traduction du provençal au français. « Plain » en provençal signifie « Plateau », et non pas Plaine. Ce n'est qu'un exemple de l'assimilation culturelle, sociale et politique de l'Occitanie au sein de la politique coloniale de la France royaliste à partir du 17^e siècle (cf. Dell'Umbria 2006 : 374f.). Une vue synoptique de l'évolution nominative de la Plaine donnent Gasquet-Cyrus (et.al. 2002 : 29/30).

91 Entre 2008-2014, les trois postes de maire de secteur ont été dispatchés entre l'UMP (Reanud Muselier 4/5 et Jean-Claude Gaudin 6/8) et le PS (Patrick Menucci 1/7). Cela correspond à une répartition équilibrée des sièges municipaux entre l'UMP (51 sièges) et le PS en opposition (49 sièges). Elle reproduit d'ailleurs l'ancienne rupture entre un nord socialiste et un sud droitiste. Les élections 2014 mettent une fin intermédiaire à l'ancien ordre, marqué à l'échelle locale et nationale par une poussée droitiste. Dans les trois secteurs du Plateau : UMP 61 sièges ; PS 20 sièges ; Front National 20 sièges. Le centre-ville marseillais est désormais gouverné par l'UMP (Sabine Bernasconi 1/7 ; Bruno Gilles 4/5 ; Yves Moraine 6/8).

(Bouyala d'Arnaud 1959 : 348). Le reste du Plateau se compose de maisons à « trois fenêtres » qui ont notamment hébergé, sur deux ou trois étages, des couches populaires. Jusqu'au début des années 1970, l'économie locale s'est structurée autour du marché de gros du Cours Julien, dont entrepôts de stockage de légumes et de fruits s'éparpillaient dans le quartier. Mais le déclin économique et social de la ville n'épargne pas le Plateau. Le marché de gros est déplacé aux *Arnavaux*, au nord de la ville. « À partir de cette date, le quartier a connu une période de paupérisation, marquée entre autres par l'installation de jeunes dans des appartements à moindre prix », résume le socio-linguiste Gasquet-Cyrus et ses collègues (2002 : 72). Un membre du milieu occitan se rappelle : « Il n'y avait rien à l'époque, c'était un désert culturel » (NdT, 14.06.2017).

Des espaces libérés et peu chers attirent cependant des bistros, cafés et petits restaurants. Certains unissent restauration et activités culturelles, un amalgame inédit dans la ville. Dans les années 1980, le Plateau devient l'épicentre de ce qui est connu, dix ans plus tard, sous le nom de la *movida marseillaise*. Selon le sociologue Gilles Suzanne, entre 1989 et 1999, le nombre de petites salles de concert marseillaises augmente de 29 à 74. C'est notamment le Plateau qui les accueille (Suzanne 2005 : 312). Selon Boris, acteur central de la nouvelle scène musicale, « on habitait tous au Panier, mais tout se passait à la Plaine. Avant la *Maison Hantée*, on était tous chez Marius, au *Champ de Mars* ou chez Fanafood au *200Lunes*. C'étaient les coins repères. Après, il y a eu le *Bar de la Plaine*, Brahim et le *Dégust* et *L'Intermédiaire*. (...) Ce qui est déterminant c'est la *Maison Hantée*. On s'y est tous rencontré. Les soirs de concerts, tout le monde allait voir tout le monde. Le public était mélangé entre rock, reggae, punk, raggas, rockers “. (cit. In : Bordreuil (et.al.) 2003 : 76).

Cette histoire a profondément marqué le Plateau, jusqu'à aujourd'hui. Les deux sociologues urbains autrichiens, Dangschat et Frey étudient l'évolution historique des espaces urbains et soulignent qu'une « propre dimension culturelle et sociale émerge et établit une *identité de lieu*. » (Dangschat et Frey 2005 : 158 ; T.d.A.). Sur le Plateau, en plein centre de la ville, on retrouve cette identité de lieu nourrie de la coexistence d'usages et d'usagers pluriels entre ville et « village », centralité et quartier, anonymat et rencontre familière inattendue. « L'imprévu », écrit l'anthropologue Florence Bouillon, « cette possibilité (même fantasmée) d'entrer en relation avec celui qu'on n'attend pas, mais que l'on espère souvent, fait aussi la ville (et nourrit) l'imaginaire partagé de la ville comme lieu de rencontre » (Bouillon 2007 : 242). La probabilité de croiser des amis ou des connaissances

Selon l'étude du bureau *Conseil Urbain* (SoLEAM 2016 : 43ff.), qui exploite les données de ses six IRIS englobant 17.200 habitants, dont les habitants du Plateau, ce secteur de la ville regroupe relativement peu d'enfants et adolescents (cette classe d'âge représente entre 4,9 % et 6,5 % dans les IRIS du Plateau⁹² contre une moyenne de 8,5 % dans la ville). À l'inverse, les tranches d'âge de 18-24 ans et surtout de 25-39 ans sont largement surreprésentées sur et autour du Plateau (respectivement entre 27,2 % et 31,0 % contre une moyenne de 20,0 % dans la ville). L'attractivité culturelle du secteur se traduit aussi par un pourcentage d'appartements locatifs bien au-dessus de la moyenne (entre 56,6 % et 66,4 % contre 36,2 %). Si plus que la moitié des foyers sont occupés par une personne uniquement (entre 51,3 % et 56,7 % contre 38,9 %), des logements sociaux sont quasiment inexistantes sur le Plateau (entre 1,2 % et 5,5 % contre 16,6 %). Ensuite, des professions supérieures représentent une partie importante des emplois (cadres et *professions intellectuelles* entre 14,5 % et 19,0 % contre 10,9 %), alors que le nombre d'ouvriers se situe très légèrement au-dessous de la moyenne marseillaise (entre 9,6 % et 11,1 % contre 12,4 %). Pour résumer, on peut constater la présence d'une classe moyenne entre 25 et 40 ans, relativement mobile et à haut capital culturel.

Genèse du Carnaval indépendant

Le 09 juin 1990, le conseil d'administration autour du maire de secteur Bruno Gilles entérine la restructuration de la place Jean Jaurès autour d'un parking souterrain de 500 places. Ce projet, fortement soutenu par le CIQ Plaine-Cours Julien, vise à mettre fin aux dits *parkings sauvages*, aux bruits, à l'abandon du quartier. Les habitants apprennent tardivement les détails du projet et commencent, petit à petit, à s'organiser. Ils exigent avant tout la préservation des espaces de détente et des parkings gratuits en surface. Un sondage parmi la population du 3^e secteur « fait clairement apparaître un clivage au sein de la population, entre une première catégorie de personnes, assez jeune, *culturelle* et amatrice de sorties, et une seconde catégorie de personnes, plus âgée, craignant l'insécurité et dérangée par le bruit généré par les activités nocturnes du quartier. » (Gasquet-Cyrus (u.a.) 2002 : 86). Si le parking souterrain est construit, la première « catégorie de personnes » accentue la mobilisation lorsque la Mairie annonce la restructuration de l'intérieur de la place.

« Pendant l'hiver 1998-1999 », se rappelle le militant Felip Lapeyre, « on a créé une association qui s'appelle *La Plaine Sans Frontières*, destinée à se prononcer sur le réaménagement du quartier. La mairie tenait un discours sécuritaire, relié aux CIQ, à la police et à la presse locale⁹³. Ça

92 Je considère uniquement les quatre IRIS moyens.

93 Une analyse des articles de presse entre 1983 et 2002 confirme une couverture médiatique qui se concentre sur des aspects négatifs (circulation, gestion urbaine, insécurité, bruit, etc.). En même temps, beaucoup d'articles mettent

commençait à nous fatiguer que ce soit toujours les mêmes gens qui parlent au nom du quartier sans le faire vivre. Ils le considèrent comme un dortoir, un lieu résidentiel. Donc on s'est organisé pour faire entendre une autre voix » (entretien Felip Lapeyre, 16.03.2013). Dès 1999, le Carnaval de La Plaine constitue une nouvelle voies d'expression.

Comme carnaval traditionnel réinventé, il s'inspire premièrement du carnaval provençal de Murs (dans le Vaucluse) dont il adopte le tribunal et le camentran. Deuxièmement, il importe des batailles de farine du carnaval indépendant de Nice. Là, dans le quartier ouvrier de *Saint Roch*, des carnavaliers issues des milieux culturels et militants s'opposent à une politique urbaine orientée envers un tourisme de masse ainsi que l'aseptisation et la commercialisation d'espaces publics⁹⁴. Ils privilégient au contraire la création et l'imprévisibilité, la rencontre et le détournement des représentations officielles (cf. Rinaudo 2000 et 2005). À Marseille, c'est également sous l'impulsion d'une nouvelle politique culturelle⁹⁵ que le Carnaval de La Plaine tire partiellement sa raison d'être : « À coups de festivals, de fêtes de quartier livrées clé en main, d'animations et de performances diverses auxquelles les gens sont conviés à assister, les autorités prennent possession de la rue, de la place : que l'espace public ne puisse jamais devenir un espace commun, mais qu'il soit simplement, à date et à heure fixe, occupé par une foule de spectateurs dûment encadrés. Les carnivals indépendants sont nés de la frustration éprouvée face à cela. » (Dell'Umbria 2014).



Comparaison visuelle entre le carnaval officiel (Vieux Port) et le carnaval indépendant (Noailles)

Les pratiques comme la déambulation du camentran, le tribunal public et les batailles de farine

l'accent sur des aspects positifs, soulignant son esprit village et sa diversité sociale et culturelle (cf. Gasquet-Cyrus (et.al.) 2002 : 250).

94 « On ne se retrouvait pas dans cet énorme Club Méditerranée, dans cette orientation qui nous est présentée comme étant inéluctable et qui dévitalise tout lieu de vie pour en faire un décor, qui transforme toute culture en une sorte d'expression figée d'un folklore de pacotille », cite Rinaudo une de ses portes-paroles (2005 : 63).

95 Sous le maire Jean-Claude Gaudin, la politique culturelle s'aligne sur l'imaginaire et le réenchâtement d'une ville cosmopolite (cf. Suzanne 2007), toute en liant multiple festivités, événements (dont la *Coupe du Monde* en 1998, *La Massalia* en 1999 et puis *La Marscelest* et *La Bodega* en 2000) et le nouveau carnaval officiel à des intérêts immobiliers et économiques (cf. Péraldi et Samson 2005 : 214ff.).

existent toujours. Les accusés, sans exception condamnés aux flammes, ont été les politiques Bruno Gilles (illustré en porc, 2002) et Nicolas Sarkozy (en policier, 2003), le projet de renouvellement urbain *Euroméditerranée* (2005) ou la *Leitkultur* française (2006).

Cette dimension politique permet d'interroger le potentiel de ce Carnaval à *se dépasser soi-même*, à s'ouvrir vers d'autres coopérations et d'autres champs d'intervention politiques. Selon certaines théories anthropologiques, c'est justement son caractère ambivalent, sa tendance au spectacle et à l'exagération, ou encore sa récurrence annuelle, ses aspects rituels, qui lui attribuent la capacité de faire émerger, au sein de ses participants, un monde vécu partagé, un cadre de référence culturelle commun. Permet-il de surmonter les différences sociales et politiques des carnavaliers, d'élargir et de transposer ainsi sa dimension politique du domaine des représentations à des pratiques politiques étendues ? Autrement dit, se constitue et se consolide-t-il une culture contestataire gauche-libertaire autour du Carnaval indépendant de la Plaine ?

Chapitre VIII. –

Le Plateau comme point de cristallisation des réseaux gauches-libertaires à Marseille ? Potentialités et limites du « faire collectif politique »

Ce chapitre porte un regard croisé sur des groupes différents qui constituent le paysage gauche-libertaire du Plateau : le *milieu occitan*, le *milieu autonome* et le milieu *Les petits lieux*. Par quelle composition et fonctionnement social ces milieux se caractérisent-ils et se distinguent-ils ? Autour de quelles valeurs, pratiques et lieux se rassemblent-ils ? Quels champs d'action politiques investissent-ils en mobilisant quel répertoire d'action ? La définition et la distinction de ces trois milieux est forcément d'une nature heuristique. Des appartenances et identités sociales peuvent varier selon des situations et contextes spécifiques. Les frontières entre ces milieux sont fluides et poreuses, liés par multiples passerelles et traversés par des contradictions. On doit distinguer aussi entre le noyau dur de ces milieux et divers initiatives qui l'habitent et tous ceux qui « gravitent autour ». Les identités et appartenances sociale que les individus et groupes se font d'eux-mêmes peuvent plus ou moins échapper aux catégorisations établies ici.

1. Le milieu occitan. Du mouvement régionaliste à la défense d'un quartier

À la fin des années 1960 et tout au long des années 1970, partout en France émergent des mouvements régionalistes. Ils remettent en cause le modèle centraliste français en exigeant plus d'autonomie politique, culturelle et linguistique des *provinces*. En plus de la Bretagne et de la Corse, le mouvement régionaliste le plus présent est en Occitanie. Cette région s'étale sur le Piémont en Italie, tout le sud de la France jusqu'à la Catalogne en Espagne. Historiquement, l'Occitanie n'a jamais existé en tant qu'entité politique. Par conséquent, on parle plutôt d'une utopie pan-occitane qui intègre diverses identités et traditions locales et qui est tenue ensemble par une base linguistique commune, l'occitan. Dans les années 1970, multiples maisons d'édition, labels de musique, collectifs de théâtre et instituts culturels et linguistiques sont fondés et constituent la colonne institutionnelle du jeune mouvement occitan (cf. Esteve 2010). La nouvelle chanson occitane, par exemple, valorise l'histoire et les coutumes régionales, dénonce l'état centraliste et l'accuse d'être responsable de la récession économique récente des régions⁹⁶. À partir de 1971, le symbole du jeune occitanisme c'est le conflit du *Larsac*, l'affrontement entre l'état et une large

96 Claude Marti chante en 1969 dans son album couronné de succès Occitània : « Vos vau parlar d'un país que vòl viure, vos vau parlar d'un país que morís. » (« Je vais vous parler d'un pays qui veut vivre. Je vais vous parler d'un pays qui meurt »).

alliance citoyenne refusant l'extension d'un camp militaire⁹⁷. Dix ans plus tard, en mai 1981, le président François Mitterrand met fin à ce conflit et contribue ainsi à l'affaiblissement généralisé de la dynamique occitane à cette époque.

Par contre, quelques années plus tard, en 1984, la publication du *Manifeste multiculturel et anti régionaliste* du penseur occitan Félix-Marcel Castan donne un nouveau souffle. En se distanciant des aspects traditionalistes et patriotiques du mouvement, le local ici marque le point de départ de la solidarité et l'échange entre les peuples. En 1987, le groupe musical occitan *Les Faboulous Trobadors* voit le jour. Son chanteur Claude Sicre s'empare la pensée castanienne on y ajoutant une dimensions universaliste afin de « relier symboliquement les gens qui, chez eux, s'organisent pour défendre la création, le respect des cultures, et l'échange de la solidarité, pour mener à la démocratisation absolue » (Sicre, cité dans Esteve 2010 : al. 70). Dans leur chanson de 1992, *Ne faites pas de concession*, cette pensée se traduit ainsi : « C'est bien ici/pas à Paris/qu'il faut créer/circuler/inventer/repenser/le monde entier ».

Dans la ville de Marseille se trouve son pendant musical : *Massilia Sound System* ! Dans la continuité de l'esprit de Castan et Sicre, ils soulignent l'appartenance à leur quartier : « Si on œuvre à l'échelle locale, on arrivera progressivement à modifier les choses », explique le chanteur Papé. « Il faut partir de ce que l'on connaît très bien et ce n'est pas propre à Marseille. On peut également le faire à Paris ou à Lille. Nous ne sommes pas des régionalistes, mais des décentralistes, parce que la vision de Marseille passe trop souvent par le filtre parisien. » (Int. Masi 2000). Le quartier, sous cet angle, devient le point d'ancrage des relations sociales et des rapports identitaires. La relation citoyen-état est remplacée par celle de citoyen-communauté locale (cf. Gaulier 2014 : 311).

La Plaine comme épiceutre socio-politique de l'occitanisme marseillais

La Plaine devient une référence importante pour *Massilia Sound System*. Ici, elle organise régulièrement des concerts et des interventions dans l'espace public. À cette époque, au début des années 1990, un réseau dense d'associations et de bars naît dans le quartier constitue l'humus d'un renouvellement occitan à Marseille (Gasquet-Cyrus 2001, Nagy 2003). L'objectif de la promotion de la langue et de l'esprit occitans va de pair avec la défense du quartier comme ouvert et tolérant. En référence à Castan et en proximité directe avec le *Massilia Sound System*, l'association *Massilia Chourmo* y organise des « activités anti-centralistes » : des tournois de pétanque, du loto

97 « L'histoire du Larzac de 1970 à 1981 » de Jean Seiler donne un bref historique du conflit qui figure parmi les mobilisations sociales françaises les plus importantes des années 1970s (Int. : Seiler 2011).

ou du foot, des repas de quartier, des balètis et, avant tout, la sardinade annuelle du 1er Mai. « La philosophie de Massilia Chourmo s'illustre par la citation de Félix-Marcel Castan : *On n'est pas le produit d'un sol, on est le produit de l'action qu'on y mène.* » (Int. : Massilia Chourmo).

D'autres associations tournent plus ou moins autour de l'enjeu occitan. *Lo Liame* organise régulièrement un festival de la musique occitane et méditerranéenne, alors que *MicMac* soutient des groupes musicaux émergents de la ville. Des salles de concert comme *l'Intermédiaire*, le *Baltazar* ou la *Maison Hantée* deviennent des lieux incontournables de la scène locale. Des groupes occitans comme *Gacha Empega*, *Dupain* ou encore, plus tard, *Lo Còr de la Plana* accumulent une notoriété au-delà des frontières de la ville. Des associations sociales comme le *TUPI*, qui luttent contre le SIDA, ou le club des supporters de l'OM *Marseille Trop Puissant* (MTP), ou encore le *Bar de La Plaine* ou *Les Maraichers*, véritables institutions du quartier, complètent ce paysage extrêmement dense. En 2000, enfin, l'association *L'Ostau dau País Marselhés* matérialise l'ambition occitane dans le quartier et donne lieu à sa promotion linguistique et culturelle. Sur ce fond, le sociolinguiste Médéric Gasquet-Cyrus parle d'un « réseau des réseaux » (2001 : 51). On se connaît, on se côtoie, on adhère simultanément à plusieurs lieux, associations ou initiatives. Selon sa collègue Ursula Nagy, on y partage un style de vie relativement homogène ainsi qu'un discours politique autour de la tolérance, le respect et l'indépendance locale (2003 : al. 71).

Si le nombre de ceux qui parlent l'occitan dans le quartier est quasiment insignifiant (cf. Nagy 2003 : al. 63), la langue porte une fonction identitaire qui les rapproche d'autres minorités ethniques. Ce « qui nous différencie des Corses et des Basques », explique Felip Lapeyre, « c'est qu'on n'est pas des nationalistes. On est plus proches des Berbères » (Simonet 2000)⁹⁸. C'est dans ce contexte que la revitalisation d'un carnaval indépendant prend toute son ampleur : « À Toulouse comme à Marseille ou à Nice, des formations musicales multiculturelles se sont réappropriées les symboles d'indépendance de ces musiques populaires pour servir de support à des improvisations vocales qui juxtaposent, en français, en italien, en arabe comme en dialecte occitan, des propos militants anti-centralistes et anti-fascistes et des rengaines locales réactualisées. Il y est souvent question de considérations sur la vie des quartiers populaires et de la créativité légendaire de leurs habitants, de l'anonymat des grandes villes et du besoin légitime de recréer des liens de proximité. » (Rinaudo 2000 : 53).

98 Cette proximité symbolique envers d'autres minorités est évoquée d'une façon régulière dans le quartier, comme le témoigne un chanteur local : « Le fait de chanter une langue pas acceptée, ça met en question le centralisme, aussi à l'échelle internationale. Nous, on est assez solidaires avec les gens qui ont la même démarche. Peut-être qu'on comprend mieux le problème des Chiapas, des Kurdes, des Kabyles, des Berbères. C'est le respect des identités culturelles. » (cit. in : Nagy 2003 : Abs. 38).

En conclusion, l'engagement politique dans le quartier est caractérisé par une superposition entre vie quotidienne et vie politique, ou pour reprendre le terme de Balz et Friedrichs cités en introduction générale, par une *politique de la première personne* :

« La défense de l'occitan leur permet ainsi de se retrouver autour d'un but, de sentir une appartenance à quelque chose ou à quelqu'un et aussi de s'opposer par exemple à la politique actuelle. [...] Leur discours essentiellement de gauche mènerait pourtant rarement à un véritable engagement politique, qui préconiserait par exemple la revendication d'une nation occitane. Jusqu'à présent, les militants tentent avant tout de développer la culture occitane à l'échelle locale, dans le quotidien de Marseille. Contrairement aux Occitanistes très politisés des années 60, le réseau occitan de La Plaine essaie donc plutôt d'avancer sur le plan culturel et social » (Nagy 2000 : § 55).

L'association « La Plaine Sans Frontières » comme réseau politique

La promotion d'une diversité culturelle et d'une politique à l'échelle de la vie quotidienne attire des personnes d'autres parties du pays. A l'instar de Jean qui arrive à Marseille en 1995, à l'âge de 25 ans. Grandi en Bretagne, il fait des études de lettres, d'histoire et de sciences politiques. Malgré l'engagement politique de sa mère dans le domaine de la protection environnementale, il ne s'engage pas encore politiquement. Une fois arrivé, il s'oriente très vite vers la Plaine. Outre le quartier de l'Opéra, selon lui, La Plaine est le seul quartier à avoir cette réputation de quartier subversif avec des « activités, des coins de sortie nocturne et des bars renommés, une sorte de movida marseillaise » (Jean, 11.02.2016).

Vite, il commence à s'engager au sein de la dynamique de *La Plaine Sans Frontières*. Son noyau dur est constitué d'environ quinze personnes, dont personne ne veut exercer l'administration officielle afin d'éviter toutes « embrouilles » avec la municipalité. « C'est à la marseillaise. Ils m'ont demandé, moi qui arrivais et qui était vierge de tout, d'être le président de l'association » (idem). C'est alors dans le cadre de la défense du quartier que Jean commence à se politiser. Les premières réunions de l'association ont lieu dans l'appartement privé d'un patron de bar, au milieu de fûts de bières, de collections de verres et autres ustensiles. « C'était très à l'arrache et très orienté vers des actions rapides, efficaces, qui mettaient la pression à fond sur la Mairie ».

Au-delà du noyau dur, l'association compte environ 70 membres actifs. L'objectif de la défense d'un parking gratuit constitue la cause à défendre et le dénominateur commun entre patrons de bar, commerçants de proximité et militants de quartier. En face se constitue une alliance ferme autour du maire de secteur Bruno Gilles, le patron du bar *Le Petit Nice*, intimement lié à celui-ci, les CIQ et d'autres riverains intéressés à une vie de quartier plus calme.

Comment fonctionne ce réseau associatif ? L'écrivain Lapeyre, figure emblématique du quartier, le décrit comme un réseau de *tribus*, chacun mené par une personne charismatique. La mobilisation collective dépend alors de la capacité de ces leaders de se coordonner entre eux afin de faire suivre leurs supporters respectifs. Jean confirme cette analyse : « Tu vois un peu ça, ce fonctionnement que décrit Felip par tribut, par collectif, qui bénéficie d'un certain prestige, d'une certaine reconnaissance sur le quartier. Le Tipi s'occupait vachement du social, la boîte de production Massilia Sound System (Ròker Promocion) et le Chourmo, eux aussi ils avaient une grande influence dans le début de cette histoire. Et après MTP » (idem.). DéPé, le président très charismatique du club de supporters MTP, maintient des relations étroites avec les adolescents du quartier. C'est par son intermédiaire que des conflits, notamment autour de l'utilisation de l'espace public, peuvent être évités. « Je pense qu'on n'aurait pas pu faire grand-chose si on n'avait pas eu MTP avec nous (...) Souvent on ne faisait pas les fières quand on venait avec nos tables et nos chaises pour faire un repas de quartier. Tu avais toutes les bandes de minots qui nous regardaient un petit peu à travers. Il ne fallait pas que ça parte en couille » (idem).

Aujourd'hui, une grande partie des associations, bars et groupes de musiques existent encore. La sardinade annuelle est animée par des membres de Massilia Sound System, et la réouverture de l'Ostau en 2014 est agrémentée de musique par Gacha Empega et Manu Théron. Pour s'organiser politiquement dans le quartier, les repas collectifs ou le loto font toujours intégralement partie du répertoire local. En revanche, comme le constate Lapeyre, de nombreuses personnalités (charismatiques) du quartier sont décédés dans les années 2000, parmi eux DéPé de MTP, Tatinija du Tipi ou LuxB de Massilia Sound System. La dynamique initiale de *La Plaine sans Frontières* s'est vite essouffée, seuls le carnaval et la sardinade existent encore. La cohésion et la coordination entre diverses *tribus* ont fortement diminuées. La Chourmo, au-delà de la sardinade, a perdu sa visibilité dans le quartier et œuvre à l'échelle régionale. En revanche, l'organisation du carnaval, la fondation de l'Assemblée de La Plaine ainsi que ses interventions dans l'espace public sont menées par un groupe de personnes issues directement ou indirectement de ces dynamiques. C'est en référence à ce groupe de personnes que le terme « milieu occitan » est employé.

La composition sociale du milieu occitan

Le noyau dur du milieu se compose de quinze personnes environ, tous âgés entre 45 et 65 ans. Ils sont soit originaires de la ville et de ses alentours, soit ils fréquentent et vivent dans le quartier depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000. Au niveau professionnel, il s'agit d'écrivains (Felip Lapeyre et Giraud Lambert), d'instituteurs dans des écoles maternelles ou professionnelles (Emmanuelle, Jean ou Chantal), d'un fonctionnaire public (Felix), d'un retraité (Julien) et, dans le cas de Romain, d'un dissident du travail salarié. Leur appartenance au milieu ne se base pas forcément sur la promotion et la défense de la culture occitane, mais elle va de pair avec ses valeurs et pratiques autour d'un quartier populaire et ouvert. Sur le fond d'un vécu commun ainsi que d'une socialisation politique relativement homogène, le quartier opère comme référence et point de départ de l'action politique collective.

Emmanuelle, par analogie avec Jean, déménage à Marseille en 1997. Originnaire de Paris, elle grandit au sein d'une famille apolitique. C'est en 1986, au moment des mobilisations étudiantes contre la loi Devaquet⁹⁹, qu'elle commence à se politiser. « Des étudiants sont arrivés dans nos lycées. C'était ma première AG de ma vie, (...) j'avais aucune culture syndicale ou politique. » (entretien Emmanuelle, 16.12.2015). Quand elle arrive à Marseille en 1997, c'est le quartier de La Plaine qui éveille en elle un sentiment d'appartenance. « D'abord, c'était un lieu festif, et puis, au fur et à mesure, je me suis inscrite aussi dans la vie un peu militante, syndicale, et très vite ça devenait un lieu incontournable à cause de ça » (idem). Cet exemple montre que des préférences et des contacts personnels précèdent souvent l'engagement politique (gauche-libertaire). En tant que bénévole, elle organise des soirées de soutien pour le journal satirique *Le Ravi*, dont plusieurs rédacteurs sont ses amis. Son copain s'implique dans le mouvement *Alternative Libertaire*, qui porte le credo *anticapitaliste et autogestion*. Également, il écrit pour le journal local *CQFD*, véritable institution marseillaise où sont aussi impliquées d'autres personnes du milieu. Si l'accès aux initiatives politiques et locales se fait par diverses voies, elles convergent toutes, à un moment ou à un autre, vers La Plaine.

Romain, tout comme Emmanuelle, est Marseillais d'adoption et donne un autre exemple de socialisation politique. Il est né au début des années 1950 à Saint-Nazaire. Quasiment toute sa

99 À la fin de l'année 1986, Devaquet, ministre délégué chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sous Jaque Chirac, prépare une réforme universitaire qui prévoit plus d'autonomie des universités, c'est-à-dire la fin des diplômes nationaux et l'inauguration des droits d'inscription ainsi qu'un processus de sélection concurrentiel entre étudiants. Des mobilisations imprévues d'étudiants et d'élèves émergent contre cette réforme et rassemblent le 27/11/1986, à l'échelle nationale, environ 600.000 personnes. Quelques jours plus tard, le 05.12.1986, l'affaire *Malik Oussékine*, victime de la violence policière, met fin à la réforme.

famille travaille dans les chantiers navals de la ville. L'époque est fortement agitée par plusieurs grèves et occupations d'usines¹⁰⁰. Romain se politise tôt. Il rejette tout à la fois le système scolaire, et l'idée de s'engager dans un parcours ouvrier dans une usine. Il décide alors de gagner sa vie autrement, en dehors du système du salariat. À cette époque, des engagements politiques hors-travail s'amplifient. Nantes, ville voisine de Saint-Nazaire, devient l'un des centres politiques : « Le 6 mai 1967, un groupe d'étudiants libertaires proches des situationnistes (...) s'empare du bureau de l'Association générale des étudiants nantais (AGEN). Occupation de cités universitaires, slogans anarchistes, manifestations débridées, piquets de grève, l'année universitaire 1967/1968 est placée sous le signe de la contestation absolue » (Int. : Kernalegenn 2016).

Un libraire de la ville fournit Romain et ses copains en livres sur des sujets politiques. « C'est une région très en avance par rapport aux mouvements sociaux. On s'est donné des rendez-vous à la plage pour lire ensemble des livres de Guy Debord et d'autres. C'était dur pour nous, fils d'ouvriers, de lire ces textes. On allait à la bibliothèque municipale pour chercher des références dans un dictionnaire » (entretien Romain, 04.07.2017). Après quelques années à Paris et des allers-retours entre la France et l'Espagne, il s'installe durablement, pendant 18 ans, dans le pays ibère. Il vit à Séville et à Barcelone, où il fait connaissance avec des assemblées de quartier. « Sans vouloir être prétentieux, je pense que c'est moi qui ai introduit le concept de l'assemblée ici. À Marseille, une telle tradition n'existe pas et les gens ne sont pas très curieux pour regarder ailleurs » (idem).

Enfin, il est obligé de retourner en France. Il rejette l'idéologie de son pays natal et décide de s'installer à l'endroit qui lui semble le moins français, Marseille. « Dans l'ensemble, pour moi, c'est un motif de satisfaction d'avoir gardé mes idées politiques. Si tu regardes les soixante-huitards, ils sont quasiment tous rentrés dans le système à un moment ou un autre. L'exemple le plus connu c'est Serge July qui a fondé le journal Libération et qui était un des plus radicaux à l'époque ». Le retrait d'une partie de la génération de 1968 vers des espaces politiques marginaux, à distance des acteurs institutionnels (cf. Mauger 1994), résume assez bien la posture de Romain. C'est peut-être l'alliance avortée entre la classe ouvrière et la nouvelle classe moyenne qui peut expliquer une ligne de démarcation dans son engagement politique. « Sauf autour du Mai '68, j'ai jamais connu un seul

100 La grève des usines navale de Saint-Nazaire en 1955 figure parmi les plus importants d'après-guerre et marque la mémoire collective pendant plusieurs décennies. Impulsé par un conflit entre des soudeurs et ses patrons, le mouvement se généralise, se radicalise et donne lieu « à plusieurs épisodes de rébellion au cours desquels les ouvriers prennent pour cible le pouvoir patronal d'une part, les forces de l'ordre d'autre part : les bâtiments de la direction sont pris d'assaut, les échauffourées avec les forces de l'ordre se multiplient, des ateliers sont occupés, des incendies sont déclenchés. » (Le Port 2014 : 69). Dans les années 1960, divers mobilisations à Saint-Nazaire donnent lieu à une alliance entre le syndicalisme ouvrier et une nouvelle gauche paysanne. Collectivement ils dénoncent la politique gouvernementale étant au service de la grande finance et des industries avec l'effet d'une exploitation généralisée des travailleurs.

étudiant dans ma vie », m'énonce-t-il. Un journal de gauche radicale des années 1980, sur lequel il attire mon attention, se caractérise par une distanciation nette du mouvement étudiant contre la loi Devaquet, analysé comme partisan de l'ordre établi¹⁰¹. Ces divergences sont significatives et révélatrices de différentes cultures et socialisations politiques sur le Plateau. Au sein du milieu occitan, l'engagement historique dans et pour le quartier produit une légitimité propre, un statut particulier, qui crée une identité commune, tout en excluant d'autres acteurs.

Appartenance et Légitimité. Le capital d'autochtonie

À l'instar de ce qui est proposé par le sociologue Nicolas Renahy, il devient possible de parler d'un *capital d'autochtonie* à La Plaine. Variante du capital symbolique et social, il s'agit là d'un « ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisés » tout en fournissant une « notoriété acquise et entretenue sur un territoire singulier » (Renahy 2010 : 9). L'appartenance au quartier de La Plaine va de pair avec la légitimité de parler en son nom, d'agir en sa faveur. À l'inverse, des nouveaux arrivés (moi inclus), sont systématiquement confrontés à la posture suivante : « Tu ne sais pas où tu es ! On n'est pas à Berlin ici, on est à La Plaine ». Pouvoir faire des propositions, ou critiquer les conditions locales, ça se mérite.

« Dans le quartier, il y a encore pas mal des gens qui m'appellent *présidaine*, à la façon mexicaine. », se rappelle Jean par rapport à son engagement pour *La Plaine Sans Frontière*. « On se moque du pouvoir et en même temps on te reconnaît, parce que tu as bougé ton cul pour le quartier. » (Jean, 11.02.2016). Par contre, même à l'intérieur du milieu s'opèrent des formes de hiérarchisation et de distinction. « Si tu n'as pas connu le Déguste (« c'était un bar underground d'une *folie pure* »), tu n'as pas le droit au titre officiel d'*ancien du quartier* », m'explique Felip Lapeyre. Son ton légèrement ironique ne cache gère le fond sérieux de cette distinction. On se trouve devant un bar. Au moment même, Jean apparaît sur le trottoir. Felip reprend la parole : « Jean par exemple, il a beaucoup apporté au quartier, mais il n'a pas connus le Déguste, il n'est pas un ancien » (NdT, 14.06.2017).

D'une manière générale, Emmanuelle constate une certaine fermeture d'esprit dans le quartier, un entre soi, qui caractérise tout particulièrement le milieu occitan. « Il y a certains copains là, dans la

101 « Comment peut-on penser librement à l'ombre d'une université ? ». Ni signe d'une crise sociale profonde, ni expression de la solidarité avec la « masse des pauvres », l'ordre établi n'y est pas remis en question, mais renforcé : « Les révoltes qui ont suivi 68 auront contraint l'ennemi à moderniser l'oppression et à rendre ainsi le monde encore plus invivable, la misère encore plus visible. » Aujourd'hui, le « mouvement étudiant en rajeunissant l'esprit civique a parachevé le reflux momentané des aspirations radicales de 68. C'est en cela que les étudiants ont pu se réclamer aussi ouvertement partisans de l'ordre établi ».

lutte, je me dis, ça leur ferait du bien de faire une pause et d'aller voir autre chose [de quitter La Plaine, physiquement ou intellectuellement], parce que c'est vraiment l'entre nous là, ça peut être très néfaste. » (Emmanuelle, 16.12.2015). « Ce sont des gens qui sont beaucoup entre eux, qui se connaissent depuis au moins dix ans », remarque Chloé. « Même s'ils ont envie de s'ouvrir, ils ne savent pas le faire. Ils ont un côté où ils sont chauvins, fermés et hostiles. Et moi je le deviens aussi : *“heih, l'autre, l'alternatif”* » (Chloé 23.01.2013). Cette fermeture socio-spatiale sur le quartier de la Plaine, sa stylisation comme « cœur de la ville » et comme un des derniers reliquats de son caractère populaire, pourrait se résumer par le terme d'un « *Plainocentrisme* ».

Chloé, la vingtaine, a fait des études en anthropologie qu'elle termine par un travail sur la musique occitane dans le sud-ouest de la France. Ensuite, pendant deux ans, elle dirigera la maison occitane, l'Ostau. Novice dans le milieu, elle rend compte de diverses difficultés à se faire reconnaître et à faire accepter son travail et ses idées. « Ça a pris des années avant qu'on m'intègre vraiment ». Souvent, c'est grâce à l'appui et au soutien de Felip, avec qui Chloé est liée d'amitié, qu'elle peut mettre en œuvre ses projets.

Des différences cependant concernent la formalisation de l'organisation collective ainsi que la communication dans le groupe. Le carnaval en est un bon exemple. En 2012, jusqu'au jour même du carnaval, Chloé n'est pas au courant si le caramantran a été construit ou pas. « Il faut comprendre comment ça marche. L'année dernière (...) même sans communiquer, par habitude, chacun avait sa part des choses à faire, comme la construction du caramantran, l'organisation du bal, l'atelier des chants et l'achat du vin » (idem). Sur le fond d'un style de vie de proximité, de la promotion d'une autonomie locale, les anciens du milieu occitan rejettent, se méfient, des formes de communication par mail, voire même du recours aux outils informatiques. Ils privilégient les rendez-vous aux bars ou les rencontres occasionnelles sur le trottoir. Ainsi, ils ne gardent pas uniquement la distance vis-à-vis des acteurs institutionnels, la politique, les médias, mais également, malgré les valeurs affichées, vis-à-vis d'autres groupes sociaux comme des artistes, des étudiants ou des squatteurs de la nouvelle génération. Cette condition, quant à mes recherches sociologiques, ne sera pas sans quelques défis méthodologiques.

Considérations méthodologiques et accès au terrain

Dès le début de l'année 2012, j'ai manifesté publiquement mon intérêt pour effectuer une recherche engagée et sur le Carnaval et sur l'Assemblée de la Plaine. La réception au sein du milieu occitan a

été cependant très froide, pour ne pas dire hostile. Sans connaissances sur les acteurs et du terrain, je l'ai d'abord interprété comme étant relié avec ma posture de sociologue, d'autant plus que la demande par mail d'autres chercheurs ont été refusées fermement. La posture de Fanny, lors d'une réunion de préparation du Carnaval 2013, a renforcé cette interprétation. Suite à ma demande d'enregistrer la réunion, Fanny réagit avec colère. Elle m'énonce qu'elle ne sait rien sur moi, ni qui je suis, ni d'où je viens, ni ce que je fais. Mon comportement s'apparenterait, selon ses dires, à celui d'un flic. « Tu ne sais pas où t'as mis tes pieds. Si un jour, on casse ton appareil, ne sois pas surpris ». (NdT, 02.02.2013).

Sa posture est légitime et compréhensible. Personne ne m'a invité. Cependant, mon statut de sociologue marque le point d'attaque, mais pas l'origine de son rejet. Celui-ci correspond plus généralement à la fermeture d'esprit qui prédomine chez certaines personnes du milieu. Les années suivantes, j'ai été témoin de nombreux exemples du même ordre, en occurrence vis-à-vis des personnes du milieu autonome et de la scène des Petits Lieux. André par exemple, militant autonome, s'est fait soupçonner régulièrement par Fanny d'être un agitateur politique ou un flic en civil.

Par conséquent, ma démarche de recherche dans les années 2012 et 2013 a été très hésitante. Elle se limitait à des observations de terrain, des notes, et quelques entretiens informels. Le rôle d'acteur, de participant impliqué a été bien plus marquant. La décision assumée d'en faire l'objet central de mes recherches, je ne l'ai pris que suite au Carnaval de 2014, lorsqu'il avait été l'objet d'un conflit avec des pouvoirs publics. Au fil des années 2015 et 2016, mon statut s'est petit à petit transformé. Ma présence dans le quartier et mes engagements divers, bénéficiait désormais d'une dynamique d'ouverture plus générale entre groupes militants, et enfin ma prise de conscience que le rejet envers ma personne s'explique insuffisamment par mon rôle de chercheur, tout cela a participé à construire l'approche de recherche bien plus affirmée et explicite vis-à-vis du milieu occitan¹⁰².

Conformément avec Xavier Dunezat (2011 : 86), les rôles entre chercheur et acteur (engagé) s'interposent et se relayent avec intensité, selon le contexte, la période et les situations précises. Pendant l'hiver 2015/2016, par exemple, dans une période d'intense de recherche, l'acteur en moi prend du recul afin de faciliter et de cultiver un regard « neutre » et objectivant. Inversement, le printemps suivant, c'est l'acteur qui prend le dessus. Je m'implique dans l'organisation du festival

102 Pour André du milieu autonome, mon rôle de chercheur disparaît vite derrière celui d'acteur impliqué : « Je crois que à partir du moment où tu participes et tu fais entendre ta voix, non pas en tant que sociologue, mais en tant que participant, je crois que tu perds toute suite ton statut de sociologue. Les gens l'oublient très vite. C'est peut-être le but de la manœuvre. Comment on appelle ça, participation active ? » (André, 15.12.2015).

La Table est Plaine, tout en mettant de côté mes travaux de recherche. Comme le constate Dunezat, « mes préoccupations scientifiques et mes angoisses militantes se nourrissent mutuellement ». D'un côté, je partage régulièrement un regard analytique, distancié, sur l'action collective, qui elle, de l'autre côté, nourri mes recherches et, des fois, désenchanté l'engagement. Ainsi, une « objectivation des conflits internes et (une) compréhension des mécanismes endogènes » découlent dans un cercle herméneutique entre proximité et distance, entre action et observation.

En somme, pendant les années 2012 et 2018, je participe à environ cinquante, même plus de réunions de travail, de discussion, d'organisation de l'Assemblée et du Carnaval. De même concernant des moments de convivialité et de fête dans l'espace public comme le carnaval, des repas de quartier, des projections de films, des jeux, etc. Dans l'ensemble, j'y réalise cinq entretiens semi-directifs (entre 50 min et 116 min), multiples observations de terrain et enfin, une analyse continue et *in situ* de nombreux échanges et discussions qui se font, malgré tout, par mail. Une vue synoptique se trouve dans l'annexe.

Le milieu occitan et la Capitale européenne de la Culture

Lors d'une réunion publique de l'Assemblée de La Plaine, Giraud Lambert exprime une phrase qu'on entend très régulièrement au sujet de la Capitale de la Culture : « On va être bombardé par des couillonades touristico-ludiques. On a envie dans le quartier d'être présent dans l'espace public sans tenir compte de 2013. On était là avant, on le sera pendant et on le sera après » (NdT, 29.11.2012). Le texte « Marseille 2013 n'aura pas lieu », dirigé par le noyau dur du milieu occitan, résume bien le rapport avec le grand événement à venir. « La critiquer ou s'en moquer, c'est l'aider à devenir un peu plus visible, un peu plus réelle. Le *Off* nourrit le *In* en lui insufflant un peu d'insolence et d'apparente spontanéité, histoire d'humaniser chouïa le cynisme des calculs officiels » (Int. : Marseille en Guerre). En effet, les anciens de La Plaine n'investissent que peu le champ de la contestation, qui a fait apparaître, ces dernières années, des initiatives comme *Marseille Off* ou *l'Alter Off*.

Néanmoins, malgré l'inquiétude exprimée d'une instrumentalisation de la critique, ils lancent une petite campagne de mobilisation afin de faire entendre d'autres positions. Sur le site *Marseille en Guerre*, hors ligne depuis, ils identifient MP 2013 comme *machine de guerre* : « Guerre commerciale, guerre spéculative, guerre d'image ». Les victimes de cet événement pseudo-culturel sont, comme ailleurs, les couches populaires. La culture se réduit à sa fonction d'un cheval de Troie.

Dans la même période, des séquences courtes du « Front des réfractaires à l'intoxication par la culture » (Fric) apparaissent sur leur site. En référence aux zapatistes mexicains, les voix déformées, plusieurs hommes cagoulés expriment leurs colères : « Nous étions invisibles. Une fois masqués, tout le monde nous voit. Notre anonymat est une réponse à la violence symbolique de la culture hors-sol, que certains d'entre nous n'hésitent pas à taxer d'euronazie, parachutée depuis Paris et Bruxelles. La culture supposément universelle de l'Occident écrase les cultures populaires, les refoule dans le folklore et les enterre dans des musées » (Int. : Boston et Arraitz 2012). Tous les courts métrages, qui trouvent quelques adaptations, finissent sur le même credo : « Marseille 2013, In ou Off, quoi que tu dises, quoi que tu fasses, on t'enc*** ».

D'une manière générale, au sein du milieu occitan, on observe une démarcation fondamentale par rapport à l'événement Capitale de la Culture. Il ne tolère aucune dérogation. Lors d'une réunion de l'Assemblée, quelques semaines avant l'ouverture de l'année Capitale, une femme estime le moment opportun pour « faire des choses qui nous appartiennent, des choses vivantes (pour) montrer à cette occasion-là les talents qu'il y a à la Plaine » (NdT, 17.12.2012). Une telle position est perçue comme naïve, la réponse ne se base même pas sur des arguments, mais s'exprime par un hurlement collectif. Un jour avant la cérémonie d'ouverture, à la réunion de préparation du carnaval, j'attire l'attention sur l'initiative de *l'Atelier Feuillants*¹⁰³. L'existence du projet suscite l'intérêt des présents. Par contre, quand je précise leur stratégie de s'inscrire dans la dynamique d'ouverture afin de rendre visible l'initiative politique, un déferlement de récusations impulsives et irrévocables s'ensuit et met fin aux échanges (NdT, 12.01.2013).

En correspondance avec l'opposition nette entre local et « non-local » [selon le contexte cela peut représenter la municipalité de Marseille, l'état parisien où Bruxelles], toutes les activités culturelles et artistiques qui échappent à une telle opposition morale se font repousser. Dans un texte inédit de l'écrivain Lapeyre, il critique l'absence d'une position critique en dehors de la logique marchande. Selon lui, « la culture valorise les différences parce qu'elles sont la source d'un infini renouvellement des produits ». Festivalisation et contrôle des espaces publics, renforcement des industries créatives et touristiques, la culture comme « passe-partout » qui camoufle « en douceur » les vrais enjeux... Si des rappeurs ou graffeurs sud-américains expriment leur colère et leur haine dans la rue, ce n'est pas de l'art, c'est une « guerre sociale ». Par contre, des artistes et d'autres

103 *L'Atelier Feuillants* était un collectif d'urbanistes, d'architectes, sociologues, géographes, etc. Entre 2011 et 2013, il combattait la mise en vente et la transformation d'un immense immeuble public (*l'îlot Feuillant*), situé entre la Canebière et le quartier populaire Noailles, en hôtel quatre étoiles. Au-delà, la « véritable motivation de notre action consiste, pour les citoyens que nous sommes, à entrer dans le débat politique par la grande porte en nous appuyant sur nos expertises du quotidien et celles de la réhabilitation du centre ville » (Atelier Feuillants 2013 : 7).

producteurs culturels forment « une classe sociale, subventionnée et sponsorisée, qui détient le monopole de la parole ».

En analogie à cette distinction entre culture artistique légitime et non-légitime, les pratiques amenées au sein de l'initiative La Plaine Sans Frontières s'inscrivent en cohérence avec la vie quotidienne, dans un style de vie localisée, liée à la défense d'un quartier comme authentique et populaire, bordélique et vivant. En ce sens, l'apparition d'un nouveau type d'acteur culturel, tel qu'il est arrivé pour la première fois lors de la *movida marseillaise* au début des années 1990, représente une menace. Selon la perception très largement répandue dans ce milieu, ce type d'acteur culturel instrumentalise des catégories comme « le local », « la solidarité » ou « l'authenticité » pour des fins personnelles et hors-sol, en conflit avec l'intérêt réel de quartier. Jean se rappelle au début des années 2000 :

« Déjà à ce moment-là, on a vu arriver d'autres équipes qui commençaient à s'implanter alors plutôt Cours Julien qu'à la Plaine et qui eux avaient d'autres projets, déjà branchés sur le culturel, mais un culturel plus subventionné, dont on pouvait vivre. Devenir des entrepreneurs rémunérés. (...) Eux aussi, ils ont vu le potentiel qu'il y avait sur la Plaine. Ils sont venus nous proposer qu'on fasse une grande fête du plateau. C'est eux qui sont arrivés avec leur concept là de marketing, donc tout bien ficelé de « Plateau ». Alors ils sont venus nous vendre la fête du plateau. (...) Ils ont été assez maladroits, des gens cassants, assez méprisants. (...) Ça n'a jamais décollé, ils ont fait leur histoire dans leur coin sur la Plaine et nous aussi. » (Jean, 11.02.2016).

Depuis, l'attractivité de la ville envers des étudiants, des artistes et d'autres acteurs culturels a continué de s'accroître. Sur La Plaine, ce processus est symbolisé, dans la perception collective des anciens, par l'agrandissement de la terrasse du bar *Le Petit Nice*, branché et étudiantin. Le patron entretient des liens étroites avec le Maire du secteur Bruno Gilles et appuie, jusqu'à aujourd'hui, l'initiative de « normaliser » le quartier. Ce processus de « colonisation par la petite bourgeoisie » (NdT, 14.06.2017) va de pair avec l'arrivée du TGV à Marseille qui, en 2004, préfigure le début de l'infiltration du centre-ville par des touristes et des classes sociales plus aisées. C'est alors dans ce contexte, vécu comme une mise en péril du quartier, que divers bars et cafés associatifs voient le jour sur le Plateau, notamment autour du Cours Julien et Notre-Dame du Mont. Ces lieux sont à l'origine de ce que je nomme ici, dix ans plus tard, *la scène des Petits Lieux*. Les anciens alors

réagissent à cette évolution avec une fermeture spatiale en distinguant La Plaine du Plateau. Ce dernier est stigmatisé de *bobo*¹⁰⁴, *bio*¹⁰⁵ et gentrifié.

Ces formes radicales de distinction et de démarcation ne trouvent pas l'unanimité au sein du milieu occitan, d'autant plus qu'il se constitue de divers groupes (subventionnés) de musique ou de danse, de littérature ou de théâtre, qui cherchent à garder des liens coopératifs avec les pouvoirs publics. Chloé est une des rares personnes à défendre publiquement une posture plus nuancée à l'égard de la Capitale de la Culture. Notamment parce que plusieurs de ses amis et de ses connaissances du milieu occitan participent à son programme officiel. En 2011, l'association MP 2013 propose à un des musiciens d'organiser un balèti sur la place Jean Jaurès. Ils adhèrent. Un conflit entre ce musicien et d'autres militants occitans éclate cependant. On fait appel alors à Felip Lapeyre, en personne, une des personnalités charismatiques du quartier. Malgré son absence physique, son avis est sollicité régulièrement¹⁰⁶. Il rejette fermement la demande de participer à la Capitale de la Culture. Selon la vision locale, le musicien en question instrumentalise son capital d'autochtonie contre l'intérêt du quartier.

Cet exemple montre le fonctionnement continu du milieu occitan par l'influence de personnes emblématiques. Dans le cadre de l'Assemblée de La Plaine, celui-ci s'opère, comme on va le voir, dans l'opacité. Elle rentre en conflit avec les valeurs et le fonctionnement du milieu autonome et Les Petits Lieux, qui eux, cherchent à s'organiser à travers des hiérarchies basses et des principes délibératifs transparents et consensuels.

104 Ce terme a été inventé par David Brooks, journaliste conservateur canadien, pour nommer une nouvelle classe sociale qui, selon lui, travaille comme la bourgeoisie (avec des salaires importants), mais consomme comme la bohème (dans des bars branchés, en portant des labels hip, etc.) (Brooks 2000). À Marseille, ce terme n'est pas appliqué pour décrire une telle « synthèse jugée réussie entre richesse et valeurs de la contre-culture » (Clerval 2005). Selon mes observations diverses dans les réseaux gauche-libertaires, il désigne tous ceux qui possèdent un capital culturel sans avoir un engagement politique (jugé comme) sérieux. Cet emploi vague, rarement définit explicitement, trouve son utilité moins dans la description du monde social, que dans la distinction vis-à-vis d'un autre, stigmatisé de participer à la gentrification. Ainsi, le terme consolide une identité propre. D'ailleurs, Clerval rejette le terme BoBo comme scientifiquement peu valide et préfère de parler de « gentrificateurs » (2005).

105 Une petite anecdote illustre bien cette distinction entre « populaire » et « bobo/bio ». Sur le marché de Noailles, marqué par des produits espagnols et hollandais à bas prix, par des marchands et des clients d'origine maghrébin, un membre du milieu occitan entend un marchand faire une blague en comparant un kaki bien mûr et le sexe féminin. Malgré une certaine distance à cet humour vulgaire, les « anciens » préfèrent de loin le caractère bordélique, « authentique » et non-domestiqué de ce marché par rapport au marché paysan du Cours Julien qui symbolise, avec ses producteurs locaux et une marchandise souvent bio et à prix élevés, la gentrification du quartier. Dans un texte du milieu, on peut lire : « Le kaki bien mûr qui nique la carotte bio... Les quartiers bordéliques contre les éco-quartiers ... Le marché du Soleil contre les Terrasses du Port... » (Int. : Boston et Arraitz 2012).

106 Chloé l'explique : « Il a autour de lui des gens de la génération de mon frère qui ont trente ans, qui sont dans notre asso, le président fait partie, qui le suivent. (...) C'est le *Patré*. Moi, quand j'ai un conseil à demander, quand je ne sais pas comment réagir parce que j'ai besoin d'une interprétation, quand je veux faire passer des réformes au sein de l'association, je lui écris, je l'appelle, je vais le voir. C'est ma caution morale. » (Chloé, 23.01.2013).

2. Le milieu autonome. Politique radicale entre consolidation interne et fermeture externe

Le milieu autonome de Marseille est très fragmenté en multiples sous-groupes, collectifs et réseaux d'amitié. Malgré des lignes de démarcation internes, s'observent une cohérence de valeurs et une homogénéité dans les pratiques se structurant autour d'une *déontologie duale* entre consolidation interne et fermeture externe. La critique, ou le rejet de l'ordre établi, englobe la démocratie représentative et l'état de providence, les partis politiques et les syndicats, la police et l'appareil de justice, les politiques européennes migratoires et les médias officiels, le salariat et la société de consommation. À l'inverse, la conception collective « d'être en lutte », à la fois contre la société dominante et ses valeurs, à la fois pour la défense d'un style de vie propre, des lieux et des pratiques collectives d'expérimentation et d'autogestion, crée une forte appartenance sociale et identitaire dans le milieu. Cela se reflète et s'exprime à travers des notions comme *la solidarité*, *le soutien* ou *la coopération*. Des pratiques telles que le *Do It Yourself* (DIY), la *récup* d'aliments, de vêtements ou de meubles sur les marchés populaires, les trottoirs ou dans les supermarchés, la redistribution et le partage à travers des systèmes d'entraide et des repas populaires, par un système de *prix-libre* et de *caisses de soutien*, ainsi que la fraude et le vol, constituent ce système complexe permettant une vie sereine, même si elle reste précaire.

Si une grande partie du milieu se trouve dans une tranche d'âge entre 25 et 35 ans et vit en conformité avec les valeurs résumées ci-dessus, quelques contrats de travail réguliers et stables font exception. On privilégie des petits boulots dans la restauration par exemple, sur des chantiers, la récolte des fruits et légumes, et surtout, au sein du secteur associatif (lieux de concerts, boîtes de graphisme, etc.) et du secteur social (accompagnement de l'enfance, animation d'ateliers socio-culturels, aide aux devoirs, etc.). Nombre d'entre-eux touchent le RSA et autres aides d'état. Cela n'est pas perçu comme étant contradictoire par rapport à leur posture de rejet du *système*, mais fait partie des techniques de débrouille et de détournement ayant pour objectif de construire et de maintenir des poches de résistance. « Il y a encore des petits espaces de liberté dans lesquelles on peut se glisser pour jouer avec ce système tout en construisant quelque chose de différent », résume André (entretien, 15.12.2015). Après des études de lettres et de français langue étrangère, après diverses activités professionnelles, instituteur, ouvrier du bâtiment, etc., il rompt avec le salariat. « L'intérêt c'est d'utiliser les outils de ce système pour s'organiser, pour vivre. Je pense au RSA, aux lois qui existent, qui ne me conviennent pas, mais qui à certains moments peuvent être utilisées pour se défendre et pour attaquer. Je pense aussi à la possibilité de tricher, que ce soit pour louer un appartement, pour obtenir des choses, des biens, pour avoir de l'argent. » (idem).

La déontologie duale du milieu se reflète et se matérialise à travers des *squats*, des immeubles occupés « sans droit ni titre » (Bouillon 2003 : 23). Les squats permettent de « vivre la ville » avec peu de moyens financiers. Puis ils servent comme lieux de sociabilité et d'expérimentation politique et culturelle, en dehors de la logique marchande (cf. Mudu 2004, Sommier 2006). Ainsi, ils se laissent caractériser comme une colonne vertébrale du milieu. En schématisant, on peut distinguer entre squats culturels (ils portent généralement des noms de leur localisation. Entre 2012 et 2014 ce sont *Le NO !*, *La Caserne*, *Les Héros*, *Fongate*) et squats sociaux (nommés par des valeurs/programmes politiques : *Le Tableau Noir*, *La Katiba*, *La Perceuse*, *Le Couvent*, *La Marmite*, *La Torpille*, *Le Raccoon*, *La Manba*).

Dans les deux cas, ils ne sont pas conçus pour durer. Ces derniers vingt ans, quasiment aucun squat marseillais n'a duré plus que douze mois (cf. Bouillon 2007). Au-delà d'une politique publique très fermée au sujet de l'officialisation des lieux occupés, on peut constater à Marseille une politique de mobilité, toute en cohérence avec ce que le poète anarchiste britannique Hakim Bey nomme les « zones autonomes temporaires » (1991)¹⁰⁷. Au-delà d'une peur de perdre l'autonomie, d'être intégré dans des politiques de marketing culturel et touristique¹⁰⁸ (cf. Pruijt 2013 : 14 ; Mayer 2011 : 67 et 72) se trouve l'orientation et l'alignement du milieu sur la satisfaction des besoins propres. « Ce lieu est éphémère », notent les responsables du *Raccoon*. « On sait bien qu'un jour ou l'autre une horde de flics viendra faire respecter l'ordre bourgeois pour nous mettre à la rue. Pas si grave, d'ici là on aura bien rigolé et on aura tout autant l'envie d'en ouvrir un autre » (Int. : *Raccoon*).

En 2013, la ville de Marseille compte un taux de vacation immobilier très élevé. 32.070 appartements, c'est-à-dire 7,5 % du parc de logement, sont vacants (Int. : Insee 2013). C'est cette multiplicité d'espaces relativement facile à occuper qui rend possible la stratégie d'un « semi-nomadisme urbain ». À l'inverse, la fluctuation spatiale qu'elle implique reproduit et renforce indirectement la fermeture du milieu, crucialement en manque d'endroits permanents, visibles et identifiés comme tels. À la fin de l'année 2012 par exemple, le *Tableau Noir* ouvre ses portes dans une ancienne école du quartier de la Plaine, vide depuis plusieurs années. L'objectif (innovant) du lieu consiste, en tant que *Centre Social Autogéré* (cf. film : Kerste 2013), de s'ouvrir sérieusement

107 « The TAZ is like an uprising which does not engage directly with the State, a guerilla operation which liberates an area (of land, of time, of imagination) and then dissolves itself to re-form elsewhere/elsewhen, before the State can crush it. » (Bey 1991 : Chapter 3).

108 Florence Bouillon constate quelques années plus tôt que « les squats que nous connaissons, la méfiance est systématique envers les partis politiques, les syndicats et même les associations, quels qu'ils soient. Toute forme d'organisation officielle apparaît comme potentiellement compromise avec le système et, par conséquent critiquable. Il n'est pas question de donner aux groupes constitués dans les squats une forme d'existence légale, car celle-ci serait synonyme d'une intrusion dans le système, équivalente à une concession, que l'on refuse catégoriquement » (2007 : 287).

au quartier. Pour cela, ses habitants et sympathisants mettent en place une programmation hebdomadaire diversifiée, affichée dans les rues alentour.

Ils attirent ainsi des nouvelles personnes impliquées dans des réseaux associatifs et gauche-libertaires du centre-ville, tissant des premiers liens avec le quartier, et déclenchant une dynamique de solidarité inter-squat inédite dans l'histoire récente du milieu (Maurice, 26.01.2013). Toutefois, il n'y a pas une volonté collective, à l'heure d'une expulsion, ni de défendre le lieu physique, ni d'investir le champ public afin de rendre visible, en pleine année Capitale de la Culture, les paradoxes et les défaillances des politiques municipales en matière de logement, de scolarité ou de diversité culturelle¹⁰⁹.

Les exemples hambourgeois autour de la *Hafenstraße* et du *Rote Flora*, sans parler de Barcelone, d'Athènes ou de Rotterdam, soulignent l'importance des lieux autonomes permanents, visibles et accessibles par l'extérieur. À Marseille, l'expérience du Tableau Noir, l'ambition de créer un lieu ouvert s'étouffe du jour au lendemain et fait place à plusieurs nouveaux lieux, *La Katiba*, *La Perceuse* et *La Marmite*, chacun géré par différentes équipes plus ou moins interconnectés. Le 25 et 26 Mai 2013, la conférence *Je m'occupe, J'occupe s'organise* dans le milieu pour nourrir l'échange et la réflexion collective. Des personnes du noyau dur du milieu reconnaissent leur grande difficulté de créer des liens et avec des couches populaires, et avec d'autres collectifs politiques contestataires. Plusieurs personnes venant d'ailleurs font état des expériences de Berlin, d'Athènes ou de Marseille en soulignant la nécessité de dépasser ce que je nomme ici la « politique de la première personne » (NdT, 25. et 26.05.2013).

Les militants locaux, entre auto-critique et auto-satisfaction, ne sont pas en mesure de mettre en cause leur propre style de vie (agglomérée par multiples codes, références culturelles, habitudes et pratiques), afin de privilégier la rencontre et la synergie militante. Les discussions riches et controversées autour des enjeux comme le rapport aux institutions, la coexistence des stratégies et pratiques divergentes ou la nécessité d'un travail de médiatisation élargi ne sont pas valorisées. Dans un compte rendu, la diversité d'avis et de propos se réduit à l'énumération de ce qui se fait déjà : « grève de loyers, occupation des logements, soutien aux sans-papiers, bataille contre Pôle emploi

109 D'une façon plus générale, il se laisse constater une culture politique orientée vers l'action, marqué par un travail concret, en petit groupe amical. Cette culture se distingue des rencontres publiques, des cercles de réflexion intellectuelle, de débat et d'information, tel qu'il est typique pour des collectifs comme *Pensons le Matin* (PIM), *Un Centre Ville Pour Tous* (CvpT) et quelques bars associatifs des Petits Lieux. Notons pour l'instant l'absence quasi absolue du milieu autonome dans des initiatives militantes plus formelles qui s'inscrivent (ou l'essaie au moins) dans des débats publics sur le logement, le PLU, l'école, etc.

et la CAF ». Il s'y laisse observer un filtre idéologique à partir duquel des positions divergentes ne sont pas uniquement rejetées, mais oubliées, comme si elles n'avaient jamais été exprimées.

Pas étonnant que le milieu se distancie formellement de la Capitale européenne de la Culture. Le jour de son inauguration, les habitants et sympathisants du Tableau Noir déroulent une banderole sur la façade de l'immeuble. Elle ne reste que quelques heures, avant que les pompiers interviennent. Ce coup d'œil suffit pour apercevoir le message. Ils dénoncent MP 2013 comme une opération englobant toutes les sphères de la vie urbaine. « L'arti\$te » figure avec l'urbaniste, l'élu, le flic ou le promoteur comme les ennemis principaux. Quelques semaines avant, les murs du centre-ville sont décorés par diverses affiches, dont une



qui décrit l'année capitale comme continuation du projet Euroméditerranée, servant à attirer des touristes et la bourgeoisie, de chasser les couches populaires du centre-ville, de réprimer les cultures de résistance, d'aseptiser et d'anonymiser au même titre espaces urbains et rapports sociaux (annexe II.).

Le rôle attribué aux artistes interroge. Dans ce texte, comme d'une manière plus générale, l'artiste et la sphère de la culture sont conçus comme « alibi », comme « masque jovial, nous divertissant du contrôle et de la collaboration toute citoyenne. Mais l'idée qu'ici le capital n'avance plus à coup de canon, mais précédée d'une milice dansante, bruissante, bigarrée, d'artistes en costumes et de branchés » n'arrive pas à cacher sa réelle fonction comme « avant-garde dévoyée à la pacification des quartiers les plus agités ». Le rejet alors est absolu. Une « guerre sociale » est proclamée entre des blocs opposés, une lecture de la situation qui laisse peu de marge de manœuvre pour des coopérations avec des collectifs contestataires dits « culturels », « artistiques » ou « citoyens », ni pour l'identification des ruptures, des brèches et des frictions à l'intérieure du « système »¹¹⁰.

Dans la pratique une telle perception et des acteurs du champ artistique et de l'événement MP 2013 empêche quasiment toute forme de mobilisation avec d'autres acteurs de la gauche-libertaire. Lors

¹¹⁰ Les parallèles avec le texte « La fête est fini » sont ostensibles. Ce texte, écrit par un collectif informel lors de la Capitale de la Culture Lille 2004, circule, à l'heure de la Capitale, dans les réseaux marseillais. Dans le chapitre *Mort à l'artiste*, celui est identifié comme une figure sociale (uniforme) qui s'oppose à la morale bourgeoise uniquement dans l'apparence. Même ses approches le plus radicales, les plus engagées, persistent finalement dans l'esthétique, ne se fendre pas d'une opposition réelle de l'ordre établi. Dans le contexte postmoderne, de l'industrie de la connaissance, il participe, valide et réconforte le système libéral. Il ne se distingue nulle part d'une jeune cadre, à savoir d'être « créatif, flexible, capable de s'adapter et de se renouveler en permanence », d'être « jeune, technologique et citoyen » (Int : La fête est fini).

d'un débat sur MP 2013, des interventions favorisant des coopérations avec d'autres collectifs, pour faire face à la Capitale, se font systématiquement rejeter : « J'ai bien peur que les gens artistico-culturels qui vont monter un mouvement de résistance donnent du crédit à Marseille 2013. Et à la première occasion ils vont dire : *Mais regardez, il y a des choses qui se font, des jeunes qui se bougent et qui s'investissent et puis tant mieux s'ils ne sont pas d'accord, il y a du sens critique et la démocratie, elle vit* », argumente un jeune squatteur avec pertinence¹¹¹ (NdT, 31.10.2012). Quand je rappelle l'existence (récente) de l'Assemblée de La Plaine, qui commence à investir l'espace public, à travers diverses initiatives de végétalisation de rue, et finalement la capacité des réseaux hambourgeois de faire face aux politiques entrepreneuriales à travers d'une large alliance contestataire, l'organisatrice de la soirée réagit avec agacement : « J'ai pas de tout envie de passer mon année 2013 à végétaliser des trucs, parce que ça me gave, parce que le Off végétalise déjà suffisamment bien et j'ai pas envie d'organiser des barbecues alors qu'eux ils ont des sous de je ne sais pas quelle boîte pour le faire » (ibidem.).

Les risques d'une instrumentalisation imminente de la critique sociale et artistique dans des processus d'attractivité et de marketing urbain sont bien réels. Certains exemples dans l'introduction théorique en témoignent. Une telle méfiance et distanciation semble alors partiellement justifiée. Mais dans le milieu autonome marseillais, le rejet s'exprime le plus souvent d'une façon dogmatique, peu subtile et peu différenciée. Le squat *Katiba*, projet successeur du Tableau Noir, « se fout pas mal de la culture. Elle ne ressent qu'hostilité pour toutes les organisations gestionnaires, et tout ce qui cherche à masquer l'ennui. Elle ne tente pas l'alternative, elle ne se salira pas d'une alliance insidieuse pour de mauvaises améliorations de la catastrophe. » (e-mail *Katiba*, 22.10.2013).

Cela n'affaiblit pas seulement l'analyse politique et sociale, mais cache le manque d'une alternative propre. Bertrand Fellini, formateur de sociologie, militant de plusieurs horizons, connaît des positions de la gauche radicale depuis les années 1970. Il fait le diagnostic d'une divergence entre moyen et fin :

111 Francois Chougnier, président de l'association Marseille-Provence 2013, constate à l'occasion d'une rencontre publique, qui laisse entendre la critique d'une manque de prise en compte des cultures locales, « que l'existence de ces réflexions latérales, convergentes et divergentes fait parti de gérer une chose (plus large, ...) C'est une excellente nouvelle, ça prouve que la société civile sait se mobiliser, s'organiser, se débrouiller, contester, être vivante, être critique, être créative. (...) J'ai des relations extrêmement correctes et cordiales et amicales avec le Off (...), parce qu'ils apportent une musique différente et pour moi l'Alter Off, c'est pareil. (...) D'ailleurs, il y aura d'autres programmations qui portent pas forcément des étiquettes du Out ou du Alter Off, qui sont des programmations autonomes et ça, je trouve ça fait parti d'une vitalité d'un territoire » (NdT, 10.05.2012).

« Derrière ce qui souvent est présenté comme opposition entre réformistes et révolutionnaires (se cache) un clivage entre les fins et les moyens. Je trouve qu'il y a beaucoup des gens qui se montrent très radicaux (face aux) politiques en place. Ces gens là sont énormément dans le *ici, maintenant*, dans *les moyens*, parce qu'ils sont énormément du mal à imaginer les fins. C'est-à-dire, pourquoi nous battons-nous ? Quelles sont les préfigurations d'une nouvelle façon de vivre ensemble. (...) Il faut leur dire qu'ils n'ont pas de finalités (...) Mais cette posture radicale empêche le débat, elle permet à des gens qui n'ont rien à dire de continuer d'occuper le devant de la scène avec des positions de prestance. » (entretien Fellini, 20.06.2013).

Autrement dit, la « visée radicale de la nouvelle critique menace sans arrêt sa propre position d'énonciation, car on ne peut pas ne pas se demander d'où l'optique critique peut être adoptée si tout n'est que simulacre et que spectacle » (Boltanski und Chiapello 1999 : 552). À l'heure de la Capitale, c'est cet esprit fermé et autosuffisant qui fait obstacle à des formes de mobilisation plus larges. L'occupation comme pratique politique y apparaît comme extériorisation matérielle d'une déontologie duale entre consolidation interne et fermeture externe. L'absence d'essais et de succès de préserver des lieux squattés pendant plus longtemps afin d'impulser sur cette base de nouveaux accès, représentations et coopérations politiques avec d'autres acteurs militants et couches de population est à la fois symbole de cette fermeture et obstacle à la genèse d'une culture élargie de contestation.

Résumé comparatif des milieux occitan et autonome

Les deux milieux se caractérisent par une attitude très fermée pas seulement à l'égard des institutions et politiques publiques, mais plus généralement des personnes et des initiatives qui, en tant que détenteurs d'un haut capital culturel et symbolique, participent selon leur interprétation à des processus de gentrification et d'embourgeoisement du centre-ville. Si l'on considère que les deux milieux se crispent sur une position défensive, numériquement et idéologiquement, leur posture radicale face au système peut être considérée comme un « réflexe protecteur ». Dans tous les cas, les deux milieux sont réunis par une désaffection peu différenciée et souvent dogmatique non seulement à l'égard de la Capitale Européenne de la Culture, mais plus généralement à l'égard des artistes et des autres « producteurs de la culture ».

Par crainte d'être récupérées et instrumentalisées, leur multiples critiques (largement partagées) de MP 2013 ne se traduisent pas en contestations et dénonciations offensives. On n'observe pas non plus de processus collectif d'échange, de réflexion et de discussion visant à affiner et enrichir l'expertise collective sur la corrélation entre art et culture, gentrification, promotion urbaine et résistance. Pourtant, l'exemple de Hambourg a montré l'importance des lieux, des espaces et des moments d'échanges ouverts et conflictuels au sein des milieux gauches-libertaires afin d'y identifier des enjeux, objectifs et stratégies communs.

Une différence importante entre les deux milieux concerne leur rapport respectif au quartier de la Plaine, ou au Plateau. Si le milieu occitan est intimement ancré et fermé même dans le quartier de la Plaine en se distinguant clairement d'autres espaces du Plateau (cf. capital d'autochtonie et *Plainocentrisme*), le milieu autonome, dans une approche politique basé sur la mobilité, se focalise sur le centre-ville dans son ensemble. Quelques personnes vont même jusqu'à renoncer à tout engagement sur le Plateau perçu comme trop bourgeois et bobo.

Enfin, une dernière différence concerne la question de la violence. Le milieu autonome se définit par une lutte quotidienne et collective contre le système en général et certaines de ses institutions en particulier (police ; urbanisme ; etc.). Leur répertoire d'action peut alors impliquer la confrontation directe, voire violente, avec celui-ci. Le milieu occitan se caractérise au contraire par la défense pacifique du quartier, sa culture et son histoire particulière.

3. Le milieu *Les Petits Lieux*. Alternatives culturelles, engagements citoyens et recherche d'une indépendance politique

Les Petits Lieux se constituent d'un réseau de bars et cafés associatifs, de petites salles de concert ou d'ateliers de création et de production. Contrairement à ses deux milieux « voisins », cet ensemble d'acteurs, collectifs et espaces est fortement marqué par la volonté de s'adresser à un public diversifié et élargi. Par conséquent, ses pratiques et ses acteurs sont plus multiples, ses lignes de démarcation entre « intérieure » et « extérieure » plus fluides et souples. Si beaucoup de personnes « gravitent autour » de ces lieux, ils sont majoritairement constitués par un noyau dur de quelques salariés (notamment en contrat aidé), de bénévoles et parfois de stagiaires. C'est notamment au sein de ces noyaux durs, liés mutuellement par des rapports d'affinité, d'entraide et de coopération, que leur inscription dans une démarche politique s'opère.

Les Petits Lieux se regroupent (d'une façon non-exclusive) autour d'espaces comme le café associatif *Alpha* (anonymisé ; multiples activités culturelles autour de l'économie sociale et solidaire, depuis 2005), et *Beta* (« ex-laboratoire de citoyenneté créative » qui a fermé ses portes en 2015) ou *Delta* (ateliers et rencontres basés sur l'éducation populaire¹¹² ; salle de concert, depuis 2014). Alors que *Les Artistes* se focalise depuis 2012 sur l'art contemporain expérimental et *La Mer Derrière* sur des petits concerts et expositions, d'autres lieux s'inscrivent, depuis le début des années 2000, dans des initiatives artistiques underground en organisant des concerts ou, en coopération avec d'autres collectifs, des performances et des pièces de théâtre, souvent hors-lieu. D'autres encore consacrent différentes activités à la culture italienne (depuis 2012), à l'acrobatie, à des films expérimentales ou au vélo. La spécificité de ces lieux est la cohabitation entre une forte diversité d'activités entrepreneuriales (création, ateliers, débats), divertissantes (films, concerts, etc.) et consommatrices (bar, restauration). Leur fonction socioculturelle de quartier rappelle ce que Ray Oldenburg nomme *les tiers lieux*¹¹³. Même si certains d'entre eux se trouvent dans des quartiers de voisinage comme *Noailles*, *Le Chapitre* ou *la Belle de Mai*, leur présence se densifie sur le Plateau, espace de référence symbolique et identitaire.

« Je suis arrivé à Marseille dans une coloc et tout de suite j'ai été baigné dans le milieu associatif de La Plaine, du centre-ville, du Cours Julien », décrit Clémence son arrivé à Marseille en 2013. « *Alpha*, c'était un des endroits assez marqués, assez central (puis) le salle de concert *XY*, le *disco-soupe*. C'est vrai que c'est un petit réseau, on a les mêmes lieux de fréquentation. (...) J'aime bien cet esprit de village. Tous les jours tu croises quelqu'un que tu connais. (...) Si je réfléchis à des distances que je fais quotidiennement, c'est à l'échelle d'un village rural, vraiment » (entretien Clémence, 15.02.2016). Elle a fait des études de graphisme en arts appliqués. Suite à des premières expériences professionnelles à Berlin et à Montréal, elle commence de plus en plus à élargir sa conception de l'art en l'associant à diverses formes d'engagements politiques¹¹⁴. Ici se reflète un côté à côté d'enjeux culturels, sociaux et politiques qui est symptomatique pour le milieu. Son

112 En référence aux brigades volantes de la résistance contre le nazisme, la *Delta* circonscrit l'éducation populaire lors d'une soirée ainsi : « S'entraîner à observer et à analyser. Apprendre à lire et à discuter ensemble, à s'exprimer individuellement et en groupe ». L'objectif consiste alors à « mieux saisir le monde qui nous entoure et pouvoir agir dessus ». Une autre définition sur internet le définit comme capacité individuelle et collective « à décrypter les rapports de domination, à prendre conscience de la place que l'on occupe dans la société, à apprendre à se constituer collectivement en contre-pouvoir, à expérimenter sa capacité à agir » (Int. Éducation Populaire).

113 Ray Oldenburg (1989) caractérise ces third places comme une catégorie d'espace complétant le lieu privé d'habitant et le lieu de travail. Ancré dans un quartier particulier, ces lieux font office d'un point de repère social, prémunissent de l'exclusion sociale et économique et créent de nouvelles appartenances à et des identifications avec le quartier.

114 « Pour moi, l'art a un côté trop élitiste. Rapidement je me suis rendu compte que la culture, elle peut être hors des circuits des musées ou des lieux d'art contemporain, qu'elle peut être dans la rue. C'est une co-construction, un truc qu'on partage, un savoir. Et je l'attache vachement aussi à des choses autour de l'éducation populaire » (ebd.). Elle commence à s'intéresser sur le rapport entre l'art et l'activisme, notamment autour de l'espace public. Ses compétences en graphisme et dans l'audio-visuel la servent comme « boîte d'outil » afin de valoriser et faire sortir des enjeux politiques.

décloisonnement spatial et humain va de pair avec une perméabilité et une coexistence des idées et des idéologies.

Un premier et bref exemple donne l'occupation de l'ancien théâtre *Le No !* Situé sur le Plateau, rue Nau, ce lieu riche d'une histoire de 172 ans, grand de 1500 m², rouvre ses portes en 2011 grâce à l'initiative d'une dizaine d'artistes. Les dix mois qui suivent, il accueille nombreux collectifs locaux et nationaux, rassemble 3000 adhérents et organise environ trente expositions, spectacles et performances. Au-delà des objectifs culturels et artistiques¹¹⁵, les occupants soulignent une dimension politique plus globale de leur démarche : « Une occupation sans droits ni titre n'est pas un acte sauvage mené par des marginaux. Il est souvent lié à une revendication politique en opposition à un système qui laisse pour compte une partie des citoyens » (*Le No !*, 17.04.2012). En 2012, après une vie courte, intense et en pleine forme, juste quelques mois avant l'année Capitale de la Culture, les pouvoirs publics ordonnent l'expulsion du lieu, suivie par sa destruction, pour enfin faire place à la construction de logements par un investisseur privé.

À la même période, le petit monde des associations socioculturelles du centre-ville est confronté à plusieurs conflits et menaces : nuisances sonores, obligations sécuritaires et administratives renforcées, réduction des subventions publiques. Plusieurs lieux se trouvent en perdition administrative ou financière. Pour valoriser leurs lieux respectifs face à ces enjeux aussi bien que pour échanger des savoir-faire et d'autres ressources, plusieurs associations commencent à se fédérer collectivement sous le nom de *Les Petits Lieux*. Si cette dynamique, en 2012, ne parvient pas à se formaliser de manière durable en une démarche collective, elle laisse néanmoins apparaître une prise de conscience partagée ainsi que des valeurs et objectifs communs.

En effet, les Petits Lieux se distinguent d'une conception de l'art et la culture souvent réduite sur ses aspects de création et de divertissement, ou sur ses fonctions sociales d'encadrement et d'animation. Bien au-delà, ils conçoivent la culture (ou plutôt les cultures) comme vectrice sociale et politique favorisant « le débat, la confrontation, l'engagement et la dynamique citoyenne » (*Petits Lieux*, 10.09.2012). Car : « L'alternative ne se contente pas que de répondre à un besoin, mais favorise l'innovation, le faire autrement, la recherche, le local, la prise de risque et la diversité contre l'uniformisation ». Ainsi, une notion pratique et émancipatrice de la culture s'entremêle avec des valeurs démocratiques comme l'engagement citoyen, la transparence, la durabilité ou la protection

115 Selon Tiphaine, une organisatrice du collectif, l'objectif consiste premièrement à « mettre en valeur ce patrimoine historique et culturel » et deuxièmement, « comme la plupart des gens du collectif sont des comédiens ou des vidéastes ou des amateurs de l'art de la rue, vue l'espace, l'idée était d'en faire un lieu ouvert à tous les artistes du coin qui galèrent à mort de trouver des salles de répétition, des salles de diffusion. » (Int. : Théâtre Nau).

environnementale. Ces valeurs se résument assez bien sur le site de *Alpha* : « Fête/ Joie/ Lâcher-prise • Militantisme non-violent et positif • Écologie/ Économie Alternative • Laboratoire/ Expérimentation/ Création • Rêve/ Utopie • Ouverture • Horizontalité/ Consensus • Humanisme • Collectif » (source : *Alpha*).

Les personnes du noyau dur du milieu disposent en grande majorité d'un diplôme universitaire ou d'une formation professionnelle, notamment dans les domaines de l'art et du social, mais également dans l'urbanisme, la gestion de projet culturel ou la santé. Ils vivent quasiment sans exception dans l'hypercentre de la ville, souvent en colocation, sans voiture, avec des modes de consommation marqués par des marchés de la ville, des d'AMAP¹¹⁶, des achats sur le marché de l'occasion. Très courants sont des emplois en contrat aidé et le chômage. Des salaires élevés, au contraire, font exception. Néanmoins, les conditions de vie marseillaises peu chères et des modes de consommation peu matérialistes empêchent le glissement vers la précarité. Des besoins matériels ou des ambitions carriéristes passent en second plan par rapport à la liberté individuelle et la réalisation de soi.

Stéphane, qui co-dirige à l'heure de l'entretien un des lieux associatifs, donne à la fois l'exemple de cette précarité relative¹¹⁷, ainsi que d'une posture qui dépasse les frontières nettes entre les champs et les engagements distincts. Né dans la ceinture rouge parisienne en 1986, dans une famille engagée dans le milieu associatif communiste et altermondialiste, il ne se politise qu'en 2006, alors étudiant de sociologie, dans la dynamique *Anti-CPE*¹¹⁸. Il côtoie diverses idéologies politiques, participe à des occupations, actions directes et manifestations souvent conflictuelles avec la police. Malgré une radicalisation politique, il garde une méfiance vis-à-vis des approches qu'il juge trop dogmatiques et fermées. Il privilégie plutôt la coexistence d'idées et pratiques. Il abandonne les études et plonge dans le monde de l'art, du théâtre notamment. Mais très vite, l'investissement politique vient lui manquer. Il se réoriente encore et suit une formation en éducation populaire spécialisée dans l'animation culturelle. Après une période de vadrouille, où il visite divers collectifs français à cheval entre les domaines de l'art, du social et de politique, il ouvre, avec d'autres, un des petits lieux marseillais :

116 AMAP signifie « Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne ». Elle « est composée de consommateurs (dits Amapiens) qui deviennent partenaires d'une ferme. Un engagement contractuel permet au paysan d'assurer à l'avance la commercialisation de ses produits et à l'Amapien d'obtenir un panier des produits de la ferme. » (Int. Amap de Provence).

117 « J'ai entre 800 et 900€ par mois et un peu le supplément RSA et les APL's (...). Je ne suis pas très loin du seuil de pauvreté, mais je ne suis pas en train de me plaindre. Je n'ai pas de consommation particulière, j'achète aux friperies, je fais du stop, je fraude le train, je vis un peu de récupé aussi, forcément » (Stéphane, 21.03.2016).

118 D'ailleurs, son profil social correspond, selon une étude quantitative et en correspondance avec mes expositions théoriques, aux étudiants qui se sont le plus engagés au sein du mouvement (Michon 2008 : al. 25).

« Je ne dirais pas qu'on est vraiment révolutionnaires et non plus simplement réformistes. On marche un peu sur un fil. On touche aussi bien le milieu libertaire, un peu anar et radical, qu'un milieu plus réformiste, au niveau de la transition écolo, des collectifs citoyens et tout ça. On est réformistes dans le sens de rester dans un cadre légal et autorisé. Après, on fait des choses qu'on n'a pas vraiment le droit de faire. Il y a un peu un côté pirate. Et puis tu as aussi des propos que tu défends. Par exemple tout ce qui est Z.A.D., on se retrouve beaucoup dans ce mouvement. Ça dépasse les idéologies. C'est ce qu'on cherche ici, de passer à l'action et dans l'action, de confronter et de dépasser nos divergences idéologiques. » (entretien Stéphane, 21.03.2016).

Pour résumer, le milieu Les Petits Lieux se distingue du milieu occitan et autonome par la défense et la promotion des principes démocratiques comme la négociation et le consensus, l'affrontement par des arguments et la reconnaissance (partielle) du cadre institutionnel. Un rejet tranchant et absolu, aussi typique pour les deux milieux, fait place ici à des critiques modérées ou à la recherche d'une autonomie relative. L'usage récurrent du terme citoyen pour décrire et qualifier ses engagements en est révélateur. De même se trouve la tendance de ces dernières années de trouver des moyens d'autofinancement afin de réduire la dépendance financière et politique de l'état et de la municipalité¹¹⁹.

Quant à la Capitale Européenne de la Culture, ces valeurs et ces pratiques se traduisent par une posture distancée où s'articulent et se côtoient critique, confrontation et implication. Bertrand Fellini par exemple, acteur militant d'un *Centre Ville Pour Tous* ou de *l'Atelier Feuillant*, gravite autour de plusieurs Petits Lieux et participe très régulièrement à des activités comme le *balèti sauvage* ou la production collective amateur de films courts-métrage. Il se distancie très clairement de MP 2013 et la culture de masse qu'elle représente¹²⁰ tout en promouvant l'idée de se saisir de cette occasion afin de défendre certains projets politiques. À travers la culture, dans son sens humaniste, s'expriment justement les valeurs référées ci-dessus. Elle permet de « affirmer une singularité, cultiver des

119 *Alpha* couvre 60% de ses frais par son bar. Entre 30 et 40 bénévoles assurent chaque année son fonctionnement. Depuis 2015, par contre, ses quatre salaires fixes sont financés dans le cadre des contrats aidés par les pouvoirs publics. *Les Artistes*, avec des frais bien moins importante que *Alpha* (autour de 66.000€/ans contre 220.000€/ans), se finance presque uniquement par le bénévolat et une économie solidaire : « Depuis le départ nous souhaitons faire vivre ce lieu au moyen d'une économie souple et solidaire, reposant sur le don, les participations à prix libre, l'entraide et l'échange. » (source : *Les Artistes*).

120 Dans son texte inédit « Pour une initiative culturelle à l'occasion de Marseille 2013 », il critique son alignement sur des gestes architecturaux de prestige et des événements magistraux dédiés à l'enchantement d'une foule passive. Ainsi, l'année Capitale, selon lui, ne trouvera pas des réponses à la crise du sens, de désorientation, qui confronte notre époque. Elle s'inscrit plutôt dans des stratégies d'attractivité vis-à-vis de touristes et d'investisseurs. Grosso modo, sa critique ressemble à celle formulée dans le milieu occitan et autonome.

différences, souligner des contrastes, opposer des points de vue, mais aussi, marier des contraires, dépasser des clivages, métisser les langages et les manières en démultipliant les possibles, mais tout en restant soi, singulier, différent ». Loin d'avoir peur d'être intégré dans des stratégies de promotion urbaine, il propose donc de « ne pas chercher à s'opposer au programme prévu, mais l'investir massivement, le déborder, le subvertir, le détourner (...) pour donner plus d'écho à un message de résistance et d'espoir. » (Fellini 2012).

Du même ordre, le directeur du *Beta* répond à l'appel d'offres de MP 2013 avec le projet collectif *Les Arailleurs*. Malgré ses critiques variées du projet officiel, qui vont dans la même direction que celles de Fellini, il propose « le plus grand festival du monde des petites formes » (Araillieurs 2011). Financé par le programme officiel, mais complètement indépendant dans son organisation et sa programmation, ce festival autogéré serait le moyen et l'occasion pour le milieu local d'investir la ville hors cadre, partout, nulle part. Autrement dit, c'est de l'art ailleurs, inattendu et dérangeant. Ainsi, la critique de l'événement MP2013 ne se traduit pas par son rejet global, mais par le désir de sa transformation. L'ambition, qui implique la critique, consiste à « libérer l'envie de s'appropriier ensemble cette Capitale que nous voulons ouverte, créative, dérangeante, non élitiste, exigeante, décentralisée, multiforme, surprenante, citoyenne, transversale, accessible et qui réponde à une vraie question de Marseille Provence 2013 : Pour qui ? pourquoi ? » (Araillieurs 2011).

Somme toute, les pratiques artistiques et culturelles des acteurs des Petits Lieux, leurs biographies et parcours individuels et collectifs à cheval entre les domaines de l'art, du social et de la politique, et encore leurs occupations associatives à proximité des institutions, cultivent, consolident et reflètent des rapports au monde marqués par la différenciation, le consensus et l'ambivalence. Des comparaisons opposantes, des réponses simplistes ou des démarcations catégoriques y font place à la disposition de confronter et accepter ses propres contradictions et ambiguïtés. Lors d'une rencontre militante à la fin de l'année MP 2013, qui rassemble plusieurs acteurs associatifs du centre-ville et des cités populaires, le directeur d'un lieu associatif de prestation socioculturel, à proximité des Petits Lieux, fait preuve de cette posture quand il dit :

« La mutualisation de la misère n'amène à rien. (...) C'est bien par le renforcement des apports de chacun dans une autonomie politique et économique qu'on va pouvoir faire avancer le schmilblick. Je travaille beaucoup dans les réseaux actuellement sur cette question de mobilisation des acteurs. (...) Ce qui est important, c'est qu'on arrive à transformer cette colère qui est légitime, mais qui seule ne suffit pas à la transformer

en discours, en argumentation. Il doit nous permettre de créer un basculement sur des périodes qui sont stratégiques, parce qu'on connaît le jeu. (...) Sur le reste, il faut quand même qu'on se rappelle que la situation est particulièrement complexe et qu'il faut nous intégrer nous même dans cette complexité ». (NdT, 20.12.2013)

Comparaison entre Les Petits Lieux et les milieux gauches-libertaires avoisinants

Tout comme le milieu occitan et autonome, Les Petits Lieux se caractérise par des valeurs et un style de vie gauche-libertaire. Dans ce sens, ses acteurs rejettent les valeurs économiques libérales et capitalistes telles que la maximisation du profit et l'aspiration à *faire carrière*. En contrepartie, ils promeuvent des valeurs démocratiques telles que l'engagement civique et la transparence, la durabilité et la protection de l'environnement. En outre, ils visent à établir des liens de solidarité politiques avec d'autres groupes sociaux tout en privilégiant l'expérimentation et l'utopisme. Enfin, ils se méfient des hiérarchies politiques accentuées et l'accumulation et la centralisation du pouvoir politique. Si l'adhésion à des principes de la démocratie de base constitue un point commun avec le milieu autonome, elle laisse apparaître des tensions et conflits potentiels avec le milieu occitan.

Ce qui distingue Les Petits Lieux des deux autres milieux, c'est le rôle fondamental qu'y occupent des pratiques artistiques et culturelles. Bien que ses aspects élitistes, bourgeois et économiques soient refusés, cela ne les pousse pas à une prise de distance nette vis-à-vis des institutions culturelles et d'autres acteurs de ce secteur. Sur fond d'une perméabilité et d'une coexistence d'idées, d'idéologies et de groupes d'acteurs divergents, les militants des Petits Lieux conçoivent la culture (ou plutôt les cultures) comme vecteur social et politique favorisant le débat et la confrontation, l'engagement politique et l'émancipation collective.

De ce fait, le rapport de ce milieu avec la Capitale européenne de la Culture se caractérise – et cela malgré une multitude de critiques qu'ils partagent avec leurs « voisins » gauches-libertaires – par une prise de position moins radicale et dogmatique. Au lieu d'un rejet global et peu différencié, les militants déploient plutôt des critiques précises à son égard tout en soulignant la possibilité d'un débordement ponctuel. Cela fait apparaître une « flexibilité cognitive » qui permet à ce courant gauche-libertaire de s'abstraire de ses d'intérêts propres et d'identifier des convergences possibles avec d'autres groupes sociaux et politiques. Cela implique un regard auto-critique sur ses ambiguïtés et contradictions en tant qu'acteurs socio-culturels et militants. Enfin, les militants des

Petits Lieux ne refusent pas catégoriquement à coopérer avec des acteurs institutionnels de la politique municipale ou des médias établis, etc.

En ce qui concerne la localisation spatiale de ce milieu social, on peut préciser que nombre de *Petits Lieux* ne se situent pas directement sur le Plateau. Néanmoins, la place Cours Julien et ses rues alentour jouent un rôle central dans l'identité et l'imaginaire de ce milieu social. Dans la mesure où le milieu occitan se distingue et se distancie résolument du Cours Julien, de son charme artistique, ses cafés alternatifs ou encore son marché bio, des frontières et des clivages séparent ces deux milieux sociaux.

– Chapitre IX. –

Naissance, déclin, renaissance.

L'Assemblée de la Plaine et le défi de *faire collectif*

La description des réseaux gauche-libertaires du Plateau a laissé apparaître des multiples caractéristiques et traits communs entre personnes, groupes et lieux tout en soulignant des singularités importantes et des points potentiels de divergence. Sur ce fond, l'histoire initiale de l'Assemblée de la Plaine met en lumière les possibilités, défis et barrières de l'organisation collective.

Fondée en printemps 2012 par *les anciens* de La Plaine, face à l'installation des caméras de vidéo-surveillance, la naissance de l'Assemblée de La Plaine marque le renouvellement de leur engagement politique. Pourtant, contrairement à l'ambition affichée d'une *assemblée ouverte*¹²¹, elle est traversée, dès son début, par des fortes lignes de démarcation. Malgré un afflux initial important de trois milieux, elle perd vite son dynamisme et sa capacité d'action. D'un côté, il se laisse observer la mise en place continue d'un *effet bureau*, tel que Héloïse Nez (2012 : 96f.) l'observe au sein des assemblées de Madrid¹²². De l'autre côté, des formes de hiérarchisation internes pré-structurent son fonctionnement tout en correspondant à ce que James Jasper appelle le « band of brothers dilemma » (2011 : 7) – la loyauté et l'appartenance sociale de militants ne se basent pas sur le groupe militant dans son ensemble, mais sur un sous-groupe. Ce sont exclusivement des hommes du milieu occitan qui occupent les fonctions et les rôles de l'organisation, qui parlent en son nom et qui forgent le déroulement des réunions.

On fait l'hypothèse que c'est sur le fond de l'absence d'une culture collective de contestation (notamment des rapports sociaux de confiance, l'émergence et la circulation déficientes de savoirs et de compétences en matière de *délibération collective*¹²³ et l'effet d'un capital d'autochtonie) que

121 « Notre assemblée se veut ouverte, indépendante de tout parti et de toute institution. Un anti-CIQ, en quelque sorte la voix collective de ceux et celles qui habitent, fréquentent et défendent une Plaine vivante et populaire » (Int. : Assemblée – Manifeste).

122 Selon Héloïse Nez (2012 : 96ff.), c'est malgré ou plutôt à cause des formes d'organisations et des pratiques délibératives de démocratie de base que des hiérarchies se mettent en place au sein des assemblées de Madrid. Ceux qui possèdent et/ou consacrent le plus des ressources au mouvement (du temps, des outils d'analyse, des capacités rhétoriques ; des savoir-faire organisationnelles, etc.) y confisquent, avec le temps, un pouvoir. Un « effet bureau » s'installe dans la mesure où les Indignés les plus actifs commencent à développer « [une] compétence spécifique, [un] langage propre, [une] culture qui leur est propre » (Bourdieu 1987 : 201 ; cité Nez 2012 : 96).

123 « Deliberative participatory democracy refers to decisional processes in which, under conditions of equality, inclusiveness, and transparency, a communicative process based on reason (the strength of a good argument) may transform individual preferences, leading to decisions oriented to the public good. » (Della Porta 2009: 1).

les différences et les divergences entre les participants n'aient pas été communiquées ouvertement afin d'être surmonter.

Bien au contraire, comme des entretiens et des observations de terrain le démontrent, une ambiance de méfiance s'installe, de peur des *nouveaux venus* de se manifester et de s'investir ouvertement. « On discute très peu entre nous, on a peur de risquer le projet commun », analyse Emmanuelle la situation (Emmanuelle, entretien du 16.12.2015). Pour Stéphane cela s'explique par le fait que « ce sont des mecs qui sont là, à Marseille, sur La Plaine, depuis longtemps. Ça fait longtemps qu'ils militent, qu'ils se connaissent et qu'ils ont vus beaucoup de gens passer et partir. Ça les fatigue. Je peux comprendre cette méfiance, mais elle est un frein (...). C'est comme s'il y aurait une certaine légitimité à prendre. Tu ne peux pas arriver de nulle part. » (Stéphane, entretien du 21.03.2016).

Par exemple, à travers un débat public sur le rôle du CIQ de quartier se manifeste, fin 2012, un faible *travail de signification* ainsi qu'un *cadre de diagnose* limité. Par conséquent, le débat public se détourne, comme le constate un membre interne, presque en « tribune d'auto-justification et d'auto-légitimation pour un président de CIQ et la Présidente de la confédération. Ils se sont même payés le luxe de démentir des critiques que personne, lors du débat, n'a pensé nécessaires de leur formuler. » (e-mail Assemblée, 17.12.2012). L'absence de débats et de conflits internes affaiblit la capacité de l'Assemblée de s'accorder sur des objectifs communs, de développer des analyses politiques déterminantes, de réaliser des propositions et des alternatives attractives. Il n'émerge pas de « sense of severity, urgency, efficacy and propriety » (Benford 1993 : 209). Par conséquent, suite à un désinvestissement collectif incessant, l'Assemblée ferme ses portes en pleine année 2013, Marseille-Provence Capitale de la Culture.

1. Menace extérieure = mobilisation intérieure ?!

C'est la menace qui pèse sur le maintien du Carnaval du quartier qui fait réagir l'Assemblée et lui insuffle une nouvelle vie. Déjà en 2013, les « forces de l'ordre » encadrent son défilé. La foule reste paisible, bienveillante. En 2014, à nouveau, des dizaines de policiers, en civil et en costume, l'infiltrent, l'encadrent, le poursuivent. Mais cette année, des pompiers interviennent frontalement afin d'éteindre le feu. Pour les carnavaliers, c'est un tabou sans pareil. Ils protègent les flammes. Quelques-uns, issus du milieu autonome, « s'accrochent au tuyau des pompiers, le ton monte, les matraques tapent d'un côté, le tuyau se fait percer de l'autre, les gaz lacrymogènes sont sortis. Tout le monde est servi, les gens aveuglés par les gaz autour du feu tentent de sortir, une fillette hurle

brûlé par les gaz. De l'autre côté, une personne se fait arrêter et embarquer par la police suite à cette confrontation »¹²⁴.



© Stéphanos Mangriotis

Ensuite, la colère d'une partie des carnavaliers se décharge malencontreusement devant le commissariat de Noailles. Des poubelles brûlent, des canettes volent. Cinq personnes de plus sont arrêtées. La plupart d'entre eux passent en comparution immédiate avec des peines de six mois de sursis à deux mois fermes. Le lendemain, *La Provence* et autres médias établis réduisent et dénoncent le carnaval comme le fait d'un trouble public, un acte de dégradation et de rébellion vide de sens. La police, une semaine avant les élections municipales, est présentée comme le garant de l'ordre public. Le court film *Vie et répression d'une fête populaire*, monté dans le feu de l'action, dans l'esprit de mes recherches engagées, propose une autre perspective de ces événements (film : Kerste 2014).

Comment et par quelle forme d'organisation réagissent les carnavaliers face à cette menace ? Pour pouvoir répondre à cette question, il faut d'abord mesurer la nature et la profondeur de la dimension politique du carnaval. Selon l'anthropologue Abner Cohen, qui a travaillé sur le carnaval londonien de Nottingham Hill, il se caractérise tout naturellement par l'ambiguïté. Ni mise en scène de l'ordre établi ni manifestation politique, il doit maintenir l'équilibre entre hégémonie et opposition (cf. Cohen 1982 : 37). Et en analogie au *rite de passage* et sa *phase liminale*, Michel Agier, également anthropologue, souligne que le renversement de l'ordre. Enfin, Frédéric Mougenot, égyptologue et commissaire adjoint d'une exposition sur les carnivals européens (on y reviendra), estime sa dimension politique très limitée : « Le rôle du carnaval, c'est ça, c'est autorisé, mais temporellement, à un endroit précis, encadré, et c'est aussi une part d'illusion, d'autosatisfaction de ceux qui font la contestation de se dire *voilà, on a parlé, on a dit ce qu'on avait à dire* ». En analogie au théâtre

124 Commentaire d'un article de la Provence ; www.millebords.org/spip.php?article25717 (d.a. 03.03.2015)

grecque, il poursuit qu'« on en sort à la fois lavé de toutes ses pulsions, ses colères, son agressivité, on a bien rigolé et on peut reprendre le cours de la vie policée bien organisée. (...) La question que je me pose c'est est-ce que ça a un impact sur la politique officielle après. » (entretien, 10/04/2014).

2. Le Carnaval entre politique et mascarade, entre contestation et vie quotidienne

On touche ici une question cruciale de la mobilisation politique, celle du rapport entre engagement politique et vie quotidienne, « entre les luttes dans la rue, jours fériés d'un mouvement, et nos vies quotidiennes, tristes, individualisées et probablement précaires » (Birke 2014 : 102 ; T.p.A. ; cf. Tarrow 1994 : 21). « Entre politique et mascarade », où se situe alors le Carnaval de La Plaine et de Noailles ?

En 2014, le caramentran dénonce, sous le thème de *Marseille Cinq Étoiles*, le nettoyage et l'embourgeoisement du centre-ville par un tourisme de luxe. Avec l'*Hôtel Dieu* et le projet d'*Ilôt Feuillant*, deux cas d'actualités, riches en matières et en initiatives politiques¹²⁵, se présentent pour donner corps et contenu au thème carnavalesque. Par contre, ni la phase de préparation ni le défilé ne portent, n'expriment ou n'approfondissent véritablement cette dimension politique. Pendant le carnaval, elle se limite à quelques costumes et à quelques mots de l'accusateur public. Le parcours reste inchangé. Pourtant, un simple ajustement de cent mètres aurait pu permettre d'y intégrer l'immeuble et l'enjeu *l'Ilôt Feuillant*. Imprévisible ? – Non ! ; Mobilisateur ? - Non ! ; Militant ? Jean, un de ses fondateurs, explique qu'on « refait un peu la ville comme on aimerait la vivre. (Après,) ça reste un carnaval. Donc, ça n'a pas évocation de s'inscrire dans une démarche militante, pas du tout. » (entretien du 16/03/2014). Comme institution de quartier, le carnaval joue de multiples rôles et fonctions. Son potentiel politique, de (vouloir) influencer la sphère et la vie non-carnavalesque, reste très réservée et de bon enfant.

Dix jours plus tard, le MuCEM inaugure l'exposition *Le Monde à l'Envers. Carnavals et mascarades* : « La liberté du carnaval », annonce-t-il, « ses transgressions, ses jeux de masques, son impertinence, sa capacité à mettre en scène les diverses composantes sociales de façon souvent polémique appartiennent à un fonds commun, admis par tous. » (Int. : MuCEM). La ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, est attendue. En outre, la ville de Marseille vient de sortir de l'année

¹²⁵ Dix jours avant le carnaval, le 06.03.2014, apparaît dans MediaPart et le Ravi l'article « Comment Jean-Claude Gaudin a vendu Marseille aux promoteurs » (Int. Fessard und Poupelin). Comme dans un rapport de la Chambre Régional de Compte de 2009, les auteurs y dénoncent des politiques urbains de la Ville et son organisme Marseille Aménagement comme intimement lié aux intérêts d'investisseurs privés. Quelques jours après le Carnaval, le collectif *Pensons le Matin* organise sa rencontre mensuelle autour du thème « Quel urbanisme pour Marseille ? Densification, verticalité et ségrégations ». Enfin, le collectif Ateliers Feuillant travail depuis deux ans sur le projet de transformation de l'Ilôt Feuillant au bord du quartier populaire Noailles en hôtel de luxe.

MP2013, célébrée par des décideurs locaux comme une « fête populaire » qui aurait permis à la population locale de devenir acteur à part entière de leur ville. Ce constat est largement partagé : les grands événements culturels et les projets de réaménagement urbain « ont permis aux habitants de se réapproprier l'espace public et de voir leur ville s'animer dans une ambiance apaisée et chaleureuse »¹²⁶. Marseille a même obtenu un prix international qui « vise à reconnaître et encourager les projets de récupération et de défense de l'espace public » (Int. : VdM 2014). Divers enjeux convergent ainsi dans l'inauguration de cette exposition au MuCEM. Ce nouveau lieu phare de la ville, cet « objet monde »¹²⁷ d'un marketing urbain inédit, offre, à l'heure des élections municipales, une cible et une occasion exceptionnelles pour défendre publiquement aussi bien le carnaval et les carnavaliers prisonniers, que, plus globalement, la place des cultures populaires, des vies alternatives, des pratiques non-commerciales et d'un *faire par soi-même*. Comme « structural push » (Nicholls 2008 : 6) ou comme « moral shock » (Jasper 2011 : 14,5), les semaines du mois de mars 2014 incarnent le potentiel de créer et forger une mobilisation collective importante sur le Plateau.

3. Le Monde à l'Envers. Expliquer la non-mobilisation autour du MuCEM

Une semaine après l'intervention policière et (seulement !) un jour avant l'inauguration de l'exposition, une réunion de mobilisation a lieu. L'afflux est considérable. Néanmoins, la réunion met en lumière, à nouveau, des déficits de coordination, le manque de division (efficace) des tâches de travail, l'absence de personnes charnières (brokers), d'une pensée stratégique et d'un objectif commun.

Si la comparaison de trois milieux militants de la gauche libertaire a laissé apparaître multiples valeurs et positionnement communs (l'espace public comme lieu de rencontres politiques ; la Capitale européenne de la Culture comme moteur d'une politique dites néolibérale ; le Carnaval comme une des « âmes du quartier »), la réunion est traversée par divers lignes de divergences. Quand Jean et d'autres personnes du milieu occitan introduisent la réunion en présentant l'histoire du Carnaval et en réfléchissant sur sa défense en 2015, des personnes du milieu autonome critiquent

126 Ce constat a été fait notamment par Daniel Hermann, ancien adjoint à la culture ; François Chougner, directeur de l'association MP2013, et Laurent Carezzo, conseiller de Jacques Pfister pour MP2013 au sein de la Chambre de Commerce et de l'Industrie. La citation est déduite d'une étude de l'AgAM sur les effets des grands événements pendant l'année 2013 (Int. : L'AgAM 2013 : 9). Un petit film, commandé par la CCIMP, illustre à merveille l'enjeu de l'espace public dans l'enchantement symbolique de la ville (film : Mars Production).

127 « En 1995, j'avais sur mon bureau de 1er Adjoint et de Président d'Euroméditerranée, la maquette de l'Opéra de Sydney. Personne n'est allé à Sydney, mais tout le monde connaît son opéra. Je voulais la même chose à Marseille. Il nous fallait un « Objet Monde ». Il a fallu 20 ans pour y arriver. Le MuCEM ». Renaud Muselier est délégué spécial de la ville pour la préparation de MP2013. Discours prononcé lors du conseil municipal du 9 décembre 2013 : www.renaudmuselier.fr/lesite/index.php/parcours [accès le 27/05/2014].

les anciens sur le fait de s'enfermer sur « leur » quartier et sur des intérêts privilégiés. À l'inverse, des personnes du milieu autonome sont critiqués sur le fait d'instrumentaliser le carnaval à des fins politiques propres. La scène des *Petits Lieux* enfin propose une intervention devant le MuCEM afin

de rendre visible, sous le titre de « Carnaval au musée, mais pas dans la rue », des paradoxes de la municipalité en termes de politique culturelle et démocratie locale. La proposition est rejetée par les deux autres milieux militants sous prétexte d'une nouvelle répression policière. L'intervention devant le MuCEM se limite en conséquence à une quarantaine de personnes (film : Charivari La Plaine).

Extrait d'une réunion fédérateur le 24.03.2014

Mathéo De commencer à réfléchir sur le Carnaval de 2015, selon moi, c'est une erreur. Il faut en faire un carnaval en avril, en mai, un carnaval en juin.

Petits Lieux

Thérèse Non, Non, Non !

Okzitanne

Mathéo S'il-te plaît ! *Non, non, non !* On n'est pas à l'école. C'est mon point de vue, selon moi, je l'ajoute, il faut en faire en avril, en mai, en juin, en juillet, jusqu'au moment où ils seront épuisés de nous, jusqu'au moment où *La Provence* sera obligée de parler de nous.

Maurice C'est pas une réunion pour organiser la révolution. Je ne sais pas, c'est un autre jour.

Thérèse Je suis d'accord avec toi de faire des manifestations par mois. Par contre, l'un des reproches qu'on nous fait justement, c'est que nous sommes pas dans une manifestation qui a du sens, du culturel, mais nous sommes un ramassis de fracas qui foutent le bordel. Or, ce carnaval a un sens, a une symbolique, il a une date précise dans l'année. (...) Il n'est pas question d'organiser quatre carnivals qui se suivent ou alors, ça sera trop facile pour eux en face de dire 'vous voyez bien, ces gens là font n'importe quoi'.

Cloé La chose qui m'a choqué le plus, c'est notre réaction à l'attaque de la police. Elle était presque aussi violente que celle de la police [*objections furieux de certains*]. (...) On est tous solidaire et responsable de nous dans un carnaval et c'est à nous d'abord d'anticiper ce genre de choses. Il faut essayer de réfléchir à d'autres manières de contester. Quelle raison on avait d'envoyer des bouteilles sur les flics ? Les réactions ont été beaucoup trop violente pour un carnaval.

Femme Mais avant ça, avant ça ? (*en voix âpre, gueularde*)

Homme Il faut pas oublier qu'en 2012, ils ont gazés pareil sur la Plaine. Tout les années on en a droit. c'est de la provocation qui a commencé. C'est pas les gens qui ont balancer des canettes de pour attaquer les flics, c'est les flics qui ont commencés avant.

Autonomes

Le manque d'objectifs communs clairement identifiés fait que la réunion – comme les semaines suivantes – est marquée par une division de forces, par des disputes et des colères, par une perte d'énergie et de synergie. « La force du carnaval », constate un participant de la scène des Petits Lieux, « son côté spontané et le fait qu'il n'y a pas vraiment des têtes qui l'organisent, devient sa faiblesse après, dès qu'il devient nécessaire de se mobiliser collectivement » (NdT, 25/03/2014).

Au-delà de ces divergences apparentes, comment cette non-mobilisation se laisse-t-elle expliquer plus en profondeur ? Comme cela a été exposé en détail, les milieux occitan et autonome rejettent tous les deux des démarches culturelles officielles craignent l'intégration dans des processus de gentrification. Dans le même sens, ils refusent majoritairement le dialogue, l'appui et/ou le détournement d'acteurs ou d'événements officiels, tels que la municipalité, les institutions culturelles, la police, les médias, etc. C'est sur ce point que les acteurs de la scène des Petites Lieux, identifiés et étiquetés comme « artistiques » et « citoyen » trouvent non seulement pas de soutien auprès des deux autres milieux, mais sont activement exclus par eux dans leur démarche.

Quant au rapport entre milieu autonome et milieu occitan, les divergences s'expriment à travers des perceptions bien différentes du carnaval. Dans le milieu occitan, le carnaval est porteur d'un sens identitaire, il est chargé en références culturelles (citées avant), par une histoire et une implication propre, ainsi que par des valeurs qui tournent autour du *local* et de la *tradition récente*¹²⁸. Au sein du milieu autonome on revendique à l'inverse que le « carnaval n'est pas fini », on exige un « carnaval tous les jours ». Hervé, par exemple, s'interroge « comment faire pour que le carnaval sorte du carnaval, c'est-à-dire qu'il dure six mois, ou au moins qu'il aurait lieu toutes les trois semaines ? » (NdT, 08.04.2014). Et Jeanne, lors d'une émission radiophonique, le représente « sans organisateurs » et le situe ainsi dans un courant politique bien précis.

Si le carnaval est conçu, par certains, comme non-militant, c'est justement par son caractère ambigu et polyvalent qui échappe à une attribution fixe. Sa dimension politique reste alors l'objet d'interprétations et de négociations. Déjà en 2012, des personnes issues du milieu autonome organisent des *charivaris*¹²⁹. Les affiches annoncent l'esprit : « Que les jeux inspirés de l'insolence des enfants s'affranchissent des limites, puisons dans le souvenir Carnaval l'art de la subversion et du détournement, que les masques apparaissent une nouvelle fois, à la recherche de l'anonymat perdu ». Fortement inspirés par la pensée du *Comité Invisible*, ils adoptent la stratégie d'une organisation informelle et non-identifiable. Si le masque symbolise, dans la lecture occitane, la transgression sociale de devenir *un autre*, sa vocation autonome réside dans son anonymat :

128 Brigitte du milieu occitan précise lors de la réunion de fédération que son fonctionnement est directement lié à l'implication d'un noyau dur. Loin d'être complètement spontané et géré ad hoc, ses membres font des achats, construisent le caramentran, règlent le trafic, s'occupe du feu et des enfants, et évite de trop boire ou de fumer des pétards (NdT, 24.03.2014).

129 « Bruit tumultueux de huées, de sifflets, de casseroles et d'autres objets, que l'on faisait jadis devant la maison de ceux dont on désapprouvait la conduite. » (Larousse.fr ; d.a. 17.07.2017).

« Dans une manifestation, une syndicaliste arrache le masque d'un anonyme, qui vient de casser une vitrine : « Assume ce que tu fais, plutôt que de te cacher. » Être visible, c'est être à découvert, c'est-à-dire avant tout vulnérable. Quand les gauchistes de tous pays ne cessent de *visibiliser* leur cause – qui est celle des clochards, qui est celle des femmes, qui est celle des sans-papiers – dans l'espoir qu'elle soit prise en charge, ils font l'exactly contraire de ce qu'il faudrait faire. Non pas se rendre visible, mais tourner à notre avantage l'anonymat où nous avons été relégués et, par la conspiration, l'action nocturne ou cagoulée, en faire une inattaquable position d'attaque. » (Le Comité Invisible 2007 : 102).

Dans les années entre 2012 et 2015, ces notions divergentes du carnaval, qui engendre d'autres représentations et pratiques, ont des répercussions remarquables sur la possibilité et la volonté de mobilisation collective.

« L'histoire a commencé avec une embrouille entre des *appelistes*, qui privilégient l'action directe, et ceux qui voilaient créer une assemblée de quartier. Les premiers, ils étaient contre une assemblée. Après, c'était aussi un conflit sur la méthode. Regarde comme ils ont fait avec le Charivari. Ils sont arrivés dans le quartier un peu hors-sol, en faisant appel à des amis d'extérieurs. Et là, ils ont présenté le Charivari comme un truc pour les gosses. Mais finalement, ils l'ont organisé pour faire ce qu'ils ont fait, pour brûler plusieurs caméras. J'ai des amis qui sont allés avec des enfants et qui ne s'attendaient pas à ça. Moi, je n'ai pas aimé cette démarche. Je le trouvais très manipulateur. Déjà, pendant le Carnaval, on a eu une discussion avec eux. Ils voulaient brûler le caramentran sous une caméra pour qu'elle brûle avec. On les a dits que ce n'est pas l'idée du carnaval » (Romain, 04.07.2017).

Ils se manifestent alors des divergences d'ordre culturelles et idéologiques, stratégiques et méthodologiques. Autrement dit, des opportunités politiques (objectivement) favorables ne se traduisent pas quasi mécaniquement par l'engagement collectif. Contrairement aux approches sur *les opportunités politiques structurelles*, comme avancées dans la partie introductive, la mobilisation collective ne se réduit pas à des calculs utilitaristes d'acteurs, à des considérations entre coûts et bénéfices. Elle n'est pas forcément animée non plus par l'objectif d'influencer la politique officielle ou d'attendre des objectifs bien distincts, mais se contente, en l'occurrence, de la réalisation et de la défense d'un style de vie gauche-libertaire. Les conditions qui les entourent

produisent bien évidemment des choix et des actes, ils facilitent ou rendent quasiment impossibles certaines démarches, soutiens ou coopérations. Mais enfin, ces conditions ne constituent que le cadre, non pas « la chair » de la mobilisation. Il y a de multiples facteurs sociaux, culturels et émotionnels incorporés à prendre en compte pour expliquer l'émergence ou l'absence d'une mobilisation collective. Le « sens » du carnaval ; le rapport aux institutions et aux médias ; le rejet d'un « affrontement direct ». Et enfin la vigueur *d'une politique de la première personne*, c'est-à-dire la priorité des besoins, désirs et attentes de son propre groupe de préférence, se manifeste de façon persistante.

Là où les réseaux contestataires hambourgeois ont laissé apparaître – autour de la revendication du *droit à la ville* et autour d'affrontements concrets – des identités souples et des coopérations *ad hoc*, là où les acteurs contestataires ont mis de côté leurs divergences internes en accentuant le commun (*principe d'inclusivité stratégique*), les mobilisations sur le Plateau (et cela est sans doute généralisable à d'autres mobilisations à Marseille, d'autres quartiers), se caractérisent par la distinction entre « nous » et « eux » (*principe d'hégémonie*, basé sur une logique d'exclusivité d'une « *ou bien ... ou bien* », c'est-à-dire celui qui n'est pas avec moi et contre moi).

Au lieu d'accepter les divergences internes tout en privilégiant le commun, il se déploie une dynamique collective consistant à dévaloriser et combattre celui qui défend d'autres démarches politiques. Tout en parlant au nom d'un collectif et d'une solidarité supposée, les militants gauches-libertaire produisent et reproduisent l'entre soi et la fragmentation du réseau.

4. L'émergence lente et fragile d'une culture contestataire collective !?

Dans un même temps, lors de la réunion de mobilisation le 24.03.2014, l'Assemblée de la Plaine est réinstaurée et adopte la fonction, les mois suivants, de lieu de rencontre, de dialogue, de dispute. Jusqu'ici, le carnaval reste organisé par une petite minorité du milieu occitan. La menace qui pèse contre son existence en 2014, et avec lui d'un quartier *vivant et populaire*, fait office d'une cause concrète à défendre et d'un ennemi commun : la police, la municipalité, les médias. Ainsi, le carnaval donne corps et chair à une mobilisation collective. Là où l'Assemblée de La Plaine a échoué, le carnaval, unifiant « fête et contestation, divertissement et engagement, liberté et bienveillance », y parvient facilement . Son ambiguïté et sa polyvalence favorisent une certaine souplesse dans l'organisation et dans la prise de décision et dans les formes de coexistence. La

musique et la danse¹³⁰, l'alcool et la fête renforcent et subliment l'expérience collective. Dans ce contexte, les carnivals indépendants peuvent être considérés comme des « espaces de liberté particulièrement favorables à l'expression des identités culturelles contestataires et à la démonstration de la capacité mobilisatrice des différents groupes impliqués » (Rinaudo 2000 : 45).

L'Assemblée de La Plaine, dès le printemps 2014, est alors portée par un nouvel esprit collectif. Sa raison d'être est renouvelée. Une conscience partagée autorise de pouvoir défendre collectivement son existence . Aussi l'enjeu de travailler sur sa visibilité et perception publique autant qu'institutionnelle, jusqu'ici complètement négligée, est de plus en plus acquise. Un communiqué de presse est diffusé, des équipes de divers médias libres (Radio Galère, PrimiTivi, CQFD) commence ou intensifie sa documentation et sa médiatisation. En tant que point de cristallisation, il fédère de nouveaux acteurs. A l'approche de l'édition 2015 – le caramentran symbolise une prison, des autorités publiques et le carnaval lui-même, le seul à échapper aux flammes – les réunions de préparation, les ateliers de chants et de constructions se densifient et s'intensifient. D'autres lieux associatifs hébergent maintenant les réunions de l'Assemblée, et ce fait est significatif d'un élargissement de la mobilisation. Une euphorie collective se propage :

« La première fois que je suis venu (à l'Assemblée, c'était) au tout début. Et après, finalement, je n'ai pas enchaîné. Je suis retourné surtout septembre l'année dernière, à fond, pour le Carnaval. (...) L'année dernière, c'était vraiment très chouette. Et il y avait de plus en plus du monde. Au fur et à mesure où elle a avancé, c'était de en plus constructif. (...) C'est énorme ce qui a été fait, quelle belle aventure, avec tous ces groupes différents, une convergence d'un seul coup, cette liberté aussi pendant la préparation du carnaval. » (entretien Emmanuelle, 16.12.2015).

L'Italien Francesco, qui je catégorise, en fonction de ses valeurs et ses dispositions politiques, comme faisant partie du milieu des Petits Lieux, décrit son arrivée dans l'Assemblée à partir du Carnaval :

« Au début, je ne suis pas allé aux réunions de l'Assemblée. Je savais juste par des amis qu'elle existait. Puis j'ai joué dans un groupe de Batucada au carnaval. C'était en 2013

130 Déjà J. Clide Mitchells démontre dans son travail classique *The Kalela Dance* comment les membres du tribut de Bisa réussissent grâce à des danses traditionnelles re-adaptées de créer de nouvelles identités et appartenances sociales au-delà des frontières intertribales anciennes. Comme réponse aux expériences récentes de l'urbanisation et du déracinement ethnique, ces danses reflètent les conditions sociales et travailleuses en Rhodésie coloniale (cf. Mitchell 1956 : 42).

où il y avait déjà beaucoup des CRS pour l'entourer. A partir de là, ça m'a donné envie de m'engager plus pour le prochain carnaval. Sur l'année suivante, je suis allé beaucoup plus à l'Assemblée pour préparer le carnaval et en 2015, j'y suis toujours allé. Je faisais l'organisation des groupes de musiques. (...) C'est comme ça que peu à peu j'ai trouvé ma place dans l'Assemblée. » (entretien Francesco, 14.12.2015).

Le Carnaval, en soi peu politique, fait ainsi office de fédération plus large. Comme cœur culturel et poulx social d'un processus de mobilisation collective, c'est autour de lui, porté par l'Assemblée de la Plaine, qu'une culture collective de contestation émerge (petit à petit) au sein des réseaux gauchelibertaires du Plateau. Par contre, certains obstacles et défis subsistent et des tensions et des conflits internes demeurent. Il y a toujours peu de transparence par rapport à son fonctionnement et ses objectifs. En outre, les carnavaliers manquent d'inviter d'autres acteurs sociaux et culturels issus des quartiers et des réseaux adjacents. Et ils n'investissent guère le proche quartier populaire de Noailles. À la première réunion après le Carnaval en 2015, une euphorie et une auto-célébration se propagent notamment dans le milieu occitan. C'est André du milieu autonome qui ose formuler le premier une analyse plus critique, et plus ambitieuse :

« Avec Noailles, il n'y a pas une vraie dynamique qui se fait. Comment on fait pour pouvoir continuer d'appeler ce carnaval le Carnaval de La Plaine et de Noailles, si ce n'est que La Plaine qui vient défiler à Noailles ? Même s'il y a des petites choses, mais ce sont des nouvelles questions qui se posent. (On devrait) parler de ce qu'on a envie avec cette Assemblée. Des événements publics, de prendre la place (Jean Jaurès), des banquets et tout ça, si on y met pas un fond, si c'est juste pour faire de la thune, à un moment donné on va juste se faire chier. Pourquoi on le fait ? Est-ce que c'est pour s'adresser à des gens, est-ce que c'est juste pour nous de se retrouver pour faire l'apéro, est-ce qu'il y a une vocation à s'ouvrir ? Est-ce qu'on est juste un collectif entre autres ? » (André, 31.03.2015).

Certains conçoivent ces objections comme exagérées et maladroitement, d'autres les prennent au sérieux. Si ces remarques ne sont pas complètement nouvelles, ce n'est que maintenant, sur la base des mois précédents marqués par l'action collective et des rapports sociaux de confiance, qu'elles deviennent formulables. Ces changements gagnent en actualité et en urgence dès l'été 2015, quand l'Assemblée apprend l'existence d'un vaste projet de rénovation de la place Jean Jaurès. Le prochain et dernier chapitre poursuit la question de la mobilisation collective locale dans le contexte actuel de ce projet urbain, vu comme nouvelle menace extérieure du quartier à combattre.

– Chapitre X. –

« La Plaine n’est pas un canton suisse ».

Le projet de rénovation, entre « concertation », contestation et répression

Le 28 juillet 2015, l'Assemblée reçoit un e-mail intitulé *Réaménagement de la Plaine*. L'auteur est l'urbaniste et sociologue Mateo Ramírez. Depuis des années, Ramírez s'engage au sein d'un *Centre-Ville Pour Tous* et de *l'Atelier Feuillants*¹³¹. La veille, la *SoLEAM*¹³² a annoncé un appel d'offres pour la rénovation de la *Place Jean Jaurès* financée à 11,5 millions d'euros. Dans les mois à venir, des bureaux interdisciplinaires pourront répondre à cet appel. Un jury, composé d'élus et de responsables de la *SoLEAM*, retiendra quatre projets lauréats parmi lesquels, après une deuxième phase de concours, le projet final sera choisi.

Prévu depuis 2011, ni l'intention, ni les détails du projet de rénovation sont communiqués ou accessibles au public. Quelques semaines plus tard, cependant, l'assemblée a accès à une pré-étude non-publiée (*SoLEAM* 2015). On peut y lire des formulations telles que « monter en gamme », « mettre en œuvre les modalités de contrôle et de répression » ou « affirmer son statut de première place de Marseille ». Ces termes et leurs objectifs visés renforcent la crainte au sein de l'Assemblée d'une « requalification » de la place qui porterait moins sur les besoins des populations et usagers locaux que sur son attractivité touristique et une spéculation immobilière. Ces craintes se propagent d'autant plus que les quatre scénarios proposés dans la pré-étude visent sans exceptions à réduire la taille du marché, à agrandir les terrasses de café et bar et à considérablement supprimer le nombre de places de parking gratuites.

Dans un premier temps, ce chapitre présente les objectifs concrets du projet actuel de rénovation et cherche à les situer dans le contexte de la politique urbaine marseillaise. Ce chapitre interroge aussi la réaction de l'Assemblée de la Plaine face à cette nouvelle « menace ». Initialement, et ce malgré une diversité d'opinions internes, on peut observer une hégémonie de positions promouvant un rejet ferme et net du projet de rénovation. Quelles conséquences cela entraîne quant à la capacité de l'Assemblée à initier une mobilisation collective, une contestation dans le quartier ? Après d'avoir répondu à cette question, on examinera, à travers le dispositif de concertation, le rôle et la place que les pouvoirs publics attribuent aux habitants et usagers. Permet-il à la population locale et aux

131 Pour une petite description de l'initiative *l'Atelier Feuillants*, voyez la note de bas de page 103, page 121. Des informations plus fournies se trouvent sur internet : <https://atelierfeuillants.wordpress.com/> (d.a. : 01.11.2018).

132 La *SoLEAM* est la société locale d'équipement et d'aménagement de l'aire marseillaise (détails ci-dessous).

militants de s'informer d'une façon objective sur le projet, de véritablement prendre part à son élaboration, de débattre publiquement ses orientations urbanistiques et ses choix politiques ? Enfin, il s'agira de voir quel cheminement l'Assemblée de la Plaine parcourt-elle dans les années 2015-2018 ? Poursuit-elle son « évolution » d'ouverture et de diversification interne telle qu'on a pu l'observer suite à la répression du carnaval indépendant en 2014 ? Est-elle capable d'investir des brèches et failles du système politique établi, et de créer des nouvelles alliances dépassant des oppositions nettes ? Y a-t-il consolidation d'une culture contestataire collective à la Plaine, sur le Plateau, dans le centre-ville de Marseille ?

1. Sur les objectifs politiques du projet de rénovation de la place Jean Jaurès

Le projet de réaménagement de la place *Jean Jaurès* s'inscrit dans l'ensemble de l'Opération Grand Centre-Ville (OGCV). Sur 35 pôles d'interventions et avec un volume totale de 235€ million, l'OGCV vise à établir un « centre-ville apaisé, animé et convivial » (SoLEAM 2011 : 3) afin de conforter le rôle de Marseille comme « capitale euroméditerranéenne »¹³³. Le cahier de charges concernant la place Jean Jaurès est le résultat de quatre ans de diagnostic et de réflexion et exprime la volonté de « rétablir une véritable attractivité du lieu en respectant son ambiance et ses caractéristiques. » (SoLEAM 2016 : 32).



Le périmètre de l'Opération Grand Centre-Ville entre 2011 et 2021. © SoLEAM 2011

Loin d'être une simple remise aux normes, le réaménagement profond de la place prévoit la réduction radicale de la voiture au profit des piétons et des modes de transport doux, un maintien des terrasses de café et une diminution importante du marché. Le fonctionnement actuel de la place y est identifié comme problème majeur. Notamment la superposition temporaire et spatiale de divers usages et groupes sociaux produit, selon l'étude, de multiples « conflits d'usage »¹³⁴. Par conséquence, explique Gérard Chenoz, président de la SoLEAM, le réaménagement doit assurer

133 « L'enjeu est d'accentuer la mutation positive qui s'est concrétisée déjà par un regain d'attractivité et de population, en corrigeant les dysfonctionnements urbains qui perdurent et entravent la dynamique amorcée. Le centre ville constitue à la fois la vitrine et le cœur de cette mutation qui doit conforter Marseille dans son rôle de capitale euroméditerranéenne. » (VdM 2010 : délibération).

134 « Il est indispensable de dédier des espaces permanents aux terrasses des cafés afin d'éviter les conflits d'usage avec le marché, et la contrainte des installations tardives des terrasses en raison du nettoyage en fin de marché. Les terrasses pourront être positionnées en pied d'immeuble ou sur la place pour participer à son animation (... et) devront être clairement identifiables. » (SoLEAM 2016 : 41).

« que chaque chose soit bien ordonnée. Il ne faut pas d'usages contraires. Il faut essayer de mettre un peu d'ordre dans le chaos urbain qui ne fait plaisir à personne » (CR Concertation, 17.12.2015).

Si l'intention affichée des pouvoirs publics consiste à faire dialoguer et à harmoniser tout les usages de la place, il est remarquable de constater l'absence, dans le cahier de charge, de deux groupes d'usagers importants : les adolescents et les acteurs socio-culturels (dont les acteurs et pratiques gauches-libertaires).

Lors de l'atelier de synthèse de la concertation du projet en hiver 2015, une employée du bureau parisien *ResPublica*, chargé de la participation citoyenne, résume : « Concernant les espaces de jeux, on a que des points d'accord. Il y a eu des tas de priorités données à la jeunesse, aux jeux d'enfants pour les petits, mais aussi pour les adolescents. (Par exemple) des espaces de foot, des rollers, des skates, des trottinettes, des tables de ping-pong. Un terrain multi-sport mais qui soit bien déterminé, qui ne soit pas quelque chose de passage mais un vrai terrain multi-sport. » (idem.).

Malgré l'absence totale dans le centre-ville d'espaces de loisir et de détente dédiés aux adolescents, les accords exprimés lors de la concertation ne se traduisent pas dans la conception du projet. Bien au contraire, le projet de rénovation « ne prévoit pas la réalisation de terrains multi-sports, ou autre équipements destinés aux adolescents » (SoLEAM 2016 : 41). Marilyn Van de Voorde, technicienne et *responsable de projet* au sein de la SoLEAM, explique à la sociologue Hélène Jeanmougin que « les élus l'ont refusé car ils ont considéré que les ados se trouvent eux-mêmes des usages et étant donné qu'il n'y a pas assez de place pour tous les usages ce n'est pas un élément primordial. Ça aurait fait un usage de plus à faire cohabiter »¹³⁵.

Pour ce qui concerne les usages conviviaux, festifs et contre-culturels d'espace public – pétanque ; repas collectifs ; projections de film ; fanfares ; sardinade ; vide grenier autogéré ; carnaval etc. – les habitants et les usagers issus des milieux gauches-libertaires expriment leur attachement fort à une espace qui permet des *usages multiples et auto-organisés* (cf. annexe III.). Ils soulignent et revendiquent ainsi l'histoire et l'identité d'un quartier qui a pu sauvegarder et défendre, exemple rare en Europe, des espaces de rencontres en dehors des logiques commerciales¹³⁶. Comment alors ces

135 Extrait d'entretien réalisé par Hélène Jeanmougin, doctorante au Laboratoire méditerranéen de sociologie (LAMES). Sa thèse en cours porte le titre « Marseille, Berlin, Palerme : sociologie comparée du renouvellement urbain de trois métropoles. Entre fragilités, continuités et conflictualités, quels devenir pour les quartiers centraux et leurs habitants ? ».

136 « Quels sont les 3 mots qui représentent le mieux pour vous La Plaine aujourd'hui ? ». Si cette question posée par ResPublica a été largement conçue comme infantilissante et réductrice, elle permet rétrospectivement de saisir la signification de la Plaine pour beaucoup de ses usagers : populaire – vivant – festive - joyeusement bordélique – multiculturelle – diversité – rencontres – etc. (ResPublica N°2, p.5)

demandes et ses attachements s'intègrent-ils dans « l'ordre urbain » souhaité et promu par G. Chenoz ? Comment s'inscrivent-ils dans le cahier de charges de la SoLEAM ?

« La répartition des espaces dédiés/la structuration des usages sur la totalité de l'espace public devra permettre de supprimer les *vides*, les espaces sans vocation (...engendrant) des appropriations déviantes. (...) L'amélioration de la lisibilité de la place, le décloisonnement des espaces, la suppression des espaces masqués propices à des usages non désirables de l'espace public, notamment nocturnes » (SoLEAM 2016 : 32 sqq).

Pour le journaliste et militant hambourgeois Christoph Twickel, faisant référence à Pierre Bourdieu, l'urbanisme moderne de la Hafencity ou d'autres espaces récemment rénovés se définit par une « hiérarchisation nette des usages : sa conception invite les gens à *faire du shopping* et à consommer, elle tolère les promenades touristiques et l'admiration de l'architecture, elle exclue les adolescents qui traînent, les musiciens de rue, des punks, les sans-abri, les buveurs de bière et les retraités qui nourrissent les pigeons » (Twickel 2009 : 37, tpa). Cela rappelle fortement ce que l'urbaniste français Jean-Pierre Garnier entend derrière le mot de *requalification* urbaine¹³⁷.

Si on compare la place Jean Jaurès à d'autres places marseillaises comme le Cours Estienne d'Orves, la place de Lenche et même le Cours Julien, on remarque des différences d'aménagement et d'occupation. Les premières, *requalifiées* dans les années 1980 et 1990, sont couvertes aujourd'hui par des terrasses de café et de restaurants. Comme places semi-privées, elles sont uni-fonctionnelles et délimitées. Hors des festivités programmées par les autorités et donc intégrées dans



Notamment l'espace à l'intérieure permet (encore) des usages et pratiques multiples. © SoLEAM '17

une logique de mise en scène et de marketing urbain, ils permettent peu, par leurs configurations architecturales, des pratiques ouvertes et spontanées à l'initiative et aux besoins des usagers.

137 L'urbaniste Jean-Pierre Garnier entend « (s)ous couvert de *requalification urbaine* des espaces publics, urbanistes, architectes, paysagistes et plasticiens mettent en scène une *urbanité* lisse et aseptisée, *policée* dans tous les sens du terme. Par contraste, elle fait davantage ressentir comme gênante voire insupportable la présence de tous les *indésirables* qui polluent, ne serait-ce que visuellement, l'environnement urbain: vagabonds, *jeunes des cités*, pickpockets, mendiants, prostituées, maraudeurs, rôdeurs et autres individus précarisés. L'impératif de HQE (haute qualité environnementale) du *développement urbain durable* s'applique, en effet, aussi à l'environnement humain : seuls des gens *de qualité* seront en droit de fréquenter les espaces urbains à la fois embellis et assainis. » (2008 : 2).

Les usages et les représentations pratiquées et revendiquées par des acteurs des milieux alternatifs et gauches-libertaires, mais aussi par des membres des couches populaires qui fréquentent beaucoup la place jour et nuit, semblent en conflit avec la conception municipale d'une nouvelle « attractivité urbaine » (cadre I.). Le cahier des charges, jusqu'ici, semble peut prendre en compte les besoins et les revendications exprimées lors des ateliers de concertation. Face à cette opposition d'idées, d'attentes et d'objectifs qui s'affichent entre le projet municipal et les acteurs gauche-libertaires, comment ces derniers réagissent-ils et s'organisent-ils par rapport au projet en cours ?

2. Les réactions de l'Assemblée de la Plaine : l'hégémonie d'un refus radical

En 2015, quand l'Assemblée apprend la nouvelle d'un projet de réaménagement en cours, ses militants critiquent d'une façon unanime les contours de celui-ci et rejettent notamment la volonté des pouvoirs publics d'une place « montée en gamme » (NdT, 26.11.2015). Néanmoins, de fortes divergences internes apparaissent concernant la méthode et le positionnement politique à adapter vis-à-vis des institutions et des riverains et usagers favorables au projet. Ce sont principalement des acteurs du milieu occitan et autonome qui priorisent un refus ferme du projet, à distance des pouvoirs publics¹³⁸. « S'il y a un consensus à chercher », souligne un acteur du milieu occitan, « je pense que c'est un piège de trouver un contre-projet. De toute façon, on n'est pas armé pour faire ce genre de travail. Je pense que (ce que nous rassemble), c'est juste le refus de tout projet d'aménagement global sur la Plaine » (film Primitivi 2015 : 6:03). Julien, également du milieu occitan, déclare même avant la publication du cahier de charge que « personnellement, c'est fini avec la SoLEAM, je ne veux plus à voir affaire avec eux, on a vu ce que les intéressent. » (NdT, 11.01.2016).

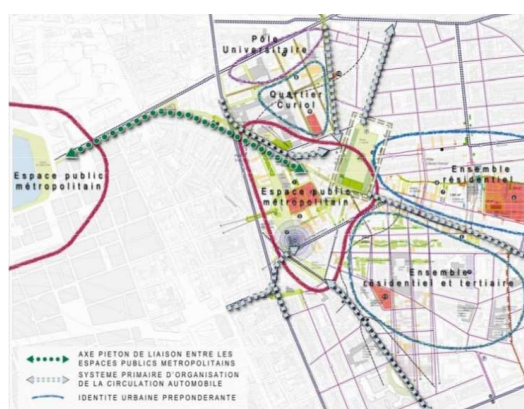
Certaines lignes de tension et de méfiance, partiellement surmontées pendant l'organisation collective du carnaval en 2015, réapparaissent. Des réticences persistantes se manifestent particulièrement à l'égard de tout ceux qui visent à investir *un espace intermédiaire*, au-delà du clivage net entre « pour » et « contre » les institutions, entre l'état actuel de la place et sa rénovation profonde.

138 « La peur d'une intégration de toute dynamique revendicative dans un processus de gentrification du quartier affecte aussi des militants plus modérés, principalement intéressés à établir des alliances politiques. Dans un échange avec Pierre Deleuze de CVPT, Robert admet qu'il « préfère la Plaine un peu pourrie, crasseuse, bruyante, mal élevée et mélangée d'aujourd'hui, que la Plaine refaite à neuf de demain (...) Où est la solution ? (...) Quelle position Un Centre Ville pour Tous peut-il proposer pour être constructif et ouvert à la rénovation, mais vigilant sur ses effets ? » (e-mail, 26.12.2015).

Cadre I. : Attractivité et « lisibilité » urbaine :

Gérard Chenoz est délégué aux *Grands Projets d'Attractivité*. En cohérence avec les objectifs de Marseille-Provence Métropole, la municipalité de Marseille a lancé en 2011 une politique nommée *Marseille Attractive*. Comparable à l'enjeu de la « Ville Croissante » à Hambourg, elle incite tous les acteurs et services de la municipalité et la communauté à s'aligner sur une « stratégie partagée de promotion territoriale » afin de « valoriser et rendre lisibles les atouts compétitifs de notre agglomération » (Ville de Marseille 2012 : 51). Il s'agit de « s'appuyer sur une marque partagée permettant de diffuser une image attractive qui puisse être déclinée par chaque acteur en fonction de ses propres compétences et des cibles visées. » (idem. : 53). Face au défi d'une population pauvre et vieillissante, « l'enjeu d'attractivité est donc essentiel vis-à-vis des populations plus qualifiées » (p.14), notamment pour faire de Marseille une « ville de la connaissance et de la créativité » et une « ville de destination touristique, culturelle et événementielle » (idem. : 3). Les effets sur la politique culturelle ont déjà été esquissés dans le chapitre VII.

En termes économiques, Eric Semerdjian de l'agence de prospection *Provence Promotion* (acteur public-privé), avance comme objectif premier « la montée en gamme de l'offre territoriale (...) avec le souhait de visibilité, de lisibilité accrue dans le radar des grands investisseurs internationaux » (entretien, 22.05.2014). En ce qui concerne le quartier du Plateau, l'analyse urbaine à l'échelle du centre-ville souligne un rôle spatial stratégique de celui-ci. En phase avec l'opération Campus centre-ville, l'objectif consiste, encore une fois, à « rendre lisible » et à « densifier la présence étudiante pour qu'elle contribue à la redynamisation de l'hyper-centre » tout en reconnaissant le « rôle moteur de l'économie de la connaissance » (SoLEAM 2012 : 55).



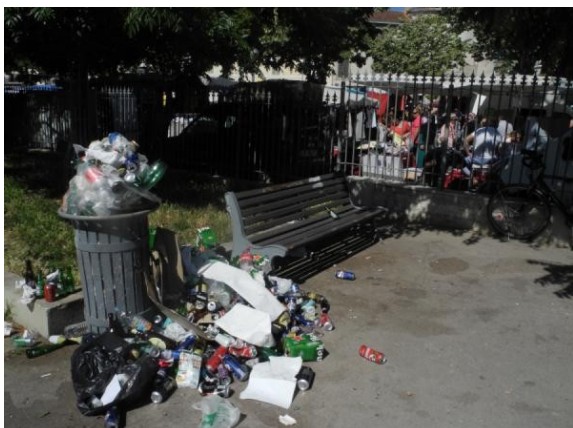
Conseil Urbain 2013 : p.80

Dans tous ces textes d'urbanisme apparaît un terme nouveau, celui de la « lisibilité ». Le terme « rendre lisible » semble vouloir offrir à l'utilisateur une lecture codifiée qui organise et hiérarchise l'ensemble de ce qui est perçu et conçu comme ville.

La Plaine est promue aujourd'hui comme « carrefour d'un Marseille historique », « emblème de la typicité locale » et « plus grande place » de la ville (SoLEAM 2017 : 3). Pourquoi alors, a-t-elle été aussi systématiquement évitée lors des grandes manifestations de MP 2013 ? Selon une étude publique, ces grandes manifestations culturelles auraient permis de ré-enchanter la représentation de Marseille à travers « des temps forts qui resteront gravés dans la mémoire collective » (L'AgAM 2014 : 5). Elle précise qu'ils se sont limités à de « nouveaux espaces urbains récemment requalifiés » (idem.) : Vieux Port, MuCEM, La Friche, Rue de la République, Cours Estienne d'Orves. La Plaine, à dix minutes du Vieux Port, sans doute était-elle trop marquée par des représentations de ville populaire, pauvre et désordonnée ?

Francesco, urbaniste de formation, constate « qu'on ne pouvait pas se mettre sur une position de défense de cet espace, parce que beaucoup des habitants et d'utilisateurs ne pouvait pas la partager. Il fallait plus nuancer. » (entretien, 14.12.2016). Mais la méfiance envers tout positionnement intermédiaire, et l'ensemble de compétences, de ressources, de liens sociaux que celui-ci implique,

renforce une fermeture de l'Assemblée et réduit son champs d'intervention politique. « Tout ceux qui arrivent pour la première fois et se présentent comme paysagistes, ils vont pas rentrer dans l'Assemblée », résume Francesco.



L'intérieure de la place un samedi matin. La municipalité s'occupe très peu du nettoyage. Et les usagers de la place n'arrivent pas à s'organiser collectivement afin d'éviter « le bordel ».

Pourtant la Place Jean Jaurès est dans un très mauvais état et manque d'entretien public. Les toilettes, la fontaine ou les lampadaires sont cassés ou hors-service, et ce depuis des années. L'espace public est très peu nettoyé et entretenu. Les pistes cyclables sont, à l'image de la ville, interrompues, voire inexistantes (cf. Int. : VeV 2018). Si les militants de l'Assemblée dénoncent, fin 2015, une politique « de l'abandon » et de « terre brûlée »¹³⁹, ils n'arrivent guère à établir un discours véritablement construit et visible. En l'absence de cadre d'interprétation

pertinent et d'un travail de signification souple, l'Assemblée a du mal à regrouper et à mobiliser une partie plus large d'habitants et d'usagers.

Le faible investissement par l'Assemblée d'un espace politique « intermédiaire », jusqu'à fin 2016, début 2017, es une des raisons principale de sa capacité réduite à mobiliser le quartier. Concernant les réseaux gauche-libertaires, le discours (et le fonctionnement socio-culturel) du « ou bien ... ou bien », tel qu'il a été décrit et analysé au chapitre précédent, a comme conséquence le ralentissement de toute mise en synergie et coexistence de différentes positions et stratégies militantes. Les militants d'un *Centre-Ville Pour Tous* par exemple commencent lentement à investir la Plaine. Mais au début, leurs propos sont souvent perçus comme « trop urbanistes »¹⁴⁰. Avec Fred Rose, on peut

139 « Comment vous, la Soléam, passez d'un état de délaissement de la municipalité, de manque d'entretien, à un projet à 11 millions d'euros où il faut tout reprendre à zéro? » (Transcription concertation : 26.11.2015).

140 Mathilde, urbaniste et sociologue de formation et membre du collectif CVPT, insiste sur la nécessité de situer la critique au plan de la circulation de la place Jean Jaurès à l'échelle de la ville. Pour Jean du milieu autonome, cela est trop abstrait : « Elle commence de parler avec une approche très technicienne, des plans de déplacement urbain, de réaménagement de voies de circulation. Voilà, pour pleins des gens ça apparaît plus tangible. C'est pas du concret, c'est encore repousser le problème à des grands changements de la politique des transports à Marseille » (Interview Jean). Avec Fred Rose, on peut l'analyser comme conflit entre une approche technique et rational et une approche contre-culturelle. « If one chooses to work within the existing political system, one is forced to utilize rational and technical means. If one chooses to operate within a counter cultural group, then one is able to reject technical means and seek culturally based change. These dynamics reflect competing strategies in middle-class society that are expressed in new social movements » (1997 : 485).

l'analyser comme conflit entre une approche technique et institutionnel et une approche contre-culturelle. « If one chooses to work within the existing political system, one is forced to utilize rational and technical means. If one chooses to operate within a counter cultural group, then one is able to reject technical means and seek culturally based change. These dynamics reflect competing strategies in middle-class society that are expressed in new social movements » (1997 : 485).

Francesco est conscient de l'enjeu et de l'importance d'établir un cadre d'interprétation souple, d'investir un espace politique « intermédiaire », au-delà des oppositions nettes. Pendant plusieurs années, il a expérimenté à Séville la pertinence des luttes urbaines élargies, fédérées et partiellement en dialogue avec les institutions. Dans son travail d'urbaniste, il modérait justement entre la municipalité et des habitants engagés¹⁴¹. Il constate qu'il « faudrait qu'on regarde d'autres luttes, mais cette exception marseillaise empêche de regarder ailleurs. Tout le monde te dit *eh oui, ici c'est Marseille, c'est pas Berlin*. Et du coup, si tu connais autre chose, tu souffres un peu » (entretien, 14.12.2016). Il avait commencé à documenter et à objectiver le manque d'entretien et d'investissement public sur la place en faisant appel à ses compétences en cartographie. « Mais cette méfiance envers des compétences techniques fait que je l'ai pas encore envoyé. Du coup, même moi je suis victime de ça. Je pense qu'on perd beaucoup de potentialités » (entretien, 14.12.2016).

Revenons sur exemple parlant. Le 09.11.2015, trois architectes et urbanistes, dont Mateo Ramírez d'un CVPT, distribuent une fiche qui regroupe de multiples informations utiles concernant non seulement le projet de rénovation (ses objectifs, son agenda, ses études urbains, etc.), mais également les acteurs clés impliqués (annexe IV.). En ce qui concerne l'objectivité de la présentation et la pertinence du contenu, le document dépasse de loin les ressources et les compétences dont disposent les militants de l'assemblée à ce moment. La motivation des trois architectes et urbanistes consiste justement à enrichir la mobilisation collective des ressources dont ils disposent. En réaction, quelques membres de l'Assemblée critiquent et rejettent sèchement le document qu'ils jugent « trop objectif et pas assez politique » (NdT, 09. 11. 2015). Les trois personnes s'abstiendront désormais de venir à l'Assemblée.

A contrario rappelons les exemples hambourgeois de mobilisation réussie : la Hafenstrasse, Park Fiction, Gängeviertel. Ces contestations collectives se sont structurées autour de la volonté et de la

141 « On était conscient de deux choses. L'argent venait de la spéculation immobilière (... et.) quand on commençait un projet, ça va probablement pas aboutir. Par contre, en le faisant, on participait à créer une culture de sortir de chez soi et de parler de sa ville. Et ça, on était convaincu que ça valait le coup. (...) Et finalement je me dit que ce n'est pas par hasard que maintenant en Espagne, tu a des maires qui sont issue du mouvement squatteur. » (entretien, 14.12.2016).

capacité des militants à élaborer des revendications et des projets s'inscrivant dans la conception d'un urbanisme à l'échelle du quartier. Ainsi, des passerelles et des points d'attaches se sont construits avec des habitants politiquement modérés ou même conservateurs. Dans certains cas, des coopérations avec des institutions ont pu émerger. De même, Saul Alinsky a attiré notre attention sur le danger d'une mobilisation politique contestataire sans projet propre: « Le trophée d'une lutte gagnante est une alternative constructive. Ne laissez jamais votre ennemi marquer des points parce qu'il vous aura surpris à ne pas avoir de solutions aux problèmes » (cf. Wieczorek 2005).

A la Plaine, le manque d'élaboration d'un projet constructif afin de rassembler et de faire cohabiter diverses positions et ressources politiques, divergentes mais complémentaires, semblent avoir deux conséquences principales. Premièrement, celle d'entraver la mobilisation et l'intégration d'autres militants et habitants du quartier. Deuxièmement, celle de faciliter et de consolider la stratégie des pouvoirs publics à stigmatiser et à marginaliser l'Assemblée de la Plaine et ainsi à dissimuler un manque de concertation ouverte et transparente.

3. Conséquence d'un positionnement de rejet radical

Le conflit autour de la construction d'un parking souterrain à la Plaine, au début des années 1990, avait fait apparaître une opposition nette entre des résidents « conservateurs », « âgés », « craignant l'insécurité » d'une part et des habitants et usagers « jeunes », « festifs », « de gauche » d'autre part¹⁴². Le texte fondateur de l'Assemblée en 2012 reproduit cette opposition duale en distinguant entre *Notre Quartier – Leur Quartier* (annexe V.). Cette opposition nette présente une forte réduction et simplification des réalités du quartier.

Des années de négligence et de désinvestissements de la part des pouvoirs publics ont créé, comme Francesco l'indique plus haut, le besoin pour une partie importante de la population, d'une place bien aménagée, plus propre et plus calme. Et cela sans pour autant entrer dans la catégorie *vieux et conservateur*. « J'ai qu'à déménager ? », s'échauffe par exemple une riveraine lors de la concertation 2015 et poursuit : « En fait, il n'y a pas de réelle diversité à la Plaine. La diversité, ça veut dire toutes les franges de la population, et pas seulement ceux qui aiment les fanfares et qui ont envie de boire des bières au jardin le soir. J'ai un enfant de trois ans que j'amène au parc qui est dégueulasse. Ça me dégoûte d'amener ma fille au parc ... et si je le fais, c'est parce que je n'ai pas

142 « Le parking est inauguré le 21 juillet 1993 et divise la population, avec d'un côté, les retraités (soutenus par le CIQ Plaine-Cours Julien), qui se réjouissent de la disparition des voitures et espèrent voir également s'éloigner un certain type de *faune* qui gravite autour de La Plaine, attirée par l'activité des établissements de nuit, et de l'autre (...) les associations qui militent en faveur d'une place vivante et accueillante. » (Gasquet et.al. 2002 : 86).

d'autre choix. (...) Bien sûr, je ne suis pas naïve, il y a des trucs qui ne changeront pas, mais je suis contente que la Plaine ait été choisie pour investir de l'argent parce qu'en l'état actuel elle n'est pas bien (...) Ce qui m'a gonflé ce soir, c'est que ceux qui sont contre (le projet) ont monopolisé la parole » (NdT, 26.11.2015).

L'analyse de la posture d'une autre riveraine, Stéphanie, entre 45 et 50 ans, fait apparaître une position très proche des critiques portées par l'Assemblée¹⁴³. Elle se rapproche de l'Assemblée en espérant y trouver un acteur engagé et capable d'arbitrer entre la population locale et les politiques municipales (qu'elle juge d'ailleurs très opaques et fermées). Par contre, lors de son premier contact avec l'Assemblée, son interlocuteur, un homme qu'elle qualifie d'un des leaders charismatiques, « avait déjà un discours très établi et figé qui portait beaucoup sur la gentrification et qui visait les propriétaires d'immeuble. On accrochait presque. J'ai plusieurs amis qui sont propriétaires sur la place (...) Puis je me suis sentie mise dans le panier de ceux qui gentrifient, pourtant je vais peu au bar, pour économiser de l'argent. Et le marché paysan du Cours Julien, il n'est pas dans mes tarifs. » (entretien Lazal, 03.07.2017).

La posture de rejet net et ferme, tel qu'il s'est manifesté pendant la concertation, pour elle, fait office de « rupture supplémentaire ». « Ce n'est pas comme ça qu'on se fait entendre » (idem.). Entre 2016 et 2017, elle a pris connaissance d'un processus d'ouverture au sein de l'Assemblée. Trop tard. « Ce n'est pas leur faute, mais tu doit avoir l'impression d'être utile, de participer à un changement ». Ni la concertation municipale, ni la mobilisation de l'Assemblée n'avaient évoqués pour elle et son entourage social le sentiment d'une invitation à participer. « Je ne me sentais pas représentée par l'Assemblée. Puis il y a beaucoup de moments de fête qui entraînent des gens marginaux, qui vont aller boire des bières. Ça exclue des gens comme nous qui n'ont pas envie d'y participer » (idem.).

Le manque de propositions visibles et affirmatives de l'Assemblée, convaincante et attractive aussi pour ceux qui ne partagent pas les mêmes valeurs gauche-libertaires ou un style de vie « contre-culturel », laisse une marge de manœuvre importante à l'adversaire politique. C'est justement son caractère informel et décentralisé qui est systématiquement mit en avant par des élus de la droite marseillaise afin de laisser libre cours aux rumeurs et à l'inquiétude. Selon les élites locales, qui soigneusement évitent de prononcer le nom de l'Assemblée de la Plaine, il s'agit là d'une « poignée d'irresponsables » (G. Chénou), d'une « minorité agissante et malfaisante » (Y. Moraine, Maire de

143 « Le projet est très minéralisé, aseptisé, sans faire sortir les particularités de Marseille. Le marché ne devrait pas seulement servir aux gens qui habitent la place, c'est aussi un lieu d'accueil. (...) Puis je ne vois pas une place de multi-usages, pour différents types de population, comme c'est le cas aujourd'hui. (...) Les terrasses, c'est aussi une manière de trier la population. Et j'étais surprise par la suppression de la voiture. Si je trouve ça bien dans l'idée, il faut penser à des solutions au-delà de la place. Même pour la circulation » (entretien Lazal, 03.07.2017.).

secteur 6/8) ou encore d'une « associations des riverains très opaque, anonyme, sans leader (qui...) revendique l'anarchie, le bordel et qui défend rien » (La Mola, placeur du marché de la Plaine ; NdT, 15.12.2016).

L'Assemblée de la Plaine est constituée comme on l'a vu de personnes et de positions politiques diverses et variées. Mais, au-delà de la stratégie d'élus locaux visant à marginaliser et stigmatiser l'Assemblée, comment définir le contexte politique et institutionnel plus large ? Quelles coopérations et alliances potentielles, quelles ruptures et contradictions peut-on identifier au sein des institutions et des partis politiques en faveur des positions et revendications de la gauche-libertaire ? Quelle place est accordée au dialogue et à l'échange d'arguments de fond ?

4. « La Plaine n'est pas un canton suisse ». Sur le contexte politique local

« Le projet n'est pas dessiné aujourd'hui », explique M. Miaux, directeur de la SoLEAM, pendant le premier atelier de concertation en 2015. « Rien n'est figé et c'est pour cela que la Soléam a souhaité organiser une large concertation, pour recueillir l'avis du plus grand nombre et concevoir un projet qui réponde au mieux aux attentes des habitants, usagers et commerçants de La Plaine » (ResPublica 26.11.15 : 3). Son président, Gérard Chenoz, va même plus loin : « Faites-nous un beau projet, puisque c'est vous qui allez le faire ! » (idem.).

C'est seulement un mois plus tard, que Chenoz déclare publiquement que c'est « la deuxième fois que la ville a recours à des professionnels de la concertation. Et franchement, je le regrette presque : si on avait fait ça discrètement, en élargissant un trottoir à gauche, puis à droite, personne n'aurait rien dit. Les gens critiquent, ils prennent des pseudos, font des lettres anonymes et ne viennent pas me voir pour en parler. (...) Je sais bien que cela ne représente que 150 personnes sur 800.000, c'est juste une poignée d'irresponsables. » (Marsactu, 18.12.2015).

L'analyse des prises de paroles lors des ateliers de concertation en 2015 contredit M. Chenoz. Au-delà d'une ambiance de fois tumultueuse, de quelques prises de position volontairement perturbantes et peu constructives, la concertation montre une population (militante ou pas) disposée et capable à exprimer des réflexions, des interrogations et des critiques à la fois pertinentes, bien renseignées et sérieusement argumentées. En mars 2017, une deuxième phase de concertation a lieu. Peu communiquée et éloignée de la place, elle se limite à de simples exposés du projet final et à l'ouverture d'un cahier de doléance. Une présentation publique du projet, annoncée lors de la

première concertation, n'a pas lieu. « Ça crie, ça ne sert à rien », justifie M. Chenoz l'absence de toute débat public (La Provence, 23.11.2016).

Un des résultats principaux de ce chapitre est le constat d'un manque crucial de démocratie locale à Marseille, déjà constaté au sujet d'*Euroméditerranée*¹⁴⁴ et de la *Rue de la République*. L'absence de projets urbains concertés et participatifs, d'une culture politique basée sur le débat et la transparence, va de pair avec le faible investissement nommé ici, à l'exemple de Hambourg, d'*espace politique intermédiaire*. C'est cet espace qui permettrait la rencontre et l'échange d'arguments, le conflit structuré et, qui sait, le compromis entre acteurs opposés. L'absence d'un tel *dissensus organisé* fait place ici à un jeu d'alternance entre postures politiques opposées. Ainsi, la position de refus qui domine à l'Assemblée de la Plaine jusqu'au courant de l'année 2016, tout en consolidant une *politique de la première personne*, est conforté, stabilisé et confirmé par son antipode : une politique municipale souvent ignorante et méprisante des besoins, mais aussi des dynamiques sociales, ressources et richesses de la population locale (chap. V.)¹⁴⁵.

En 2012-2013, lors du premier projet de l'Opération Grand Centre-Ville (l'Îlot des Feuillants), des militants de *l'Atelier Feuillants* (constitués notamment d'urbanistes et de géographes, d'architectes et de sociologues) visaient justement à investir cet espace politique intermédiaire, c'est-à-dire à initialiser un débat public autour de l'urbanisme marseillais. D'un côté, leur initiative était très sophistiquée en termes de cadrage, de travail de signification, d'élaboration d'un contre-projet, etc. De l'autre, paradoxalement par rapport à sa démarche affichée d'une « maîtrise d'usage citoyenne », elle manquait de compétences, de ressources et de dispositions militantes afin d'investir « le terrain », d'aller à la rencontre « des habitants ». Quant aux autres initiatives gauche-libertaires du centre-ville, dont l'Assemblée, disposant de ces ressources militantes, le jugement « trop institutionnel » et « pas assez populaire » empêchait toute convergence.

Pour ce qui concerne le rapport entre les militants de *l'Atelier Feuillants* et les pouvoirs publics, les militants étaient animés par l'espoir d'une nouvelle politique urbaine, plus démocratique et transparente. « (N)ous attendions le premier test. C'est l'îlot Feuillants. Et là le constat est brutal, pas

144 Concernant les réunions de concertation au sein du projet *Euroméditerranée*, Jérôme Dubois et Maurice Olive constatent qu'elles se limitaient « à un jeu d'interpellations peu compatible avec une conception active de la citoyenneté » (2001 : 437). La participation ressemble plus à la communication qui consiste « d'une volonté d'affichage plus que de confrontation. La communication est, par nécessité didactique autant que politique, une information simplifiée, tournée vers la valorisation du projet et de l'équipe qui le porte. (... Par conséquence,) elle est rarement de nature à susciter des contre-pouvoirs ou des propositions alternatifs. » (2001 : 435).

145 Selon Alèssi Dell'Umbria, « on trouvera peu de villes, en Europe occidentale, qui aient subi un tel rejet de la part de leurs élites, et qui soient peuplées à ce point de gens qui ont fait, d'une manière ou d'une autre, l'expérience du mépris. Voilà qui définit l'identité de Marseille plus sûrement que les poncifs et stéréotypes habituels » (2006 : prologue).

de diagnostic, ni de scénarios alternatifs, directement un appel à candidature sur un seul choix, un projet d'investissement commercial »¹⁴⁶. Un entretien avec Robert Bruni, ancien *chef de projet* à Marseille Aménagement / SoLEAM démontre justement l'absence structurelle d'une volonté politique d'associer la population à l'élaboration et la réflexion de la ville. L'entretien témoigne aussi l'accumulation du pouvoir de décision dans les mains d'élus municipaux, parfois contre l'avis des experts. Robert Bruni souligne enfin diverses contraintes professionnelles du milieu compliquant la prise de distance, la souplesse intellectuelle et la vue sur l'ensemble urbain.

Entretien avec Robert Bruni, ancien chef de projet à Marseille Aménagement / SoLEAM :

Le contact avec Bruni a été établi par une connaissance en commun. L'entretien s'est déroulé dans son appartement dans une atmosphère détendue. Au moment de l'entretien, Bruni n'était plus employé par la SoLEAM depuis plusieurs années, ce qui a contribué à établir un rapport de confiance et un partage d'idées. La présentation qui suit constitue une version restructurée et condensée afin de rendre plus lisible l'entretien. Son sens et son contenu reste pour autant inchangé. Sous une forme plus courte, l'entretien est paru dans le journal engagé *Sous le Soleil La Plaine* (SSP), fondée par l'Assemblée en 2016 (ci-dessous).

Décryptage (SSP 2017 : N°3).

La SoLEAM est la *société locale d'équipement et d'aménagement de l'aire marseillaise*. Son capital de 5.000.000 € est fourni principalement par la ville de Marseille (75%) et la Métropole (24,16%). Avec elles, la SoLEAM a signé une concession d'aménagement sur les 35 pôles du Projet Grand Centre-Ville. Elle lance les études au niveau urbain, social et de l'habitat, dirige les cahiers de charges de chaque concours, lance les marchés publics et choisit les opérateurs de chantier. À chaque étape, les décisions prises sont validées par un comité technique et un comité de pilotage.

Le comité technique est composé par des techniciens de la SoLEAM et de la ville, notamment du service d'aménagement et d'habitat. Lors de réunions tout les deux ou trois mois, il valide les étapes de travail. Le comité de pilotage comprend lui des élus en charge de l'urbanisme et les maires de secteurs. La SoLEAM y présente plusieurs options qui sont arbitrées ; c'est là que sont prises les décisions les plus importantes, en terme d'objectifs, de financement ou de projet d'aménagement.

Dans votre travail, quel était la marge de manœuvre par rapport aux élus ?

Dans le comité de pilotage, la marge de manœuvre est assez étroite. Moi, j'ai essayé d'y défendre mes projets avec un minimum de conviction, en cherchant à déployer des arguments qui sont acceptables

146 Selon les militants d'Atelier Feuillants, les élus municipaux rompaient, par la mise en place de l'opération grand centre-ville, « avec 10 ans d'une politique de traitement du centre ville, bâtie sur un seul outil les PRI et une seule logique financière, conduite sans contrôle par un opérateur opaque. Ils ne disaient certes que peu de choses sur ce qu'ils allaient faire, mais au moins ils énonçaient une méthode, où il était question de diagnostic, de scénarios, de commission technique et de pilotage, de débat municipal. Depuis nous attendions le premier test. C'est l'îlot Feuillants. Et là le constat est brutal, pas de diagnostic, ni de scénarios alternatifs, directement un appel à candidature sur un seul choix, un projet d'investissement commercial. Malgré une attention déclarée à l'intérêt du projet, c'est le chèque qui fera la différence (Notons d'ailleurs qu'aucune information n'est accessible sur les projets recalés, qui permettrait d'en apprécier la diversité). Nous nous sentons trompés » (Ateliers Feuillants 2013).

pour la Ville, en terme financier, de planning et de contenu. Mais si tu ne vas pas dans le sens attendu, si tu gênes, tu es rapidement mis de côté. Face aux élus, tu fais des concessions tout les jours. Même Charles Boumendil, l'ancien directeur de Marseille Aménagement, il dépendait directement de la Mairie centrale, de Gaudin.

À quel point une approche participative est-elle menée pour enrichir le diagnostic ou permettre du soutien au projet ?

D'une manière générale ça se fait peu. J'ai proposé des dispositifs participatifs avec des artistes, des centres sociaux et des écoles. La SoLEAM et la ville en n'avaient pas du tout l'habitude. J'ai du me battre. Même des chefs de projet m'ont demandé pourquoi je me compliquais la vie. « Fait ton projet ».

Une autre difficulté c'est que toi, en tant que technicien, tu as le savoir. Tu es celui qui est capable de répondre à tout, aux contraintes techniques et juridiques, budgétaires et calendriers. C'est difficile de sortir de ce rôle là. Même pour moi qui suis sensibilisé à ces questions. Tu es pris dans une approche hyper technicienne qui ferme la porte à des idées parfois plus intéressantes ou plus créatives. La dimension sociale et humaine est finalement peu prise en compte y compris de la part des techniciens. Souvent, on arrive avec un joli projet peu capable d'évoluer, qui ne prend pas en compte le contexte local et qui se dégrade au bout de quelques années, parce qu'il n'y a pas d'entretien derrière.

Quant aux élus, la concertation ne les intéresse pas ; je pense qu'ils comprennent peu de chose à l'urbanisme et encore moins aux problématiques sociales. Je me rappelle de discours archaïques d'élus sur la Plaine, « c'est sale, il y a trop d'arabes, il faut faire propre ». Bon, tu as des élus plus fin que ça, mais en général ça vol pas très haut.

Au niveau structurel, de budget, d'objectifs, de calendrier, y a-t-il du temps et des moyens pour une vraie concertation ?

C'est vrai que peu de place est faite à la concertation sur la totalité du temps dédié à un projet. Trouver un consensus prend du temps. On laisse tomber et préfère une communication sur de jolis panneaux ou des réunions publiques d'information. La SoLEAM est payé sur des résultats, à certaines étapes du projet, comme à la remise du diagnostic, du bilan financier avec les études et puis à la livraison finale. Il faut que ça avance.

Et puis au niveau individuel aussi, la densité de travail (de 40h à 60h par semaine incluant de fois les WE), la difficulté de résoudre des problèmes hyper-complexes font que tu peux facilement perdre du recul sans que tu aies de mauvaises intentions.

Ce qui me gêne dans ce travail, c'est que c'est difficile d'avoir un raisonnement un peu plus large, au-delà du micro-contexte. C'est vrai qu'il existe des études de l'AgAM ou des techniciens de la ville très compétents qui conçoivent et réfléchissent la ville dans son ensemble. Néanmoins je me rappelle très bien de discussions avec la direction de la SoLEAM au sujet du projet de la Plaine : il faut intégrer des enjeux sociaux plus globaux, des usages divers. Ça n'a pas trop été fait.

Il y a eu un projet de rénovation de la Plaine à la fin des années 1990, qui s'est réalisé contre la volonté d'une partie de la population. Depuis, il y avait pas d'entretien de la place. On a l'impression que c'est stratégique pour mieux légitimer une rénovation conséquente.

Effectivement, j'ai souvent l'impression, et je l'ai souvent eu quand je travaillais, qu'on laisse dégrader les choses et puis derrière on fait des aménagements qui correspondent à l'image qui se fait une certaine classe sociale plutôt dominante sur ce que doit être la ville, c'est-à-dire jolie, propre, sécurisée, avec des caméras et surtout où on ne voit pas les clochards et tout ça.

Lors de la deuxième phase du concours du projet en 2016, basée sur une procédure très classique d'appel à projet, la SoLEAM ne communique aucun détail sur les quatre propositions lauréates afin de garantir leur anonymat. Même après que le projet de *l'agence APS* remporte le marché, aucune information sur les autres projets n'est accessible permettant de situer et comprendre le choix final. Et contrairement à la promesse d'une présentation publique du projet final, *l'agence APS* se voit informellement ordonner par la SoLEAM de s'abstenir de rencontrer le quartier (NdT, juin 2017).



« Les piétons sont les gagnants du réaménagement : ramblas arborés, tapis central, etc. On se gare plus sur la place... ». Légende de La Provence, 23.11.2016.

Alors fin 2016, c'est uniquement par la presse locale que la population apprend le choix final du projet. Une rue coupera la place en deux pour fluidifier la circulation de voiture. Afin d'augmenter la biodiversité, quatre-vingt-six arbres, sains et d'un âge autour de 40 ans, seront coupés pour être remplacés par d'autres, plus petits. Environ la moitié des forains doivent partir pour faire place à deux « ramblas à la

barcelonaise ». S'il y aura pas d'équipement pour les ados, conclue l'article, c'est que « des riverains en avaient exprimé la demande » (La Provence, 23.11.2016).

Lors de la deuxième concertation, quelques ateliers en présence d'une techniciennes de la SoLEAM présentent la seule occasion pour des habitants et des militants d'aller à la rencontre d'un des responsables du projet. Par contre, la grande majorité de questions concernant les modalités politique et les critères de choix du projet restent sans réponse. Van de Voorde : « Ça je ne peux pas vous dire. C'est les élus dans le comité de pilotage qui décident. Il n'y a pas de protocole accessible au public » (NdT, 03.03.2017). Le matin même, Gérard Chenoz avait déclaré à la presse que « on joue la transparence ! On met les éléments sur notre site internet régulièrement (et) là, tout le monde peut venir quand il veut ! » (Int. Castelly 2017b). Pourtant, la seule présentation officielle du projet n'a lieu que deux ans et demi après sa première concertation. Il s'agit, encore une fois, d'une conférence de presse limitée aux journalistes !

Confirmé dans leur crainte non seulement d'une transformation profonde et radicale de la place, mais également d'une concertation opaque et peu prise en compte, un ensemble d'associations et au moins 155 individus (moi incluses), expriment à nouveau leur grande incertitude et leur critiques par rapport au projet.



Une des très rares occasions pour les activistes de l'Assemblée de la Plaine et d'un Centre-Ville Pour Tous d'aller à la rencontre directe avec des responsables du projet urbain. Au milieu, Mme Van de Voorde de la SoLEAM.

Un rapport public, fin 2017, synthétise ces positions¹⁴⁷. Il rend compte de critiques et contre-propositions soigneusement argumentées. Des acteurs comme *Centre-Ville Pour Tous*, l'association *Vélo en Ville*, le parti *Front de Gauche*, des syndicats de commerçants et surtout, suite à une évolution interne, l'Assemblée de la Plaine, dénoncent ainsi de multiples incohérences, désaccords et oublis du projet. On peut les classer par thèmes tel que le transport et le stationnement ; l'impact économique et commerciale ; l'aménagement et le (non-)entretien de la place ; puis les modalités de la concertation elle-même (annexe VI.). Si ce rapport public résume finalement assez fidèlement la diversité, la pertinence et la complexité des positions exprimés par des militants et des habitants du centre-ville, il ne précise nulle part les paramètres, ni les modalités de leur impact et leur prise en compte dans le projet final¹⁴⁸.

Pour valider la concertation, le rapport doit être ratifié par les élus du conseil métropolitain. Le 19.10.2017, jour de sa ratification, on peut observer l'absence d'un véritable débat public (parlementaire ce fois-ci) sur le sujet. L'élus Front National, *Jacques Besnainou*, dessine l'image très réductrice d'un quartier qui, selon lui, serait pris en otage par les uns (« bobos » et « militants idéologues ») et subi ou évité par les autres (riverains et l'ensemble de la population). Le maire de la

147 Selon ce rapport, les « craintes exprimées par rapport à l'opération sont décrites par les termes suivants : *uniformisation, gentrification, homogénéisation, aseptisation, dépossession* d'un lieu de vie. Une contributrice interroge l'aménageur sur le sens des adjectifs *accessible* et *apaisée*, utilisés dans le dossier de présentation : *Une place modèle accessible et apaisée ? Que sous-entend la liaison de ces deux adjectifs ? S'agit-il de changer l'image du lieu pour en modifier les usages, les habitants, les activités ?* » (MAM 2017 : 4)

148 C'est uniquement lors de la conférence de presse en juin 2018, première et seule présentation « semi-public » du projet, que la SoLEAM communique les « modifications du projet apportées suite à la concertation » (SoLEAM 2018 : 3). Il se laisse constater un grand décalage entre le corpus riche de critiques et de contre-propositions d'un côté et les « modifications » qui sont retenues. Ces modifications, qui sont d'un caractère évident et peu novateur, manifestent l'intégration faible du projet de rénovation dans un contexte urbain élargi : « étude de circulation complémentaire menée à l'échelle du quartier » ; « toilette public » ; « piste cyclable du boulevard Chave, prolongée sur la place Jean Jaurès » ; « les camionnettes des forains (restent) à proximité de leurs emplacements ».

ville, loin de s'opposer à un tel populisme, souligne l'anarchie et l'absence de l'ordre dans le quartier. Enfin, Gérard Chenoz défend la concertation comme exemple phare de la démocratie locale¹⁴⁹. Seul *Marc Poggiale*, élu communiste, adopte une position (très) critique non seulement vis-à-vis du projet lui-même, mais également à propos de sa mise en place. Face à un rapport de force peu favorable, face au fonctionnement des débats parlementaires marseillais dirigés par « la performance oratoire plus que la logique des idées »¹⁵⁰, Poggiale annonce son abstention sur le dossier¹⁵¹.

La formule « La Plaine n'est pas un canton suisse », pourrait résumer la faiblesse, pour ne pas dire l'absence, d'une culture de démocratie directe à Marseille (cf. Int. : Castelly 2015). La posture et la démarche municipale et institutionnelle face aux revendications politiques de la population locale sont caractérisées par deux stratégies complémentaires. Elles s'inscrivent dans l'idée d'éviter des débats ouverts et transparents entre la politique institutionnelle et la société civile. Elles visent aussi à entraver et/ou à empêcher la réflexion et la mobilisation politique autonome des citoyens. La première de ces stratégies, suffisamment présentée ci-dessus, correspond à ce que Diana Bishara appelle la *politique de l'ignorance* : « Examples of ignoring include not communicating with protesters, issuing condescending statements, physically evading protesters, or acting with contempt toward popular mobilization. » (Bishara 2015).

La deuxième stratégie fait écho à ce que le sociologue français *Julien Talpin* a décrit et conceptualisé comme *répression à bas bruit*. A travers l'exemple d'un projet de rénovation urbain d'une cité populaire à Roubaix, Talpin observe une série de pratiques et techniques institutionnelles visant à empêcher toute mise en réseau et toute mobilisation politique de la population locale : perte

149 Jacques Besnainou, FN : « Pour beaucoup de Marseillais, il est inconcevable de traverser (La Plaine) ou d'y venir se promener. Les habitants, pour la plupart, subissent ce secteur plus qu'ils ne le vivent. (C'est) le paradis des bobos bohèmes vivant là leur rêve de Quartier latin aux accents de Pagnol, et de militants idéologues, se côtoyant dans un espace qu'ils ont fait *leur*, uniquement *leur*, tous très hostiles à tout changement qui leur ferait perdre leur illusoire rêve d'indépendantistes de quartier ». Jean-Claude Gaudin, UMP : « La place Jean-Jaurès, ça ne peut pas continuer comme ça (...) Il faut de l'ordre quand même, hein ? On ne peut pas laisser tout faire par des gens (...) qui veulent tout s'accaparer! sans loi ni titre! »

Gérard Chenoz, UMP : « Depuis 2015, Monsieur Poggiale, dix ateliers de réflexion et de travail ont eu lieu avec des habitants, des commerçants, des professionnels, des forains, et l'ensemble des usagers du secteur. (...) Il y a eu 155 personnes qui ont été reçues, (...) on a reçu 108 contributions dont on a tenu compte. Et vous avez eu un annexe dans le rapport qui explique tout ça. Plus clair, je ne peux pas ! » (zit. In. : SSP N°4 : 6f.).

150 Pour Peraldi et Samson, cette « qualité de séduction n'a pas à voir avec un discours de vérité : ce qui compte, c'est ce qu'à Marseille on appelle la *figure*. Une manière de considérer la scène politique comme une scène théâtrale, et par voie de conséquence le discours politique selon son registre qui *note* la performance oratoire plus que la logique des idées » (2005 : 73).

151 « Ce qui est concocté est une réorientation complète de la voirie, de l'espace public et des usages, d'où la très grande inquiétude manifestée pendant la concertation sur le thème d'une gentrification à vocation touristique. Pour marquer la double insatisfaction concernant la manière de concerter et de tenir à l'écart les conseillers métropolitains et les Marseillais, et de demander un vrai travail ouvert pour faire évoluer le projet, nous allons nous abstenir sur le dossier » (cf. In. : SSP N°4 : 6).

imminente de subventions ; marginalisation professionnelle et dévalorisation symbolique de personnes et d'associations engagées ; mise en concurrence de groupes et d'initiatives sociales afin de les diviser entre-eux ; manque de mise à disposition de locaux et d'autres espaces de rencontre ; etc. « Ces formes de répression à bas bruit dégagent une sorte de microphysique du pouvoir, celui-ci s'exerçant moins par la force brute que par petites touches insidieuses, orientant les pratiques directement ou par anticipation » (Talpin 2016 : 8).

Dans les années 2014 et 2016, le Plateau fait objet de toute un ensemble de « répressions à bas bruit ». Ils visent notamment des bars, des lieux et des pratiques gauche-libertaires du quartier : non-autorisation de la fête de quartier *Les Rendez-vous du Plateau* en 2015 et 2016¹⁵² ; interdiction de vente d'alcool dans toute les épiceries et supermarché du plateau à partir de 20h pendant un an; interdiction de tout « affichage



Affiches dans le quartier en printemps 2017.

sauvage » sur les murs de quartier sous peine d'amende d'allant de 100€-400€, ce qui est notamment appliqué envers des lieux et des initiatives gauche-libertaires ; divers contrôles, interventions et chicanes administratives et policières contre des lieux et des bars associatifs du quartier, souvent sans justificatif et trace officielle, exercé sous le nom fictif de *Brigades Anti-Bars*¹⁵³.

Plusieurs événements, qui visent des alliances entre les milieux gauche-libertaires du Plateau, doivent être annulés ou reportés à court terme. Car les associations du milieu occitan reçoivent des appels d'autorités interdisant l'accueil des événements sous menace de conséquences administratives et de perte de subventions¹⁵⁴. Quant aux forains du marché de la Plaine, les pouvoirs publics appliquent une double technique entre politique ignorance et division d'intérêts. Très loin de former une entité sociale et politique, les forains sont divisés par diverses frontières ethniques et familiales

152 « Les Rendez-vous du Plateau résistent jusqu'en 2015, année où la bataille avec les politiques aura pris 10 jours... L'état d'urgence instauré ne facilite pas l'occupation du domaine public. En 2014, les *nouveaux* élus *profitent* de cette conjoncture pour interdire à l'endroit des associations de quartier, tout événement sur l'espace public après 21h. Face à ce rétrécissement de l'espace et des esprits, l'Association cours Julien décide en 2016 d'annuler les Rendez-vous du Plateau » (SSP N°3 : 31).

153 Un exemples parmi d'autres : « Samedi 25 mars, 23 h. Cinq voitures de la police nationale s'arrêtent devant le 59 rue Thiers. Une douzaine de policiers en descendent et s'engouffrent dans les locaux de Manifesten. Le lieu est sur le point de fermer, rideau baissé, les six personnes encore présentes – dont un bénévole de l'association – s'appêtent à lever le camp. Mais les policiers les retiennent, bloquant la porte d'entrée. Pas de justification avancée à leur présence. Un simple *Contrôle !*. Ils prennent des dizaines de photos. Mitrailent à tout va. Fouillent derrière le comptoir. Mettent leur nez partout, avant de subtiliser des documents administratifs. Et filment copieusement les présents. Avant de finalement partir, ils font carrément main basse sur la clé du bénévole, menaçant : « Vous n'avez pas intérêt à ouvrir demain ! » (Int. : Manifesten CdP : 2016).

154 C'est le cas pour la réunion fédérateur après la répression du carnaval 2014 et pour la sardinade de la *Chourmo* en 2016.

ou par différents statuts administratifs. Entre 2015 et l'automne 2018, à quelques jours du début des travaux, une grande partie d'eux ne disposent d'aucune information sur leur avenir, ni pendant, ni après les travaux (NdT, 15.12.2016). « Ils sont désespérés, ils ont aucune information sur leur avenir », résume Romain qui cherche leur contact chaque semaine » (NdT, 03.04.2017).

La mairie a recours à plusieurs méthodes pour les diviser. Lors d'un entretien avec un forain, j'assiste à une conversation avec le placeur municipal du marché. Ce dernier fait allusion à l'Assemblée de la Plaine comme « une association de riverains, très opaque, anonyme, sans leader (qui...) revendique l'anarchie, le bordel et qui défend rien. Ils n'ont pas les mêmes intérêts que vous. Ils se sont mêlé à votre manifestation, c'est un problème ça » (NdT, 15.12.2016). Et quand la menace imminente des travaux s'approche l'automne 2018 et forge la mobilisation des forains, Giraud Lambert recueille le témoignage d'un « Gitan (qui) m'a dit qu'il y a deux jours, Lota¹⁵⁵ a offert la place de la Joliette rien que pour sa communauté s'ils se retiraient de l'union des forains... Ils ont refusé. *On reste avec les Arabes et les Noirs. La Plaine c'est La Plaine.* » (e-mail Lambert, 20.09.2018).

Si ni la mobilisation des forains, ni celle de la population locale ou d'autres initiatives militantes n'ont de résultats, l'Assemblée de la Plaine est touchée par divers dynamiques de (de-)mobilisation qui sont plus ou moins directement liées aux stratégies institutionnelle d'ignorance et de répression à bas (et haut) bruit.

5. La Table est Plaine :

Militantisme festif entre continuités de clivage, conflits productifs et mobilisations élargies

Face à la difficulté d'informer et de mobiliser au-sein et au-delà du quartier, quelques personnes de l'Assemblée commencent à mettre en question le positionnement d'un refus radical. « Comment se rendre plus attractif, plus séduisant pour attirer plus du monde », déclare André du milieu autonome. Car : « La révolution ne se fera pas que par nous » (entretien André, 15.12.2015). C'est dans ce sens qu'il plaide, à l'intérieur de l'Assemblée, pour un positionnement plus souple et plus constructive vis-à-vis des institutions et du projet de rénovation¹⁵⁶. En termes de réglementation d'urbanisme ou d'une connaissance fine de la loi, les acteurs du milieu autonome sont cependant peu informés. Leurs dispositions politiques et leur champ de compétence se situent plutôt dans l'action concrète et

¹⁵⁵ Marie-Louise Lota est 16e adjointe au maire pour les emplacements publics. Elle manifeste très régulièrement une grande mépris à l'égard des forains du marché de la Plaine.

¹⁵⁶ Selon André, l'Assemblée devrait élaborer des propositions et visions du quartier constructives et ambitionnées. En même temps, on devrait laisser un échappatoire à la SoLEAM afin qu'elle puisse accepter des compromis sans perdre la face (NdT, 11.01.2016).

apportent des réflexions riches sur la question de la mobilisation collective *in situ*. En réaction directe à la première concertation en 2015, ils organisent la *Fête de Possible*. L'objectif ne se réduit pas à ses aspects festifs et conviviaux, mais consiste à s'opposer au projet de rénovation d'une façon explicitement constructive. Soutenus par des personnes du milieu *Les Petits Lieux*, ils construisent plusieurs tables et bancs sur la place (cf. film : Primitivi, 23.12.2015). En très peu de temps, ces tables deviennent le symbole local d'une politique urbaine « par le bas », d'un investissement de l'espace public à travers une logique d'engagement collectif, non-commercial et *Do-it-Yourself*.

Si cette fête collective manifeste un nouvel élan collectif et coopératif entre le milieu autonome et le milieu *Les Petits Lieux*, basé sur l'occupation et la politisation festive de l'espace public, elle fait en même temps ressortir des lignes de conflit qui traversent l'Assemblée depuis son existence. C'est notamment un petit noyau de trois, quatre « anciens » qui adopte une position de blocage systématique à l'intérieur de l'Assemblée. De nouveaux arrivés sont traités avec méfiance et suspicion ; des mails et des informations visant la convergence des luttes ou un regard décalé ne sont pas relayés par le modérateur d'e-mail ; des protocoles sont régulièrement « censurés » ; et toute initiative qui se déploie en dehors du contrôle et/ou de la volonté de ce noyau de personne est méthodiquement dévalorisée.

Lors d'une conversation informelle, Julien, une des personnes concernée, m'explique qu'il est « contre l'idée d'élargir des luttes. Je suis contre l'idée de rencontrer encore d'autres militants. La démarche doit commencer par le bas, par les forains et les gens ordinaires » (NdT, 06.02.2016). Quand je riposte que cela ne rentre pas en contradiction avec une démarche cherchant des alliances et coopérations avec d'autres militants, Julien répond que « le mot *alliance* me fait déjà penser à la politique. C'est trop institutionnel. Des collectifs comme CVPT peuvent nous aider et soutenir, mais ils ont ni la capacité de l'action, ni la légitimité comme nous. On l'a prouvé déjà, on est populaire, on est en contact avec les gens ordinaires, c'est à nous de le faire ».

Ce qui intéresse ici ne sont pas les causes d'un tel raisonnement, mais ses conséquences. Premièrement, pendant l'année 2016, l'Assemblée perd (pour une deuxième fois) une partie de ses membres sans pour autant intégrer de nouveaux arrivants. Deuxièmement, plusieurs initiatives militantes s'organisent dès lors en parallèle de l'Assemblée, en dehors de sa sphère d'influence. Et troisièmement, cette situation produit des conflits ouverts au-sein de l'Assemblée, laissant la place à l'expression de multiples non-dits et malentendus. Ce dernier point a comme conséquence des effets libérateurs qui vont renforcer le collectif.

En printemps 2016, la coopération informelle entre des acteurs du milieu autonome et de *Les Petits Lieux* se fédère autour d'un projet commun, le festival *La Table est Plaine*. En grande partie constitué de « membre » de l'Assemblée de la Plaine, il s'organise néanmoins en parallèle afin de s'extraire de sa dynamique de blocage. Son nom fait référence pas seulement à la série de répression à bas bruit décrite ci-dessous (*la coupe est pleine* suite à la destruction à haut bruit des tables quelques semaines avant¹⁵⁷), mais relève surtout l'utopisme producteur d'une vie urbaine ancrée dans l'histoire locale : « nous ne voulons pas faire table rase de notre Plaine, nous voulons notre table pleine, peu chère, et qu'elle continue de déborder (...) Pour que notre histoire ne nous échappe pas, atablons-nous pour la construire » (La Table est Plaine 2016).

L'ensemble informel, soudé par des liens d'amitié et de confiance, réussit à harmoniser l'objectif de décisions politiques collectives et consensuelles avec la nécessité d'une division de tâches basée sur l'initiative et la responsabilité individuelle. Les réunions de travail sont calmes et efficaces. Ils mettent l'accent, comme le festival lui-même, sur le plaisir et la joie de réaliser un projet collectivement. Le programme, entièrement à prix libre, se caractérise par un large éventail d'activités culturelles, sportives et artisanales. Il fait preuve d'une synergie de ressources, de compétences et d'idées que l'Assemblée de la Plaine, jusqu'à là, n'a jamais connu : reconstruction des tables et bancs, restauration de la fontaine, plantation des fleurs, nettoyage de la place, tournoi de foot, conférence radio, pièces et ateliers de théâtre, animation d'enfance, concerts, banquet, etc. Environ 700 personnes y participent.



Par contre, des personnes du milieu occitan, dès le début de la préparation du festival, reprochent aux organisateurs d'instrumentaliser l'Assemblée de la Plaine pour des fins qui n'y sont pas décidées collectivement (NdT, 09.02.2016). Les organisateurs précisent le caractère autonome du festival. Si

¹⁵⁷ Les tables et bancs, nouveau symbole collectif d'un « urbanisme par le bas », sont détruite sous la l'intervention violente d'une soixantaine de policiers. Une foule paisible est dispersée par matraques et lacrymogènes. L'événement, encore une fois, renforce la mobilisation (cf. film Primitivi : 19.03.2016).

certaines divergences et conflits ne se sont pas librement exprimés les années précédentes, si le fonctionnement du collectif a peu été discuté et mis en question en interne, si le rapport entre l'Assemblée et d'autres initiatives gauche-libertaires de quartiers est peu clarifié¹⁵⁸, l'année 2016 donne lieu, à des moments divers, à des discussions et disputes sévères.

De plus en plus de personnes du milieu occitan se solidarisent avec les « jeunes » des autres groupes gauche-libertaires. Le rôle du « noyau de blocage », mais aussi d'autres dysfonctionnements, se trouvent maintenant ouvertement critiqués. Lambert par exemple, une des personnes les plus respectées dans le milieu, déclare dans un mail qu'il « trouve hallucinant que toute la vie et les débats de cette assemblée, pourtant riche en énergies, idées et initiatives diverses, tournent ces temps-ci autour d'une seule et même personne (...) *L'assemblée, c'est moi, le Roi soleil*“ (e-mail : 14.11.2016)¹⁵⁹.

A Hambourg, autour de l'émergence du réseau *droit à la ville* et l'occupation du squat *Gängeviertel*, on a vu la force productive du conflit, à savoir identifier et clarifier des dysfonctionnements, des points communs potentiels, des différences entre les acteurs impliqués, à canaliser des tensions interpersonnelles et développer de nouvelles formes d'organisation et de communication. La nécessité de nommer et ouvertement discuter des conflits est de plus en plus admise sur le Plateau. Encore André : « Je pense que le conflit est nécessaire. C'est des fois dur, mais ça permet de faire avancer les choses, de se mettre en question, d'accepter d'autres réalités et façons de faire. A force de se rencontrer, de se froter, on laisse place à ce qu'on est. » (idem).

Dans ce sens, plusieurs personnes commencent à critiquer ce qui, le chapitre précédent, a été identifié comme principe d'hégémonie, le manque d'une souplesse politique vis-à-vis d'une possible diversité et coexistence des approches politiques. Robert par exemple écrit : « Peut-être qu'on peut essayer de partir du principe que chacun fait de son mieux, avec sa *couleur*, son histoire, pour

158 Selon André, « certaines personnes se sentent dépossédées de l'Assemblée et paniquent un peu. C'est une bonne chose qu'ils perdent un peu la main ». (André, 15.12.2015). Car l'Assemblée « ne peut pas être une sorte d'instance par où tout doit passer, tout doit être voté et admis. Il y a beaucoup d'habitants, d'acteurs, de collectifs, d'associations, de squats et autres sur La Plaine. Certains viennent aux assemblées mais appartiennent aussi à d'autres organisations (formelles ou informelles) qui vivent sur le quartier. Et l'assemblée doit faire confiance aux autres initiatives qui ont lieu sur le quartier. L'assemblée ne doit pas organiser la vie du quartier. Elle y participe » (André e-Mail, 11.03.2016).

159 Lambert poursuivi dans son mail, qui d'ailleurs provoquera pleins d'autres réactions : « ni les tables, ni la végétalisation, ni la fête des petits lieux, ni les tournois de foot... Ceux et celles qui organisent ça sont vus comme des bobos gentrificateurs, des radicaux avec un agenda occulte ou des benêts citoyennistes... Ou les trois à la fois ! Cette vision un brin parano a contribué à scléroser passablement l'assemblée. On a beaucoup perdu en spontanéité et en plaisir d'agir et de réfléchir ensemble. Certaines conneries, comme le manque de tact et de contact avec le Massilia chourmo lors du 1er Mai, auraient pu être évitées si les *jeunes* preneurs d'initiative n'étaient pas rembarés systématiquement par certains *vieux*, si entre nous la communication et la transmission d'expériences étaient plus fluides ».

défendre un objectif qui me paraît, grosso modo, être le même. Peut-être qu'on pourrait essayer de partir du principe de saluer les efforts faits par chacun, plutôt que de souligner ses maladresses ou insuffisances » (Robert e-mail, 04.02.2016.).

De même, le travail et l'implication de personnes « spécialisées » en urbanisme ou en architecture, en histoire ou en anthropologie urbaine commencent à être acceptés au sein de l'Assemblée. C'est au sein de la dynamique du festival *La Table est Plaine* qu'un groupe de femmes a ainsi mis en place des panneaux expliquant et illustrant les enjeux sociaux et conséquences urbaines du projet de rénovation. Répartie en thèmes divers (objectifs globaux, marché, espaces verts, jeux d'enfance, espace public, circulation et parking, terrasses de bar), une analyse fine émerge (*diagnostic framing*). Basés sur un travail de fond, fortement impulsé par l'urbaniste italienne Clara, des arguments solides sont mobilisés et établissent des références avec d'autres projets et d'autres villes. Ainsi, petit à petit, la position d'un rejet global du projet, qui dominait l'Assemblée de la Plaine depuis un an, fait place à l'élaboration et revendication de positions déterminées et incontournables (*prognostic framing*).



Les panneaux lors du festival *La Table est Plaine* en 2016.

6. Un Centre Ville Pour Tous. Obstacles internes et externes d'une mobilisation élargie

Dans la même période, l'association Un Centre-Ville Pour Tous commence à s'intéresser à la Plaine. En revanche, la collaboration entre CVPT et l'Assemblée rencontre deux obstacles importants.

On rappelle le profil socio-professionnel des militants d'un CVPT, marqués par des expériences et compétences professionnelles dans des domaines tels que l'urbanisme, la loi ou la recherche sociale. Des parcours individuels dans ou à proximité des institutions publiques se traduisent en volonté et en capacité collectives d'identifier des alliances et d'investir des failles au sein de l'ordre établi

(chap. V.). En terme de *culture politique*, un des membres fondateurs, Pierre Deleuze, observe un fort « respect de la démocratie interne. Les membres insistent sur ce côté formel, qui a l'avantage que la parole est écoutée. En même temps, ça se transforme en inconvénient, parce que il y a ce côté un peu fermé d'un équipe qui se connaît bien, qui a milité 15 ans ensemble, qui se contrôle un peu beaucoup » (entretien Deleuze, 18.04.2016).

Alors là où l'Assemblée se caractérise par un fonctionnement volontairement « populaire », informelle et désorganisé, un CVPT souligne que « nous ne sommes pas de ceux qui affirment que le peuple a la science infuse parce qu'il est le peuple. Il nous faut privilégier des groupes de travail thématiques avec l'appui d'experts (...) l'enquête, l'information rigoureuse » (CVPT 2017 : 2 et 7). Par conséquent, des militants d'un CVPT critiquent longtemps l'hégémonie des positions de refus et le manque d'un travail de fond au sein de l'Assemblée de la Plaine. Encore Deleuze :

„ce collectif semble se contenter d'aller de fête en fête, ce qui est sympa, mais ne construit pas de rapport de forces ou de contre projet sur l'affaire de la mutation de la place Jean Jaurès. J'ai plaidé à deux reprises dans les dernières AG bordéliques pour que le groupe (ou une partie) se mette au travail de fond, *ce que nous voudrions pour la Plaine*, sans résultat. Leurs animateurs(trices) semblent croire que la posture *contre* suffira, alors qu'elle ne peut que s'effiloche si ils n'avancent pas sur les propositions de fond” (Deleuze, e-mail, 14.02.2016).

Lorsque Pierre Deleuze écrit ces lignes, les militants des deux collectifs ne sont pas encore liés par une histoire commune de travail politique. Il n'y a pas de relations sociales de confiance, d'objectifs concrets partagés, de pratiques et expériences politiques communes. L'idée et l'expérience que les deux collectifs pourraient s'enrichir et se compléter mutuellement en termes de méthodes, de ressources et de répertoires d'actions sont masqués par des différences évidentes. Ce n'est qu'à la suite du processus d'ouverture décrit ci-dessus, et du rôle de quelques personnes comme *broker* entre les deux collectifs (p.ex. Deleuze pour CVPT et Clara pour l'Assemblée), qu'une coopération militante peut être envisagée entre les deux collectifs. Entre temps, il y a un autre obstacle à surmonter qui, cette fois-ci, se déploie à l'intérieur d'un CVPT.

Un Centre-Ville Pour Tous, pendant les années stratégiques 2015 et 2016, est saisi par une crise interne importante qui entrave tout engagement militant approfondi à la Plaine. Selon une partie importante de ses membres, l'association aurait perdu son objet d'intervention politique et, par

conséquence, sa raison d'être. Avec la crise immobilière et financière de 2008/09, avec l'échéance des outils municipaux tels que *PRI* et *OPAH* et la mise en place de l'Opération Grand Centre-Ville, la demande de soutien des habitants vis-à-vis de l'association n'a fait que décroître. « Les réunions sonnaient creux », précise un de ses membres. « On ramenait les idées, mais on était plus sur aucun terrain. D'autres se sont déplacés » (entretien Godron, 29.06.2017). Godron et d'autres plaident pour la mise en sommeil de l'association. Nous devons « prendre la décision qui s'impose de savoir clore dignement et élégamment une riche histoire », écrivent-ils dans un document interne (CVPT : Sommeil 2016 : 3).

D'autres militants, dont Deleuze et Fellini et récemment Clara de l'Assemblée, s'engagent pour faire continuer l'association. Ils plaident pour l'expansion thématique de l'association. Son travail ne devrait pas se limiter aux résidents du centre-ville, mais englober tous ceux qui le « pratiquent ». La polarisation sur le logement, selon eux, n'a guère de sens. Il empêcherait de comprendre la ville dans sa complexité et dans son intégralité. Et ils reprochent à d'autres membres de l'association d'avoir méthodiquement empêché, ces dernières années, l'élargissement de son champ d'intervention¹⁶⁰.

Bien au contraire, l'expertise et les compétences de ses membres devrait permettre à l'association de mettre en lien, de fédérer et de soutenir d'autres initiatives contestataires de la ville :

« (D)ans un contexte qui suscite l'émergence de multiples résistances citoyennes face à cette politique municipale (...il) faut affirmer son rôle ressource auprès des personnes en difficulté et de ces mouvements de citoyen et maintenir son rôle d'interpellation des pouvoirs publics. Il faut conforter ses capacités d'appui ou d'impulsion d'actions avec des habitants et des collectifs, ou encore d'appui à des initiatives » (CVPT : Avenir 2016 : 1).

Ce n'est qu'en mars 2017 que la majorité du conseil d'administration de l'association vote (par 26 voix contre 12) pour l'avenir et l'expansion de l'association. Jusque là, ses militants n'ont pas eu le

¹⁶⁰ Ainsi, Fellini rappelle sa première, courte tentative de s'engager au sein de CVPT au début des années 2000. Sa proposition de travailler sur l'enjeu *espace public*, a été rejetée avec beaucoup de mépris par un membre important de l'association. Fellini ne s'engagera que des années plus tard à CVPT. Se limiter aux plus pauvres, aux plus défavorisés, il résume, c'est de défendre une *posture misérabiliste* visant à maintenir un rapport de supériorité (NdT, 01. 04. 2017). Et Pierre Deleuze rappelle qu'en 2010, plusieurs personnes voulaient travailler sur le grand événement à venir, la Capitale européenne de la culture. Ils ont du fondé l'association *Pensons le Matin*. La majorité des membres de CVPT a estimé que les thématiques et les enjeux comme la culture urbaine, les grands événements publics, le développement urbain, la gentrification, etc. étaient en dehors du champs de compétence de CVPT. Ça aurait duré un an jusqu'à *Pensons le Matin* était autorisé d'annoncer ses séances sur le site de CVPT (entretien Deleuze).

droit d'intervenir officiellement, en tant que collectif, en soutien à la mobilisation sur la Plaine. C'est avec un certain retard que la collaboration entre Assemblée et CVPT peut officiellement se poursuivre afin de s'organiser collectivement contre le projet municipal de rénovation.

Synthèse

Le récit chronologique de l'évolution du carnaval indépendant et de l'Assemblée de la Plaine a montré un processus lent et fragile de *faire collectif politique*. Ce processus n'est toujours pas terminé. Néanmoins, ces dernières années, divers obstacles ont pu être surmontés. Des liens de confiance, d'amitié, de coopération se sont établis. Comme le constate un des militants, Romain :

« Aujourd'hui, on a dépassé tout ça. On est des gens qui, chacun, ont un trajet particulier, mais qui sont soudés par une expérience commune. Et il y a des gens comme ceux de Centre Ville Pour Tous, Pierre Deleuze par exemple, que moi, normalement, avec mes idées radicales, je n'aurais jamais rencontré. Pareil par rapport à tous les jeunes dont beaucoup ont fait des études. Au début, jamais on aurait été capable de faire ce qui s'est fait avec les panneaux, pour informer les habitants et aller à leur rencontre » (entretien Romain, 04.07.2017).



Le festival l'Or de la Plaine : les panneaux explicatifs et divers conférences, tables rondes et projections témoignent que l'Assemblée a beaucoup gagné en *expertise* ces derniers années. Néanmoins, des défis et difficultés restent

Julien et d'autres reconnaissent la nécessité de tisser et d'élargir des alliances avec d'autres militants¹⁶¹. Lui même s'investit dès lors avec beaucoup d'engagement dans le champ juridique. Des

161 Il écrit dans un mail que « dans une lutte aussi disproportionnée que celle de La plaine, toutes les initiatives peuvent s'additionner et participer à maintenir la pression. Donc si certains s'activent à organiser des manifs, d'autres à soutenir des procédures judiciaires, d'autres à organiser des états généraux contre la gentrification, et d'autres encore une semaine d'un festival contre le réaménagement, ça devrait avoir de l'effet » (e-mail Julien, 12.02.2017).

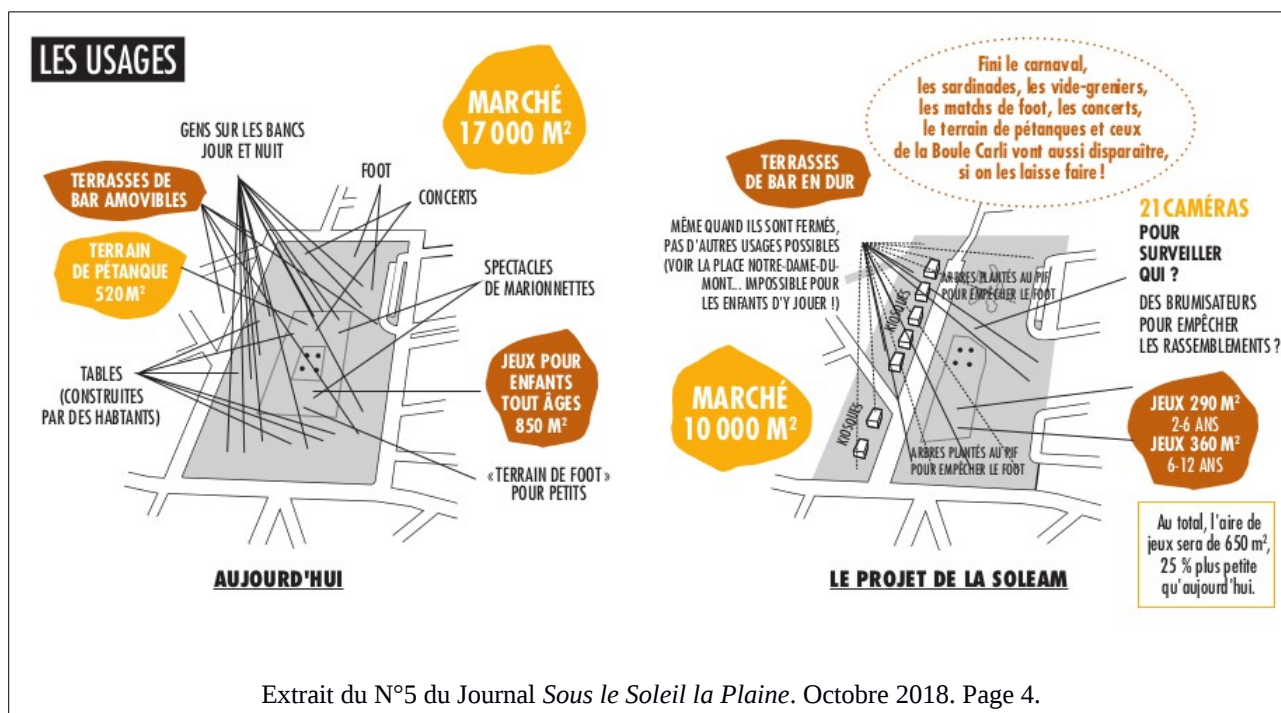
« anciens » du milieu occitan expriment publiquement, lors du festival *L'Or de la Plaine* (L'OdIP), leur confiance à la génération des « jeunes ». Ce festival, collectivement organisé cette fois-ci, se déroule pendant neuf jours en printemps 2017. D'autres collectifs et/ou récits politiques parviennent à la Plaine venant de Barcelone ou de Lyon, de Hambourg (Park Fiction) et de la campagne belge, de Notre-Dames-de-Lande ou du vallée de Susa (cf. Int. : L'OdIP 2017). Forte réussite en terme d'organisation collective et de communication, le programme très riche et diversifié notamment par rapport au contenu politique, par contre attire principalement ceux qui cherchent à « faire la fête ». Cela produit un effet démobilisateur¹⁶².

Afin de ne pas représenter une *minorité radicale, malfaisante et sans projet*, les activistes préconisent une rénovation prudente et respectueuse de la place selon des principes démocratiques (cf. annexe VII.). En même temps, le rejet du projet municipal de la rénovation de la Plaine est intégré dans une critique plus globale. Cette dernière dénonce la politique urbaine conduite par Jean-Claude Gaudin comme état trop entrepreneuriale et socialement injuste, privilégiant l'attractivité économique et touristique de la ville par rapport aux besoins de la population (modeste) locale. Une pétition contre « ce projet de requalification de la place Jean-Jaurès » est mis en ligne et atteint, jusqu'à fin-octobre 2018, 5.000 signatures. Dans divers tracts, le journaliste Giraud Lambert, les urbanistes Clara et Francesco, le militants Pierre Deleuze et plusieurs dizaines d'autres personnes élaborent et diffusent, d'une manière concise et claire, non seulement des critiques envers le projet municipal de rénovation, mais aussi plus généralement envers l'absence de démocratie locale à Marseille (annexe VIII.).

La consolidation d'une culture contestataire de coopération sur le Plateau se manifeste, d'une façon exemplaire, dans le Journal Insolent de Quartier : *Sous le Soleil la Plaine* (SSP). Entre 2016 et 2018, six éditions publiées entre 900 et 1500 exemplaires voient le jour. Outre la mise en synergie et le partage de différentes compétences et savoir-faire dans les domaines de l'écriture et du design, de l'organisation et du travail du contenu, le journal offre un espace d'expression politique libre. De nombreux articles rendent compte des activités sociales et culturelles et des événements politiques du quartier et couvrent à la fois l'actualité et l'histoire du quartier. La critique d'une politique urbaine

¹⁶² Dans des cas extrêmes, des réactions de riverains favorables à la rénovation renvoient les organisateurs, dont je faisais partie, à leur difficulté d'accommoder *divertissement festif et engagement social et politique*. « Les travaux sont maintenant attendus avec impatience pour ce qu'ils répondent aux problématiques des habitants » écrit un riverain : « moins de transit voiture, des trottoirs dignes de ce nom pour les familles, marché mieux maîtrisé et répondant également aux besoins des riverains. Mais également et ce n'est pas un moindre avantage, nous débarrasseront de votre présence. (...) Vous mettez à disposition des installations de convivialité, réunissez tous les soirs un public, prouez un esprit de désobéissance et installez des habitudes et vous n'êtes pas responsables des dérives ? (...) votre action est totalement contre-productive, votre temps et votre énergie donc perdus. Si vous persistez comme première nuisance pour ce quartier vous n'aurez jamais de majorité sur une consultation publique territoriale » (e-mail Habitant Plaine, 17.06.2017).

qui tourne le dos aux couches sociales pauvres et modestes y est affirmée, à l'appui de plusieurs analyses urbanistiques, sociologiques et économiques. Vers la fin 2018, alors que les travaux de « requalification » sont sur le point de débiter, cette capacité de travail collectif a progressé à tel point que les militants réussissent à rédiger et à mettre en page le N°5 du journal en dix jours (édition plus légère en quatre pages A3), et à tirer 10.000 exemplaires distribués dans le quartier.



L'émergence lente et fragile d'une culture gauche-libertaires à la Plaine s'inscrit dans un ensemble de dispositions matérielles et immatérielles de la contestation : des relations sociales de confiance et des identités partagées, des cadres d'interprétation collectifs plus pertinents et des processus de mise en synergie de divers ressources et compétences, ainsi que l'accumulation et la transmission d'une mémoire collective au travers de films et textes, de chansons, de création de tables devenues un symbole. Néanmoins, divers obstacles et freins à l'intérieur et à l'extérieur de l'Assemblée de la Plaine ont retardé une mobilisation élargie du quartier et du centre-ville. A cela s'ajoutent des méthodes et des stratégies municipales décrites et analysées ici à partir de deux notions complémentaires : la *politique d'ignorance* (Bishara 2015) et la *répression à bas bruit* (Talpin 2016).

Enfin, l'opacité de la politique municipale a comme conséquence qu'une partie importante des habitants et usagers de la place, du Plateau et de l'ensemble du centre-ville, ne disposent d'aucunes (ou de très peu) informations sur l'existence et/ou les conséquences du projet de rénovation de la place Jean Jaurès. Peu politisée, ignorante ou indifférente à la mémoire du lieu, on observe au début

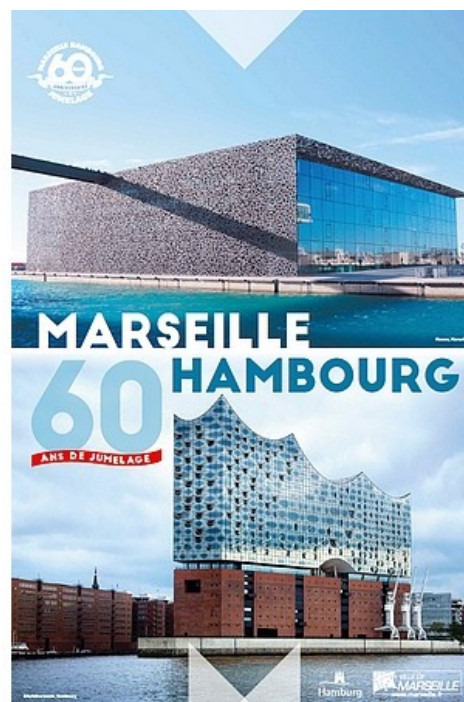
du projet de rénovation de la Plaine qu'une partie de la population locale oscille entre une ferveur pour le projet et une forme de désintérêt ou de résignation. La situation change cependant en octobre 2018 comme nous le verrons en conclusion.

Conclusion

Les résultats de cette thèse trouvent une certaine résonance en cette année 2018, marquée par trois jubilés directement liés à ce travail. Revenir sur chacun de ces jubilés permet de revenir sur les principales réflexions auxquelles débouchent ce travail ainsi que de réinscrire dans le passé les dernières actualités concernant le Plateau de la Plaine et le quartier de Noailles.

– I –

Il y a 60 ans, Hambourg et Marseille ont décidé de se jumeler. Dans ce contexte, le maire de Marseille Jean-Claude Gaudin met en avant leurs similitudes. « Comme Marseille après Paris, Hambourg est la deuxième plus grande ville d'Allemagne derrière Berlin et représente le premier port d'outre-Rhin. Comme Euroméditerranée, HafenCity passe aussi par la réhabilitation de dizaines d'hectares d'anciens hangars ou entrepôts pour redynamiser un quartier portuaire, proche du centre-ville, en créant des dizaines de milliers d'emplois. Enfin, Hambourg, qui compte parmi les centres économiques les plus importants d'Europe, possède un tourisme actif et la culture y est omniprésente. » (Int. : MIM 2018). Avec le rôle structurant du port, une classe ouvrière fortement politisée et syndiquée avant 1945 et la crise industrielle et démographique qui a frappé les deux villes de plein fouet dans les années 1960 et 1970, certains parallèles importants peuvent en effet être mis en avant. Cependant, l'étude historique et contemporaine du développement économique, social et politique de Marseille et Hambourg a surtout souligné, comme on l'a vu, des différences fondamentales.



©Ville de Marseille

Le monde politique et économique de Hambourg, la bourgeoisie locale, les syndicats et les urbanistes ont réagi de façon relativement rapide et unifiée aux crises des années 1960 et 1970. La politique fédérale de la RFA et la tradition libérale et autonome de la ville hanséatique ont favorisé l'élaboration et la mise en œuvre de solutions coopératives et globales. Malgré l'échec de la tentative de sauvetage du site industriel local sur l'Elbe, la politique urbaine se caractérise par une planification et une mise en œuvre assez cohérente, rigoureuse et orientée sur des objectifs à long

terme. Avec la construction des *Centres-Périphériques* dans les années 1970, mais surtout avec le modèle *Entreprise Hambourg*, on voit la volonté locale manifeste d'une transition économique en faveur de l'industrie des services et du tourisme. Avec les modèles *Ville Croissante* et *Ville Créative*, Hambourg poursuit cette stratégie dans les années 2000 et devient une des régions métropolitaines les plus prospères en Europe.

En revanche, la politique urbaine à Marseille – comme l'ont montré les exemples de la *Rue de la République* ou du *centre directionnel* dans le quartier situé derrière « La Bourse » – se caractérise avant tout par l'absence d'objectifs communs et continus, de projets cohérents et structurants. Des intérêts conflictuels et parfois contradictoires entre l'État central et la ville, entre Marseille et ses communes avoisinantes, entre socialistes et communistes, se traduisent par une politique urbaine caractérisée par des discontinuités et un retard. À partir des années 1980, la politique de reconquête *urbaine* échoue non seulement à cause d'un manque d'efficacité et de cohérence, mais aussi en raison des réticences des classes sociales aisées à s'installer dans le centre-ville. Jusqu'aux années 2000 et même 2010, Marseille n'est donc toujours pas en mesure de surmonter sa crise économique, démographique et politique. Aujourd'hui, elle reste une des dernières grandes villes européennes où demeure un centre-ville socialement hétérogène, marqué par son passé de ville migratoire, portuaire, et par la présence d'une population souvent modeste ou pauvre.

– II –

Il y a 50 ans, les contestations des étudiants et des travailleurs ont bouleversé les sociétés occidentales. Dans le courant de *Mai 68*, de nombreux chercheurs en sciences sociales ont identifié de nouvelles formes de mobilisations collectives et de protestations politiques. Elles ont été identifiées comme *nouveaux mouvements sociaux* et selon une orientation *gauche-libertaire*¹⁶³.

Dans ce travail, l'hypothèse a été avancée que des contestations gauches-libertaires n'émergent pas *ex nihilo*, mais sont ancrées dans une histoire et un contexte local et national plus large, regroupant des facteurs sociaux, politiques, urbains et économiques. Des contestations se déploient alors sur fond de traditions et de culture contestataire préexistantes. À Marseille et à Hambourg, ces dernières

163 Dans l'introduction, on a souligné des différences ostensibles entre des conceptions politiques *classiques* et la politique *gauche-libertaire*. Cette dernière se caractérise par des formes d'appartenance et d'organisation informelles, par une prise de distance explicite vis-à-vis des institutions publiques et des partis politiques, et par un mode de vie contre-culturel et à la marge. L'engagement politique ne trouve donc pas son point de départ dans l'antagonisme marxiste entre capital et travail, mais dans la négociation, la revendication et/ou la remise en question des valeurs culturelles, des normes sociales, des conditions de vie meilleures. Dans la mesure où l'engagement politique et la vie quotidienne s'y distinguent seulement par des frontières floues et imperméables, la défense d'un style de vie, des pratiques et des lieux propres constituent une fin politique en soi, on a parlé d'une *politique de la première personne*.

années et décennies, a-t-on pu observer le même processus de consolidation et de renouvellement de ces cultures ? C'est la question à laquelle ce travail s'est efforcé de répondre.

Au niveau des mouvements sociaux locaux et des luttes urbaines, la ville de Hambourg figurait autrefois comme un des centres nationaux et même internationaux du mouvement ouvrier et syndical. Avec la prise de pouvoir des nationaux-socialistes en 1933 et une pacification du monde syndical par les forces alliées après 1945, ces traditions contestataires se sont transformées et réorientées au fur et à mesure vers les thèmes et les acteurs de la nouvelle gauche (radicale). L'analyse du mouvement anti-nucléaire et des luttes sociales contre les projets municipaux de développement et de rénovation urbaine a mis en évidence des lignes de conflit très marquées entre la politique institutionnelle et les courants gauches-libertaires. L'existence d'adversaires et l'identification de situations de menace partagées n'a pas seulement incité des militants et habitants à s'organiser collectivement, elle a aussi fortement facilité l'établissement et l'application de cadres d'interprétation collectifs ainsi que l'identification et la mise en œuvre de préoccupations et objectifs, de stratégies et pratiques communes. Ainsi, le paysage gauche-libertaire hanséatique, potentiellement fragmenté et clivé, a pu évoluer dans les années 1970 vers un processus de fédération et de coopération politique importante. Avec l'émergence du parti *Vert-Alternative*, issu de divers courants de la gauche réformiste et radicale, elle est même entrée dans le parlement municipal en 1982.

À partir des années 2000, dans un contexte d'intensification des politiques entrepreneuriales et néolibérales de la ville, les courants existants ont pu se réactualiser à travers le réseau du *droit à la ville*. Renforcé et diversifié par de nouveaux acteurs et de nouvelles dynamiques reliées par des alliances et coopérations souples (principe d'inclusion stratégique), le réseau englobe encore aujourd'hui une multitude de thèmes et d'espaces dans la ville. Son caractère déterminé et constructif n'a pas seulement traduit une manière volontaire de surmonter des contradictions et des conflits internes, mais a également permis de créer une légitimité publique et des rapports de force vis-à-vis des politiques en place. La volonté et la capacité d'investir « un espace politique intermédiaire », dépassant des clivages entre acteurs institutionnels et acteurs informels, a abouti à des soutiens et des alliances nouvelles au sein des populations locales, des médias et de la municipalité.

Marseille est également une ville au passé très riche en termes de mouvements ouvriers. Après 1945, des contestations gauches-libertaires émergent notamment à la périphérie de la ville. Si le *mouvement squat*, les *Castors* et la *guerre contre les taudis* se sont focalisés sur l'accès au logement,

sur la construction des grands-ensembles et sur le problème dit *sarcellite*¹⁶⁴, ils ont ensuite conduit à la réorientation des revendications collectives vers le *cadre de vie* puis l'émancipation et la reconnaissance culturelle, sociale et économique de ses habitants. Forte d'une proximité locale intense, de besoins et d'expériences partagées ou encore d'adversaires communs (les bailleurs, les politiques publiques, la police, etc.), une culture protestataire a pu émerger dépassant des frontières ethniques, idéologiques et politiques entre habitants et militants.

Cependant, durant les années 1980 et 1990, les luttes populaires, autour de la *Marche pour l'égalité et contre le racisme*, seront suivies par une série de déceptions et de désillusions politiques. L'instrumentalisation et la marginalisation de la *Marche* ; la professionnalisation de la *Politique de la Ville* en faveur d'une conception politique républicaine descendante ; enfin l'impuissance face au déclin généralisé des grands ensembles et des quartiers populaires participent d'une crise du sens de l'action militante dans ces quartiers de la périphérie. Les exemples donnés du conflit *Jardins Possibles* (2012) et du succès à court terme du festival *Paroles de Galère* (2010-2013) soulignent les conséquences de l'absence d'une culture contestataire vivace et collective à la périphérie de la ville.

Le centre-ville de Marseille, en revanche, n'a guère fait l'objet de fortes contestations et luttes gauches-libertaires. La mauvaise réputation d'une ville en crise, mais aussi la politique municipale très tardive et incohérente de *reconquête urbaine* dans le cœur de la ville, malgré sa virulence, a peu contribué à créer des situations de menace collective clairement identifiables. Jusqu'aux années 2000, des pratiques informelles et non-coordonnées de résistance, basées sur l'urgence, ont été « suffisantes » pour maintenir et défendre des « espace de retrait » assurant la (sur)vie des classes populaires et moyennes dans le centre de la ville. Ces formes marginales de résistance peuvent être décrites selon les concepts de *non-mouvement* (Bayat 2010) ou de *résister en habitant* (Giroud 2007).

En revanche, la mobilisation dans la rue de la République au milieu des années 2000 a donné corps à la thèse d'une nouvelle culture politique émergente à Marseille qui se situe hors influence de la politique institutionnelle. Cependant, la coopération réussie entre les résidents de la classe ouvrière et les militants d'*Un Centre-Ville Pour Tous* n'a guère pu se traduire et se transmettre en une culture gauche-libertaire élargie. Les frontières entre critique sociale et critique artistique, entre différents

164 « Ces groupes de logements collectifs qui devaient être de *nouvelles villes* deviennent à leur tour des territoires enclavés et sous-équipés, affectés d'un mal stigmatisant : la *sarcellite*, terme faisant référence aux grands ensembles de la commune de Sarcelles en Île-de-France. Dans certains de ces quartiers, les signes avant-coureurs d'un désenchantement des banlieues et d'une demande de reconnaissance de leurs habitants sont visibles bien avant les premiers *rodéos* des années 1970 et 1980. » (Bellanger 2014 : 550).

quartiers, entre groupes sociaux et thèmes politiques revendiqués se sont maintenues. Dans ce contexte, l'absence d'alliances et de grandes manifestations contre l'événement *Capitale européenne de la culture en 2013* est peu surprenante.

« Un tel mouvement n'est jamais calculable », nous rappelle Nicole Vrenegor du réseau hambourgeois *Droit à la ville*. « Vous ne pouvez pas l'organiser *top-down*. Il reste toujours un mystère : pourquoi à certains moments quelque chose s'enflamme et à d'autres non » (entretien Vrenegor, 04.07.2014).

On a vu apparaître à Hambourg, entre 2002 et 2008, des processus de mobilisation politique latents et invisibles. Sans une connaissance approfondie de ce processus, le déclenchement « soudain » du réseau *droit à la ville* en 2009 reste incompréhensible et lacunaire. C'est pour cela qu'à Marseille, sur le Plateau, une étude micro-sociologique et à long terme a été privilégiée. L'historique et l'évolution du *Carnaval indépendant* et de *l'Assemblée de la Plaine* a laissé apparaître, entre 2012 et 2018, l'émergence lente et fragile d'une culture contestataire collective. De multiples potentialités et freins ont été analysés. Si le défi de *faire collectif politique* se pose, on a pu observer la mise en place d'une infrastructure matérielle et immatérielle de la contestation gauche-libertaire : des relations sociales de confiance et des identités partagées, des cadres d'interprétation collective pertinents et des processus de mise en synergie de diverses ressources et compétences, ainsi que l'accumulation et la transmission d'une mémoire collective au travers de films, textes, chansons ou la fabrication de mobilier urbain devenu un symbole.

Enfin, on a pu montrer également la capacité productive des conflits internes et le rôle structurant des menaces externes. Si la répression du carnaval en 2014 a pu se transformer relativement rapidement et facilement en dynamique de groupe, la nouvelle du projet de rénovation de la place Jean Jaurès, à partir de 2015, a confronté les militants du Plateau aux difficultés complexes que pose la politique gauche-libertaire. Comment concilier la diversité et la divergence interne avec l'enjeu d'une solidarité et coopération collective ? Comment se positionner et se motiver individuellement et collectivement vis-à-vis d'un adversaire « tout puissant » visant justement la division des groupes d'intérêts locaux ? Un regard tourné vers Hambourg, encore une fois, donne des pistes de réflexion. Divers exemples ont montré la force fédératrice de projets et de démarches affirmatives qui prennent en compte les besoins et les intérêts de ceux qui ne font pas partie des réseaux gauches-libertaires et des milieux contre-culturels.

L'année 2018 marque enfin le jubilé d'un troisième événement. Il y a 50 ans, l'urbaniste et le philosophe français Henri Lefebvre publiait son ouvrage *Le Droit à la Ville*. Ce concept a été « redécouvert » par des militants et des chercheurs dans les années 2000 et a servi de cadre fédérateur à diverses contestations et luttes urbaines dans le monde entier. Il est symptomatique qu'il ait pu atteindre une telle importance à Hambourg en 2009 dans les milieux militants et scientifiques, alors qu'il était encore totalement inconnu à Marseille dans le milieu militant au moment de mon arrivée en 2011 et tombé en désuétude dans la recherche scientifique en France.

Ceci n'est pas seulement lié aux différentes traditions gauches-libertaires dans les deux villes, mais plus généralement aux conceptions que se font les élites urbaines du mot « politique ». Le concept de *droit à la ville* ne se limite pas à une dimension économique, c'est-à-dire à la revendication d'une redistribution et accessibilité juste des biens et des ressources urbaines. Il ne se limite pas non plus à la reconnaissance et à la promotion des différences sociales et culturelles qui constituent la société urbaine. Le droit à la ville, dans sa dimension explicitement politique, met en avant l'association et la participation des habitants et usagers aux décisions concrètes et aux choix stratégiques qui concernent la ville d'aujourd'hui et de demain. Sur ce dernier point en particulier, de profondes différences sont apparues entre Hambourg et Marseille.

À Hambourg – du fait de la politique fédérale et décentralisée de la RFA, de la pacification du conflit de classe et de l'unification de la gauche, ou encore de l'entrée de la gauche radicale dans le parlement municipal en 1982 – les acteurs et les thèmes de la nouvelle gauche disposent des points d'appui et d'alliances potentielles dans les institutions et les partis politiques. Cette ouverture relative correspond à une volonté des initiatives gauches-libertaires de développer et d'exiger des projets politiques et sociaux propres, et cela au-delà des couples d'oppositions nettes comme *institutionnel* et *non-institutionnel*, *recupéré* et *autonome*. L'émergence de cet espace politique intermédiaire – caractérisé par des conflits structurés, des compromis et des coopérations – se manifeste par la mise en place de la rénovation douce (*Behutsame Stadterneuerung*) au milieu des années 1970, par la promotion des milieux de réaménagement alternatif dans les années 1980, ou encore par une politique culturelle qui, jusqu'aux années 1990, finance et soutient des approches très militantes (cf. programme *Art dans l'espace public* ; *Park Fiction*).

Somme toute, au niveau institutionnel et extra-parlementaire, au niveau macro-, méso- et micro-sociologique, on peut identifier *une culture politique du compromis* à Hambourg. Et cela malgré ou peut-être justement en raison d'affrontements violents qui se déploient régulièrement entre

l'extrême gauche et la politique municipale (Hafenstraße 1986 ; Rote Flora 2013 ; sommet G-20 2018). Par exemple, l'une des contestations les plus importantes du réseau le *droit à la ville* – la lutte pour la préservation d'un ensemble d'immeubles à St.Pauli (cf. film : Bude *et al.* 2013) –, a finalement donné lieu à une procédure de participation et de dialogue très sophistiquée et transparente. Deux référendums ont empêché la candidature de Hambourg aux Jeux Olympiques 2024 et à la construction d'un funiculaire touristique sur le port.

La politique municipale à Marseille se caractérise, depuis des décennies, par un manque ou même une absence de débats publics et de formes de participation citoyenne. Sur fond de conflits entre socialistes et communistes, entre notables et bourgeoisie industrielle, ou encore entre divers syndicats comme FO, CGT et CFDT, l'ancien maire Gaston Defferre a pu compenser le statut politique fragile de la SFIO par un système complexe de relations clientélistes. L'exercice des *Comité d'intérêt de quartier* (CIQ), l'entrisme dans la Fonction publique territoriale par le syndicat *Force ouvrière* (FO), et puis l'intégration d'une grande partie du secteur associatif dans la mise en place d'un large réseau de services municipaux, ont fortement contribué à la fragmentation et à la mise en concurrence du réseau contestataire gauche-libertaire de la ville.

À sa périphérie, l'institutionnalisation de la *Politique de la Ville* va de pair avec l'intégration et/ou la marginalisation progressive des pratiques et revendications populaires autonomes. Un des champs d'expérimentation et de mobilisation sociale et politique le plus vif de la ville sera cependant confronté à son déclin durant les années 2000. Le lancement de la *reconquête urbaine* du centre-ville dans les années 1990 n'encourage guère l'émancipation collective et la participation citoyenne au projet urbain. Divers procès juridiques contre l'établissement municipal *Marseille Aménagement*, mais aussi plusieurs rapports de la Chambre régionale des Comptes en 2000, témoignent d'une politique urbaine marseillaise marquée par l'opacité, le clientélisme et des expulsions illégales vis-à-vis des populations les plus vulnérables. Dans les années 2000, les projets *Euroméditerranée* et *Rue de la République* s'inscrivent dans la continuité d'une histoire urbaine brutale de la ville : expulsions massives, parfois illégales ; concordance entre intérêts immobiliers et intérêts politiques, absence de démocratie locale et de démarches véritablement participatives¹⁶⁵.

Avec l'échéance des dispositifs *PRI* et *OPAH* et le début de *l'Opération Grand Centre-Ville* (OGCV), mise en œuvre par le nouvel acteur municipal *SoLEAM* dès 2011, des urbanistes,

165 Concernant les réunions de concertation au sein du projet *Euroméditerranée*, Jérôme Dubois et Maurice Olive constatent qu'elles se limitaient « à un jeu d'interpellations peu compatible avec une conception active de la citoyenneté » (2001 : 437). La participation ressemble plus à la communication qui consiste « d'une volonté d'affichage plus que de confrontation. La communication est, par nécessité didactique autant que politique, une information simplifiée, tournée vers la valorisation du projet et de l'équipe qui le porte. [...] Par conséquent,] elle est rarement de nature à susciter des contre-pouvoirs ou des propositions alternatives. » (2001 : 435).

architectes et géographes indépendants expriment leur espoir d'une culture démocratique naissante qui rompra avec la spéculation immobilière et les objectifs politiques de reconquête urbaine. Cependant, dès 2012/2013, la mise en place du projet à *l'Îlot les Feuillants* provoque la désillusion. L'initiative militante *Atelier Feuillants*, composée de spécialistes et professionnels en la matière, se heurte à une position fermée : « pas de diagnostic, ni de scénarios alternatifs, directement un appel à candidature sur un seul choix, un projet d'investissement commercial. Malgré une attention déclarée à *l'intérêt* du projet, c'est le chèque qui fera la différence [Notons d'ailleurs qu'aucune information n'est accessible sur les projets recalés, qui permettrait d'en apprécier la diversité]. » (Atelier Feuillants 2013).

La rénovation de la place Jean Jaurès s'inscrit également dans le cadre de l'OGCV. Face au fossé qui sépare les édiles marseillais d'une grande partie de la population, les promesses d'une concertation inédite et novatrice n'arrivent guère à convaincre cette dernière. Et l'interview d'un ancien chef de projet de la SOLEAM n'incite pas à diminuer le doute : « Quant aux élus, la concertation ne les intéresse pas ! Je pense qu'ils comprennent peu de chose à l'urbanisme et encore moins aux problématiques sociales. Je me rappelle des discours archaïques d'élus sur la Plaine. *C'est sale, il y a trop d'arabes, il faut faire propre* » (entretien Bruni, 03.04.2016).

Le réseau contestataire sur *le Plateau* de la Plaine en général, et *l'Assemblée de la Plaine* en particulier, est dès 2015 peuplé de voix et de courants politiques divers et variés. Néanmoins, on a fait le constat d'une forte hégémonie de positions caractérisées par un refus indifférencié et radical du projet. À cela s'ajoute le caractère volontairement festif et contre-culturel du répertoire d'action des milieux gauches-libertaires, ou encore des modes de fonctionnement et des conceptions de démocratie directe opposées entre divers acteurs militants. Face à l'abandon de la place par la municipalité, c'est l'absence d'un propre projet dépassant les oppositions, qui freine une mobilisation élargie du quartier. Ce n'est qu'à partir de 2016 qu'un processus d'ouverture (au niveau des idées, des personnes, de l'état d'esprit, etc.) se met en place au sein de l'Assemblée de la Plaine. Il fait apparaître des opinions, des critiques et des contre-propositions pertinentes, construites et soigneusement argumentées. Néanmoins, la politique municipale poursuit sa stratégie d'une marginalisation et d'une diffamation systématique de l'Assemblée comme expression d'une *minorité radicale, malfaisante et sans projet*.

À défaut d'une rencontre et d'un affrontement d'idées opposées, l'ensemble des méthodes et stratégies municipales renvoie à deux concepts d'analyse complémentaires : la *politique d'ignorance* (Bishara 2015) et la *répression à bas bruit* (Talpin 2016). Enfin, l'opacité de la

politique municipale a comme conséquence qu'une partie importante des habitants et usagers de la place, du Plateau et de l'ensemble du centre-ville, ne dispose d'aucune (ou de très peu) information sur l'existence et/ou les conséquences du projet de rénovation de la place Jean Jaurès.

Néanmoins, l'analyse des observations de terrain et des entretiens a révélé l'émergence lente d'une culture contestataire collective sur le Plateau. En collaboration avec les militants de l'association Centre-Ville Pour Tous, l'Assemblée parvient à créer un certain contre-pouvoir afin d'attirer l'attention d'autres militants, des médias et de quelques habitants sur les préoccupations et les exigences d'une politique urbaine respectueuse, transparente et démocratique. Si ces enjeux apparaissaient trop abstraits et éloignés pour de nombreux riverains et usagers, cela semble changer brusquement depuis le 11 octobre 2018.

Dernières actualités. Soubresaut d'un long processus de mobilisation ?

« Marseille ne peut plus se permettre de détruire ce qui fonctionne. Et les quartiers de Noailles et de La Plaine fonctionnent », déclare l'Assemblée le 08 octobre 2018 et poursuit : « La Plaine ne sera pas la prochaine rue de la République ». Après le dernier marché, le matin du 11 octobre, des ouvriers barrent tous les points d'accès de la place. Une centaine de CRS « sécurisent » l'accès contre la présence paisible de 300 à 400 activistes. De premières violences policières et arrestations arbitraires ont lieu. Le 16 octobre, encore sous la « protection » disproportionnée de la police, une quarantaine d'arbres est abattue. Ce ne sont pas seulement diverses normes de sécurité qui sont ignorées, mais surtout la promesse souvent répétée que les arbres, dans l'intérêt de la biodiversité urbaine, seraient replantés ailleurs¹⁶⁶. L'événement alors réveille le quartier et provoque, chez la population locale, un effet de *choc moral*.

Beaucoup n'apprennent que maintenant les détails du projet municipal. Les assemblées se déroulent désormais tous les jours sur la place et ne cessent de grandir. Les médias locaux et nationaux couvrent également quotidiennement le conflit. Et un appel national d'un *Centre-Ville Pour Tous*, exigeant la prise en main collective de « l'aménagement urbain monopolisé par les élus », est signé en deux semaines par plus que 800 intellectuels et acteurs socio-culturels de la ville et du pays entier¹⁶⁷. Le 20 octobre rassemble 3 000 personnes sur le Vieux Port, une des plus grandes

166 Le paysagiste de l'Agence APS explique lors de l'unique conférence de presse du projet : « On ne coupe pas les arbres, mais on les dé plante pour les transférer ailleurs. Où ça ? Je ne sais pas, c'est hors du champ de mes compétences, sourit M. Knidel. Il faudra replanter en préservant les vues sur les façades patrimoniales. Il y a trop de tilleuls, il faut varier, pour la biodiversité. » (cf. CR Lambert, 04.07.2018).

167 « Déclaration commune : Remettons l'aménagement de la ville dans les mains des citoyens. Agissons ensemble pour une réflexion de fond : comment construire la ville pour ses habitants ? [...] Il faut arrêter le chantier et rouvrir le débat : Quelles sont les conséquences d'un projet d'aménagement comme celui-là ? Quelle ville construire qui

manifestations explicitement urbaines dans l'histoire de Marseille. Et le lendemain, des militants de *Notre-Dame des Landes* se solidarisent avec la Plaine et y construisent une cabane en bois.



Après les incidents sur la place (gauche, 16.10.), les réactions oscillent entre rage et revendication (20.10.).
© France Culture



© Beltzaiz

Gérard Chenoz, président de la SOLEAM, réagit à ces nouvelles sans finesse, ni subtilité. « Je regrette le choc émotionnel. S'il n'y avait pas eu tout ce bordel. Mais c'est un projet validé et on n'y peut rien s'il y a des manipulations de l'extrême gauche. J'estime qu'il y a 50 meneurs et près de 200 manipulés. Il y a des gens qui n'ont pas notre vue sur la société. C'est un débat philosophique qui se tranche dans les urnes. » (Int. : Coquille 2018). L'élu semble peu se rendre compte que la stratégie habituelle de discréditer toute critique comme expression d'une minorité radicale et agissante s'avère dépassée par les événements récents. Pour consolider la légitimité et le soutien du projet de rénovation, la SoLEAM ne se réfère pas aux résultats de la concertation (seule étude officielle, mais peu favorable à son égard), mais à un sondage mené *via* un groupe *Facebook* composé principalement de partisans du projet (Int. : SoLEAM 2018).

Quand finalement la SoLEAM entreprend la construction d'un mur de 600 m de long et de 2,5 m de haut autour de l'ensemble de la place, elle tourne en dérision les promesses politiques d'une rénovation urbaine partielle et progressive. Elle donne surtout l'image d'une politique municipale rétrograde et fermée contredisant ses propres ambitions d'une métropole moderne et ouverte, *smart* et cosmopolite.



© Beltzaiz

réponde aux besoins de ses habitants et usagers, et non de l'attractivité touristique ? Nous sommes tous responsables de la ville de demain : prenons en main l'aménagement urbain monopolisé par les élus » (Int. : CVPT 2018).

Les événements se précipitent encore quelques jours plus tard. Le 05 novembre, trois immeubles du quartier avoisinant *Noailles* s'effondrent. Au-delà du drame humain que l'incident présente – huit personnes perdent la vie et de nombreuses familles leurs maisons – l'événement donne une nouvelle ampleur aux constats scientifiques et militants d'une politique municipale indifférente aux besoins des populations pauvres et modestes du centre-ville. Les risques sont connus depuis des années et font l'objet d'un rapport ministériel en 2015 (Int. : Rapport Nicol 2015). La politique municipale a placé, à l'exemple de l'hôtel 4-étoiles *l'Îlot les Feuillants* à Noailles, ses priorités sur des « axes stratégiques » et des « lieux emblématiques » qui présentent « l'opportunité d'une vitrine de la mutation engagée » : devenir Capitale Euro-Méditerranéenne (SoLEAM 2012).

Si le centre-ville de Marseille n'a jamais connu de luttes urbaines et de contestations gauches-libertaires élargies, fédérées et structurées à l'instar de Hambourg, la revendication collective d'une politique urbaine juste, ouverte et respectueuse n'a peut-être jamais trouvé de conditions aussi propices qu'en ce moment, suite à ces tristes semaines d'automne 2018.

Bibliographie¹

- Abdallah, Mogniss H. 2004: „La Marche pour l'égalité, une mémoire à restaurer“. In : *Hommes et Migrations*, 1247: 99–104.
- Abdallah, Mogniss H. 2002: „1983 : La marche pour l'égalité“. In : *Plein droit* 55 (4): 37.
- Adams, Jacqueline. 2003: „The Bitter End: Emotions at a Movement's Conclusion“. In : *Sociological Inquiry* 73 (1): 84–113.
- AgAM. 2012: „Pour renforcer son développement, Marseille doit encore améliorer son attractivité“.
- AgAM. 2014: „Marseille Provence 2013. Analyse des grands événements en espace public“.
- AgAM. 2015: „Qui sont les Marseillais ? Radioscopie des habitants.“ In : Note de l'AgAM N°28: 1–12.
- Aguilera, Thomas und Florence Bouillon. 2013: „Le squat, un droit à la ville en actes“. In : *Mouvements: Sociétés, Politique, Culture*, 74 (2): 132–42.
- Alban, Bensa. 2011: „Ethnographie et engagement politique en Nouvelle-Calédonie“. In : *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*, Hrsg. : Naudier, Delphine und Simonet Maud, Paris. 44–61.
- Alisch, Monika und Jens Dangschat. 1998: *Armut und soziale Integration. Strategien sozialer Stadtentwicklung und lokaler Nachhaltigkeit*. Opladen.
- Allemand, Serge. 2013: „Marseille. Une terre d'asile séculaire à l'épreuve des politiques nationales d'intégration.“ In : *Hommes & Migrations* 1301: 168–73.
- Allouche, Abdelouahed. 1992: „Les jeunes des banlieues et la mémoire des crimes sécuritaires“. In : *Hommes et Migrations* 1158: 6–9.
- Anselme, Michel. 2000: *Du bruit à la parole : la scène politique des cités*. La Tour-d' Aiguës.
- Assemblée de la Plaine. 2012: *La Plaine sous surveillance*
<http://assembleedelaplane.free.fr/divers/PlaineBAT.pdf> (l.Z. 11.01.2915)
- Assemblée de la Plaine 2012b. : *Manifeste de la Plaine*, 16.06.2012.
<http://assembleedelaplane.free.fr/assemblee/manifeste.gif> (l.Z.05.04.2018)
- Associations GSB – Grand Saint Barthélemy 2012: *Lettre ouverte. Retrait de nos associations du projet « quartiers créatifs » du Grand St Barthélemy*.
- Associations GSB – Grand Saint Barthélemy 2012b: *Concertation pour la réforme de la politique de la ville Contribution commune*. 14.12.2012.
- Atelier Feuillants. 2012: *L'îlot des Feuillants à cœur ouvert. Laboratoire de la ville en mouvement - Appel à projet pour la réhabilitation du pôle Canebière – Feuillants*.
- Ateliers Feuillants. 2013: *Lettre d'information N°4. Bilan d'étape. Été 2013*.
- Arampatzi, A und Walter J Nicholls. 2012: „The urban roots of anti-neoliberal social movements: The case of Athens, Greece“. In : *Environment and Planning A* 44 (11): 2591–2610.

1 Cette bibliographie a été établie à la base de la version allemande de la thèse. Elle contient par conséquent des titres qui ne figurent pas dans cette version.

- Baby-Collin, Virginie und Florence Bouillon. 2017: „Le centre-ville de Marseille 1990-2012 : embourgeoisement généralisé ou accentuation des inégalités ?“ In : *Langage et société* 162 (4): 107-11.
- Baby-Collin, Virginie und Stéphane. Mourlane. 2011: „Histoire et mémoire du Grand Saint Barthélémy à Marseille, entre immigration, politique de la ville et engagement associatif“. In : *Diasporas, Histoire et sociétés*, 17: 26–41.
- Balasinski, Justyne und Lilian Mathieu. 2006: *Art et contestation*. Rennes.
- Balz, Hanno und Jan-Henrik Friedrichs. 2012: „All we ever wanted ...“. Eine Kulturgeschichte europäischer Protestbewegungen der 1980er Jahre. Berlin.
- Barbier, Clément. 2015: „Les métamorphoses du traitement spatial de la question sociale“. Université de Paris VIII, Saint Denis und Hafencity Universität, Hamburg.
- Bareis, Ellen ; Peter Bescherer ; Britta Grell ; Armin Kuhn und Erwin Riedmann. 2010: „Die Stadt in der Revolte“. In : *Das Argument* 289: 795–805.
- Bargel, Lucie und Olivier Fillieule. 2018: „Les féministes de la deuxième vague à Marseille.“ In : *Marseille années 1968*, Hrsg. : Sommier, Isabelle und Olivier Fillieule, Paris, 377–491.
- Bauriedl, Sybille. 2007: *Spielräume nachhaltiger Entwicklung : die Macht stadtentwicklungspolitischer Diskurse*. München.
- Bayat, Asef. 2010: *Life as Politics. How Ordinary People Change the Middle East*. Amsterdam.
- Bayat, Asef. 2012: *Leben als Politik. Wie ganz normale Menschen den Nahen Osten verändern*. Berlin und Hamburg.
- Becciu, Vanessa. 2018: „Les ancien·ne·s habitant·e·s d la rue de la République : modalités de maintien et formes de l'exclusion“. In In : *Marseille et le droit à la ville*, 2 juin 2018, 8.
- Beier, Raffael. 2018: „Towards a new perspective on the role of the city in social movements“. In : *City 22* (2): 220–35.
- Bell, Daniel. 1973: *The coming of post-industrial society*. New York.
- Bell, Daniel. 1979: „The new class: a muddled concept“. In : *Society* 16: 15–23.
- Bellanger, Emmanuel. 2014: „Une question éminemment urbaine : les mouvements sociaux de la ville“. In : *Histoire des mouvements sociaux en France*, Hrsg. : Pigenet, Michel und Danielle Tartakowsky, Paris. 543–54.
- Benford, Robert. 1993: „You Could Be the Hundreth Monkey : Collective Action Frames and Vocabularies of Motive within the Nuclear Disarmament Movement.“ In : *The sociological quarterly*. 34 (2): 195–216.
- Benford, Robert D. und David A. Snow. 2000: „Framing processes and social movements : An overview and assessment.“ In : *Annual Review of Sociology* 26 (2000): 611–39.
- Beriche, Karima. 2003: *Monsieur Tir, un marchand de bien : mémoire d'hommes, mémoire de quartier*. Marseille.
- Beriche, Karima. 1999: „Nos parents ont reconstruit la France ; nous, on gère la misère“. In : *La Marseillaise*, 14.02.1999.

- Bertho, Alain. 2014: „De l'émeute au soulèvement la révolution n'est plus ce qu'elle était“. In : *Revue internationale et stratégique* 93 (1): 73–80.
- Berthonneau, Charles und Isabelle Sommier. 2018: „L'espace de la représentation syndicale“. In : *Marseille années 1968*, Hrsg. : Fillieule, Olivier und Isabelle Sommier, Paris. 145–230.
- Bertoncello, Brigitte und Nicole Girard. 2001: „Les politiques de centre-ville à Naples et à Marseille : quel renouvellement urbain ?“ In : *Méditerranée* 96 (1): 61–70.
- Bertoncello, Brigitte und Rachel Rodrigues-Malta. 2003: „Marseille versus Euroméditerranée“. In : *Annales de Géographie* 112 (632): 424–36.
- Bertoncello, Brigitte Rachel Rodrigues-malta und Jérôme Dubois. 2009: „Opération Euroméditerranée : une affaire d'Etat.“ *Marseille, Aix-en-Provence*.
- Bertram, Grischa. 2013: „Kritisiert die Kritiker_innen! Kommentar zu Margit Mayers Urbane soziale Bewegungen in der neoliberalisierenden Stadt.“ In : *sub\urban. Zeitschrift für kritische stadtforschung* 1: 169–74.
- Bidou-Zachariasen, Catherine. 2004: „Les classes moyennes : définitions, travaux et controverses“. In : *Education et sociétés* 14 (2): 119.
- Bieber, Hans-Joachim. 1978: „Der Streik der Hamburger Hafendarbeiter und die Haltung des Senats.“ In : *Zeitschrift des Vereins für Hamburgische Geschichte* 64: 91–148.
- Birke, Peter. 2013: „Himmelfahrtskommando : Kunst und Gentrifizierung auf den Elbinseln.“ In : *Unternehmen Wilhelmsburg Stadtentwicklung im Zeichen von IBA und igs*, Hrsg. : AKU, 71–82.
- Birke, Peter. 2014: „Sozialproteste im unternehmerischen Hamburg. Notizen zu ihrer Geschichte“. In : *Stadt und soziale Bewegung*, Hrsg. : Gestring, Norbert ; Renate Ruhne und Jan Wehrheim. Berlin. 83-97.
- Birke, Peter und Chris Holmsted Larsen. 2007: *Besetze Deine Stadt! - BZ din by!: Häuserkämpfe und Stadtentwicklung in Kopenhagen*. Berlin und Hamburg.
- Bishara, Dina. 2015: „The Politics of Ignoring: Protest Dynamics in Late Mubarak Egypt“. In : *Perspectives on Politics* 13 (4): 958–75.
- Blanc-Chaléard, Marie-Claude. 2014: „Les travailleurs immigrés en quête d'autonomie“. In *Histoire des mouvements sociaux en France : de 1814 à nos jours*, Hrsg. : Pigenet, Michel und Danielle. Tartakowsky, Paris, 521–32.
- Blanc, Maurice. 2013: „La rénovation urbaine : démolition ou patrimonialisation ? Comparaison entre la France et l'Allemagne“. In : *La Vie Des Idées*. 1–9.
- Blehschmitt, Andreas. 2008: „Die Rote Flora im Hamburger Alltag: Stör- oder Standortfaktor?“ In : *Besetze Deine Stadt! - BZ din by!: Häuserkämpfe und Stadtentwicklung in Kopenhagen*, Hrsg. : Birke, Peter und Chris Holmsted Larsen, 190–98.
- Bodenschatz, Harald und Cordelia Polinna. 2010: „Learning from IBA - die IBA 1987 in Berlin“. In : *Europäische Hochschulschriften, Reihe XXXI, Politikwissenschaft*, 196: 142.
- Bojadžijev, Manuela. 1999: „Antirassistischer Widerstand von Migrantinnen und Migranten in der Bundesrepublik : Fragen der Geschichtsschreibung“. In : *Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. und 21. Jahrhunderts* 17 (1): 125–52.
- Boltanski, Luc und Eve Chiapello. 1999: *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris.

- Boltanski, Luc. und Ève. Chiapello. 2003: *Der neue Geist des Kapitalismus*. Konstanz.
- Bordreuil, Jean-Samuel; Raphaël Sage und Suzanne, Gilles 2003 : *Marseille et ses moments musicaux. Ville et scenes musicales*. Transversité. Programme Interministériel de recherche : « Culture, Ville et Dynamiques Sociales ». Marseille.
- Borja, Jean-Stéphane. 2013: „Vie et mort d’un problème public : Autour du problème de la rue de la République à Marseille“. Thèse en Sociologie. Aix-Marseille Université.
- Borja, Jean-Stéphane. Martine Derain und Véronique Manry. 2010: „Attention à la fermeture des portes! Citoyens et habitants au cœur des transformations urbaines. L’expérience de la rue de la République à Marseille“. Marseille .
- Borries, Friedrich von. 2004: *Wer hat Angst vor Niketown? : Nike-Urbanismus, Branding und die Markenstadt von Morgen*. Rotterdam.
- Bouamama, Saïd. 1989: „Au-delà du droit de vote. La nouvelle citoyenneté“. In : *Hommes et Migrations* 1118 (1): 13–16.
- Bouamama, Saïd. 2006: „De la visibilisation à la suspicion : la fabrique républicaine d’une politisation.“ In : *La république mise à nu par son immigration*, Hrsg. : Guénif-Souilamas, Nacira, Paris, 196–218.
- Bouamama, Saïd. 1994: *Dix ans de marche des Beurs : chronique d’un mouvement avorté*. Paris.
- Boulay, Guilhem. 2012: „Assurer et rassurer le marché : géographie de l’incertitude économique et dispositifs de marché“. In : *Rives méditerranéennes*, Nr. 42(Juni): 113–33.
- Boura, Olivier. 2001: *Marseille ou la mauvaise réputation*. Paris: Arléa.
- Bourdieu, Pierre. 1984: „La délégation et le fétichisme politique“. In : *Actes de la recherche en sciences sociales*. 52–53: 49–55.
- Bourdieu, Pierre. 2002: „Pour un savoir engagé“. In : *Le monde diplomatique* Février: 3–4.
- Bourdieu, PIERRE. 2003: „Participant Objectivation“. In : *Journal of the Royal Anthropological Institute* 9 (2): 281–94.
- Bouyala d’Arnaud, André. 1959: *Évocation du vieux Marseille*. Paris.
- Boyle, Mark und George Hughes. 1991: „The politics of the representation of ‚the real‘ : discourses from the left on Glasgow’s role as European City of Culture, 1990“. In : *Area* 23 (3): 217–28.
- Brahim, Rachida. 2018: „L’antiracisme politique à Marseille, 1968-1983.“ In In : *Marseille années 1968*, Hrsg. : Fillieule, Olivier und Isabelle Sommier, 316–76. Paris.
- Breines, Wini. 1982: „Community and organization in the New Left, 1962-1968 : the great refusal“. New York City.
- Brenner, Neil und Nik Theodore. 2002: „The Urbanization of Neoliberalism: Theoretical Debates Cities and the Geographies of “ Actually Existing Neoliberalism ”“. In : *Spaces of Neoliberalism. Urban Restructuring in North America and Western Europe*. Hoboken, New Jersey. 2-32.
- Brenner, Neil. 2012: „What is critical urban theory“. In : *Cities for people, not for profit*, Hrsg. : Brenner, Neil ; Marcuse Peter und Margit Mayer, London und New York City. 11–23.

- Brint, Steven. 1984: „New-Class and Cumulative Trend Explanations of the Liberal Political Attitudes of Professionals“. In : American Journal of Sociology 90 (1): 30–71.
- Brooks, David. 2000: Bobos in Paradise : the new upper class and how they got there. New York City.
- Brünzels, Sonja. 1999: „Reclaim the Streets: Karneval und Konfrontation“. In : Dérive, Nr. 2: 1–10.
- Bulle, Sylvaine. 2016: „Il faut défendre la ZAD de Notre-Dame-des-Landes“. In : Multitudes 62 (1): 16–21.
- Bundesamt für Migration und Flüchtlinge. 2005: „The Impact of Immigration on Germany’s Society“. Nürnberg.
- Cohen, Abner. 1982: „A polyethnic London carnival as a contested cultural performance“. In : Ethnic and Racial Studies 5 (1): 23–41.
- Cohen, Jean L. 1985: „Strategy or Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements“. In : Social Research 52 (4): 663–716.
- Colomb, Claire. 2011: „Culture in the city, culture for the city? The political construction of the trickle-down in cultural regeneration strategies in Roubaix, France“. In : Town Planning Review 82 (1): 77–98.
- Compas und Agate. 2012: „Étude sur les disparités socio-spatiales du territoire“. Nantes und Strasbourg.
- Cortéséro, Régis und Eric Marlière. 2015: „L’éméute est-elle une forme d’expression politique ?“ In : Agora débats/jeunesses 70 (2): 57–77.
- Coutant, Philippe. 2014: „Réinventer le politique : autour de la zad de Notre-Dame-des-Landes“. In : Chimères: Revue des schizoanalyses 83 (2): 149–58.
- Coutant, Isabelle. 2017: „Au cœur du monde. Les migrants en bas de chez soi“. Université de Nanterre.
- CRC-a _ Chambre Régional de Compte: Chambre Régionale de Compte. Homepage.
- CRC-b _ Chambre Régional de Compte : Chambre Régionale de Compte : Société d'économie mixte Marseille Aménagement - Marseille (Bouches-du-Rhône) - Rapport d'observations définitives. 07.10.2013.
- Crossley, Nick. 2002: „Repertoires of Contention and Tactical Diversity in the UK Psychiatric Survivors Movement: The question of appropriation“. In : Social Movement Studies 1 (1): 47–71.
- Crossley, Nick. 2003: „From Reproduction to transformation: social movement fields and the radical habitus“. In : Theory, Culture & Society 20 (6): 43–68.
- Croteau, David. 1995: Politics and the class divide : working people and the middle-class left. Philadelphia.
- CVPT - Centre-Ville Pour Tous. 2007: Petite histoire et grandes batailles. Marseille.
- CVPT - Centre Ville Pour Tous. 2009: „Numéro Spécial. Rue de la République.“ Marseille.
- CVPT - Centre Ville Pour Tous : Mettre en sommeil Un Centre Ville pour tous. Motion en vue de l’AG de juin 2016. 12.04.2016.
- CVPT - Centre Ville Pour Tous : Centre Ville Pour Tous est utile et sa mission nécessaire. Comment renforcer CVPT et se donner un chemin et une méthode pour y parvenir ? 03.04.2016.
- CVPT - Centre Ville Pour Tous : Dossier de restitution du groupe projet. 13.03.2017.

- CVPT - Centre Ville Pour Tous : Contribution de l'association CVPT dans le registre de la « concertation publique » sur le réaménagement de la place Jean-Jaurès par la Soleam. 30.03.2017.
- Fellini, Bertrand 2012 : Pour une initiative culturelle à l'occasion de Marseille 2013.
- Dangschat, Jens S. und Jürgen Ossenbrügge. 1991: „Hamburg : crisis management, urban regeneration and social democrats“. In : Urban Affairs Annual Reviews 37: 86–105.
- Dangschat, Jens. 1993: „Hambourg, la ville entreprise.“ In : Metropoles portuaires en Europe : Barcelone - ênes - Hambourg - Liverpool - Marseille - Rotterdam. Hrsg. : Bonillo, Jean-Lucien ;André Donzel und Mario Fabre, Marseille. 57–70.
- Dangschat, Jens und Oliver Frey. 2005: „Stadt- und Regionalsoziologie“. In : Handbuch Sozialraum, Hrsg. (u.a.) : Kessl, Fabian, Berlin, 143–63.
- David, Jérôme. 2001: „Politique de la ville : Chronologie“. In : Revue française des affaires sociales 3. 15-22.
- Dell'Umbria, Alèssi. 2006: Histoire universelle de Marseille : De l'an mil à l'an deux mille. Marseille.
- Porta, Donatella Della. 2009: Democracy in social movements. New York City.
- Porta, Donatella Della und Mario Diani. 2006: Social movements: an introduction. Malden und Oxford.
- Demmer, Ulrich und Martin Gaenzle. 2007: The power of discourse in ritual performance : rhetoric, poetics, transformations. Berlin.
- Dessenberg, Alex und Klaus Joachim Reinig. 1982: „Mieter helfen Mietern - Alternativer Mieterverein in Hamburg“. In : „Wohnungsnöte. Anregungen zur Initiative an Ort und Stelle“, Hrsg. : Evers, Adalbert und Klaus Selle, Frankfurt a.M., 81–87.
- Diercks, Goesta. 2013: „Künstlernomaden“. In : Creatio ex nihilo? Wo Kunst entsteht. Hrsg. : Brodersen, Waltraud und Claus Mewes, Berlin. 88–131.
- Dilger, Gerhard ; Thomas Fatheuer ; Christian Russau und Stefan Thimmel. 2014: Fußball in Brasilien: Widerstand und Utopie Mythen und Helden, Massenkultur und Proteste. Hamburg.
- Dubedout, Hubert 1983 : Commission nationale pour le développement social des quartiers. Ensemble refaire la ville. Rapport au Premier ministre du président de la Commission nationale pour le développement social des quartiers. Paris.
- Dubet, François. 1987: La galère : jeunes en survie. Paris.
- Dubois, Jérôme und Maurice Olive. 2004: „Négocier la requalification urbaine. L'action publique dans son horizon d'incertitude“. In : Marseille, entre ville et ports. Les destins de la rue de la République. Hrsg. : Fournier, Pierre und Sylvie Mazzella. Paris. 40–59.
- Dubois, Jérôme und Maurice Olive. 2004: „Euroméditerranée: negociations a tous les etages“. In : Annales de la recherche urbaine 97: 103–12.
- Dubois, Jérôme und Maurice Olive. 2001: „Euroméditerranée : un grand projet d'aménagement à l'épreuve du débat public.“ In : Métropolisation, gouvernance et citoyenneté dans la région urbaine marseillaise, Hrsg. : Donzel,André. Paris. 421–44.
- Duport, Claire. 2012: „Traffics de drogues : un bilan des recherches et quelques expériences à Marseille.“ Marseille.

- Duport, Claire und Michel Peraldi. 1998: „Action culturelle, politiques de la ville et mobilité sociale : la longue marche des classes moyennes : appel d’offre interministériel "Culture, ville et dynamiques sociales. a longue marche des classes moyennes“. MMSH.
- Durkheim, Émile. 1912: Les formes élémentaires de la vie religieuse : le système totémique en Australie. Paris:
- Eisinger, Peter. 1973: „The conditions of protest behavior in American cities“. In : The American Political Science Review 68 (1): 11–28.
- Epstein, Renaud. 2008: „L’éphémère retour des villes. L’autonomie locale à l’épreuve des recompositions de l’État“. In : Esprit Février (2): 136.
- Escobar, David Mateos. 2012: „La gentrification du centre-ville de Marseille. Idées reçues et zones d’ombre dans l’étude des recompositions sociales des quartiers centraux phocéens“. Aix-Marseille Université.
- Escobar, David Mateos. 2017: „Le processus de gentrification rend-il compte des dynamiques de peuplement des quartiers centraux de Marseille ?“ In : Langage et société 162 (4): 47–51.
- Euroméditerranée 2011 : Ecocité Marseille- Euroméditerranée. Dossier de Presse, 30.06.2011.
- Essex, Stephen und Brian Chalkley. 2003: „Urban transformation from hosting the Olympic Games: university lecture on the Olympics“. Barcelona.
- Evans, Richard John. 1996: Tod in Hamburg : Stadt, Gesellschaft und Politik in den Cholera-Jahren 1830-1910. Reinbek.
- FHH – Freie und Hansestadt Hamburg. 1960: „Die Industrie in Hamburg im November 1960. Statistische Berichte“. Hamburg.
- FHH – Freie und Hansestadt Hamburg. 1980: Stadtentwicklungskonzept Stek ’80. Hamburg.
- FHH – Freie und Hansestadt Hamburg. 2002: „Letibild: Metropole Hamburg - Wachsende Stadt“. Hamburg.
- FHH – Freie und Hansestadt Hamburg. 2012: „Kreativwirtschaftsbericht 2012 für Hamburg“. Hrsg. : Hamburg Kreativgesellschaft. Hamburg.
- Fillieule, Olivier. 2001: „Propositions pour une analyse processuelle de l’engagement individuel Post scriptum“. In : Revue française de science politique 511 (1–2): 199–215.
- Fillieule, Olivier und Isabelle Sommier. 2018: Marseille années 68. Paris.
- Fischer, Linda und Steffen Jörg. 2009: „Exklusiv wohnen und arbeiten auf’m Kiez. Auf Kosten der Geringverdienenden wird Hamburg-St. Pauli umstrukturiert“. In : AK - zeitung für linke debatte und praxis 535.
- Fleury, Laure und Isabelle Sommier. 2018: „Les luttes des gauches alternatives“. In : Marseille années 1968, Hrsg. : Fillieule, Olivier und Isabelle Sommier, Paris. 231–314.
- Florida, Richard. 2002: „Bohemia and economic geography“. In : Journal of Economic Geography 2(1): 55-71.
- Fominaya, Cristina. 2014: „Debunking Spontaneity: Spain’s 15-M/ Indignados as Autonomous Movement“. In : Social Movement Studies 14 (2): 142–163.
- Fourcaut, Annie. 2000: „Pour en finir avec la banlieue. / Ending the use of the term *suburb*.“ In : Géocarrefour 75 (2): 101–5.

- Fourmier, Pierre und Sylvie Mazzella. 2004: „La percée originelle : entre aménagement urbain, transformation sociale et rentabilité financière“. In : Marseille, entre ville et ports : les destins de la rue de la République, Paris. 29–39.
- Francisco, Ronald A. 2001: „The Dictator’s Dilemma“. In : Conference on Repression and Mobilization: What Do We Know and Where Do We Go From Here?, University of Maryland., 1–23.
- Franquemagne, Gaël. 2010: „La mobilisation socioterritoriale du Larzac et la fabrique de l’authenticité“. In : Espaces et sociétés 143 (3): 117.
- Frey, Oliver. 2012: „Sociologie urbaine ou sociologie de l’espace ? Le concept de milieu urbain.“ In : SociologieS, November.
- Frey, Oliver. 2012b: „Städtische Milieus“. In : Handbuch Stadtsoziologie, Berlin. 503–26.
- Friedrichs, Jürgen und Jens Dangschat. 1993: „Hamburg: Culture and Urban Competition“. In : Cultural Policy and Urban Regeneration: the West European Experience. Hrsg. : Bianchini, Franco und Michael Parkinson, Manchester und New York. 114–135.
- Front de Gauche : Concertation Publique pour le réaménagement de la Place Jean Jaurès. Mémoire déposé par les Elues Front de Gauche de Marseille et d’Aix-Marseille-Provence-Métropole. 31.03.2017.
- Gamson, William A. und David S. Meyer. 1996: „Framing political opportunity“. In : Comparative perspectives on social movements : political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings., Hrsg. : McAdam, Doug ; John D. McCarthy und Mayer Zald, Cambridge und New York. 275–90.
- Gasquet-Cyrus, Médéric ; Nathalie Binstik ; Karine Giacomiu ; Ursula Nagy und Louis-Jean Calvet 2002 : Marseille au filtre d’un quartier. La Plaine. Etude sociolinguistique d’un quartier dans sa ville. Rapport de recherche, action concertée Ville. Ministère de l’Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie Centre National de la Recherche Scientifique.
- Gastaut, Yvan. 2003: „Marseille cosmopolite après les décolonisations : un enjeu identitaire“. In : Cahiers de la Méditerranée 67: 2–10.
- Garnier, Jean-Pierre. 2008: „Scénographies pour un simulacre : l’espace public réenchanté.“, Espaces et Sociétés 134 (3). 1–21.
- Gaudin, Jean-Claude : Marseille fête les 50 ans du site fondateur de l’archéologie de 'sauvetage' en milieu urbain. 15.06.2017.
- Gaulier, Armelle 2014 : Zebda, Tactik Collectif, Origines Contrôlés : la musique au service de l'action sociale et politique à Toulouse. Thèse en science politique, Science Po Bordeaux.
- Gebeil, Sophie. 2016: „Les mémoires de la Marche pour l’égalité et contre le racisme. Dans les archives du Web.“ In : Hommes et Migrations 1313. 115-122.
- Geffken, Rolf. 2015: Arbeit und Arbeitskampf im Hafen Zur Geschichte der Hafendarbeit und der Hafendarbeitergewerkschaft. Bremen.
- Gennep, Arnold Van. 1909: Les rites de passage. Paris.
- Gerhards, Jürgen und Dieter Rucht. 1992: „Mesomobilization : Organising and Framing in two protest camps in West-Germany.“ In : American journal of sociology 98 (3): 555–95.
- Geronimo. 1997: Feuer und Flamme: Zur Geschichte der Autonomen. Berlin.

- Girel, Sylvia. 2004: „À Marseille, quand artistes et citoyens se rencontrent dans l'espace urbain“. In : *Le Goût des belles choses : ethnologie de la relation esthétique* 19: 177–93.
- Girel, Sylvia. 2007: „Arts, territoires et action sociale : l'exemple marseillais“. In : *Vie sociale* 2 (2): 183.
- Glaeser, E. 2005: „Edward L. Glaeser, Review of Richard Florida's *The Rise of the Creative Class*.“ In : *Regional Science and Urban Economics* 35 (5): 593–96.
- Gobille, Boris. 2006: „La créativité comme arme révolutionnaire ? L'émergence d'un cadrage artiste de la révolution en Mai 68“. In : *Art et contestation*, Hrsg. : Balasinski, Justyne und Lilian Mathieu, 153-68.
- Godard, Pierre und André. Donzel. 2014: *Éboueurs de Marseille : entre luttes syndicales et pratiques municipales*. Paris.
- Goodwin, Jeff. 1997: „The Libidinal Constitution of a High-Risk Social Movement: Affectual Ties and Solidarity in the Huk Rebellion, 1946 to 1954“. In : *American Sociological Review* 62 (1): 53–69.
- Gouldner, Alvin Ward. 1979: *The future of intellectuals and the rise of the new class : a frame of reference, theses, conjectures, arguments, and an historical perspective on the role of intellectuals and intelligentsia in the international class contest of the modern era*. New York.
- Granovetter, Mark. 1973: „The Strength of Weak Ties“. In : *American Journal of Sociology* 78 (6): 1360–80.
- Granovetter, Mark. 1983: „The Strength of Weak Ties: A Network Theory Revisited“. In : *Sociological Theory* 1: 201–33.
- Grothe, Nicole. 2005: *InnenStadtAktion - Kunst oder Politik? : künstlerische Praxis in der neoliberalen Stadt*. Bielefeld.
- Groupe Germinal : *La fédération anarchiste à Marseille*. In : *Le Monde Libertaire*, N°1763, 29.01.-04.02.2015.
- Grüttner, Michael. 1976: *Wem die Stadt gehört. Stadtplanung und Stadtentwicklung in Hamburg 1965-1975*. Hamburg.
- Grüttner, Michael 1983: „Soziale Hygiene und soziale Kontrolle – die Sanierung der Hamburger Gängeviertel 1892-1936“. In : *Arbeiter in Hamburg : Unterschichten, Arbeiter und Arbeiterbewegung seit dem ausgehenden 18. Jahrhundert*, Hrsg. : Herzig, Arno ; Dieter Langewiesche und Arnold Sywottek, Hamburg. 359-371.
- Guénif-Souilamas, Nacira. 2005: „La fin de l'intégration, la preuve par les femmes“. In : *Mouvements* 39–40 (3): 150–57.
- Haarmann, Anke. 2003: „Künstlerischer Urbanismus. Mode oder Notwendigkeit“. In : *Ready2capture - Klar zum Entern! : Hafencity - ein urbaner Raum?* Hrsg. : tetrapak, Hamburg. 18–21.
- Hamidi-kim, Bérénice. 2009: „Théâtre, mission sociale et politique de la ville : entre service public de la culture et développement durable culturel , étude de deux projets lyonnais.“ In : *Colloque : Décentralisation théâtrale*, dirigé par Serge Proust et Daniel Rautenberg, Université de Saint-Etienne, 2008., 1–17.
- Harvey, David. 1989: „From managerialism to entrepreneurialism : the transformation in urban governance in late capitalism“. In : *Geografiska annaler* 71 (1): 3–17.
- Harvey, David. 2002: „The art of rent : globalization, monopoly and the commodification of culture.“ In : *Socialist Register. A World of Contradictions* 38: 93–110.

- Harvey, David. 2008: „The Right to the City“. In : New Left Review 53: 23–40.
- Harvey, David. 2012: Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution. New York City.
- Haunss, Sebastian. 2004: Identität in Bewegung. Prozesse kollektiver Identität bei den Autonomen und in der Schwulenbewegung. Wiesbaden.
- Häußermann, Hartmut ; Dieter Läßle und Walter Siebel. 2008: Stadtpolitik. Frankfurt a.M.
- Häußermann, Hartmut und Walter Siebel. 2000: Soziologie des Wohnens : eine Einführung in Wandel und Ausdifferenzierung des Wohnens. Weinheim.
- Hautz, Hanjo A. 2008: „Stadt und Hafen – Entwicklungsperspektiven für eine verträgliche Nachbarschaft von Stadt(-entwicklung) und Hafen(-wirtschaft). Handlungsempfehlungen für den Umgang mit dem zentrumsfernen Stadt-Hafen-Übergang am Beispiel Hamburgs.“ TU Braunschweig.
- Hayot, Alain und Émile Temime. 2002: „Belsunce et les politiques urbaines à Marseille. Discussion avec Sylvie Mazzella et Véronique Manry“. In : Méditerranées 13: 147–63.
- Hernandez, Frédérique ; Brigitte Bertonecello ; Philippe Méjean und Angelo Bertoni. 2013: „Marseille : Les fragilités comme moteurs pour l’invention d’une centralité métropolitaine originale ?“ Rapport de recherche, POPSU 2, Aix-Marseille Université.
- Hitzler, Ronald ; Anne Honer und Michaela Pfadenhauer. 2008: „Zur Einleitung : ‚Ärgerliche‘ Gesellungsgebilde ?“ In : Posttraditionale Gemeinschaften : Theoretische und ethnografische Erkundungen, Wiesbaden. 9–31.
- Holm, Andrej. 2014: „Das Recht auf Stadt in umkämpften Räumen. Zur gesellschaftlichen Reichweite lokaler Proteste“. In : Stadt und soziale Bewegung, Hrsg. : Gestring, Norbert ; Renate Ruhne und Jan Wehrheim, Wiesbaden. 43–62.
- Holm, Andrej. 2009: „Recht auf Stadt – Soziale Kämpfe in der neoliberalen Stadt“. In : Die Stadt im Neoliberalismus, Hrsg. : Rosa-Luxemburg Stiftung, 27–37.
- Holm, Andrej. 2010: „Gentrifizierung und Kultur. Zur Logik kulturell vermittelter Aufwertungsprozesse“. In : Jahrbuch StadtRegion 2009/2010 : Schwerpunkt: Stadtkultur und Kreativität., Hrsg. : Kirchberg, Volker ; et.al.,64–82. Opladen und Farmington Hill.
- Hornbacher, Annette. 2005: Zuschreibung und Befremden : postmoderne Repräsentationskrise und verkörpertes Wissen im balinesischen Tanz. Berlin.
- Hugues, Bazin. 1995: „Le mouvement hip-hop , des émeutes urbaines aux cultures de la rue“. In : Politis 10: 43–46.
- Inglehart, Ronald. 1990: Culture shift in advanced industrial society. Princeton.
- Inglehart, Ronald. 1977: The silent revolution : changing values and political styles among Western publics. Princeton.
- INSEE 2013 : Chiffres clés Évolution et structure de la population. Commune de Marseille (13055)
- Internationale Situationniste. 1961: Bulletin central édité par les sections de l’Internationale situationniste. Hrsg. : Debord, Guy, Paris.
- Jasper, James M. 1997: The art of moral protest : culture, biography, and creativity in social movements. Chicago.

- Jasper, James. 1998: „The Emotions of Protest: Affective and reactive emotions in and around social Movements“. In : *Sociological Forum* 13 (3): 397–424.
- Jasper, James M. 2011: „Emotions and Social Movements: Twenty Years of Theory and Research“. In : *Annual Review of Sociology* 37 (1): 285–303.
- Jenkins, J. Craig und Michael Wallace. 1996: „The generalized action potential of protest movements: The new class, social trends, and political exclusion explanations“. In : *Sociological Forum* 11(2): 183-207.
- Jörke, Dirk. 2011: „Bürgerbeteiligung in der Postdemokratie“. In : *Aus Politik und Zeitgeschichte* 1–2. Hrsg. : Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn. 13–18.
- Jourdan, Sylvien. 2008: „Un cas aporétique de gentrification : la ville de Marseille“. In : *Méditerranée* 111 (2): 85–90.
- Juhem, Philippe. 2001: „Entreprendre en politique. De l’extrême gauche au PS : La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme“. In : *Revue française de science politique* 51 (1): 131.
- Karakayali, Serhat. 2005: „Lotta Continua in Frankfurt, Türken-Terror in Köln. Migrantische Kämpfe in der Geschichte der Bundesrepublik.“ In : *Grundrisse. Zeitschrift für linke Theorie und Debatte* (Online) 14: 1–8.
- Kerste, Ben. 2013a: „Arbeitspapier : Kreative Stadt, umkämpfte Stadt. Ein vergleichender Ansatz zwischen den Städten Marseille und Hamburg“. Unveröffentlicht.
- Kerste, Ben. 2013b: „Ville entreprise, ville créative, ville contestée : Hambourg entre 1983 et 2013“ In : *Faire Savoirs* 10. *Nouveaux horizons de la culture*. Hrsg. : Donzel, André und Alain Moreau, 9-18.
- Kerste, Ben. 2014: „L’art, la culture et l’engagement militant dans le Grand Saint Barthélemy. Des considérations sur le contexte social et politique du conflit Jardins Possibles“. In : *PUBLIC(S) - Public(s), pratiques culturelles et espace(s) public(s)*, Hrsg. : Girel, Sylvia. Aix-en-Provence. E-Dokument : <https://publics.hypotheses.org/559> (l.Z.: 08.09.2018).
- Kirszbaum, Thomas. 2015: „La politique de la ville ou les infortunes de l’égalité républicaine“. In : *En finir avec les banlieues? Le désenchantement de la politique de la ville*. E-Dokument : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01100701/document> (l.Z.: 12.07.2017).
- Kirszbaum, Thomas. 2017: „La politique de la ville“. In : *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*. Hrsg. : Kada, Nicolas ; et.al., E-Dokument : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01386327v3> (l.Z.: 12.07.2017).
- Kitschelt, Herbert. 1990: „New Social Movements and the Decline of Party Organization“. In : *Challenging the political order : new social and political movements in western democracies*, Hrsg. : Dalton, Russell J. und Manfred. Kuechler, New York. 179–208.
- Kletzlen, Anne. 2014: „Les règlements de comptes entre malfaiteurs à Marseille : ce que disent les enquêtes judiciaires“. In : *Faire Savoirs* 11. *Délinquance, criminalité et banditisme dans la région marseillaise*. Hrsg. : Mucchielli, Laurent, 39–46.
- Kohn, Melvin L. 1977: *Class and conformity : a study in values*. Chicago.
- Kossak, Egbert. 1993: *Hamburg, Stadt im Überfluss : Optionen für die wachsende Stadt*. Hamburg.
- Kowalski, Hannah und Margaux Weiß. 2012: „Insel der Unordnung. Über Institutionalisierung und die Temporäre Autonome Zone Gängeviertel“. In : *Mehr als ein Viertel*, Hrsg. : Gängeviertel e.V., 128-54.

- Kriesi, Hanspeter. 1989: „New Social Movements and the New Class in the Netherlands“. In : *American Journal of Sociology* 94 (5): 1078–1116.
- Kriesi, Hanspeter ; Ruud Koopmans ; Jan Willem Duyvendak und Marco G. Giugni. 1995: *New social movements in Western Europe : a comparative analysis*. Minneapolis.
- Kuhn, Armin. 2012: „Zwischen gesellschaftlicher Intervention und radikaler Nischenpolitik. Häuserkämpfe in Berlin und Barcelona am Übergang zur neoliberalen Stadt“. In : „All we ever wanted ...“. Eine Kulturgeschichte europäischer Protestbewegungen der 1980er Jahre, Hrsg. : Balz, Hanno und Jan-Henrik Friedrichs, Berlin. 37–52.
- La Table est Plaine : Presstext / Communiqué de Presse. 25.04.2016.
- Labarthe, Fabien. 2013: „La Friche la Belle de Mai : l’invention d’une nouvelle époque de l’action culturelle ?“ In : *Faire Savoirs* 10. *Nouveaux horizons de la culture*. Hrsg. : Donzel, André und Alain Moreau, 27–36.
- Lähdesmäki, Tuuli. 2013: „Cultural activism as a counter-discourse to the European Capital of Culture programme: The case of Turku 2011“. In : *European Journal of Cultural Studies* 16 (5): 598–619.
- Landry, Charles und Franco Bianchini. 1995: *The creative city*. London.
- Laurent Dornel. 2003: „Cosmopolitisme et xénophobie : les luttes entre français et italiens dans les ports et docks marseillais, 1870-1914.“ In : *Cahiers de la Méditerranée*, Nr. 67: 245–67.
- Latarjet, Bernard. 2010: „Marseille-Provence 2013: genèse, objectifs et enjeux d’un projet culturel métropolitain. In : *Méditerranée* 114: 27–29.
- Le No! : Communiqué de Presse : Squat culturel à deux doigts de l’expulsion ... et après ? 17. April 2012 : <http://www.millebabords.org/spip.php?article20480> (l.Z. 30.06.2016)
- Dantec, Bruno Le. 2007: *La ville-sans-nom : Marseille dans la bouche de ceux qui l’assassinent*. Marseille.
- Leach, Darcy K und Sebastian Haunss. 2009: „Scenes and Social Movements“. In : *Culture, Social Movements and Protests*, 255–76.
- Lefebvre, Henri. 1968: *Le droit à la ville*. Paris.
- Liehr, Günter. 2013: *Marseille. Porträt einer widerspenstigen Stadt*. Zürich.
- Lloyd, Richard. 2006: *Neo-Bohemia: Art and Commerce in the Postindustrial City*. New York City.
- Lorey, Isabell. 2006: „Gouvernementalität und Selbst-Prekarisierung. Zur Normalisierung von KulturproduzentInnen.“ *Transversal*. Europäisches Institut für progressive Kulturpolitik. 2006.
- MacLeod, Gordon. 2002: „From Urban Entrepreneurialism to a *Revanche City*? On the Spatial Injustices of Glasgow’s Renaissance“. In : *Antipode* 34 (3): 602–24.
- Macy, Michael. 1988: „New-class dissent among social-cultural specialists: The effects of occupational self-direction and location in the public sector“. In : *Sociological Forum* 3 (3): 325–56.
- Mallet, Carl-Heinz. 2000: *Die Leute von der Hafensstraße. Über eine andere Art zu leben*. Hamburg.
- MAM - Métropole Aix-Marseille. 2017: *Rapport au Conseil de la métropole, Urbanisme et Aménagement*. Séance du 19 Octobre 2017. URB 030-19/10/17 CM ; Approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet de requalification de la place Jean Jaurès.

- Marcuse, Peter. 2009: „From critical urban theory to the right to the city“. In : City 13 (2–3): 185–97.
- Marcuse, Peter ; Neil Brenner und Margit Mayer. 2012: „Cities for People, Not for Profit: Critical Urban Theory and the Right to the City“. London und New York City.
- Markusen, Ann. 2006: „Urban development and the politics of a creative class: evidence from a study of artists“. In : Environment and Planning A 38 (10): 1921–40.
- Marlière, Éric. 2011: „« Jeunes de cité », des trajectoires multiples“. In : Projet 320 (1): 47.
- Marseille en Guerre : Marseille 2013 n’aura pas lieu. 2012.
- Mattina, Cesare. 2004: „Mutations des ressources clientélares et construction des notabilités politiques à Marseille (1970-1990)“. In : Politix 17 (67): 129–55.
- Mattina, Cesare. 2016: „Gouverner la ville avec des milieux « communautaires ». Construction et légitimation des « communautés » gagnantes dans l’espace public marseillais“. In : Métropoles 19: 1–22.
- Mauger, Gérard. 1994: „Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme. Pour une histoire de la génération de mai 1968“. In : L’identité politique, 206–26.
- Mauger, Gérard. 2004: „Entretiens : Ênquete sur la société des bas de tours.“ In : La Lettre de la DIV 92: 4.
- Mayer, Margit. 2008: „Städtische Soziale Bewegungen“. In : Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945. Ein Handbuch, Hrsg. : Roth, Roland und Dieter Rucht, Frankfurt a.M. 294–318.
- Mayer, Margit. 2011: „The right to the city in urban social movements“. In : Cities for people, not for profit, Hrsg. : Brenner, Neil ; Peter Marcuse und Margit Mayer, London und New York City. 63–85.
- Mayer, Margit. 2013: „Urbane soziale Bewegungen in der neoliberalisierenden Stadt“. In : sub\urban. Zeitschrift für kritische stadtforschung 1: 155–68.
- Mazzella, Sylvie. 1996: „Le quartier Belsunce à Marseille, les immigrés dans les traces de la ville bourgeoise“. In : Annales de la recherche urbaine 1 (72). 119–125.
- Mazzella, Sylvie und Nadine Roudil. 1998: „La place du marché dans les politiques urbaines marseillaises“. In : Les Annales de la recherche urbaine 78 (1): 64–71.
- McAdam, Doug. 1982: Political process and the development of Black insurgency, 1930-1970. Chicago.
- McAdam, Doug. 1986: „Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer“. In : American Journal of Sociology 92 (1): 64–90.
- McAdam, Doug. 1996: „Conceptual Origins, current problems, future directions“. In : Comparative perspectives on social movements : political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings. Hrsg. : McAdam, Doug ; John D. McCarthy und Mayer Zald, Cambridge. 23–40.
- McAdam, Doug ; John D. McCarthy und Mayer Zald. 1996: „Introduction : Opportunities, mobilizing structures, and framing processes – toward a synthetic, comparative perspective on social movements.“. In : Comparative perspectives on social movements : political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings. Cambridge. 1–22.
- McAdam, Doug ; Sidney Tarrow und Charles Tilly. 1998: „Pour une cartographie de la politique contestataire“. In : Politix 11 (41): 7–32.

- Melé, Patrice. 2013: „Conflits de proximité et dynamiques urbaines. Introduction.“ In : Conflits de proximité et dynamiques urbaines. Rennes. 7–18.
- Melucci, Alberto. 1980: „The new social movements : a theoretical approach“. In : Social science information 19 (2): 200–226.
- Merklen, Denis. 2014: „La politique dans les cités ou les quartiers comme cadre de la mobilisation“. In : Histoire des mouvements sociaux en France, Hrsg. : Pigenet, Michel und Danielle Tartakowsky, Paris. 615–23.
- Mésini, Béatrice. 2001: „Les associations de lutte contre l'exclusion : dynamiques des mobilisations et modes d'appartenance“. In : Métropolisation, gouvernance et citoyenneté dans la région urbaine marseillaise, Hrsg. : Donzel, André, Paris. 249–67.
- Mitchell, J. Clide 1956: The kalela dance : aspects of social relationships among urban Africans in Northern Rhodesia. Manchester.
- MPM – Marseille Provence Métropole. 2007: „Marseille Provence Métropole euroméditerranéenne des échanges et de la connaissance. Une stratégie de développement économique pour 2008-2014“. Marseille.
- MPM – Marseille Provence Métropole. 2012: Marseille-Provence 2013, Signature des conventions *Quartiers Créatifs*. Dossier de presse, 9 Mai 2012.
- Michel, Vilette. 1979: „La carrière d'un cadre de gauche après 1968“. In : Actes de la recherche en sciences sociales 29: 64–74.
- MICQP 2017 : Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques. Médiations. N°23. Octobre 2011.
- Möller, Matthias ; Sonja Nielbock ; Andrea Papst und Nicole Vrenegor. 2011: „Tagungsberichte. Recht auf Stadt - Vier Fragen und vier Perspektiven. Anmerkungen zu einem Kongress in Hamburg“. In : Sozial.Geschichte Online 6: 234–44.
- Mooney, Gerry. 2004: „Cultural policy as urban transformation? Critical reflections on Glasgow, European city of culture 1990“. In : Local Economy 19 (4): 327–40.
- Moreau, Alain. 2005: „L'importance de l'identité locale chez les adolescents marseillais“. In : Faire Savoirs 5. *Ville et intégration : le creuset marseillais*. Hrsg. : Donzel, André und Alain Moreau, 33–38.
- Morel, Bernard 2001: „Marseille, pouvoir politiques et mutations économiques depuis 1945“. In : Méditerranée 96 (1/2): 17–27.
- Mouffe, Chantal. 2011: „*Postdemokratie* und die zunehmende Entpolitisierung“. In : Aus Politik und Zeitgeschichte 1–2. Hrsg. : Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn. 3–5.
- MuCEM: Ausstellungsbeschreibung / Présentation d'exposition. Le Monde à l'Envers Carnavals et Mascarades d'Europe et de Méditerranée.
- Muselier, Renaut: Rede vor der Stadtverwaltung / Discours prononcé lors du conseil municipal. 09.12.2013.
- Nagy, Ursula. 2003: „Le réseau occitaniste de la plaine“. In : Nouvelle recherche en domaine occitan, Hrsg. : Lieutard, Hervé und Marie-Jeanne Verny, Montpellier. 95–116.
- Narr, Wolf-Dieter. 2008: „Der CDU-Staat (1949-1966)“. In : Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945. Ein Handbuch, Hrsg. : Roth, Roland und Dieter Rucht, Frankfurt a.M. 52–70.

- Nasiali, Minayo A. und A. 2010: „Native to the Republic : Negotiating citizenship and social welfare in Marseille *immigrant* neighborhoods since 1945.“ University of Michigan.
- Neidhardt, Friedrich. 1985: „Einige Ideen zu einer allgemeinen Theorie sozialer Bewegungen“. In : Sozialstruktur im Umbruch., Hrsg. : Bolte, Karl Martin, Opladen. 193–204.
- Neveu, Érik. 2011: „De *nouveaux* mouvements sociaux ?“. Paris. 61–69.
- Nez, Héloïse. 2012: „Délibérer au sein d'un mouvement social Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid“. In : Participations: Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté 4(3). 79-102.
- Nicholls, Walter J. 2008: „The Urban Question Revisited: The Importance of Cities for Social Movements“. In : International Journal of Urban and Regional Research 32 (4): 841–59.
- Nicholls, Walter und Justin R Beaumont. 2004: „The urbanisation of justice movements? Possibilities and constraints for the city as a space of contentious struggle“. In : Space and Polity 8 (2): 119–35.
- Noiriels, Gérald. 2008: „L'immigration algérienne en France“. Journée d'étude : La France et l'Algérie, l'histoire et l'avenir en partage, Larrazet, 11.11.2006.
- Norris, Pippa. 2002: „Democratic Phoenix. Agencies, Repertoires, & Targets of Political Activism“. In : Political Activism, Participation, and Identification, Boston. 1–26.
- Novy, Johannes und Claire Colomb. 2013: „Struggling for the Right to the (Creative) City in Berlin and Hamburg: New Urban Social Movements, New 'Spaces of Hope'?“ In : International Journal of Urban and Regional Research 37 (5): 1816–38.
- Offe, Claus. 1985: „New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics“. In : Social Research 52 (4). 817-868.
- Oldenburg, Ray. 1999 (1989). The Great Good Place. Cafes, Coffee Shops, Bookstores, Bars, Hair Salons, and Other Hangouts at the Heart of a Community. New York.
- Oliver, Pamela E. 1989: „Bringing The Crowd Back : The Non Organizational Elements of Social Movements“. In : Research in Social Movements, Conflict and Change 11: 1–30.
- Paire, Alain. 2015: „Les Cahiers du Sud, un style de vie“. In : Rives méditerranéennes 50: 147–53.
- Palmer. 2004: „European Cities and Capitals of Culture“. Brüssel.
- Parisis, Jean-Louis. 1992: Une ville en fuite : Marseille 1940-1942. La Tour d'Aigues.
- Park, Robert E. ; Burgess, Ernest W. und Roderick McKenzie. 1967: The City. Chicago.
- Parkin, Frank. 1968: Middle class radicalism; the social bases of the British Campaign for Nuclear Disarmament. New York.
- Petits Lieux 2012 : Compte Rendu de la réunion à l'Équitable Café. 10.09.2012
- Peck, Jamie. 2005: „Struggling with the Creative Class“. In : International Journal of Urban and Regional Research 29(4). 740-770.
- Peraldi, Michel. 1999: „Marseille: réseaux migrants transfrontaliers, place marchande et économie de bazar“. In : Cultures & Conflits 33–34: 51–67.
- Peraldi, Michel. 2002: „Culture populaire / Pop Culture“. In : Revue Mediterraneans 13: 13–18.

- Peraldi, Michel und Michel Samson. 2005: Gouverner Marseille : Enquête sur les mondes politiques marseillais. Paris.
- Peraldi, Michel ; Dupont, Claire und Michel Samson. 2015: Sociologie de Marseille. Paris.
- Pigenet, Michel. 2014: „La grève des mineurs de 1963“. In : Histoire des mouvements sociaux en France, Hrsg. : Pigenet, Michel und Danielle Tartakowsky, Paris. 456–63.
- Pigenet, Michel und Danielle Tartakowsky. 2014: „Introduction - Institutionnalisation et mobilisations au temps de l'État social (années 1930 - années 1970)“. In : Histoire des mouvements sociaux en France, Paris. 335–54.
- Pinard, Maurice Hamilton, Richard. 1989: „Intellectuals and the leadership of social movements. Some comparative perspectives.“ In : Research in Social Movements, Conflicts & Change. 11: 73–107.
- Priujit, Hans. 2013: „The Logic of Urban Squatting“. In : International Journal of Urban and Regional Research 37 (1): 19–45.
- Raschke, Joachim. 1985: Soziale Bewegungen : ein historisch-systematischer Grundriss. Frankfurt a.M. und New York.
- Reckwitz, Andreas. 2009: „Die Selbstkulturalisierung der Stadt“. In : Mittelweg 36, 1–23.
- Reichhardt, Sven. 2008: „Große und Sozialliberale Koalition (1966-1974)“. In : Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945. Ein Handbuch, Hrsg. : Roth, Roland und Dieter Rucht, Frankfurt a.M., 71–92.
- Renahy, Nicolas. 2010: „Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion.“ In : Regards sociologiques 40: 9–26.
- Retière, Jean-Noël. 2003: „Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire“. In : Politix 16 (63): 121–43.
- Rioux, Jean-Pierre. 1989: „Rezension : Guiraud Jean-Michel 1987 : La vie intellectuelle et artistique à Marseille à l'époque de Vichy et sous l'occupation (1940-1944).“ In : Vingtième Siècle 21: 160–61.
- Roland Berger. 2007: „Talentstadt Hamburg“. Hamburg.
- Roncayolo, Marcel. 1990: L'imaginaire de Marseille : port, ville, pôle. Marseille.
- Roncayolo, Marcel. 1997: „Images-témoins des mutations urbaines, 1860-1920“. In : Marseille 1860-1914. Photographies et mutation urbaine, Hrsg. : Musée d'histoire de Marseille. 12–27.
- Rose, Fred. 1997: „Toward a Class-Cultural Theory of Social Movements: Reinterpreting New Social Movements“. In : Sociological Forum 12 (3): 461–94.
- Roth, Roland. 1990: „Stadtentwicklung und soziale Bewegungen in der Bundesrepublik.“ In : Das neue Gesicht der Städte. Theoretische Ansätze und empirische Befunde aus der internationalen Debatte., Hrsg. : Borst, Renate ; Krätke, Stefan ; Mayer, Margit ; Roth, Roland und Fritz Schmoll, Basel, Boston, Berlin. 209–234.
- Rucht, Dieter. 1991: „Sociological theory as a theory of social movements?: A critique of Alain Touraine“. In: Research on Social Movements. The state of the art in Western Europe and the USA, Frankfurt a.M., 355–384.
- Rucht, Dieter. 1994: Modernisierung und neue soziale Bewegungen : Deutschland, Frankreich und USA im Vergleich. Frankfurt a.M. und New York City.

- Rucht, Dieter. 1996: „The impact of national contexts on social movement structures : A cross-movement and cross-national comparison.“ In : Comparative perspectives on social movements : political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings. Hrsg. : McAdam, Doug ; John D. McCarthy und Mayer Zald, Cambridge. 185–204.
- Rucht, Dieter. 1999: „Gesellschaft als Projekt - Projekte in der Gesellschaft. Zur Rolle sozialer Bewegungen.“ In : Neue soziale Bewegungen Impulse, Bilanzen und Perspektiven, Hrsg. : Klein, Ansgar ; Legrand, Hans-Josef und Thomas Leif, Berlin. 15–27.
- Rucht, Dieter und Wilhelm Heitmeyer. 2008: „Mobilisierung von und für Migranten“. In : Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945. Ein Handbuch., Hrsg. : Roth, Roland und Dieter Rucht, Frankfurt a.M., 574–592.
- Saharaoui-Chapuis, Khadidja. 2014: „Comment devient-on dealer dans un quartier pauvre ?“ In : Faire Savoirs, N°11. Délinquance, criminalité et banditisme dans la région marseillaise., Hrsg. : Mucchielli, Laurent. Aix-en-Provence. 47–59.
- Sala Pala, Valérie. 2006: „La politique du logement social est-elle raciste ? Le cas marseillais“. In : Hrsg. : Primon, Jean-Luc, Faire Savoirs (6), Aix-en-Provence. 25–36.
- Sala-Pala, Valérie. 2013: Discriminations ethniques : les politiques du logement social en France et au Royaume-Uni. Rennes.
- Samson, Michel. 2002: „Cosmopolitisme, immigration et représentation politique“. In : Revue Mediterraneans/Méditerranéennes 13: 167–74.
- Sawicki, Frédéric und Johanna Siméant. 2009: „Decloisonner la sociologie de l’engagement militant. Note critique sur quelques tendances recentes des travaux francais“. In : Sociologie de travail 51(1): 97-125.
- Sayad, Abdelmalek. 2016: „Les enfants illégitimes“. In : Actes de la Recherche en Sciences Sociales 25-26. 117–32.
- Schäfer, Christoph. 2011: Die Stadt ist unsere Fabrik. The city is our factory. Leipzig.
- Scharenberg, Albert und Ingo Bader. 2009: „Berlin’s waterfront site struggle“. In : City 13 (2–3): 325–35.
- Schmidt, Eberhard. 2008: „Arbeiterbewegung“. In : Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945. Ein Handbuch. Hrsg. : Roth, Roland und Dieter Rucht, Frankfurt a.M., 158–86.
- Schubert, Dirk. 2013: „Die Herausbildung der Regional- und Landesplanung im Raum Hamburg: Fritz Schumachers Modell der *natürlichen Entwicklung*“ In : Forum Stadt 3: 211–234.
- Schulz, Kristina. 2006: „Studentische Bewegungen und Protestkampagnen“. In : Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945. Ein Handbuch., Hrsg. : Roth, Roland und Dieter Rucht, Frankfurt a.M., 417–46.
- Scott, James C. 1990: Domination and the arts of resistance : hidden transcripts. New Haven.
- Sigmund, Monika. 2012: „Die Hafensstraße und das Wunder von Hamburg. Selbstbestimmtes Leben im Widerstreit politischer Interessen.“ In : 19 Tage Hamburg : Ereignisse und Entwicklungen der Stadtgeschichte seit den fünfziger Jahren, Hrsg. : Strupp, Christoph, München. 265–80.
- Silberman, Roxane und Irène Fournier. 1999: „Les enfants d’immigrés sur le marché du travail. Les mécanismes d’une discrimination sélective“. In : Formation Emploi 65: 31–55.
- Simmel, Georg. 1917: „Individualismus“. In : Marsyas. Eine Zweimonatsschrift 1: 33–39.

- Sökefeld, Martin. 2007: „Problematische Begriffe: Ethnizität, Rasse, Kultur, Minderheit“. In : Ethnizität und Migration. Einführung in Wissenschaft und Arbeitsfelder, Hrsg. : Schmidt-Lauber, Brigitta, Berlin. 31–50.
- SoLEAM 2011 : Opération Grand centre-ville. Concertation publique.
https://www.marseille.fr/sitevdm/document?id=13405&id_attribute=48 (l.Z. 09.09.2016)
- SoLEAM 2012 : „Opération Grand Centre-Ville. Appel à projet pour la réhabilitation du pôle Canebière – Feuillants“. Cahier des Charges. 18.01.2012. <https://atelierfeuillants.files.wordpress.com/2012/04/appel-c3a0-projets-canebic3a8re-feuillants.pdf> (l.Z. 07.05.2016)
- SoLEAM 2013 : Étude urbaine sur le secteur de la Plaine. Phase 1. Analyse du secteur dans l'armature urbaine. (unveröffentlicht, non-publié)
- SoLEAM 2015 : Opération Grand Centre-Ville. Étude de programmation pour l'aménagement de la place Jean Jaurès. Phase 2 - Pré-programme. (unveröffentlicht, non-publié)
- SoLEAM 2016 : Opération Grand Centre-Ville. Quartier de la Plaine-Marseille. Aménagement de la place Jean Jaurès. Programme du concours. Mars 2016.
<http://www.soleam.net/wp-content/uploads/2016/03/Programme-mars-2016VF.pdf> (l.Z. 09.04.2016)
- SoLEAM 2017 : Dossier de Presse. Réaménagement de la place Jean Jaurès.
- SoLEAM 2018 : Dossier de Presse. Infos Travaux. Réaménagement de la place Jean Jaurès.
- Sommier, Isabelle. 2014: „Sociologie de l'action collective“. In : Histoire des mouvements sociaux en France, Hrsg. : Pigenet, Michel und Danielle Tartakowsy, Paris. 367-377.
- Statistikamt Nord. 2012: „Hamburger Stadtteil-Profil 2012“. Hamburg.
- Statistikamt Nord. 2017: „Ausländische Bevölkerung in Hamburg am 31.12.2016“. Hamburg.
- Statistikamt Nord. 2018: „Statistisches Jahrbuch Hamburg 2017/2018“. Hamburg.
- Steffen, Michale. 2002: „Geschichten vom Trüffelschwein - Politik und Organisation des Kommunistischen Bundes 1971 bis 1991“. Phillips-Universität Marburg.
- Strupp, Christoph. 2010: „Das Tor zur Welt, Die ‚Politik der Elbe‘ und die EWG Hamburger Europapolitik in den 1950er und 1960er Jahren“. In : Themenportal Europäische Geschichte, 1–13.
- Suzanne, Gilles und Marine Vassort. 2003: „Quand la pauvreté fabrique la ville. Errances à Marseille“. In : Les Annales de la recherche urbaine 93. Paris. 117–21.
- Suzanne, Gilles 2005 : Les glaneurs de sons et le cheminement des musiques : constitution de genres musicaux et emprise urbaine des mondes de la musique. Thèse en sociologie, Université de Provence. Faculté des lettres et sciences humaines. Aix-en-Provence.
- Suzanne, Gilles. 2007: „La controverse du cosmopolitisme marseillais“. In : Terrains & Travaux 13(2). 149-168.
- Swyngedouw, Erik Frank Moulaert und Arantxa Rodriguez. 2002: „Neoliberal Urbanization in Europe: Large-Scale Urban Development Projects and the New Urban Policy“. In : Spaces of Neoliberalism. Urban Restructuring in North America and Western Europe, Hrsg. : Brenner, Neil und Nik Theodore, Hoboken, New Jersey. 195–229.
- Tissot, Maxime. 2011: Marseille, an 2013. In : *TGV magazine : Une capitale se construit*. Paris. SNCF.

- Tadros, Ramzi ; Brahim, Rachida und Soraya Guendouz-Arab. 2013: „Marseille 1983-2013. Matériaux pour une histoire en marche“. In : Migrations. 1983. La Marche pour l'égalité et contre le racisme. 41.
- Talpin, Julien. 2016: „Une répression à bas bruit. Comment les élus étouffent les mobilisations dans les quartiers populaires“. Métropolitiques. 2016.
- Tarrius, Alain. 1995: „Naissance d'une colonie: Un comptoir commercial à Marseille“. In : Revue européenne de migrations internationales 11 (1): 21–52.
- Tarrius, Alain. 2001: „Le lien social fort comme préalable à la réussite économique“. In : Journal des Anthropologues 84: 111–44.
- Tarrow, Sidney. 1993: „Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention“. In : Social Science History 17.
- Tarrow, Sidney G. 1994: Power in movement : social movements, collective action, and politics. Cambridge, New York: Cambridge University Press.
- Témime, E. 1985: „Marseille, ville de migrations“. In : Vingtième siècle. Revue d'histoire (7), 37–50.
- Temime, Émile. 2003: „À propos d'un homme, une brève réflexion sur l'immigration“. In : Monsieur Tir, un marchand de bien : mémoire d'hommes, mémoire de quartier, Hrsg. : Berriche, Karima. Marseille, 7–9.
- Temime, Émile und Mehdi Lallaoui. 2009: Des algériens à Marseille. Paris.
- Temime, Emile ; Abdelmalek Sayad und Jean-Jacques Jordi. 1991: Migrations, histoire des migrations à Marseille. Tome 4 : Le choc de la décolonisation 1945-1990.
- Terrail, Jean-Pierre. 1990: Destins ouvriers : la fin d'une classe? Paris.
- tetrapak. 2003: Ready2Capture. Klar zum Entern! : Hafencity - ein urbaner Raum? Hamburg.
- Thompson, Edward. 1963: The making of the English working class. London.
- Tilly, Charles. 1978: From mobilization to revolution. Reading.
- Tilly, Charles. 1993: „Contentious Repertoires in Great Britain, 1758–1834“. In : Social Science History 17 (2), 253–80.
- Tilly, Charles. 1995: Popular contention in Great Britain, 1758-1834. Cambridge, Harvard.
- Tissot, Sylvie. 2005: „Reconversions dans la politique de la ville : l'engagement pour les *quartiers*“. In : Politix 70(2), 71-88.
- Touraine, Alain. 1978: La voix et le regard. Paris: Éditions du Seuil.
- Touraine, A. 1998: „A Reply“. In : European Journal of Social Theory 1 (2), 204–8.
- Turner, Victor. 1982: From ritual to theatre : the human seriousness of play. New York City.
- Twickel, Christoph. 2010: Gentrifidingsbums oder Eine Stadt für alle. Hamburg.
- Vaneigem, Raoul. 1967: Traité du savoir-vivre à l'usage des jeunes générations. Paris.
- VdM - Ville de Marseille. 2012: „Marseille Attractive“. Marseille.

- VdM - Ville de Marseille 2010 : Extrait des registres des deliberations du conseil municipal. 10-20409-DADU. 25. October 2010.
- Vrenegor, Nicole und Anke Haarmann. 2012: Entlang einer imaginären Linie. Drei Jahre Recht-auf-Stadt-Bewegung in Hamburg – ein Zwischenstopp. In : *Dérive - Zeitschrift für Stadtforschung*, n° 49. Wien. 9-14.
- Wakeman, Rosemary. 1986: „Reconstruction and the Self-help Housing Movement: The French Experience“. In : *Housing Studies* 14 (3), 355–66.
- Wieczorek, Wanda. 2005: „Analyse eines selbstorganisierten Planungsprozesses zwischen Kunst, Gemeinwesenarbeit und Urbanismuskritik in Hamburg-St. Pauli.“ Universität Lüneburg.
- Wiegand, Felix. 2013: „David Harveys urbane Politische Ökonomie“. In : *Emanzipation - Zeitschrift für sozialistische Theorie und Praxis* 3 (N°2): 71–91.
- Winkler, Daniel. 2013: „La revalorisation de l’espace urbain et le roman policier franco-allemand : les commissaires Fabio Montale et Bella Block et l’histoire de leur réussite.“ In : *Éclat(s) de mythe*, Hrsg. : Dallet-Mann, Véronique ; Florence Bancaud-Maënen und Marion Picker, Aix-en-Provence, 145–54.
- Willms, Malte und Jelka Plate. 2003: „Hafenrebeldes. Ignorieren, sabotieren, partizipieren?“ In : *Ready2Capture - Klar zum Entern! : Hafencity - ein urbaner Raum?* Hrsg. : *tetrapak*, Hamburg. 26.
- Wischermann, Jörg. 1992: „Anpassung und Gegenwehr : die Parlamentsbeteiligung der Grün-Alternativen Liste Hamburg und ihre Folgen in der ersten Hälfte der achtziger Jahre“. In : *Europäische Hochschulschriften, Politikwissenschaft*, 196 (Reihe XXXI): 473.
- Zalio, Pierre-Paul. 2004: „D’impossibles notables ? Les grandes familles de Marseille face à la politique (1860-1970)“. In : *Politix* 17 (65), 93–118.
- Zukin, Sharon. 1982: *Loft living : culture and capital in urban change*. Baltimore.
- Zwick, Michael M. 1990: *Neue soziale Bewegungen als politische Subkultur : Zielsetzung, Anhängerschaft, Mobilisierung : eine empirische Analyse*. Frankfurt a.M.

Sources d'internet :

- 8e-Art 2012. Art et Culture Magazine, Marseille-Provence.
www.8e-art-magazine.fr/jean-francois-chougnnet-jai-une-obligation-de-resultat-02062011
(l.Z. 04.11.2012)
- Abdallah, Mogniss H. 2013: „Échec à l’auto-organisation“. CQFD. 2013.
http://cqfd-journal.org/spip.php?age=pages_mobiles&squelette_mobile=mobile/article&id_article=1114. (l.Z. 27.06.2017)
- Abdallah, Mogniss H. 2001: „IM’média, l’immigration par elle-même.“ Vacarme. 2001.
<https://vacarme.org/article204.html>. (l.Z. 27.06.2017)
- Abdallah, Mogniss H. 2011: „Yaoulidi Lahouari Ben Mohamed : Retour sur l’histoire“. Med’in Marseille. 2011. <http://www.med-in-marseille.info/spip.php?article1608>. (l.Z. 27.06.2017)
- Abendblatt, Hamburger. 2017: „Zahl der Millionäre steigt auf 867“.
<https://www.abendblatt.de/hamburg/article212211465/Zahl-der-Millionaere-steigt-auf-867.html> (l.Z. 12.08.2018)
- AgAM. 2009: „Carnet du recensement. Radioscopie des nouveaux marseillais.“ Marseille. 2009.
http://doc.agam.org/doc_num.php?explnum_id=735. (l.Z. 12.08.2018)
- AgAM et Politique de la Ville 2009 : Observatoire des quartiers. Grand St Barthélemy, Malpassé, St Jérôme. Mai 2009.
<http://www.agam.org/fr/dossiers-agam/archives-dossiers/politique-de-la-ville.html>
(l.Z. 24.09.2018)
- AgenceImMédia. 2013: „Minguettes 1983 - Paix sociale ou pacification ?“ 2013.
<https://www.youtube.com/watch?v=zw1v6htOQGo>.
- Agitateur Public. 2016: „12 règles pour les radicaux selon Saul Alinsky“. 2016.
<https://agitateurpublic.wordpress.com/2016/02/26/12-regles-pour-les-radicaux-selon-saul-alinsky/>. (l.Z. 12.08.2018)
- Alba, Dominique Christian Brunner und Frédéric Gilli. 2017: „Pour une approche ouverte des projets urbains“. Métropolitiques. 2017.
<https://www.metropolitiques.eu/Pour-une-approche-ouverte-des.html#nh7> (l.Z. 12.08.2018)
- Association franco-allemande de Marseille. 2013: Jumelage Marseille – Hambourg.
<http://www.lamaisonallemande-marseille.com/consultation-hambourg.php> (l.Z. 18.02.2013)
- Axa Real Estate : Profil et chiffres clés.
<https://www.axa.com/fr/a-propos-d-axa/chiffres-cles> (l.Z. 27.02.2017)
- BasseIntensite. 2012 : Quelques bonnes raisons de s'opposer à Marseille 2013, Capitale européenne de la culture. www.basseintensite.internetdown.org/IMG/pdf/marseille2013-2.pdf
(l.Z.07.05.2014)

- Bauriedl, Sybille. 2007: „Die Inszenierung des öffentlichen Raums für eine neue Urbanität : beispielsweise HafenCity.“ In : TheThing Hamburg. Plattform für Kunst und Kritik, 1–6. <http://www.thing-hamburg.de/index.php?id=497&type=98> (l.Z. 12.08.2018)
- Bazin, Hugues. 2010: „Les conditions d’une pensée politique de la culture. Les « tiers lieux » de la créativité territoriale au cœur d’un travail de la culture.“ 2010. https://www.artfactories.net/IMG/pdf/Bazin_conditions_pour_une_pensee_politique_de_la_culture.pdf. (l.Z. 12.08.2018)
- Blechschnitt, Andreas. 2013: „Traditionsbruch. Das Straßenfest im Hamburger Stadtteil Sternschanze wird vermutlich vorerst nicht stattfinden.“ In : Transmitter, herausgegeben von Freies Sender Kombinat., 4–6. <https://www.fsk-hh.org/files/tm0713.pdf> (l.Z. 12.08.2018)
- Bigot, André; Garric, Isabelle und Patrick Lacoste. Le procès des meurtriers d’Ibrahim Ali a mis en lumière le danger que représente le FN pour la République. Ce n’est pas la seule leçon. Le melon et le jardinier de la haine. La Libération. 09.07.1998. www.liberation.fr/tribune/1998/07/09/le-proces-des-meurtriers-d-ibrahim-ali-a-mis-en-lumiere-le-danger-que-represente-le-fn-pour-la-repub_243488 (l.Z. 16.10.2016)
- Bostan, Aristide und Arraitz, Nicolas 2012 : Le Fric trop puissant. In : CQFD, N° 99, April 2012; <http://cqfd-journal.org/Le-Fric-trop-puissant> (l.Z. 13.03.2014)
- Bouamama, Saïd. 2007: „Nouveau millénaire, Défis libertaires. Entretien avec Saïd Bouamama“. Dissidence Libre. 2007. <http://1libertaire.free.fr/SBouamamaDissidence.html>. (l.Z. 27.06.2017)
- Boubeker, Ahmed. 2003: „Beurs et acteurs de l’histoire“. Libération. 2003. http://www.liberation.fr/tribune/2003/10/14/beurs-et-acteurs-de-l-histoire_448053. (l.Z. 12.08.2018)
- Bundesländerranking. 2012 : Das Stärken-Schwächen-Profil. Hamburg. <http://www.bundeslaenderranking.de/pdf/hamburg.pdf> (l.Z. 12.08.2018)
- Castelly, Lisa 2015 : La Plaine n’est pas un canton suisse. In : Marsactu. 18.12.2015.
- Castelly, Lisa 2017a : Concertation publique mais discrète pour le projet de la Plaine. In : Marsactu. 03.03.2017.
- Castelly, Lisa 2017b : « Vous voulez des morts ? » La concertation publique autour de la Plaine démarre fort. In : Marsactu. 04.03.2017.
- CCCMP und AgAM. 2018: „Le Commerce. Poids économique et enjeux urbains pour Aix-Marseille-Provence.“ 2018. <https://www.ccimp.com/sites/default/files/-pcm.pdf>. (l.Z. 03.09.2018)
- Clerval, Anne. 2005: „Les Bobos, critique d’un faux concept. Revue de livres. David Brooks : Les Bobos, Les bourgeois bohèmes.“ In : European Journal of Geography. <https://journals.openedition.org/cybergeog/766> (l.Z. 03.09.2018)

- CNAB - Confédération Nationale des Administrateurs de Biens et Agents Immobilier. 2008: „Observatoire Marseillais de la formation des loyers.“ 2008.
<http://www.cnab-provence.fr/imgfr/rapport-mm-2008.pdf>. (l.Z. 12.12.2016)
- Crézé, Élodie und Gilles, Benoît 2015 : À la barre, l’ancien directeur de Marseille Aménagement se pose en fusible. Marsactu, 17.12.2015.
<https://marsactu.fr/proces-ancien-directeur-marseille-amenagement/> (l.Z. 03.03.2017)
- Coquille, David 2012 : La Ville a indûment aidé le groupe Axa. In : La Marseillaise. 22.02.2012
www.lamarseillaise.fr/sports/om/7570-la-ville-a-indument-aide-le-groupe-axa
(l.Z. 13.08.2016)
- Coquille, David 2017 : Marseille. Des Journées de l’Archéologie troublées par la polémique autour du site de la Corderie, In : La Marseillaise. 17.06.2017.
<http://m.lamarseillaise.fr/culture/patrimoine/61331-marseille-des-journees-de-l-archeologie-troublées-par-la-polemique-autour-du-site-de-la-corderie> (l.Z. 23.06.2017)
- Coquille, David 2018 : Marseille : Rénovation de La Plaine, les mensonges d’un projet. In : La Marseillaise. 19.10.2018.
<http://m.lamarseillaise.fr/analyses-de-la-redaction/dossier-du-jour/72866-renovation-de-la-plaine-les-mensonges-d-un-projet> (l.Z. 03.10.2018)
- CVPT – Centre-Ville Pour Tous. 2018 : L’appel de CVPT. Remettons l’aménagement de notre ville dans les mains des citoyens <https://www.cvpt.marsnet.org/spip.php?article43>
(l.Z. 23.06.2017)
- Die Stadt gehört Allen. 2009: „Demonstrationsaufruf“. 2009.
<http://esregnetkaviar.de/relaunch/diestadtgehörtallen.html>. (l.Z. 03.09.2018)
- Dittmann, Olaf. o. J. „Linke: Stadt füllt Kasse auf Kosten von Saga-Mietern“. Die Welt. 25.07.2015.
https://www.welt.de/print/die_welt/hamburg/article144429386/Linke-Stadt-fuellt-Kasse-auf-Kosten-von-Saga-Mietern.html. (l.Z. 03.09.2018)
- Éducation Populaire & Transformation Sociale. Qu'est-ce au'est l'Éducation Populaire ?
<http://www.education-populaire.fr/definition/> (l.Z. 28.12.2015)
- Esteve, Joan-Daniël : Les chanteurs de la revendication occitane. In : Lengas, N° 67, 2010,
www.lengas.revues.org/698 (l.Z. 17.11.2015)
- Es regnet Kaviar. 2008: „Polizeiüberfall auf Stadtteilrundgang – aktuelle Presseerklärung“. 2008.
<https://esregnetkaviar.wordpress.com/2008/08/22/polizeiuberfall-auf-stadtteilrundgang-aus-dem-nichts/#more-111>. (l.Z. 03.09.2018)
- Es regnet Kaviar. 2009: „Visionen auf die Straße schicken“. 2009.
<https://esregnetkaviar.wordpress.com/2009/03/14/visionen-auf-die-strase-schicken/#more-517>. (l.Z. 03.09.2018)
- Es regnet Kaviar. 2008: „Auftaktveranstaltung vom 04. April“. 2008.
<http://www.esregnetkaviar.de/auftakt.php>. (l.Z. 03.09.2018)
- Euroméditerranée. 2010: „Euroméditerranée. Marseille - Le coeur d’une grande métropole méditerranéenne.“ (site plus accessible)

- Euroméditerranée. 2011: *Culture*.
<http://www.euromediterranee.fr/themes/culture?L=1> (l.Z. 17.12.2011)
- Falk, Sabine. 2008: „Des Pudels Kern“. The Thing - Plattform für Kunst und Kritik. 2008.
<http://www.thing-hamburg.de/index.php?id=855>. (l.Z. 14.05.2018)
- FAZ. 2014: „Reichenstudie. Mehr Milliardäre als jemals zuvor“. Lembke, Judith. 2014.
<http://www.faz.net/aktuell/finanzen/meine-finanzen/sparen-und-geld-anlegen/nachrichten/es-gibt-mehr-milliardaere-als-jemals-zuvor-13158818.html>. (l.Z.14.05.18)
- Fessard, Louise und Poupelin, Jean-François 2014 : Comment Jean-Claude Gaudin a vendu Marseille aux promoteurs. Médiapart und Le Ravi, 06.03.2014.
<https://www.mediapart.fr/journal/france/060314/comment-jean-claude-gaudin-vendu-marseille-aux-promoteurs?onglet=full> (l.Z. 13.08.2016)
- FHH - Behörde für Umwelt und Energie. 2018: „Park Fiction – Antonipark“. 2018.
<https://www.hamburg.de/oeffentliche-plaetze/4259976/park-fiction/>. (l.Z. 14.05.2018)
- Fiction, Park. 2001: „Park Fiction Presserklärung zu Hamburger Dialog, der Medianight und den Riverkasematten“. 2001. <http://park-fiction.net/park-fiction-presserklaerung-zu-hamburger-dialog-der-medianight-und-den-riverkasematten/>. (l.Z. 14.05.2018)
- Frahm, Ole und Torsten Michaelsen. 2008: „Die IBA gewinnt Immer“. The Thing - Plattform für Kunst und Kritik. 2008. [http://www.thing-hamburg.de/index.php?id=888&no_cache=1&sword_list\[\]=Die&sword_list\[\]=IBA&sword_list\[\]=gewinnt&sword_list\[\]=Immer](http://www.thing-hamburg.de/index.php?id=888&no_cache=1&sword_list[]=Die&sword_list[]=IBA&sword_list[]=gewinnt&sword_list[]=Immer). (l.Z. 14.05.2018)
- Freie Hansestadt Hamburg. 2008: „Hamburg: Erstes deutsches Bundesland mit Konzernbilanz – 798 Millionen Euro Gewinn.“ 2008.
<http://www.hamburg.de/contentblob/861462/d1a8f6a829da7ad63a21e1e279ec7768/data/pressemitteilung-bilanz-2007.pdf>. (l.Z. 14.05.2018)
- Géoconfluence. 2005: „Réhabilitation / Restauration / Rénovation urbaine“. 2005.
<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/rehabilitation-restauration-renovation-urbaine>. (l.Z. 14.05.2018)
- Gilles Rof. 2016: „La députée Sylvie Andrieux définitivement condamnée à un an de prison ferme“. In : Le Monde, November 2016. (l.Z. 14.05.2018)
- Golden Pudel Klub. 2001: „Medianight Presseerklärung Pudelklub“. 2001. <http://park-fiction.net/medianight-presseerklaerung-pudelklub/>. (l.Z. 14.05.2018)
- HafenCity Hamburg GmbH. 2018: „Daten & Fakten zur HafenCity Hamburg“. 2018.
www.hafencity.com/de/ueberblick/daten-fakten-zur-hafencity-hamburg.html. (l.Z. 14.05.2018)
- Hakim, Bey. 1991: T.A.Z : The temporary autonomous zone, ontological anarchy, poetic terrorism. New York: Wiretap,. (l.Z. 14.05.2018)

- Hamburger Abendblatt. o. J. „Armutbericht. Armutsquote bei Hamburger Rentnern steigt auf Rekordwert“. 23.02.2016. Zugriffen 24. September 2016.
<https://www.abendblatt.de/hamburg/article207077789/Armutsquote-bei-Hamburger-Rentnern-steigt-auf-Rekordwert.html>. (l.Z. 14.05.2018)
- Hamburger Kulturbehörde. o. J. „Joseph Beuys ‚Gesamtkunstwerk Freie und Hansestadt Hamburg‘ 1983/84“. Zugriffen 12. April 2018.
<https://web.archive.org/web/20060614184032/http://hamburg.de/Behoerden/Kulturbehoerde/Raum/artists/beuy.html>. (l.Z. 14.05.2018)
- HKH - Handelskammer Hamburg. 2015: „Hamburger Wirtschaftszahlen Hamburg im Vergleich“. 2015. <https://www.hk24.de/produktmarken/beratung-service/konjunktur-statistik/hamburger-wirtschaft-zahlen/hamburg-im-vergleich>. (l.Z. 14.05.2018)
- HKH - Handelskammer Hamburg. o. J. „Hamburg im Vergleich. Metropolenvergleich. Fläche, Bevölkerung, Arbeitsmarkt“. Zugriffen 15. Mai 2018.
<https://www.hk24.de/blob/hhik24/produktmarken/beratung-service/konjunktur-statistik/downloads/3913860/f936e3975791e3044330e5f034da95fa/tab121-metropolenvergleich-flaeche-bevoelkerung-arbeitsmarkt-data.pdf>. (l.Z. 14.05.2018)
- Hoef, Christoph. 2013: „Vom Milieu zur Szene“. Göttinger Institut für Demokratieforschung. 2013.
<http://www.demokratie-goettingen.de/blog/vom-milieu-zur-szene>. (l.Z. 14.05.2018)
- Hors service. Feuille anarchiste. *Vouloir*. N°35. 5. April 2013.
www.horsservice.wdfiles.com/local--files/start/HorsService35.pdf (l.Z. 31.03.2016).
- INSEE. 2016: „IRIS. Définition“. 2016. www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/iris.htm. (l.Z. 14.05.2018)
- Jäger, Kathrin. 2007: „Wo ist anders“. The Thing - Plattform für Kunst und Kritik. 2007.
<http://www.thing-hamburg.de/index.php?id=694>. (l.Z. 14.05.2018)
- Jolé, Michèle und William Kornblum. 2016: „Le marché aux puces de Marseille va-t-il disparaître ?“ Métropolitiques. 2016. <http://www.metropolitiques.eu/IMG/pdf/met-jole-kornblum.pdf>. (l.Z. 14.05.2018)
- Kaiser, Lena. 2009: „Ted Gaier über Hamburgs Raumkonflikte. Kultursozialismus? Wir haben gelacht.“ TAZ, 10.11.2009. 2009. www.taz.de/!5152875/. (l.Z. 14.05.2018)
- Kernalegenn, Tudi : La Commune de Nantes. Décembre 2016.
<http://bcd.bzh/becedia/fr/la-commune-de-nantes> (l.Z. 01.04.2017)
- Kino Fada : C'est quoi Kino ? <http://www.kino-fada.fr/kino-kezaco> (l.Z. 12.09.2016)
- Kokoreff, Michel. 2003: „Il y a du politique dans les quartiers.“ Passant n°44. 2003.
<http://www.passant-ordinaire.org/revue/44-516.asp#>. (l.Z. 14.05.2018)
- Kubin, Felix. 2006: „context hacking“. Kommunikation – Kontextverfremdung – Authentizität. 2006. http://www.positionen-online.com/secure/Pos67/Statements_67.pdf. (l.Z. 14.05.2018)

Kuhn, Armin und Peter Nowak. 2015: „Der Abschied von der subkulturellen Identität ist notwendig“. Ein Interview mit Armin Kuhn“. Telepolis. 2015.
<https://www.heise.de/tp/features/Der-Abschied-von-der-subkulturellen-Identitaet-ist-notwendig-3370024.html>. (l.Z. 14.05.2018)

La Provence. 2017 : Marseille : en exclusivité, voici le futur visage de La Plaine ! La Provence, 23.11.2017. www.laprovence.com/article/edition-marseille/4212037/marseille-en-exclusivite-voici-le-futur-visage-de-la-plaine.html (l.Z. 13.01.2017)

La fête est fini. A mort l'artiste. 2005.
http://lafeteestfinie.free.fr/a_mort.htm (l.Z. 17.01.2016)

La Lutte Enchantée. Chorale Révolutionnaire de Marseille. „Les tracas de la Plaine“ und „Touchez pas à la Plaine“. <https://lutteenchantee.wordpress.com/2015/12/05/les-tracas-de-la-plaine/> und <https://lutteenchantee.wordpress.com/2015/12/05/touchez-pas-a-la-plaine/> (l.Z. 09.03.2016)

Laurentin, Emmanuel. 2008: „La Fabrique de l'Histoire“. France Culture. 2008.
<http://www.fabriquedesens.net/Histoire-de-l-archeologie-2>. (l.Z. 14.05.2018)

Leforestier, Jean-Marie. 2016: Ma nuit debout aux Flamants. In : Maisetti, Nicolas. Marseillologie-. Nouvelle Société Savante de Marseillologie.
<http://marseillologie.net/2016/04/25/ma-nuit-debout-aux-flamants/> (l.Z. 01.08.2018)

Lepage, Franck : Histoire d'une utopie émancipatrice. De l'éducation populaire à la domestication par la « culture ». In : Le monde diplomatique. Mai 2009. S. 4-5.
<https://www.monde-diplomatique.fr/2009/05/LEPAGE/17113> (l.Z. 10.08.2016)

L'OdlP – L'Or de la Plaine. 2017: Programme.
<https://lordelaplainenoblogs.org/programme/> (l.Z. 10.10.2018)

Marseille, Jacques. o. J. „1983 : Le tournant de la rigueur“. In : Les Echos.
<http://archives.lesechos.fr/archives/2008/Enjeux/00250-069-ENJ.htm> (l.Z. 14.05.2018)

Masi, Bruno : Massilia, son système. In : La Libération, Culture. 05.05.2000.
www.liberation.fr/culture/2000/05/05/massilia-son-systeme-a-l-origine-d-un-reseau-d-associations-de-musiciens-ou-de-quartier-le-groupe-de_324714 (l.Z. 06.06.2015)

Massilia Chourmo : Bienvenue sur le site de l'association Massilia Chourmo.
[www.http://massiliachourmo.com/](http://massiliachourmo.com/) (l.Z. 17.05.2016)

Manelli, Sophie : Marseille : à la Métropole, c'est le mercato. La Provence. 23.06.2017.
<http://www.laprovence.com/article/edition-marseille/4508262/a-la-metropole-cest-le-mercato.html> (l.Z. 27.06.2017)

Manifesten : Communiqué de Presse. Quartier et Manifesten en danger ! 02.04.2017.
www.millebords.org/spip.php?article30595 (l.Z. 09.03.2016)

Max, Adrien. 2018: „Marseille: Une toilette publique pour 47.500 habitants“. 20Minutes. 2018.
<https://www.20minutes.fr/societe/2276959-20180524-marseille-toilette-publique-47500-habitants>. (l.Z. 14.05.2018)

- MhM - Mieter helfen Mietern. 2007: „MieterInnenRad“. 2007.
<http://www.mhmhamburg.de/mieterhelfenmietern/zeitung--1178976060/artikel.html>.
 (l.Z. 14.05.2018)
- MIA - Marseille Info Autonomes. 2014: Le Carnaval n'est pas fini. 22.03.2014.
www.lechatnoiremeutier.antifa-net.fr/marseille-le-carnaval-nest-pas-fini/ (l.Z. 07.05.2015)
- MIA - Marseille Infos Autonomes. 2018: „Non au Bastion Social à Marseille“. 2018.
 (l.Z. 14.05.2018)
- MIM – Made In Marseille. 2018: „Mission internationale : Marseille en force à Hambourg“. 26.09.2018.
<https://madeinmarseille.net/40040-mission-internationale-marseille-en-force-a-hambourg/>
 (l.Z. 01.11.2018)
- NioN - Not in Our Name, Marke Hamburg. 2009: „Recht auf Stadt – Was ist das?“ 2009.
<https://nionhh.wordpress.com/2009/11/27/recht-auf-stadt-was-ist-das/>. (l.Z. 14.05.2018)
- NioN-b : Not on Our Name. 2009b : „Manifest : Not in our Name, Marke Hamburg !“ 2009.
<https://nionhh.wordpress.com/about/>. (l.Z. 14.05.2018)
- Noiriels, Gérald. 2010: „De l’Aube Jusqu’à l’Aurore. Aigues - Mortes, 17 août 1893.“ In :
 Document de travail pour le l’ouvrage „Le massacre des Italiens“. (l.Z. 14.05.2018)
- Paul Molga. 2014: „Comment FO a fait main basse sur Marseille“. Les Echos. Februar 2014.
https://www.lesechos.fr/12/02/2014/LesEchos/21625-049-ECH_comment-fo-a-fait-main-basse-sur-marseille.htm. (l.Z. 14.05.2018)
- Quartiers Libres. 2017: „Rock Against Police / Des lascars s’organisent“. 2017.
<https://quartierslibres.wordpress.com/2017/05/23/rock-against-police-des-lascars-sorganisent/>. (l.Z. 14.05.2018)
- Racoon : Squat à Marseille : <https://leraccoon.noblogs.org/> (l.Z. 02.05.2016)
- RaS - Recht auf Stadt. 2018: „MIETENmove! – Demonstration für eine solidarische und soziale Wohnraumpolitik“. 2018. <http://www.rechtaufstadt.net/>. (l.Z. 14.05.2018)
- Rapport Nicol. 2015 : La réqualification du parc immobilier privé à Marseille. Rapport établi par Christian Nicol (et.al.). Mai 2015.
<http://www.pensonslematin.fr/wp-content/uploads/2018/11/rapport-mission-nicol-pte-prive-et-copro-marseille-27-mai-2015.pdf> (l.Z. 06.11.2018)
- Rescan, Manon. 2015: „A Marseille, le centre-ville résiste toujours à la gentrification“. Le Monde. 2015. https://www.lemonde.fr/logement/article/2015/06/11/a-marseille-le-centre-ville-resiste-toujours-a-la-gentrification_4652108_1653445.html. (l.Z. 14.05.2018)
- ResPublica : Soléam. La Plaine Bouge ! Compte rendu du 1er atelier de réflexion, 26.11.2015.
www.soleam.net/wp-content/uploads/2015/12/CR-151126-La-Plaine-atelier-de-re%CC%81flexion-17h30-.pdf (l.Z. 22.04.2017)

- Ricotta, Julien : Marseille : à quoi ça sert d'être capitale européenne du sport ? Europe 1. 15.10.2014. <http://www.europe1.fr/sport/multisports/articles/marseille-a-quoi-ca-sert-d-etre-capitale-europeenne-du-sport-2261063> (l.Z. 27.07.2016)
- Rote Flora. 2000: „Krieg der Zwerge Krieg der Zwerge. Notwendigkeit und Grenzen eines minderheitenorientierten Ansatzes in der linksradikalen Drogendiskussion“. 2000. http://m.rotelflora.de/html/standpunkte_4.htm (l.Z. 14.05.2018)
- Rote Flora. 2011: „Flora bleibt unverträglich. Zu den kommenden Kämpfen um die Rote Flora.“ 2011. <https://www.nadir.org/nadir/initiativ/rotelflora/texte/unvertraeglich.html>. (l.Z. 14.05.2018)
- Schäfer, Christoph. 2001: „Der Garten des Bescheidenen Politikers“. Park Fiction. 2001. <http://park-fiction.net/der-garten-des-bescheidenen-politikers/>. (l.Z. 14.05.2018)
- Schäfer, Christoph. 2004: „Die Stadt ist ungeschrieben. Urbane Erfahrungen und Gedanken, durch Park Fiction gesehen“. Veröffentlicht in: Kunst im Stadtraum - Hegemonie und Öffentlichkeit. 2004. <http://park-fiction.net/die-stadt-ist-ungeschrieben/>. (l.Z. 14.05.2018)
- Schwabinggrad Ballett. o. J. „Weihnachtsparade des deutschen Einzelhandels“. Zugegriffen 31. August 2018. <http://schwabinggrad-ballett.org/weihnachtsparade-des-deutschen-einzelhandels/>. (l.Z. 14.05.2018)
- Seiler, Jean : L'histoire du Larzac de 1970 à 1981. In : La Libération, 26. Juli 2011. <http://blogpartenaire-larzac.blogs.liberation.fr/2011/07/26/la-tectonique-des-plaques-une-histoire-de-poisson-chat/> (l.Z. 17.11.2015)
- Silvent, Laetitia. 2012: La ville créative : quelle place pour la culture ? <http://www.mythe-imaginaire-societe.fr/?p=4352> (l.Z. 14.05.2018)
- Simonet, Valérie : Troubadours du XXIe siècle. In : Marseille l'Hebdo, 28.12.2000.
- Sociale, Centro. o. J. „Centro Sociale. Geschichte“. <http://www.centrosociale.de/geschichte-des-centros>. (l.Z. 14.05.2018)
- SoLEAM 2018 : Info chantier / Place Jean Jaurès. Une forte majorité de Marseillais souhaite une requalification. http://placejeanjaures.soleam.net/wp-content/uploads/2018/10/CP-JJ-nettoyage-place-_17102018.pdf (l.Z. 02.10.2018)
- SSP - Sous le Soleil La Plaine. Journal Insolente de quartier. N° 0-5. 2016-2018. <https://laplaine.noblogs.org/category/journal-de-la-plaine/> (l.Z. 02.10.2018)
- Statistika. 2017: „Leerstand von Büroflächen in Hamburg von 2008 bis 2017“. 2017. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/177386/umfrage/leerstand-von-bueroflaechen-in-hamburg-seit-2003/>. (l.Z. 14.05.2018)
- Tableau Noir : Marseille - Communiqué du C.S.A. Le Tableau Noir, menacé d'expulsion. 24.01.2013. <https://fr.squat.net/2013/01/24/marseille-communique-du-c-s-a-le-tableau-noir-menace-dexpulsion/> (l.Z. 17.04.2015).

- Talpin, Julien. 2016: „Une répression à bas bruit. Comment les élus étouffent les mobilisations dans les quartiers populaires“. Metropolitiques. 2016. <https://www.metropolitiques.eu/Une-repression-a-bas-bruit-Comment.html>. (l.Z. 14.05.2018)
- The Thing. 2009: „Die Idee lebt weiter: Hamburger AutorInnen als ProduzentInnen!“ The Thing - Plattform für Kunst und Kritik. 2009. <http://www.thing-hamburg.de/index.php?id=670>. (l.Z. 14.05.2018)
- Tous, Centre Ville Pour. 2000: „Les relogements sur le périmètre de restauration immobilière du centre ville/Thubaneau et du Panier. Mémoire.“ 2000. <http://www.centrevillepourtous.asso.fr/IMG/pdf/memorelogt.pdf>. (l.Z. 14.05.2018)
- Treger, Ulf. 2008: „Auffangkanäle und Sonderangebote“. The Thing - Plattform für Kunst und Kritik. 2008. [http://www.thing-hamburg.de/index.php?id=785&no_cache=1&sword_list\[\]=Spielbudenplatz](http://www.thing-hamburg.de/index.php?id=785&no_cache=1&sword_list[]=Spielbudenplatz). (l.Z. 14.05.2018)
- Twickel, Christoph. 2012: Hamburger Elbphilharmonie. Plädoyer für eine Ruine. <http://www.spiegel.de/kultur/gesellschaft/der-bau-der-hamburger-elbphilharmonie-sollte-endgueltig-gestoppt-werden-a-873232.html> (l.Z. 28.09.2018)
- Veit, Sven-Michael. o. J. „Hafenkrankenhaus“. TAZ, 05.02.1997. Zugegriffen 9. Mai 2018. <http://www.taz.de/!1415740/>. (l.Z. 14.05.2018)
- Véricel, Michel. 2005: „Mohamed, prends ta valise“. 2005. www.theatreonline.com/Spectacle/Mohamed-prends-ta-valise/10368. (l.Z. 14.05.2018)
- VeV - Vélo en Ville. 2018: „La commission Aménagements Cyclables“. 2018. <http://www.velosenville.org/index.php/amenagement-cyclable>. (l.Z. 14.05.2018)
- Wildner, Kathrin. 2008: „...aus Wilhelmsburg rausfahren“. Interview mit Anke Haarmann und Harald Lemke“. The Thing - Plattform für Kunst und Kritik. 2008. <http://www.thing-hamburg.de/index.php?id=902>. (l.Z. 14.05.2018)
- Wir sind Woanders. 2006: „Konzept für eine Initiative der freien Ausstellungs- und Künstlerhäuser“. 2006. http://www.wirsindwoanders.de/index_2006.php. (l.Z. 14.05.2018)
- Wir sind Woanders. 2007: „Front-Bildung I-III. Kreativität, Flexibilität, Autonomie.“ 2007. http://www.wirsindwoanders.de/files_2007/uploads/Frontbildung_komplett.pdf. (l.Z. 14.05.2018)

Films documentaires, matériaux vidéos et émissions radiophoniques :

- Agier, Michel : „Quand les masques renversent l'ordre social”. In : France Culture, 05.03.2014.
www.franceculture.fr/emission-culturesmonde-du-bresil-a-l-afrique-du-sud-la-fievre-des-carnavals-34-quand-les-masques-ren (l.Z. 12.11.2015)
- Alwert, Skrollan. 2003: Schillernde Zeiten. Ein Film über Bauwagen, Bambule, Senat und Meinungen. Deutschland: Art-Lab.
- Bude, Irene ; Olaf Sobczak und Steffen Jörg. 2013 : Buy buy St. Pauli. Über die Kämpfe um die Essohäuser. Hamburg.
- Charivari La Plaine : Le "Monde à l'envers" : le carnaval au musée et pas dans la rue ?
<https://www.youtube.com/watch?v=AJMZbPxzPJU> (l.Z. 12.01.2016)
- Chroniques marseillaises : Attaque policière du Carnaval de La Plaine 16 mars 2014
<https://www.youtube.com/watch?v=D4LER67ggOA> (l.Z. 19.12.2015)
- Collectif 360° et même plus : La nuit, je marche. <https://vimeo.com/146851522> (l.Z. 19.12.2015)
- Comolli, Jean-Louis Ginette Lavigne und Michel Samson. 2002: Rêves de France à Marseille. France.
- Czenki, Margit. 1999: Park Fiction - die Wünsche werden die Wohnung verlassen und auf die Strasse gehen. Hamburg.
- Dufau, Alain und Jean Michel Perez. 2012: Tout était possible Alain Dufau et Jean Michel Perez. France.
- Grèu, Gari. 2013: Export Import. Featuring Flavia Coelho. Marseille-Provence 2013.
- Hennot, Benjamin 2015 : La Bataille de l'Eau Noire. www.labatailledeleaunoire.com
(l.Z. 10.06.2017)
- Libre Débat : „Retour sur le carnaval de la plaine et de noailles 2014“. Radio Galère. 26.03.2014
<http://www.radiogalere.org/node/5451> (l.Z. 07.02.2016)
- Kerste, Ben 2013 : Tableau Noir, Centre Social Autogeré à Marseille. 05.02.2013.
<https://vimeo.com/58970746> (l.Z. 11.08.2016)
- Kerste, Ben : Vie et Repression d'une fête populaire.
<https://www.youtube.com/watch?v=0MfnIBu2XPQ> (l.Z. 19.12.2015)
- Primitivi. 2015 : „Gardarem La Plana“, 24.10.2015.
www.primitivi.org/spip.php?article693 (l.Z. 22.03.2016)
- Primitivi. 2016 : „Les tables de la Plaine“, 23.12.2015.
www.youtube.com/watch?v=hTB8EKIDyZw (l.Z. 03.04.2016)
- Primitivi. 2016B : „Du commun faisons table rase ! La mairie détruit dans la violence les tables de la Plaine“, 19.03.2016. <http://www.primitivi.org/spip.php?article714> (l.Z. 03.04.2016)

Mars Production. « Promenade à travers Marseille Provence Capitale européenne de la Culture 2013 » : www.youtube.com/watch?v=vcuxHsXXsXc (l.Z. 28.02.2017).

Roeskens, Till. 2006: Plan de situation #6 : Joliette. Marseille.

RtmàP. 2011: Ramène ta mère à la plaine.
<https://vimeo.com/238765376> (l.Z. 22.06.2018)

Tableau Noir. Centre Social Autogéré à Marseille. 16.02.2013.
<https://www.youtube.com/watch?v=Ve7oEnwqVHY> (l.Z. 22.06.2016)

Théâtre Nau 2012 : *Le théâtre Nau : "une plateforme de rencontres"*. Marsactu.
www.dailymotion.com/video/xn7b0u_le-theatre-nau-une-plateforme-de-rencontres_news
(l.Z. 27.07.2016)

Théron, Manu. 2013: Transhumance. Marseille-Provence 2013.

titi2mars : Carnaval de la Plaine et Noailles 2014
<https://www.youtube.com/watch?v=z0H08RgwZa4> (l.Z. 19.12.2015)

Voiry, Marc : „Assemblée d'habitants et d'habitues de la Plaine“. Radio Grénoille. 25.05.2012.
<http://www.radiogrenoille.com/actualites-2/sujets/assemblee-dhabitants-et-dhabitues-de-la-plaine/> (l.Z.: 05.01.2016)

Radio BAM 2015 : „Infos du samedi 07 mars“. 07.03.2015.
<http://www.radiobam.org/uncategorized/558/> (l.Z.: 22.10.2015)

Correspondances électroniques / e-mail :

André : e-mail, 11.03.2016.

Assemblée de la Plaine : Informationsmail / Mail d'information. 05.06.2012.

Assemblée de la Plaine : Ankündigung des ersten Nachbarschaftsessens / Annonce du premier repas du quartier. 31.05.2012.

Assemblée de la Plaine : Protokoll. 17.12.2012.

Assemblée de la Plaine : Protokoll eines Vorbereitungstreffen des Karneval 2013 / Compte-rendu d'une réunion de préparation du Carnaval 2013. 08.02.2013.

Assemblée de la Plaine : Informationsmail / Mail d'information. 10.10.2015.

Assemblée de la Plaine : Protokoll. 01.02.2016.

Baraka : e-mail, 29.05.2017.

Carratala, Jeanne : e-mail, 28.04.2017.

Chantal : e-mail, 04.03.2017.

Deleuze, Pierre : e-mail, 22.12.2015.

Deleuze, Pierre : e-mail, 14.02.2016.

Deleuze, Pierre : e-mail, 22.02.2016.

Lapeyre, Felip : e-mail. 23.12.2015

Florent : Mobilisierungsmail / Mail de mobilisation. 05.04.2014

Fellini, Bertrand : e-mail, 03.01.2016.

Jeanmougin, H el ene : e-mail, 22.06.2017.

Lambert, Giraud : e-mail, Fonctionnement de l'assemblée, 14.11.2016.

Lambert, Giraud : e-mail, 20.09.2018.

Jolie, Marc : e-mail, 18.12.2015.

Josbert : Informationsmail / Mail d'information. 23.05.2013

Julien : e-mail. Betreff / Sujet : Salut Ben. 21.05.2015.

Julien : Mobilisierungsmail / Mail de mobilisation. 04.02.2016.

Julien : Mobilisierungsmail / Mail de mobilisation. 12.02.2017.

Katiba : Konzertankündigung / Annonce d'un concert. 22.10.2013.

Moulin, Eric : e-mail. Betreff / Sujet : La Plaine. 29.04.2017.

Nora : e-Mail. 19.05.2016

Robert : e-mail. 26.12.2015.

Robert : Mobilisierungsmail / Mail de mobilisation.04.02.2016.

Pacito : e-mail. 25.01.2017.

Westwald, Paul : e-mail, 06.01.2016.

Transkription / Transcription || Protokoll / Compte Rendu :

Beteiligungsverfahren / Atelier de concertation. Réaménagement de La Plaine des forains et commerçants, 26.11.2015.

Beteiligungsverfahren / Atelier de concertation. Réaménagement de La Plaine, 26.11.2015

Beteiligungsverfahren / Atelier de concertation. Réaménagement de La Plaine, 03.12.2015.

Beteiligungsverfahren / Atelier de concertation. Synthèse : Réaménagement de la Plaine, 17.12.2015.

Protokoll Marine : CIQ Cours Julien . La Plaine, 27.09.2016. Auteur : Marine.

Protokoll / CR : CR conf' de presse de la Soleam du mercredi 4 juillet 2018. Auteur : Lambert.

Notes de terrain :

Assemblée de la Plaine, Treffen / Réunions, Beobachtungen, Teilnahme, Notizen / Observation, participation, notes.

2012 : 24.05., 30.10., 27.11., 17.12.,

2013 : 29.01., 26.03., 28.05., 25.06,

2014 : 06.10., 08.04., 27.05., 06.10., 03.11.,

2015 : 31.03., 14.04., 20.05, 11.10., 15.11., 09.11., 26.11.

2016 : 11.01., 01.02., 06.02. 09.02., 12.02., 07.03, 04.04., 16.09., 03.10., 17.11.,

2017 : etc. etc.

Assemblée de la Plaine, Mobilisierungen im öffentlichen Raum / mobilisations dans l'espace public.

Nachbarschaftsessen / Repas de quartier, 03.06.2012, 03.07.2012,

Öffentliche Debatte / Débat publique, 29.11.2012

Festliche Treffen auf der Plaine / Rencontres festifs sur la Plaine : 20.12.2015,

Bürgerbeteiligungsverfahren / concertation citoyen : 26.11.2015, 18.12.2015.

etc. etc.

Informationsveranstaltung im öffentlichen Raum : 29.11.2015 ; 06.05.2016 ; etc. etc.

Festivals : Fête de Possible / La Table est Plaine / L'Or de la Plaine

2015 : 20.12.2015

2016 : 29. und 30.04.2016

2017 : 17.02.2017 ; 10-18.06.2017 ;

etc. etc.

Feldnotiz Kurzinterviews mit den Marktbetreibern / Entretien courtes avec les forains, 15.12.2016

Feldnotiz Gespräch mit / conversation avec mit Bertrand Fellini, CvpT, 01.04.2017

Marseille-Provence 2013 : regards croisés des Capitales européennes de la Culture. 10.05.2012.

Interviews / Entretiens :

Karneval und Assemblée de la Plaine // Autour du Carnaval et de l'Assemblée de la Plaine

N°	Name / Nom (anonymisé)	Funktion / Fonction	Beruf / Profession	Nationalität / Nationalité	Alter / Age *	Wohnort / * Lieu d'habitat	Datum / Date	Länge / Durée
1	Chloé	Gestionnaire d'une association culturelle de la Plaine et participante dans l'organisation du Carnaval en 2013	Diplomé en anthropologie, Communication culturelle et artistique	Francaise	ca. 24	Marseille, à Proximité du Parc Longchamp	23.01.2013	49 min
2	Felip Lapeyre	Co-Fondateur du Carnaval	Ecrivain	Francais, Marseille	ca. 50	Marseille et ailleurs	16.03.2013	44 min
3	Jean	Co-Fondateur du Carnaval et de l'Assemblée.	Professeur intermédiaire dans un centre de formation	Francais, Rennes	ca. 50	Marseille	16.03.2014	116 min
4	Francesco	Acteur de l'Assemblée, du Carnaval et de divers initiatives militantes à Marseille.	Chômeurs. En train de créer une association en aide des migrants clandestin.	Italien, Milan	32	Marseille, à proximité de la Place Jean Jaurès	14.12.2015	80 min
5	André	Acteur de l'Assemblée, du Carnaval et de divers initiatives du milieu autonome marseillais.	Chômeurs	Francais, Marseille	36	Marseille, à proximité de la Reformé	15.12.2015	140 min
6	Emanuelle	Acteur de l'Assemblée, du Carnaval et de divers initiatives militantes et syndicales à Marseille.	Professeure de Collège	Francaise, Paris	ca. 45	Marseille, Place Jean Jaurès	16.12.2015	50 min.
7	Clémence	Actrice des Petis Lieux, Sympathisant de l'Assemblée de la Plaine	Artiste, Graphiste, en chômage	Francaise, Auvergne	28	Marseille, à proximité Place Jean Jaurès	15.02.2016	68 min
8	Stéphane	Acteur des Petis Lieux, Sympathisant de l'Assemblée de la Plaine	Contrat aidé dans un lieu associatif.	Francais, Paris	28	Marseille	21.03.2016	101 min
9	Christine	Acteur de l'Assemblée, du	Retraitée, Journaliste à	Francaise,	73	Marseille, à proximité	05.04.2017	45 min

		Carnaval et de la Lutte Enchantée.	L'Agence France-Presse	Paris		Place Jean Jaurès		
10	Clara	Actrice de l'Assemblée et du Carnaval,	Urbaniste et architecte, au chômage dès fin 2016	Italienne, Genua	ca. 37	Marseille, à proximité Place Jean Jaurès	01.07.2017	ca. 80 min
11	Stéphanie Lazal	Riveraine de la Place Jean Jaurès	Travail dans le secteur socio-culturel.	Française	45-50	Marseille, à proximité Place Jean Jaurès	03.07.2017	ca. 60 min
12	Romain	Acteur de l'Assemblée, du Carnaval et divers d'initiatives militantes.	Retraité,	Français, Saint Nazerre	66	Marseille, à proximité Place Jean Jaurès	04.07.2017	ca. 70 min

* Zum Zeitpunkt des Interviews / A l'heure de l'entretien.

Guide d'entretien : Ce guide reproduit les principales questions qui ont structurés les entretiens que j'ai réalisés en décembre 2015 et au début de l'année 2016. A chaque entretien, j'ai gardé une souplesse pour laisser libre cours aux idées et aux dynamiques de la situation concrète. La formulation des questions peut également changer selon l'interlocuteur et le caractère de l'entretien.

Quartier La Plaine

- Depuis quand fréquente tu la Plaine ?
- Qu'est-ce qu'elle signifie pour toi ?
- Comment elle s'est changé depuis que tu la connais ?
- Quels lieux fréquentent-tu dans le quartier et au-delà ?
- Qu'est-ce que tu fais concrètement dans le quartier ?

Sur la personne

- Qu'est-ce que tu travail actuellement ?
- Quel parcours professionnel as-tu ?
- Où habite tu ?

Assemblée de la Plaine

- Depuis quand et comment tu t'engage dans l'Assemblée ?
- Qu'est-ce qu'est l'objectif de ton engagement ?
- Comparé avec d'autres engagements et mobilisations que tu connais, de quelle façon son fonctionnement et climat te sont familier ou pas ?
- Vois-tu des gens de l'Assemblée dans des autres circonstances ? Lesquelles ?
- Qu'est-ce qu'il marche bien ?
- Si tu devrait identifier des sous-groupes, lesquelles ? Et quels rapports existent entre elles ? Quels perceptions et approches divergentes, conflictuelles ?
- Depuis quand participe tu au carnaval ?
- Qu'est-ce qu'il signifie pour toi ?

Assemblée de la Plaine

- Depuis quand et comment tu t'engage dans l'Assemblée ?
- Qu'est-ce qu'est l'objectif de ton engagement ?
- Comparé avec d'autres engagements et mobilisations que tu connais, de quelle façon son fonctionnement et climat te sont familier ou pas ?
- Vois-tu des gens de l'Assemblée dans des autres circonstances ? Lesquelles ?
- Qu'est-ce qu'il marche bien ?
- Si tu devrait identifier des sous-groupes, lesquelles ? Et quels rapports existent entre elles ? Quels perceptions et approches divergentes, conflictuelles ?
- Depuis quand participe tu au carnaval ?
- Qu'est-ce qu'il signifie pour toi ?

Biographie, engagement

- A quel moment de ta vie as-tu commencé de t'engager pour une cause ? Laquelle ? Pourquoi ?
- Qui t'as amené, inspirer à t'engager ?
- Comment ces engagements ont-ils changés dans le temps ?
- Avait-il des moments de frustration, de désengagement ? De réorientation ?
- Quel rôle jouent des parties politiques, des syndicats, des institutions dans ton engagement ?
- Combien de temps as-tu pour t'engager ? As-t-il des contraintes, conflits, entre ta vie personnelle et ton engagement ?
- Dans ton engagement, quel savoir-faire, quels compétences le demande-il ? Transmissions ? Coopérations ?

Aktivisten von / militants de Un Centre Ville Pour Tous

N°	Name / Nom (anonymisé)	Funktion / Fonction	Beruf / Profession	Nationalität / Nationalité	Alter / Age *	Wohnort / * Lieu d'habitat	Datum / Date	Länge / Durée	durchgeführt durch / réalisé par
1	Mateo Ramírez	Membre d'un CvpT,	Doctorant en sociologie urbaine	Mexicain	27	La Plaine	22.05.2013	15 min	Ben Kerste
2	Bertrand Fellini	Membre d'un CvpT, de Pensons le Matin et consomacteur d. Petits Lieux	Professeur en sociologie et travail social.	Français	65	Marseille, Longchamp	20.06.2013	50 min	Ben Kerste
3	Martin Godron	Membre d'un CvpT, d'Îlot Feuillants et de Noailles Lombre/Lumière.	Urbaniste et Aménageurs (retraité).	Français	ca. 65	Noailles	29.06.2017	49 min	Ben Kerste
4	Pierre Deleuze	Membre d'un CvpT, d'Îlot Feuillants et de Pensons le Matin.	Fonctionnaire à la ville et puis à la Région (retraité).	Français	65	Marseille, à proximité de la Place Jean Jaurès	22.02.2016	104 min	Ben Kerste

* Zum Zeitpunkt des Interviews / A l'heure de l'entretien.

Aktivisten des autonomen Milieus in Marseille / Militants du milieu autonome marseillais

N°	Name / Nom (en majeur partie anonymisé)	Funktion / Fonction	Beruf / Profession	Nationalität / Nationalité	Alter / Age *	Wohnort / * Lieu d'habitat	Datum / Date	Länge / Durée	durchgeführt durch / réalisé par
1	André	Acteur de l'Assemblée, du Carnaval et d'autres	Chômeurs	Français	36	Marseille, Reformé	15.12.2015	140 min	Ben Kerste
2	Charlotte	Usagée du Tableau Noir	Etudiante	Française	ca. 24	Marseille	25.01.2013	7 min	Ben Kerste
3	Jo	Usagé du Tableau Noir	Etudiant	Français	23	Paris	31.01.2013	46 min	Ben Kerste
4	Maurice	Usagé du Tableau Noir	-----	Français	ca. 27	Marseille, squat „La Casenre“	25.01.2013	11 min	Ben Kerste
5	Maya	Habitante Tableau Noir	Etudiante	Française	22	Marseille, TN	03.02.2013	25 min	Ben Kerste

* Zum Zeitpunkt des Interviews / A l'heure de l'entretien.

Entretiens autour du Conflit *Jardins Possibles* et le festival *Paroles de Galère*. // liste non-exclusive

N°	Name / Nom (en majeur partie anonymisé)	Funktion / Fonction	Beruf / Profession	Nationalität / Nationalité	Alter / Age *	Wohnort / Lieu d'habitat	Datum / Date	Länge / Durée	Durchgeführt / réalisé par
1	Mokhtar	Habitant du Grand Saint Barthélemy	chômage	Français	28	GSB	01.09.2013	61 min	Ben Kerste
2	Abed	Habitant du Grand Saint Barthélemy	Retraité ; bénévol secteur associatif et communauté muselman	Français	55	GSB	03.09.2013	37 min	Ben Kerste
3	Vanessa	Membre de Paroles de Galère	Travailleuse sociale	Française	ca. 30	Marseille, centre	25.09.2013	100 min	Ben Kerste
4	Nico	Membre de Paroles de Galère	Gestion et montage de projets culturelles	Français	30	Marseille, centre	27.09.2013	90 min	Ben Kerste
5	Marius	Membre de Paroles de Galère	Gestion et montage de projets culturelles	Français	30	Marseille, centre	02.10.2013	87 min	Ben Kerste
6	Olivier	Membre de Paroles de Galère	Artistes et organisateurs de concerts	Français	ca. 38	Marseille, St.Joseph	05.10.2013	98 min	Ben Kerste
7	Blandine	Membre de Paroles de Galère	Travail socio-culturel ; organisation de spéctacle	Française	ca. 32	Marseille, centre	09.10.2013	74 min	Ben Kerste
8	Loïc	Membre de Paroles de Galère ;	Professeurs de collège	Français	ca. 35	Marseille, centre	09.10.2013	72 min	Ben Kerste
9	Kevin Vacher	Membre de Paroles de Galère ; du Centre Social l'Agora ;	Doctorant en sociologie	Français	ca. 25	Marseille, centre	18.10.2013	106 min	Ben Kerste
10	Ladjal,	Porteuse du projet Jardins Possibles	Artiste collectif SAFI	Française	ca. 40	Marseille, centre	11.11.2013	200 min	Ben Kerste
11	Raïda Benaïssa	Membre associations militants GSB et du festival PdG.	Salarié théâtre le Merlan	Française	ca. 47	Marseille	22.10.2013	136 min	Ben Kerste
12	J-P Ethee	Ancien habitant et membre associations militants GSB	-----	Français	ca. 50	Marseille	05.12.2013	80 min	Ben Kerste
13	Hélène M.	membre assoc. milit. au GSB	Travailleuse Sociale	Française	ca. 40	Marseille	20.12.2013	34 min	Ben Kerste
14	Sarah	Coordination de projet Jardins Possibles	Urbanistes / Géographe ?	Française	ca. 28	-----	14.04.2014	ca. 70 min	Ben Kerste

**Vertreter öffentlicher sowie privater Institutionen und politischer Parteien /
 Représentants d'institutions publics ou privés et des parties politiques**

N°	Name / Nom	Funktion und Kontext / Fonction et contexte	Beruf / Profession	Nationalität / Nationalité	Datum / Date	Länge / Durée	durchgeführt durch / réalisé par
1	Raoust, Pascal	Résponsable de projet „Quartier Créatif“ au sein de l'association MP 2013	Téchnicien Politique de la Ville ; Politiques Culturelles	Français	09.12.2013	109 min	Ben Kerste
2	Mennucci, Patrick	Bezirksbürgermeister / Maire de secteur 1/7 Arrondissement de 2008 - 14, Discussion sur Noailles et l'Îlot Feuillant.	Lokalpolitiker / Politicien local Partie Socialiste. Débuté der Nationalversammlung / Assemblée Naional de 2012 – 2017.	Français	01.06.2013.	8 min	Ben Kerste
3	Mougenot, Frédéric	Konflikt um / conflit autour carnaval de la Plaine en 2014	Assistierender Kurator / commissaire associé : „Le Monde à l'Envers“ MuCEM	Français	10.04.2014	72 min	Ben Kerste
4	Sémerdjian, Eric	Attraktivitätspolitik / Politique d'attractivité	Provence Promotion - Directeur réseaux & partenariats	Français	22.05.2014	53 min	Ben Kerste
5	Cavalier, Sébastien	Directeur de l'action culturelle à la municipalité de Marseille	-----	Français	28.05.2014	45 min	Ben Kerste
6	Lerda, Marc	Attraktivitätspolitik / Politique d'attractivité	Co-Directeur de Marseille Attractive et autor de „Marseille Attractive 2011“.	Français	02.06.2014	87 min	Ben Kerste
7	Fuchs, Ulrich	Co-directeur de MP 2013	Gestion et management des projets culturelles	Allemand	08.06.2012	85 min	Ben Kerste
8	Bruni, Robert	Urbaniste professionnel au sein des institutions	Ancien Chef de projet à Marseille Aménagement / La SoLEAM	Français	03.04.2016	107 min	Ben Kerste
9	Voorde, Maryne van de	Résponsable technique pour le projet de rénovation Place Jean Jaurès	Chef de projet à la SoLEAM	Française	19.10.2016	100 min	Hélène Jeanmougin

Aktivisten des Hamburger Recht-auf-Stadt Netzwerk / Militant du réseau *Le droit à la ville* à Hambourg

N°	Name / Nom	Funktion / Fonction	Beruf / Profession	Nationalit. / Nationalité	Alter / Age *	Wohnort / * Lieu d'habitat	Datum / Date	Länge / Durée	durchgeführt durch / réalisé par
1.	René Gabriel	Aktivist im Gängeviertel	Student der Stadtsoziologie	Deutsch	ca. 27	Hamburg	06.10.2012	100 min	Ben Kerste
2	Till Haupt	Aktivist im Gängeviertel	Konzept-Künstler	Deutsch	ca. 40	Hamburg	06.10.2012	100 min	Ben Kerste
3	Nicole Vrenegor	Aktivistin u.a. im Centro Sociale	Journalistin	Deutsch	ca. 42	Hamburg	04.07.2014	96 min	Ben Kerste
4	Steffen Jörg	Aktivist u.a. bei Esso-Häuser und SOS-St.Pauli	Sozialarbeiter	Deutsch	ca. 45	Hamburg	11.07.2014	68 min	Ben Kerste
5.	Peter Birke	Aktivist bei AKU, u.a.	Dozent der Soziologie in Göttingen	Deutsch	ca. 55	Hamburg, Wilhelmsburg	21.07.2014	80 min	Ben Kerste
6.	Ulf Treger	Aktivist bei tertapak u.a.		Deutsch	ca. 45	Hamburg	21.07.2014	60 min	Ben Kerste
7.	Niels Boeing	Aktivist u.a. in LOMU und SOS. St. Pauli	Journalist und Autor	Deutsch	ca. 45	Hamburg	22.07.2014	89 min	Ben Kerste
8.	Christoph Twickel	Aktivist u.a. im Schwabinggradballet und Lux&Konsorten	Journalist und Autor	Deutsch	48	Hamburg	28.07.2014	59 min	Ben Kerste
9.	Petra Barz	Aktivistin u.a. im Schwabinggrad Ballett	Politische Bildungsarbeit bei <i>dock europe</i>	Deutsch	ca. 48	Hamburg	31.07.2014	56 min	Ben Kerste
10.	Claus Mewes	Ehem. Direktor der Kunsthalle	In Rente	Deutsch	ca.60	Hamburg	31.07.2014	65 min	Ben Kerste
11.	Anke Haarmann	Aktivistin u.a. tetra-pak und Keimzelle	Künstlerin in Akademie und Praxis	Deutsch	ca. 45	Hamburg	01.08.2014	91 min	Ben Kerste
12.	Anonym	Aktivistin der Roten Flora	-----	Deutsch	ca. 25	Hamburg	06.08.2014	53 min	Ben Kerste
13.	Uwe Roth	Aktivist	Zimmermann	Deutsch	ca. 45	Hamburg,	03.09.2015	78 min	Ben Kerste
14.	Amelie Deuflhart	Intendantin d. Kampnagel	Theaterproduzentin	Deutsch	56	Hamburg	04.09.2015	79 min	Ben Kerste

Annexe II. :

depuis dix ans
euromed
vous fait chantier...

... avec **marseille2013**
capitale européenne de la culture
vous allez aussi danser...

Depuis 1995, l'opération Euromed impose aux habitants de Marseille une réorganisation totale du centre-ville, aseptisé et sécurisé. Du sur mesure pour les cadres nouvellement installés à la Joliette et les touristes toujours plus abondants dans la capitale pressentie de la future Union euro-méditerranéenne (vaste entreprise de pompage d'énergie et de main d'œuvre des pays du Sud). Cela se traduit pour un grand nombre d'entre nous par la nécessité de partir se loger dans des zones périphériques, chassés par l'augmentation des loyers et bien d'autres dispositifs de répression économique, quand il ne s'agit pas de rafles et de déportations pour les sans-papiers. Le but du jeu : canaliser encore mieux la circulation de la marchandise, évidemment.

La nouvelle carte sortie du chapeau : « marseille2013 capitale européenne de la culture », bond en avant dans la mortification de l'ambiance urbaine.

Avec « marseille2013 », il s'agit pour les gouvernants et les entrepreneurs non seulement d'étendre, vers la Belle-de-mai et Arenç, cette refonte de l'espace, mais aussi de créer un décor scintillant pour faire passer la pilule de la destruction des cultures de résistances et de solidarités (*lutter, c'est vivre*) : l'alibi culturel n'est qu'un masque jovial, nous divertissant du contrôle et de la collaboration toute citoyenne. Mais l'idée qu'ici le capital n'avance plus à coup de canon mais précède d'une milice dansante, bruisante, bigarrée, d'artistes en costumes et de branches, ne nous est pas encore familière. Pourtant, les artistes (même les « scandaleux » ou les « rebelles ») ont trop souvent été l'avant-garde dévoyée à la pacification des quartiers les plus agités : il suffit de voir comment le Panier, envahi par les

ateliers d'artistes et les boutiques d'artisanat subventionnés par la mairie, a été ravalé en « quartier typique et authentique ». Et cela nous rappelle la fonction des acteurs socio-culturels, des salles de sport et de concert, après les grandes émeutes du début des années 1980. Avec leurs « armes culturelles de dialogue et de collaboration », ce projet est clairement une bataille de plus dans la guerre sociale en cours, à Marseille comme ailleurs.

Alors face à cette nouvelle machine de guerre, dont le redéploiement des forces d'occupation du territoire est l'aspect le plus visible, il ne s'agit pas de ne pas collaborer ou d'en profiter pour grappiller quelques subventions, mais bien de passer dans les rangs ennemis, d'imaginer, organiser et diffuser tous les gestes mutins d'une résistance offensive.

**urbanistes,
flies, artistes
nous construisent
ce monde de merde**

détruisons ce qui nous détruit

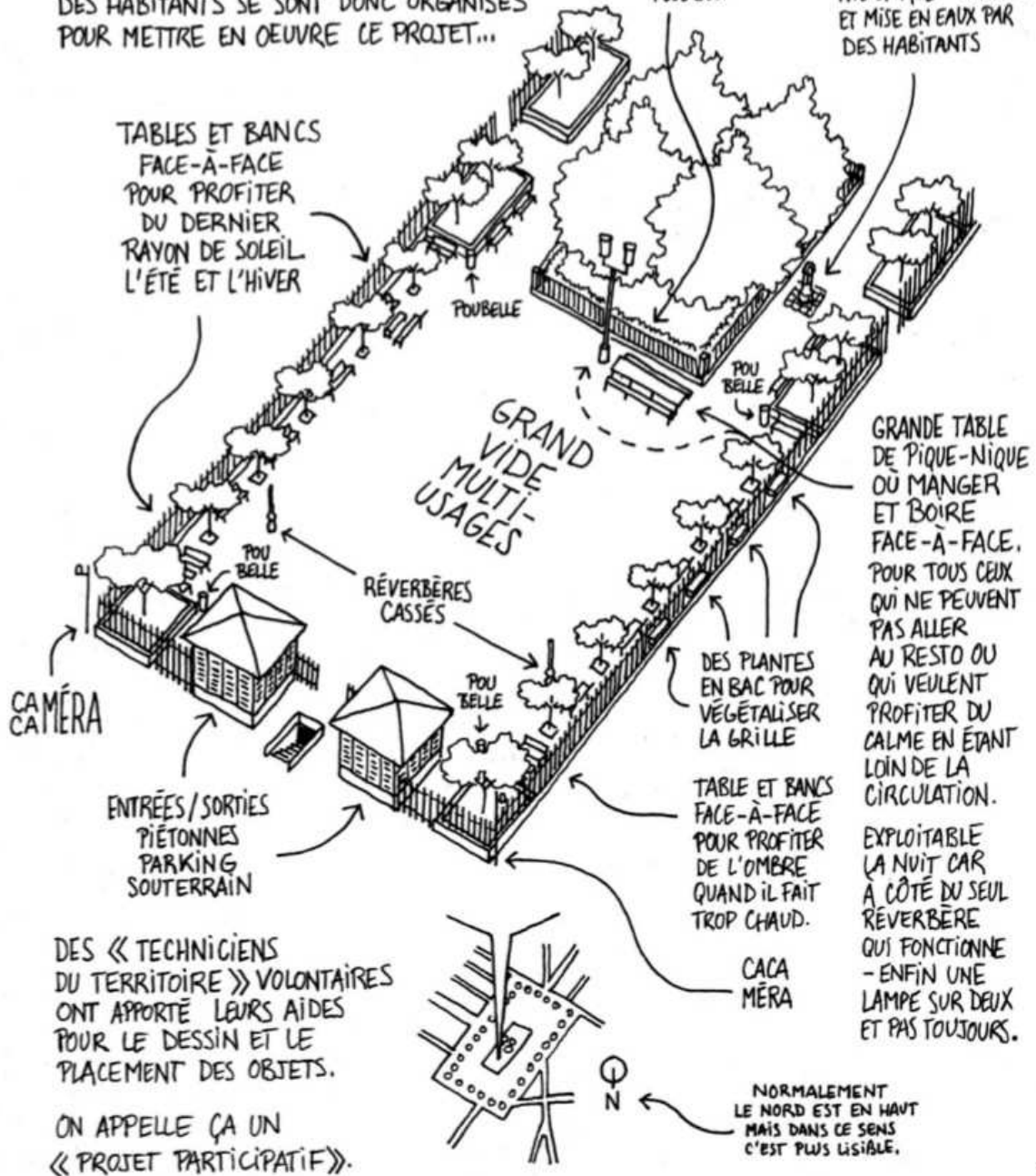
☆ AMÉNAGEMENT DE L'ÎLOT CENTRAL // SQUARE YVES MONTAND ☆

UN PROJET CONCERTÉ CONSTRUIT PAR ET POUR LES USAGERS
AVEC DES CHOSSES SÛRES POUR TENIR LONGTEMPS

DES USAGERS DU SQUARE REGRETTAIENT SON ÉTAT D'ABANDON ET SOUHAITAIENT LE RÉINVESTIR. TABLES ET BANCS FACE-À-FACE FURENT LES PREMIÈRES IDÉES SOUMISES. DES HABITANTS SE SONT DONC ORGANISÉS POUR METTRE EN ŒUVRE LE PROJET...

BARRIÈRES REPEINTES POUR QUE CE SOIT PLUS JOLI

FONTAINE WALLACE - CLASSÉE PATRIMOINE HISTORIQUE - REPEINTE ET MISE EN EAUX PAR DES HABITANTS



Annexe IV. :

Tout le monde en parle sur le plateau, la Mairie a lancé un projet de réaménagement de la place Jean Jaurès, Modification de la circulation, des stationnements, redéfinition des espaces piétons, des jeux pour les enfants, réorganisation des terrasses de café et du marché forain. Tout va être repensé pour 11,5 millions d'euros de travaux à ce qu'on dit.

Ce petit feuillet vous permettra de comprendre où en est la mairie de son projet: ce qu'elle a déjà fait, ce qu'elle va faire, et avec qui.



16 - 04 - 11 - 2015 POUR DÉMÊLER L'ENGAMBI PETIT MÉMENTO POUR COMPRENDRE LE PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA PLAINE...



SOCIÉTÉ CIVILE

- **Assemblée de la Plaine**
- Collectif d'habitants et d'habitues de la Plaine
- Enjeux qu'ils soulèvent : Prise en compte des habitants et habitues dans la fabrication de la ville. Vidéo - surveillance, carnaval populaire de la Plaine, concerts, végétalisation et autres.
- « Actions de dénonciation, organisation de réunions et événements publics »

CIQ Plaine et Cours Julien ?

Association de commerçants ?

Forains ?

LES COMMANDITAIRES DU RÉAMÉNAGEMENT - ceux qui commandent les études et les travaux

La Ville de Marseille

La Mairie centrale de Marseille est le maître d'ouvrage de l'opération. Elle définit les missions et les objectifs de la SOLEAM.

La SOLEAM « Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise »

- La SOLEAM est Maître d'Ouvrage Délégué pour le compte de la ville de Marseille : elle est chargée de mettre en œuvre les projets
- Le projet de réaménagement de la place Jean-Jaurès est l'un des nombreux projets mis en œuvre par la SOLEAM et s'inscrivant dans « l'Opération Grand Centre-Ville ».
- Statut juridique : SPLA (Société Publique Locale d'Aménagement)
- Est créée en 2010 avec pour mission centrale « l'Opération Grand Centre-Ville en remplacement de « Marseille Aménagement » (statut juridique : SEM, Société d'Économie Mixte) dissoute à l'occasion.
- Son conseil d'administration est composé d'élus de la ville de Marseille (et La Ciotat, Cassis Gémenos, Tarascon...)

LES PRESTATAIRES - les entreprises qui interviennent pour la définition du projet

« étude urbaine sur le secteur de la plaine »

Conseil Urbain Bureau d'études

Compétences : urbanisme
« bureau de conseil indépendant spécialisé dans les études urbaines liées à l'aménagement et à l'urbanisme opérationnel. »

In Cités Bureau d'études

Compétences : sociologie, architecture et urbanisme, éducation spécialisée, psychologies, géographie et cartographie
« Plate-forme de soutien à l'activité du tissu associatif, des collectivités territoriales et des acteurs privés à travers des activités de conseil, d'étude et de formation »

« étude de pré-programmation pour l'aménagement de la place Jean Jaurès »

SAMOP Bureau d'études

« Société d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage Pluridisciplinaire »

Compétences : ingénierie et urbanisme.
« Propose un soutien adapté au besoins de programmation architecturale et technique / programmation urbaine) »

Cyclades Bureau d'études

Compétences : ingénierie transports et déplacements

« mission de concertation »

Res Publica Bureau d'études

Compétences : conseil en stratégie et ingénierie de la concertation (conception, organisation et animation)
« Nos interventions visent à rendre utiles et efficaces les processus de participation publique en apportant méthode, rigueur et innovation. »

« mission de maîtrise-d'oeuvre »

Équipe de maîtrise d'oeuvre

- Paysagiste + Architectes + différents bureaux d'études (ingénieurs, techniciens...)
- Sera choisi par la SOLEAM selon des critères spécifiques.
- Réalisera le projet de réaménagement de la place

« mise en oeuvre des travaux »

Entreprises BTP

- Seront choisis par la SOLEAM selon des critères spécifiques
- Réaliseront la construction du projet de réaménagement de la place



Assemblée de la Plaine

11 octobre 2015

Première réunion d'information publique autour du projet de réaménagement de la place, récolte des « voix de la plaine » pour « en parler, s'informer, échanger », récolte des « voix de la plaine »

25 octobre 2015

Repas de quartier pour parler du projet de rénovation de la place, récolte des « voix de la plaine »
05 novembre 2015 - 07h-15h
Rencontre avec les forains



Selon Gérard Chénou, président de la SOLEAM, « [La concertation] permettra d'écrire le cahier des charges du projet. C'est sur cette base que se porteront candidats, les équipes internationales intéressées. »
18 : 1^{er} appel à candidature à pris fin en septembre 2015 !

« L'équipe lauréate sera désignée en fin d'année prochaine », c'est-à-dire fin 2016.
18 : cette déclaration contredit l'appel à candidature, qui prévoit la désignation du lauréat en Janvier 2016.

* source : article de la Provence auxé du 29 octobre 2015.



2011 * LANCEMENT DE L'OPÉRATION GRAND CENTRE-VILLE

Ville de Marseille + SOLEAM

En 2009, le Conseil Municipal approuve « l'engagement municipal renforcé pour le centre ville ».

Durée de l'opération : 2011-2021 (10 ans)

Périmètre d'intervention : 35 pôles urbains en centre-ville

Acteur : la ville de Marseille confie l'ensemble de l'opération à un unique acteur, la SOLEAM, en charge de mettre en œuvre le projet.

Objectifs * : « Par une intervention globale publique et privée, participer au développement de l'attractivité économique, culturelle et touristique du centre ville, ainsi que de sa qualité résidentielle ».

Développer la diversité de l'offre et qualité résidentielle. Améliorer et créer des équipements de proximité. Contribuer à faire de Marseille une ville étudiante. Créer des surfaces de commerce, d'activité et de services. Restaurer la chalandise dans un centre-ville apaisé, animé et convivial. Contribuer à la requalification de l'espace public. Pérenniser les investissements par une meilleure gestion de proximité.

* source : site Internet Ville de Marseille - Département d'Urbanisme - Centre Ville - concertation publique 2011 *

2012-2013

ÉTUDE URBAINE SECTEUR DE LA PLAINE

Conseil Urbain + In Città

Conseil Urbain réalise pour le compte de la SOLEAM un diagnostic urbain et social du secteur de la Plaine

Périmètre d'étude large autour de la plaine. Il comprend 4 pôles de « l'opération grand centre-ville » :

- Pôle trois-rous et place Jean-Jaurès
- Pôle Olivier - Ferrari
- Pôle Nau et Bons Enfants
- Pôle Curriel

Contenu de l'étude :

- Cahier des recommandations sur l'habitat et la politique urbaine au sens large

- Analyse territoriale et sociale du secteur de la plaine et des 4 pôles
- Propositions d'actions pour chaque pôle.

* source : « Étude urbaine secteur de la plaine »

2014-2015

ÉTUDE PRÉ-PROGRAMMATION PLACE JEAN JAURÈS

SAMOP + Cyclades

Objectifs : Étudier différentes possibilités d'aménagement de la place sur la base de critères financiers, et objectifs techniques et politiques. Estimer le coût des différents scénarios étudiés.

La SOLEAM retiendra ensuite un ou plusieurs scénarios qui feront office de base au cahier des charges du projet d'aménagement de la place. Projet qui prend place dans « l'opération grand centre ville ».

Contenu de l'étude :

- Les éléments du contexte

- Les invariants : Doter la ville d'un beau marché qualitatif / 2. Faire monter en gamme la place en s'appuyant sur ses qualités architecturales et paysagères intrinsèques / 3. Améliorer la cohabitation des usages / 4. Affirmer son statut de cœur de la Plaine et de première place publique de Marseille / 5. Intégrer en amont la gestion future de la place)

- Les 4 scénarios étudiés
- Synthèse des atouts et faiblesses de chaque scénario
- Estimation financière

* source : <http://www.laarseille.fr/marseille/fr/4524-document-1-etude-de-programmation-de-la-place-jean-jaurès>

25 juillet 2015

APPEL À CANDIDATURE POUR LE REAMÉNAGEMENT DE LA PLACE

Paysagistes + Architectes

Après avoir demandé plusieurs études, la SOLEAM lance un appel d'offre pour le réaménagement de la Place Jean Jaurès.

Objectifs : Des équipes regroupant plusieurs compétences (architectes, ingénieurs, paysagistes, etc) sont appelés publiquement à candidater pour concevoir et réaliser le projet.

Contenu de l'appel d'offre :

- 1 24 septembre 2015

Fin de la période de candidature pour les équipes intéressées.

- 2 Octobre à décembre 2015

Sélection de 4 équipes par la SOLEAM pour réaliser une proposition d'aménagement dessinée et détaillée, sur la base d'un programme.

- Un jury d'élus et techniciens de la solem choisit un projet d'aménagement et désigne une équipe lauréate.
- 3 Janvier 2016

Démarrage de la mission de l'équipe Maître-d'œuvre lauréate. Elle détaillera spatialement, techniquement, et économiquement son projet, en vue de sa réalisation.

4 Juin 2019
Fin prévue des travaux de réaménagement de la place.

* source : appel d'offre, communiqué sur : <http://www.laarseille.fr/marseille/fr/m/4524-document-1-etude-de-programmation-de-la-place-jean-jaurès>

Novembre-Décembre 2015

CONCERTATION DE LA POPULATION

Res-Publica

Res-Publica a été missionné par la SOLEAM pour réaliser une mission de « concertation préalable » sur le projet de réaménagement de la place Jean-Jaurès. 4 temps sont prévus :

mardi 17 et mercredi 18 novembre 2015
« Res Publica proposera un questionnaire lors d'une rencontre sur le marché »

Jeudi 26 novembre 2015 – 17h30 et 20h
« Ateliers de concertation ouverts à tous, sur inscription » : ateliers pour les « habitants et usagers » et pour les « commerces sédentaires et forains ».

Jeudi 03 décembre 2015 – 17h30 et 20h
« Un atelier plus technique et prospectif fera le point sur la réalisation du chantier ». Ouvert à tous.

Jeudi 17 décembre 2015 – 18h30
« Atelier de synthèse ». Cet « atelier de restitution conclura les échanges », il « fera une dernière fois la synthèse des discussions ». Ouvert à tous.

Lieu : Conservatoire régional, place Carli
Inscriptions : 04.88.91.91.20
ou sur laplainebouge@soleam.net

* source : deux articles de la Provence du 29 octobre 2015 et du 03 novembre 2015

Annexe V. :

QUEL QUARTIER ?

Pour justifier leur petite cuisine sécuritaire, la mairie et la pref s'appuient sur la peur et l'amertume d'une minorité de riverains. Réfugiés dans les CIQ ou autres associations de frustrés, ils réclament plus de flics et moins de vie sociale, moins de bruit, moins d'odeurs, comme si le but de l'existence était de vivre dans un cimetière. Les journaux et les autorités prêtent une oreille complaisante à leurs râleries, qui servent de relais et d'alibi aux politiques décidées en haut lieu.

La Plaine sans frontières... Les laisserons-nous parler en notre nom alors qu'ils agissent ouvertement contre nous ? Il est temps de montrer publiquement que nous sommes fiers de ce quartier. Ce à quoi ils s'attaquent, c'est précisément ce qui nous le rend agréable à vivre. Il faudra leur dire haut et fort que nous sommes une majorité à vouloir habiter une ville ouverte et populaire.

Bien sûr, on pourrait attendre que les caméras pourrissent sur pied et que les patrouilles fatiguent. Mais on peut aussi dire non. Et, histoire de s'amuser un peu, occuper encore et toujours la place publique. Profiter des jours de beau temps pour se retrouver dans des concerts de rue, des charivaris, des balèts, des boules et du ballon, des repas de quartier, des projections en plein air, un carnaval plus turbulent que jamais...

À nous de jouer !

Des habitants.

Le réveil du peuple « L'état d'esprit est une raison d'être, un art pour avancer, une culture à respecter. C'est une richesse capable de décupler les forces, d'aller au-delà de ses limites, quel que soit l'adversaire. C'est être contestataire, rebelle pour refuser l'ordre établi et affirmer les valeurs de la plus vieille ville de France, une dame respectable tant son histoire sera à jamais inégalée. C'est une raison sociale, une arrogance, une loyauté. C'est appartenir à un peuple, uni et solidaire à la vie à la mort. Voilà pourquoi le peuple s'est réveillé. Qu'il ne se rendorme plus... »

Thierry Curatelle, après la victoire sur le PSG, dans *La Provence* du 28 novembre 2011

LEURS PROBLÈMES...

La vie de quartier, la convivialité ? Un facteur d'insécurité avec sa racaille à l'agachon, ses pauvres qui tendent agressivement la main, ses jeunes qui mettent le souk sous les fenêtres...

Le marché ? Une source de nuisances avec ses cartons qui s'empilent, ses sacs plastique qui volent, ses véhicules qui bloquent la rue, ses "pas-de-chez-nous" qui se croient chez eux...

La vie nocturne ? Avec ses concerts, ses fêtes et ses après-matches qui débordent des trottoirs et des horaires autorisés : une culture qui ne rentre pas dans le cadre officiel du projet 2013...

LEUR SOLUTION : TUER LE QUARTIER !

Un espace public vidéosurveillé et contrôlé à chaque instant. Un marché normalisé, une carte postale provençale pour touristes et bourgeois. Un parc à thème aseptisé pour le seul profit des spéculateurs immobiliers et des boîtes spécialisées en camelote sécuritaire. Bientôt, à chaque pas, sur chaque terrasse, dans chaque appartement situé au premier ou au deuxième étage, la méchante sensation d'être espionné.

Au final, augmentation vertigineuse de la taxe d'habitation pour financer les déploiements policiers et les caméras – un budget de 6 millions à l'installation, 2 millions par an de fonctionnement, voté à huis clos. Sans aucun autre effet que de confisquer l'espace public et de mettre la pression – *arrahhh* ! Pour les bars, les locaux associatifs et les salles de concerts, ce sont provocations et interventions musclées de la BAC avant que ne tombe la fermeture administrative. Pour ceux qui sirotent une canette dans la rue, interpellations et amendes. Quant aux mendiants, un arrêté municipal les transforme en autant de dangereux délinquants.



NOTRE QUARTIER...

Elle est raide la pente pour monter à la Plaine et pourtant, tous les jours, on trouve une bonne raison de gravir la colline. Les mardis, jeudis et surtout samedis, le marché et son ambiance est une de ces bonnes raisons. Des fruits, des légumes, du poisson, des spécialités... Pas de problème ! Des fringues en tout genre, de tous styles et à tout prix... Toujours pas de problème ! Une fois le sac bien rempli, on bavarde autour d'un verre et d'une kémiea avec les collègues croisés dans un des cafés qui bordent la place. Et en soirée ou à la fin de la semaine, on prend le temps de s'attabler pour partager un plat, une bonne tchatche ou un peu de musique, histoire de faire durer le moment qui nous sépare encore du matin ou du lundi suivant...

OK, c'est pas le paradis, mais c'est ce qui nous maintient aussi en vie !

LEUR QUARTIER...

Tout ça, les politiciens nationaux comme municipaux, les associations de boutiquiers grincheux et de voisins aigris, les promoteurs en *Plus belle la vie si elle est chère* n'en veulent plus.

VIVE LE LIBRE MARCHÉ !

Depuis le parachutage du nouveau préfet, la présence policière sur le marché de la Plaine (tout comme à Noailles ou autour du marché du Soleil et des Puces) s'est faite écrasante. Des brochettes de CRS arpentent les allées en roulant des mécaniques, le flingue sur la cuisse, façon bataille d'Alger. Contre qui sont-ils en guerre ? Dissimule-t-on des kalachnikovs en pièces détachées sous les tas de fringues à un euro ? Leur Vigipirate électoraliste en vue de mai 2012 vise-t-il vraiment les arracheurs de chaînes en or ou les pickpockets ? Terroriser les voyous, c'est faire fuir les joueurs de bonneteau et la vieille vendeuse de citrons ? Les raids policiers en coordination avec les douanes, la PAF et les services de l'Urssaf, c'est pour assurer la liberté de marché ?

La vérité, c'est que le marché attire du monde et que ça dérange. On vient de loin pour s'y réchauffer en jouant des coudes et en y faisant de bonnes affaires. Beaucoup de familles modestes auraient du mal à se vêtir et à se nourrir si ce joyeux bazar disparaissait. Sans compter les vendeurs qui resteraient sur le carreau dans une ville où le boulot s'invente plus qu'il ne se cherche. C'est cette réalité-là, trop peuplée, que les autorités cherchent à criminaliser...



Annexe VI. :

MAM - Métropole Aix-Marseille. 2017: Rapport au Conseil de la metropole, Urbanisme et Aménagement. Séance du 19 Octobre 2017. URB 030-19/10/17 CM ; Approbation du bilan de la concertation publique portant sur le projet de requalification de la place Jean Jaurès. p. 4-11.

IV Éléments d'appréciation du projet

À ce stade des opérations, certains contributeurs réservent leur avis sur le projet. Il est toutefois intéressant de noter que plus de la moitié des participants se sont présentés en permanence comme porteurs d'interrogations, de demandes d'éclairages, ou de suggestions, plutôt que pour exprimer un avis favorable ou défavorable sur la requalification.

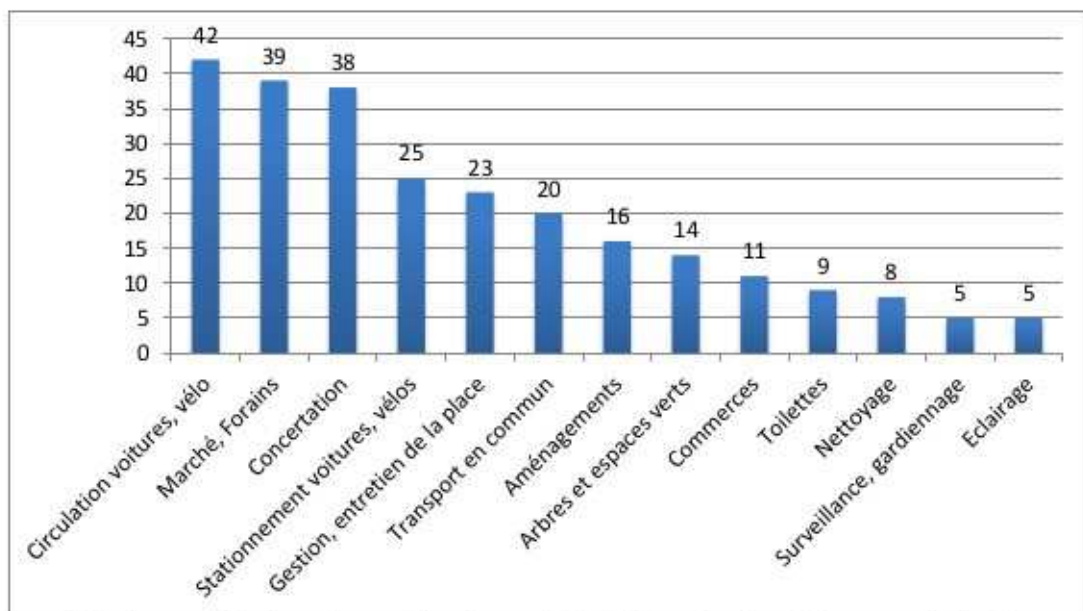
1. Le besoin de maintenir une multiplicité d'usages

Plusieurs participants sont préoccupés par la nécessité de maintenir une multiplicité d'usages de la place. Ils recommandent d'assurer la cohabitation des commerces et cafés, du marché, des enfants, adolescents et adultes usagers. Les contributeurs reconnaissent la possibilité d'une différence d'usages entre le jour et la nuit. Plusieurs d'entre eux préconisent le maintien d'une possibilité d'organiser de grands événements publics sur La Plaine.

2. L'esprit La Plaine

L'opposition contre le projet est souvent marquée par la dichotomie entre une ville chamarrée, diverse, spontanée, « authentique », qui serait celle de La Plaine, et une ville homogène, attractive spécifiquement pour les touristes, étudiants et cadres, « domestiquée », qui serait celle du projet. Un contributeur estime par exemple que le projet est « fait pour les touristes. »

Les craintes exprimées par rapport à l'opération sont décrites par les termes suivants : « uniformisation, gentrification, homogénéisation, aseptisation, dépossession » d'un lieu de vie. Une contributrice interroge l'aménageur sur le sens des adjectifs « accessible » et « apaisée », utilisés dans le dossier de présentation : « Une place modèle accessible et apaisée ? Que sous-entend la liaison de ces deux adjectifs ? S'agit-il de changer l'image du lieu pour en modifier les usages, les habitants, les activités ? »



Principaux sujets de préoccupation des participants (nombre de citations spontanées)

2. La concertation

La précédente concertation de 2015 est encore très présente dans l'esprit des participants. Les contributeurs qui ont alors pris part au débat auraient souhaité obtenir un retour sur les suites données à leurs observations (plusieurs supports informatifs sont disponibles sur le site internet de Soleam). En l'occurrence, certains participants expriment leur impression d'un projet déjà figé, « un fait accompli » devant lequel ils seraient placés. Plusieurs contributeurs expriment leurs attentes en matière de concertation : « *Le projet doit se faire avec et pour les habitants* », ou encore : « *Tout ce qui se fait sans les habitants se fait contre !* »

Les participants demandent la tenue de réunions publiques, d'ateliers, de rencontres avec les bureaux d'études. Un contributeur suggère d'organiser un atelier participatif avec les étudiants de l'école d'architecture et de l'école de paysage, qui pour certains d'entre eux habitent le quartier. Enfin, une demande de concertation spécifique a été formulée sur la tenue du marché (propreté, gestion des déchets etc.).

VII Annexe : synthèse des attentes formulées sur le projet dans les mémoires reçus en permanence

1. Association Un centre-ville pour tous

L'association souhaite que soient conservées la diversité des fonctions de la place et sa polyvalence. Elle relaie l'expression des participants à la concertation de 2015, selon laquelle la place « nécessite en priorité une reprise en main de l'entretien défailant à l'origine de sa dégradation, et l'amélioration de ses équipements ».

L'association soulève la question de l'intégration du plan de circulation de la place dans un schéma marseillais des mobilités. Elle souligne les difficultés potentielles à venir sur le carrefour entre le nouvel axe nord-sud de la place et la rue des Trois Mages. En matière de stationnement, l'association préconise l'ouverture d'une discussion avec les usagers et acteurs du quartier.

Sur le marché, l'association s'inquiète du nombre d'emplois qui y seront maintenus à terme, et suggère l'ouverture d'une concertation relative à l'entretien du marché. L'accompagnement des commerçants pendant le chantier, ainsi que le devenir des commerces actuels, est un autre sujet de préoccupation. L'association s'interroge par ailleurs sur les moyens qui permettront d'éviter un envahissement de l'espace public par les terrasses.

En matière de végétalisation, l'association souligne des suppressions d'arbres. Elle revendique des espaces dédiés à la jeunesse, facilitant la rencontre et le repos, et/ou permettant des pratiques festives et événementielles. En conclusion, l'association souligne l'importance d'un projet de gestion efficace, et d'une concertation des parties prenantes.

3. Ben KERSTE, doctorant au laboratoire méditerranéen de sociologie/ CNRS et participant aux travaux de l'Assemblée de La Plaine

M. KERSTE, doctorant au laboratoire méditerranéen de sociologie/ CNRS a rédigé un article scientifique. Ainsi, il rappelle les débats des ateliers de concertation de 2015, notamment le « sentiment d'abandon » alors exprimé, ou la « montée en gamme » prévue par le projet de requalification. Pour M. KERSTE, les adolescents sont un public non cité dans le cahier des charges de la requalification, et les événements organisés sur la place ne sont pas non plus mentionnés dans ce support.

M. KERSTE observe que la Soléam semble attribuer à La Plaine un rôle spatial stratégique au sein de l'opération Campus centre-ville. Il définit la notion de « lisibilité » de la ville comme une intention de contrôler les usages de l'espace public. M. KERSTE revendique une Plaine bien entretenue et investie par les pouvoirs publics, au lieu d'une Plaine qu'il ressent comme « mise en scène ».

6. Assemblée de la Plaine

Deux autres supports ont été reçus en permanence : un livret de commentaires, ainsi qu'une pétition de 5 000 signatures. Il faut toutefois noter que ces éléments ont été établis en dehors du cadre de la concertation réglementaire. La collecte de signatures de la pétition, par exemple, a commencé dès mai 2016, c'est-à-dire avant le début de la période de concertation et la publication du dossier explicatif du projet.

Les commentaires, quant à eux, ont été recueillis le 20 mars 2017, à l'occasion d'un temps d'échange organisé sur la place Jean Jaurès par l'Assemblée de la Plaine. Hors sans la présence du porteur de projet, les émetteurs des différents commentaires n'ont pas pu prendre connaissance des supports de présentation de la requalification, suivant qu'ils se sont rendus ou non aux expositions publiques.

Le livret de commentaires et la pétition ont été déposés en permanence le 30 mars 2017, à l'issue d'un rassemblement d'une vingtaine de personnes devant la Mairie des 1^{er} et 7^{ème} arrondissements. Ses commentaires sont présentés ci-après :

La place contribue à l'identité marseillaise. Plus généralement le quartier est défini comme populaire et « *multigénérationnel* ». Il possède une « *identité culturelle forte, affirmée, multiple, qui parvient depuis des années à se mélanger* ». Selon plusieurs personnes, il est donc indispensable de conserver son esprit « *cosmopolite* ». De ce fait, il est souhaité que le projet valorise l'existant plutôt que de tout changer.

L'analyse thématique du « registre » de l'Assemblée de la Plaine montre que l'essentiel des remarques concerne le marché. En effet, le marché de la Plaine occupe une place importante dans l'histoire de Marseille, et plus

Annexe VII. :

À tous les habitant.e.s et usager.e.s du quartier SAUVONS LA PLAINE !

Le projet de requalification de la place Jean-Jaurès, dans le cadre de l'Opération Grand Centre-Ville pilotée par la Soleam, est un projet très coûteux et qui ne répond pas aux besoins exprimés par la population lors des deux concertations, en novembre 2015 et en mars 2017.

Ce projet n'a jamais été présenté publiquement dans le quartier et de nombreux habitants n'en sont toujours pas au courant. Il n'a jamais été discuté en conseil municipal.

Ce projet n'a jamais fait l'objet d'une étude d'impact, pourtant la modification de la circulation et la suppression de stationnements va avoir de lourdes répercussions sur l'ensemble du quartier et du centre-ville.

Ce projet qui prévoit l'abattage de 87 arbres sains, de grande taille et qui ont plus de 20 ans n'est pas en cohérence avec les prescriptions de l'AVAP, comme avec celles du code de l'environnement.

Nous demandons l'arrêt de CE projet avant qu'il ne soit trop tard.

Nous demandons un autre type de rénovation, respectueuse des dynamiques existantes et activités sociales et économiques qui font la vitalité et l'identité de ce quartier. Une rénovation faite en réelle concertation avec l'ensemble de la population.

OUI à :

- un entretien régulier de la place
- des moyens efficaces pour la propreté après le marché
- une dératization de la butte des magnolias et de l'aire de jeux
- assurer les réparations régulières des dégradations (sols, éclairage, banc, jeux d'enfants...)
- le soin et l'entretien des arbres existants et des espaces verts, et davantage d'espaces verts, voire un potager...
- un éclairage qui fonctionne TOUTES les nuits
- la remise en fonction des bornes qui régulent l'accès des véhicules au centre de la place
- maintenir et améliorer la circulation autour de la place : réduction à une voie de circulation, limitation de la vitesse
- une piste cyclable séparée de la circulation
- l'amélioration de l'accessibilité des piétons : élargir les trottoirs en pied d'immeubles, notamment en correspondance des arrêts de bus
- multiplier et visibiliser les passages piétons
- des nombreux bancs en vis-à-vis et des tables
- des espaces et installations pour les ados
- des toilettes entretenues et gratuites
- un « parc à chiens » régulièrement entretenu
- plus de fontaines et points d'eau
- des meilleurs jeux pour les enfants
- le remplacement des grilles par d'autres moyens de protection (murets-bancs, jardinières...)
- de l'espace pour les activités libres de tous et toutes

NON à :

- l'abattage des arbres
- une voie de circulation qui coupe la place en deux et la dénature
- la réduction de la taille du marché et du nombre de forains et sa « montée en gamme »
- la suppression du stationnement le soir, sans aucune alternative proposée (prolongation des horaires des transports en commun, politique tarifaire accessible, parkings relais gratuits...)
- un chantier de deux ans et demi qui va étouffer la vie du quartier
- la multiplication de poteaux et bornes autour de la place
- la suppression du terrain de pétanque
- l'installation de 21 caméras de surveillance
- la hausse des loyers des kiosques
- une tranchée entre les magnolias
- un projet d'aménagement sans un projet de gestion qui l'accompagne sur la durée
- une dépense d'argent public de 11 millions HT pour une place « vitrine », quand les écoles du quartier sont dans un état catastrophique.
- un projet qui ne s'inscrit pas dans une réflexion globale à l'échelle du quartier, de la ville pour ses habitants et usagers

Assemblée de la Plaine

Contact: assembleedelaplane@gmail.com

RDV tous les lundis à 18h dans les square

Pétition en ligne: www.change.org/p/soleam-sauvons-la-plaine-arrêtons-le-projet-de-rénovation-de-la-place-jean-jaurès-à-marseille

Annexe VIII. :

Ce qui se joue sur La Plaine

Sans jamais répondre aux craintes des habitants, commerçants, forains et usagers, la mairie de Marseille veut imposer un réaménagement lourd de la place Jean-Jaurès. Le chantier, prévu pour début 2018, devra être bouclé pour les municipales de 2020.

Ce projet est borné par deux idées fixes : « attractivité » et plus-value immobilière. Après la désertification de la rue de la République et du Rouet, on s'apprête, une fois de plus, à jeter par-dessus bord une réalité sociale qui *fonctionne par elle-même*, sans marketing.

La volonté politique de la mairie est de faire table rase dans un quartier populaire qu'elle dénigre. Le chef-paysagiste de l'agence APS, lauréate du projet de rénovation, croit savoir qu'à l'heure actuelle *« l'unique fonction de la place est celle d'un parking »* !

La Plaine n'a jamais été « mono-usage ». Elle n'est pas résidentielle. Ses multiples activités ont longtemps tourné 24h sur 24h autour du marché de gros du cours Julien. Aujourd'hui, elle gravite autour des marchés, des troquets, de la vie nocturne, des bancs et des jeux d'enfants.

Sous prétexte de « montée en gamme », on va expurger le plus grand marché de la ville, dont la dynamique irrigue tout le quartier et bien au-delà. Ici, les jours de marché sont des jours fastes pour les ménagères, les mamies, les flâneurs, les boutiques et les cafés du coin.

Mais Mme Lota, adjointe au maire en charge des marchés, a craché le morceau lors d'une réunion avec les forains, fin 2015 : *« Le marché attire une population qu'on ne veut plus voir en ville. »* C'est dit. Même si son compère Chenoz, de la Soleam, avoue que *« les touristes ne nous demandent pas de faire partir les Arabes, mais de balayer les rues un peu plus souvent. »*

*

Aucune étude sérieuse de l'impact qu'aurait un chantier de plus de deux ans sur les activités du quartier n'a été menée. Aucune protection, aucune alternative n'ont été proposées aux commerçants, sédentaires ou forains, pour espérer survivre à cette opération.

Au contraire, Yves Moraine, maire du 6-8, se réjouit déjà de la vente « à bon prix » des fonds de commerce après la requalification de la place. Il oublie de dire qu'à la fin du chantier, leur valeur sera calculée sur la base d'un chiffre d'affaires forcément calamiteux.

Le même Moraine a également dévoilé, lors d'une réunion en mairie, sa volonté de *« préempter les commerces qu'on ne veut plus voir »*. Il n'a pas précisé quel type de boutique est, selon lui, indésirable... Ni à qui ces locaux préemptés seront ensuite cédés.

Sans compter les faillites que provoquent les chantiers-Attila de l'équipe Gaudin - pas moins de 87 pendant le chantier du tram sur la rue de Rome, selon la Chambre de commerce.

Voilà comment Moraine justifie la future invasion de la place par les terrasses de nouveaux « commerces de bouche » : *« Le privé, lui, il a intérêt à prendre soin de cet espace, à le nettoyer, à le rendre attractif. »* C'est donc ça... Si la mairie néglige depuis si longtemps l'éclairage, le nettoyage et l'entretien des trottoirs, c'est pour mieux les brader à ses copains du privé !

C'est bien un hold-up à caractère spéculatif qui se prépare.

**

Selon la Soleam, l'esplanade sera coupée en deux par la jonction des rues Saint-Michel et Saint-Savournin. Elle n'a rien trouvé de mieux pour desserrer l'emprise automobile ! Sans plan global de circulation, un tel goulot d'étranglement gênera les piétons et déportera le trafic dans les rues adjacentes, provoquant le chaos sur Eugène-Pierre ou Notre-Dame-du-Mont.

Dissuasive, cette nouvelle « boucle circulatoire » ? Sans alternatives viables, elle va surtout dissuader les gens modestes de fréquenter les lieux. Un forain l'a dit aux élus : « *Vous avez une place qui attire plein de monde et on dirait que vous voulez les décourager de venir !* »

Pour les transports en commun et les offres de stationnement, il n'y a que des promesses en l'air, non écrites, sans agenda. Quant à la gestion privée des horodateurs et des parkings souterrains, elle n'a jamais dissuadé le tout-automobile. Par contre, elle a livré la population aux appétits de sociétés qui organisent la pénurie de places pour justifier des tarifs prohibitifs.

La loi prévoit une enquête publique en cas de « *projets et opérations d'aménagement ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement ou l'activité économique* ». Au lieu de cela, la Soleam a bâclé deux concertations au rabais, qui ont fait flop. Il n'y a pas pire sourd qu'un élu non-révocable.

La veille de la clôture de la dernière concertation (mars 2017), des policiers ont barré l'accès de la mairie de secteur du 1-7 au public, ne laissant entrer qu'une petite délégation, qui a remis pétitions et cahier de doléances à la chef de projet de la Soleam... Sans doute pour rien.

Ce déni de dialogue s'accompagne d'une campagne de harcèlement contre les « indésirables ». Amendes et fermetures administratives pleuvent sur les épiceries de nuit, les bars et les salles associatives. Contrôles et blocs de béton intempestifs rendent la vie impossible aux forains. Les opposants au projet sont taxés de « *minorité malfaisante* » par Moraine et Chenoz...

L'équipe Gaudin veut refouler toute vie populaire loin du centre-ville : ouste la foule, les « usages déviants » et la convivialité, les gens n'ont qu'à aller bader la marchandise aux Terrasses du port ! Pour la mairie, un marché ne peut qu'être un décor attrape-touristes.

Pourtant, alors que le chômage et l'exclusion font des ravages, on aurait pu parier sur la vitalité du bazar méditerranéen. Mais la ville a préféré expulser les échoppes de Belsunce, sacrifier le marché du Soleil et lorgner avec hostilité sur le marché aux Puces.

Les kalashnikovs de Marseille sont les fruits d'une violente ségrégation territoriale. Priver la ville des marchés de La Plaine et de Noailles, où toutes les communautés se côtoient, où chacun peut se sentir marseillais, voilà qui frise l'attentat !

Casser cet éco-système procède d'un mépris à connotation raciste, mais pas seulement : les épiceries, les bars, les salles de concert, les clubs de supporters, les fêtes de quartier, la Sardinade du 1^{er} Mai, le Carnaval..., c'est toute une culture urbaine qui est menacée.

Les « élites » ont toujours eu honte de cette ville. Du coup, une époque efface l'autre. Mais comme l'écrivait Henri Bosco, « *le vrai monument de Marseille, c'est sa population* ».

Cette richesse ne doit pas être embaumée au Mucem pendant qu'on l'éradique de nos rues. Il est hors de question de laisser la bande municipale transformer nos places en lieux de déambulation désincarnée, livrés au tourisme de masse et au shopping anonyme.

Ce qui se fait sans nous se fait contre nous.

La Plaine vivra, La Plaine vaincra.

